

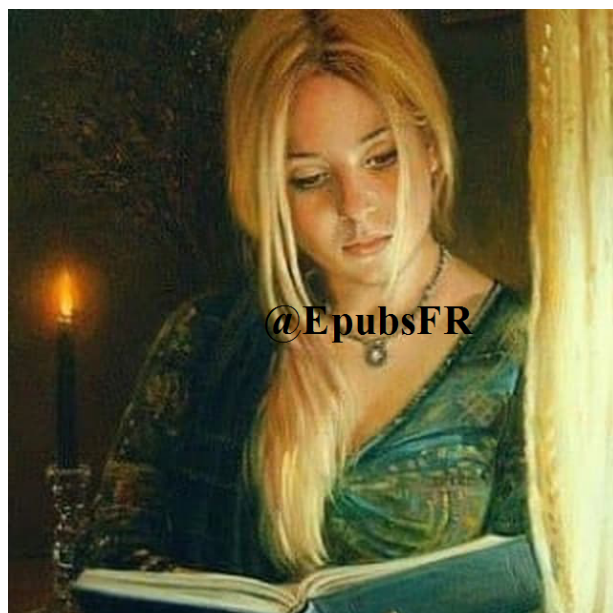
Joseph Ki-Zerbo



Repères
pour
l'Afrique

Panafrika

Silex / Nouvelles du Sud



Joseph Ki-Zerbo

Repères pour l'Afrique

Coédité par :



Panafrika
Silex / Nouvelles du Sud

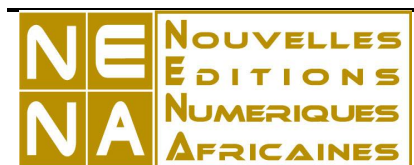
Panafrika / Silex / Nouvelles du Sud

BP 16658 Dakar FANN

46, rue Barbès, Bât 14

94200 Ivry / Seine, France

et



Nouvelles Editions Numériques Africaines (NENA)

Sacré Cœur 1, Rond point coll. Sacré-Cœur, Lot N-822, Dakar, Sénégal

BP 25231 Dakar Fann, Dakar, Sénégal

SARL au capital de 1 320 000 FCFA.

RC : SN DKR 2008 B878.

www.nena-sen.com / <http://librairienumeriqueafricaine.com> /
infos@nena-sen.com

Collection : Littérature d'Afrique

Date de publication de l'imprimé : 2007

Date de publication version numérique : 2018

ISBN de l'imprimé : 2-912724-32-5

ISBN version numérique : 978-2-37015-979-3

© 2018 Nouvelles Editions Numériques Africaines (NENA).

Avec le soutien du CNL



Licence d'utilisation

L'éditeur accorde à l'acquéreur de ce livre numérique une licence d'utilisation sur ses propres ordinateurs et équipements mobiles jusqu'à un maximum de trois (3) appareils.

Toute cession à un tiers d'une copie de ce fichier, à titre onéreux ou gratuit, toute reproduction intégrale de ce texte, ou toute copie partielle sauf pour usage personnel, par quelque procédé que ce soit, sont interdites, et constituent une contrefaçon, passible des sanctions prévues par les lois de la propriété intellectuelle.

L'utilisation d'une copie non autorisée altère la qualité de lecture de l'oeuvre.

Sommaire

Préliminaires

Avant propos

Première partie L'historicité de l'Afrique

1. L'Afrique, berceau et espoir de l'humanité
2. Histoire et conscience nègre
3. Histoire et développement

Deuxième partie L'identité africaine

4. Les identités culturelles africaines
5. Identités-Identité Vers l'Union Africaine
6. La pertinence de l'école par rapport à la société africaine

Troisième Partie Le développement endogène

7. Le développement endogène comme remède à la paupérisation au Burkina Faso
8. Ubuntu ou « l'homme comme remède de l'homme »
9. Afrique le défi du redressement économique et du développement accéléré perspectives historiques

Quatrième partie L'unité africaine

10. Les trois dimensions d'une intégration authentique
11. Intégrer, c'est marcher vers nous-mêmes
12. Intellectuels africains, nationalisme et panafricanisme un témoignage

Cinquième partie La mondialisation

13. La mondialisation pour qui

Références bibliographiques

Préliminaires

Auteur

Résumé

Dédicace

Exergue

Remerciements

Illustration

Avant propos

L'historicité de l'Afrique

L'identité africaine

Le développement de l'Afrique

L'unité africaine

La mondialisation

Première partie L'historicité de l'Afrique

1. L'Afrique, berceau et espoir de l'humanité

I. Histoire

II. Géographie

III. Les voies du développement humain

2. Histoire et conscience nègre

I. Place de l'histoire dans l'Afrique traditionnelle

II. L'histoire des nègres leur a été brutalement confisquée

Conclusion perspectives

3. Histoire et développement

Introduction

I. Histoire, représentation et gisement

A. Histoire cristallisée et réinvestie dans l'histoire ou le développement d'aujourd'hui

B. Le niveau de la mémoire collective et de la conscience historique

C. Les idéologies du sens de l'histoire

II. Les contextes et les cadres de l'essor de l'histoire et/ou du développement

A. Rôle de la nature et de l'environnement

B. Démographie

C. Techniques — Sciences — Économies

D. Les aspects culturels des rapports entre histoire et développement

E. Aspects religieux

F. Politique et pouvoirs

III. Enjeux et défis contemporains

A. Intégration et globalisation

B. Une vraie décentralisation

C. Formation — Intégration — Édition — Communication

D. Le rôle des femmes

En guise de conclusion

Deuxième partie L'identité africaine

4. Les identités culturelles africaines

Introduction

I. Ce que l'identité culturelle n'est pas

A. L'identité culturelle n'est pas un fossile

B. L'identité culturelle n'est pas un concept abstrait

C. L'identité culturelle n'est pas exogène

II. Ce qu'est l'identité culturelle

A. Un processus temporel

B. Un processus spatial

III. Identités et Nations

A. Historique

B. Dans l'espace

IV. Dimensions matérielles et spirituelles

Conclusion

5. Identités-Identité Vers l'Union Africaine

I. L'identité, comme préalable au développement et à la démocratie

II. Les identités ou l'Afrique en pièces détachées

III. Nécessité d'une identité motrice, d'une personnalité-Cadre constitutif

6. La pertinence de l'école par rapport à la société africaine

I. Importance de la méthode

A. De l'approche systémique

B. Concept de quantité et de qualité

C. De la finalité de l'éducation

II. Adéquation ou inadéquation de l'école

A. Aspects logistiques

B. Aspect pédagogique

C. Pertinence de l'école par rapport à la production

D. Non-pertinence de l'école par rapport à la société, à la culture

E. Liens de l'école avec la nature

III. Concept ou paradigme de l'intégration

Troisième Partie Le développement endogène

7. Le développement endogène comme remède à la paupérisation au Burkina Faso

I. La pauvreté au Burkina Faso

II. La paupérisation au Burkina Faso

III. Résultats

8. Ubuntu ou « l'homme comme remède de l'homme »

I. Le paradigme d'ubuntu

A. La paix par la parole

B. L'initiation, stade décisif de la socialisation des jeunes

II. L'Ubuntu collectif ou la convivialité constituante et constituée

A. Mais d'abord, voyons ce que n'est pas Ubuntu

B. Un peuple nouveau mais nourri du lait maternel

Conclusion

9. Afrique le défi du redressement économique et du développement accéléré perspectives historiques

Introduction

I. Mutations

A. Mutations positives

1. Mutations de l'intérieur du continent

2. Par réaction à des changements provoqués de l'extérieur

B. Mutations négatives

1. La démographie africaine

2. La dégradation de l'écosystème La déforestation La désertification

3. Bouleversements alimentaires

4. Mutations socioculturelles négatives

II. Continuités

A. Continuités positives

1. Structures non capitalistes

2. Traditions de lutte

B. Continuité négatives

1. Ponction des forces
2. Sciences et technologie
3. La couverture idéologique

Le salut

Le progrès

Le développement

III. Périodisation

A. La première période des origines au XVe siècle

B. La seconde période : XVe-fin XIXe siècle : la colonisation

C. La troisième période : 1885 (Conférence de Berlin)-1945 (fin de la Seconde Guerre mondiale)

D. La quatrième période 1945-1973

E. La cinquième période : de 1973 à nos jours

IV. Éléments de prospective

A. La base socioculturelle

B. L'intégration africaine

C. Un état de droit

Conclusion

Quatrième partie L'unité africaine

10. Les trois dimensions d'une intégration authentique

I. L'intégration historique ou verticale

II. Intégration horizontale

III. L'intégration sociale

Conclusion

11. Intégrer, c'est marcher vers nous-mêmes

I. Le modèle japonais de l'intégration

A. Intégration verticale (historico-culturelle)

B. Intégration de l'espace

C. Intégration sociale

II. Le modèle allemand de l'intégration

A. Intégration verticale

B. L'intégration horizontale

C. L'intégration sociale

III. Il n'y a pas de modèle

IV. À défaut de modèle, y a-t-il un schéma directeur un projet un logiciel opératoire ?

B. Intégration temporelle

C. Intégration sociopolitique

V. Et la dimension mondiale ?

12. Intellectuels africains, nationalisme et panafricanisme un témoignage

I. Prologue

II. Nationalisme

III. Panafricanisme

IV. Rôle des intellectuels pour conjuguer le binôme moteur de la renaissance africaine

Cinquième partie La mondialisation

13. La mondialisation pour qui

Questions d'histoire et de méthode

A. Le monde se mondialise

B. On ne mondialise pas, on ne se mondialise pas innocemment

1. Une objectivité apparente
2. Dimensions environnementales du système monde
3. Au plan démographique
4. Dimensions économiques de la mondialisation
5. Mondialisation et cultures

C. Que faire ?

Références bibliographiques

Préliminaires

Auteur

Joseph Ki-Zerbo, né en 1922 à Toma au Burkina Faso, professeur agrégé d'histoire et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, a enseigné en France, au Sénégal, en Guinée et au Burkina Faso, où il a été Directeur Général de l'Éducation Nationale. Secrétaire général du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), il est auteur de plusieurs livres. Il a été fondateur et leader de partis politiques au Burkina Faso.

Résumé

Porter à la connaissance des jeunes générations les nombreux et pertinents messages du regretté Professeur Joseph Ki-Zerbo est l'une des missions du Centre des Études pour le Développement africain, (C.E.D.A). Dans cette perspective, le Centre a conçu le projet « *Histoires d'Afrique* » centré sur la personnalité et l'œuvre de l'illustre historien, chercheur et homme de culture burkinabé.

Repères pour l'Afrique, guide pour la lecture de l'immense production inédite de Joseph Ki-Zerbo, s'articule autour de ces quatre problématiques d'intérêt majeur : historicité de l'Afrique, Identité africaine et Éducation africaine, Développement endogène et Unité africaine.

L'analyse des maux dont souffre l'Afrique débouche sur ce cri du cœur et de la raison : *il faut désenchaîner les consciences et les subconscious.* Le vrai développement suppose l'intégration africaine, laquelle est, elle aussi, largement tributaire de la conquête de l'identité. En s'appuyant sur une école autre, qui intègre les valeurs cardinales que sont le sens de l'altérité et la fidélité à la parole donnée, l'Afrique peut s'ouvrir au développement endogène. Ce type de développement, testament de l'auteur, est défini comme *le passage de soi à soi à un niveau supérieur, un mixte dans la verticalité du temps entre l'ancien et le nouveau et dans l'horizontalité de l'espace.*

Par-delà le contenu de cet ouvrage, sa publication, à titre posthume, est un hommage mérité à un grand intellectuel panafricaniste qui a mobilisé son savoir, son savoir-faire et son savoir être, pour que l’Afrique, malgré les turbulences et les impasses, reste debout !

Nan laara an saara !

Si nous ne nous mettons pas debout, nous sommes morts !

Dédicace

À la jeunesse africaine

Exergue

L’Afrique a une histoire. L’Afrique, berceau de l’humanité, a enfanté l’histoire. Malgré des obstacles géants, des épreuves majeures et des erreurs tragiques, l’Afrique a illustré notre aptitude au changement et au progrès notre historicité. Mais celle-ci doit, par la conscience historique, gouverner les trois moments du temps le passé, le présent et la projection vers l’avenir.

L’invocation par nous du passé seul, du passé simple, ne prouve rien pour le présent et l’avenir, alors que la convocation d’un présent médiocre ou calamiteux comme témoin à charge contre nous, peut mettre en doute notre passé et mettre en cause notre avenir.

C’est pourquoi chaque africaine, chaque africain doit être, ici et maintenant, une valeur ajoutée.

Chaque génération a des pyramides à bâtir.

Joseph Ki-Zerbo

Remerciements

Un groupe de personnes de bonne volonté a été mobilisé par le Centre d’Études pour le Développement Africain (CÉDA), pour la collecte, la sauvegarde, la publication et la diffusion de certains écrits de Joseph Ki-Zerbo, dans le cadre d’un projet dit « Histoires d’Afrique » qui a reçu le soutien du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg à travers Lux-

Development, Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement.

Le groupe, sous la coordination de Aimé Damiba, comprend les personnes ressources suivantes Aïcha Boro, Françoise Ki-Zerbo, Jacqueline Ki-Zerbo, Joséphine Millogo, Marie Bruneteau, Marie Claire Nikiéma, Martine Maïga Kaboré, Nicole Jeannerot, Abdoul Wahab Drabo, Abel Nadié, Amadé Badini, Appolinaire Kyelem, Benoît Ouédraogo, Clément Tapsoba, Dominique Zidouèmba, Ernest Ilboudo, Fernand Sanou, Franck Gaël Toé, Georges Madiéga, Ignace Sanwidi, Jean-Baptiste Kiethega, Jean-Baptiste Dala, Lazare Ki-Zerbo, Pierre-Marie Albert Nyamweogho, Placide Akabassi, Salif Yonaba, Salifou Traoré, Salya Koné, Vidoumou Aka.

La saisie et la mise en forme des documents ont été assurées par Rosine Kibora, Sylvie Kaboré, Mariam Sorgho.

L'auteur remercie également les diverses revues qui ont autorisé pour la présente édition la reprise des articles qu'elles ont publiés.

Merci à tout un chacun pour sa contribution spécifique.

Merci au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et à Lux-Development, Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement, pour leur soutien à cette initiative.

Illustration

Photo de couverture : Le Professeur Joseph Ki-Zerbo devant la porte du non retour. Gorée. DR

Avant propos

Repères pour l'Afrique est le premier ouvrage d'une collection d'écrits inédits de Joseph Ki-Zerbo. Celui-ci a écrit des livres bien connus dans les domaines de l'histoire *Histoire de l'Afrique noire* de l'éducation *Éduquer ou Périr* du développement *La Natte des autres* de l'environnement *Compagnons du soleil* tous ces livres sont loin de représenter toute sa production intellectuelle.

Spécialiste de l'histoire africaine, enseignant, homme de culture, militant politique, à ces divers titres Joseph Ki-Zerbo s'est exprimé, produisant un grand nombre d'articles de journaux et revues, de conférences, de discours, et d'interviews porteurs de nombreux messages. Porter ces messages à la connaissance des jeunes générations s'impose comme un devoir. Pour cela, le Centre d'Études pour le Développement Africain (CÉDA) a conçu un projet « Histoires d'Afrique », centré sur la personne et l'œuvre de Joseph Ki-Zerbo.

Le projet « Histoires d'Afrique » comporte trois volets dont deux sont déjà réalisés. Le premier volet a consisté en la production d'une émission radiophonique sur le thème de l'éducation en Afrique, dans une perspective historique, émission réalisée par Dunia en coopération avec la Radio Télévision belge.

Le deuxième volet a vu la production d'un film documentaire de 52 minutes sur le thème « Identités-Identité pour l'Afrique ». Le film réalisé par le cinéaste Dany Kouyaté et produit pour le CÉDA par Sahelis Production, a été présenté à l'édition 2005 du Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO), où il a obtenu le prix de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Le troisième volet porte sur la capitalisation des fonds documentaires.

L'opération présente trois dimensions. La première, indispensable pour l'avenir, est la collecte et la sauvegarde des écrits de Joseph Ki-Zerbo. En effet, un recensement non exhaustif a permis d'établir une liste de centaines de documents couvrant les domaines suivants histoire, politique, société, culture / éducation, économie / développement, environnement.

La deuxième dimension consiste, à partir d'une relecture des documents collectés, à procéder à la publication de certains d'entre eux selon des thématiques bien définies. Enfin, la troisième dimension concerne la diffusion des écrits pour le plus large public possible, au moyen des technologies nouvelles d'information et de communication.

En tant que livre introductif, *Repères pour l'Afrique* privilégie quatre thèmes fondamentaux qui sont des constantes dans la pensée et l'œuvre de Joseph Ki-Zerbo : il s'agit de l'historicité de l'Afrique, de l'identité africaine et de l'éducation africaine, du développement endogène, de l'unité africaine, bref quatre piliers de la construction de l'Afrique. Ces thèmes se recourent d'un texte à un autre et peuvent être lus sans un ordre chronologique particulier.

L'historicité de l'Afrique

Faire prendre conscience aux Africains de leur place dans l'histoire humaine autrement que par celle, servile, à laquelle ils ont été confinés injustement, est une mission permanente à laquelle se sont attelés nombre de devanciers célèbres dont Cheikh Anta Diop, pour n'en citer qu'un. Joseph Ki-Zerbo fait partie de cette noble légion engagée à « arrêter la débâcle de la conscience nègre » selon ses propres termes.

Dans le texte *L'Afrique, berceau et espoir de l'humanité*, on peut relever : « L'Afrique a enfanté la civilisation humaine durant la plus longue période de l'histoire du monde... La mère de l'Égypte, c'était la Nubie et ses prolongements anté-sahariens ». Malheureusement, « prélever trente à cent millions des meilleurs fils et filles d'un continent comme de la viande brute pendant quatre siècles, cela laisse forcément des traces, des cicatrices incontournables non seulement dans la dimension de l'avoir, mais aussi dans le registre de l'être... En conséquence, « il faut désenchaîner les consciences et les subconscients ».

Cette maïeutique se poursuit avec le texte *Histoire et conscience nègre*, car « le fait de reprendre conscience de son histoire est un signe de renaissance pour un peuple ». Ainsi apprenons-nous qu'à tous les stades, depuis la conception de la propriété foncière, jusqu'à celle de la religion et de l'esthétique, en passant par l'organisation sociale, « l'histoire tient une

grande place dans la vie traditionnelle des Nègres... Mais l'histoire des Nègres leur a été brutalement confisquée ». D'où cet appel pressant : « Nous devons remonter aux sources, et jusqu'aux plus lointaines » et pourquoi pas jusqu'à « la parenté entre l'Égypte et l'Afrique noire actuelle » et élucider la question de « l'antériorité et du sens du courant d'influence ». Ce cheminement n'est rien d'autre qu'une renaissance.

Dans l'optique de cette renaissance, le texte *Histoire et développement* amène à s'interroger sur les rapports de l'histoire et du développement. « On avance, mais est-ce que l'on progresse ?... Le problème lancinant des coûts humains est logé au cœur de la dialectique entre histoire et développement. La source de l'histoire humaine comme du développement (et peut-être aussi le but), c'est la liberté, la non-détermination, l'aptitude au choix ». Le développement de l'histoire coïncide-t-il avec l'histoire du développement En effet, dans les contextes et les cadres de l'essor de l'histoire et/ou du développement, prennent place la nature et l'environnement, la démographie, les techniques et les sciences, les phénomènes culturels et religieux, la politique et les rapports de pouvoir.

En vue de « redevenir sujets de notre histoire et réaliser un autodéveloppement (endogène) qui soit aussi un écodéveloppement, il faut adopter la stratégie juste pour atteindre la maturité historique et le vrai développement : réaliser d'abord l'intégration africaine comme condition d'une globalisation viable et valable ». Mais cela ne commence-t-il pas avec la quête, la conquête de l'identité ? Et nous voilà donc invités à un deuxième champ d'action.

L'identité africaine

Le texte *Les identités culturelles africaines* « veut dégager quelques repères qui permettent de poser correctement le problème du développement culturel du continent africain. Tout d'abord, l'identité culturelle n'est pas une structure fossile ou statique; elle n'est pas non plus un concept abstrait ou une étiquette collée de l'extérieur. L'identité culturelle est un processus qui englobe le passé et le présent mais aussi potentiellement l'avenir, car la culture, c'est l'histoire en marche. L'identité culturelle, c'est la vie; c'est le lieu d'une lutte sans merci pour la défense des valeurs suprêmes et l'avènement d'une néoculture, qui devrait être une synthèse dynamique

entre le meilleur de nous-mêmes et ce qu'il y a de plus précieux venant de l'extérieur : synthèse qui peut préfigurer ce que sera notre peuple demain ». Des identités africaines multiples à l'identité africaine, c'est le long chemin du développement, défini comme « un passage de soi à soi à un niveau supérieur ».

Dans le texte *Identités-Identité vers l'Union africaine*, l'auteur pose « l'identité comme le socle préalable, fondateur et constitutif ». Dans cette approche, « il n'y a pas d'identité pure, toute identité endogène vivante est un mixte, sujette à des chocs, contradictions, oppositions, dysfonctionnements et conflits... C'est ainsi que le mécanisme mondial de soustraction et de ponction anonyme de biens, services et savoirs, aggravé par le jeu spéculatif de l'argent, ne doit pas être dissocié de l'érosion culturelle géante (véritable apocalypse au ralenti) qui, à travers la communication, mais aussi l'ingérence quotidienne des biens industriels importés par l'Afrique, bouleversent sa culture sans contrepartie... En effet, des valeurs comme l'altérité, l'intégrité, la solidarité, la fidélité à la parole donnée, sont soumises à une érosion ou même à une éradication radicale ».

De ce point de vue aussi se pose la question de l'éducation en Afrique. Le texte *La pertinence de l'école par rapport à la société africaine* affirme sans ambages « L'école africaine actuellement ne part pas suffisamment des besoins des sociétés africaines dans la sphère du vivre, du survivre, et des raisons de vivre ».

Au total, en termes d'identité africaine, ce sont « des allégeances multiples et des identités disparates qui habitent les individus, les peuples et les États africains ». Une telle situation exige une identité africaine contemporaine, une identité motrice, une personnalité, un cadre constitutif.

Le développement de l'Afrique

« On ne développe pas, on se développe. Il n'y a pas de développement clés en mains. Le seul développement viable et valable, est le développement clés en tête ». C'est ainsi que Joseph Ki-Zerbo définit le développement endogène. « Ce n'est pas un africanisme de plus, ni une néonégritude, c'est un concept universel. C'est le moment d'un processus : un mixte dans la

verticalité du temps entre l'ancien et le neuf et dans l'horizontalité de l'espace ».

Trois textes qui se complètent, traitent du développement du développement perçu au niveau micronational; de l'homme comme la finalité du développement; et enfin de la dimension continentale du développement.

Le texte *Le développement endogène comme remède à la paupérisation du Burkina Faso* montre l'inanité du développement perçu au seul niveau micro-national.

La proportion de pauvres au Burkina Faso était de 46 % en 2003 et est en croissance. Les chiffres et les faits sont nombreux qui dessinent un « diagnostic de la paralysie du développement exogène surimposé au Burkina Faso et qui génère non seulement la pauvreté mais la paupérisation ». Elle s'analyse en termes de victimes de l'insécurité alimentaire, d'augmentation du nombre d'agriculteurs vivriers pauvres, de baisse continue du niveau réel des revenus en deçà de ce qu'ils étaient au début des années soixante, de suppressions d'emplois suite à des compressions et à des privatisations, d'un flux croissant de populations rurales vers les villes.

Il n'y aura aucune possibilité d'éradiquer la paupérisation sans recours à l'option et à la pratique du développement endogène. Mais, il faut affirmer d'emblée en même temps, qu'il n'y a pas de développement endogène sans la condition préalable de l'intégration sous régionale ouest africaine. « Seul, le Burkina Faso est une victime programmée du marché mondial ».

Le texte *Ubuntu ou l'homme remède de l'homme* place l'homme comme finalité du développement.

« *Ubuntu*, c'est le collectif humain solidaire, un paradigme, antidote axial et spécifique de la mercantilisation de tout l'homme et de tous les hommes... Il est en germe dans la matrice de l'éminente dignité de la personne ».

« Toute nation, toute personne consciente, doit s'associer à la recherche d'un projet global qui marie les acquis de la conscience, patrimoine commun de l'humanité, avec la convivialité de la nature, préhistoire de l'homme, et vis-à-vis des autres humains, dépassement et accomplissement

de l'homme ». C'est dans cette problématique que se situe *Ubuntu*, qui est avant tout un parti pris de défendre l'être humain comme être culturel.

On ne peut mieux exprimer la solidarité entre tous les humains que par ces propos « Le jeune initié mandingue, à la question « Qui es-tu » répond « Je ne suis rien sans toi, je ne suis rien sans eux. Quand je suis arrivé, j'étais dans leurs mains; ils étaient là pour m'accueillir. Quand je repartirai, je serai encore dans leurs mains; ils seront là pour me reconduire » ». La dimension de l'*ubuntu*, « c'est l'expression de ce vouloir vivre, non pas les uns avec les autres, mais les uns par les autres ».

Dresser ou redresser la pyramide ubuntu, tel est le défi pour l'Afrique, explicité dans le texte : *Afrique le défi du redressement économique et du développement accéléré perspectives historiques*.

« La crise économique n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Il s'agit d'une crise de civilisation pour tous les continents; mais pour l'Afrique, c'est aussi un problème de survie », affirme Joseph Ki-Zerbo qui la replace dans les processus historiques faits de mutations, de ruptures et de continuités positives et négatives.

« Il y eut des mutations positives, surtout avant la mainmise coloniale où par transformations économiques et culturelles successives, les Africains ont passé des clans villageois aux chefferies, aux royaumes et aux empires. Des ruptures mémorables ou obscures dues aux Africains sont légion, depuis la traite atlantique jusqu'à l'indépendance des pays africains, où des résultats positifs ont été arrachés de haute lutte par certains dirigeants ou groupes sociaux ».

Mais des mutations négatives sont à noter dans quatre domaines : la démographie à présent galopante, l'écosystème en proie à la déforestation et à la désertification, les bouleversements alimentaires, et, enfin, le domaine de la sphère politique et socioculturelle, « marquée, d'une part, par la centralisation monarchique du pouvoir, et, d'autre part, par un démantèlement progressif des éléments constitutifs du patrimoine originel ».

Parmi les continuités positives vient en premier lieu la présence des structures non capitalistes. « Les structures précapitalistes demeurent plus

fraîches et plus vives qu'ailleurs ». En second lieu, on doit noter « la tradition de lutte, le refus de l'injustice et de l'oppression. Le cas le plus exemplaire d'une telle continuité dans le refus est donné par les peuples d'Afrique du Sud ».

Mais les continuités négatives sont également présentes. Depuis « l'extraction du minerai noir... en passant par l'effort de guerre imposé au continent et les migrations de travailleurs africains, tout se passe comme si depuis plusieurs siècles, l'Afrique assistait, impuissante, à son propre dépouillement, à la ponction de ses forces vives ». Une seconde constante, c'est « le rythme lent de l'essor scientifique et technologique en Afrique, et ce problème rejoint celui, plus global, de la non-industrialisation du continent ».

Enfin, il ne faut pas négliger l'effet de certains thèmes à savoir : le salut spirituel, le progrès et le développement, qui ont été manipulés avec en partie pour résultat l'anesthésie des consciences africaines. Cela est intervenu à travers toutes les périodes de l'itinéraire économique du continent africain où l'on peut distinguer cinq phases.

La première période couvre le temps initial depuis les origines jusqu'au XV^e siècle : l'Afrique est très largement maîtresse de ses initiatives. Dans la deuxième période, du XV^e au XIX^e siècle, le rôle négatif du continent vis-à-vis du monde extérieur commence à s'affirmer. La troisième période, de 1885 à 1945, c'est l'ère de la dépendance directe et immédiate dans tous les domaines. La quatrième période, 1945-1973, celle des conquêtes politiques et idéologiques. La cinquième période, à partir de 1973, c'est le temps des crises, marqué par des bouleversements écologiques, énergétiques et économiques.

En termes de prospective, « trois impératifs peuvent faire prendre à l'Afrique un tournant qualitatif et positif l'ancrage dans ses cultures, l'intégration africaine et l'État de droit. Telles sont les conditions fondamentales nécessaires et suffisantes pour un véritable redressement africain ».

L'unité africaine

Les textes sur l'unité de l'Afrique sont centrés sur l'impératif de l'unité, ses différentes dimensions et le rôle des intellectuels à cet égard.

« Les trois dimensions d'une intégration authentique », ainsi que l'indique le titre, propose l'intégration verticale, l'intégration horizontale et l'intégration sociale ou organique.

« La dimension historicoculturelle réalise une intégration verticale... En effet, entre l'histoire cristallisée d'hier, l'histoire fugace et insaisissable du présent et, enfin, l'histoire anticipée de demain, se situe l'une des dimensions tragiques de la condition humaine. Entre ces trois moments, c'est la conscience historique qui intervient comme catalyseur, un élément de cohérence, d'intégration et de concrétisation, sans lequel notre personnalité serait éclatée. Sans passé, nous n'avons pas d'avenir; sans présent nous n'avons pas de passé. D'où la nécessité de rassembler les éléments épars de l'identité historique africaine en la posant en elle-même et par rapport aux autres. Qui suis-je ? d'où est-ce que je viens ? de qui sommes-nous les fils ? de quelle civilisation nous sommes les pères ? Autant de questions de la quête de l'antériorité avec comme réponse ultime : Oui, l'Afrique a physiquement, biologiquement, intellectuellement et spirituellement, enfanté le monde ».

La deuxième dimension spatiale et économique se réfère à l'intégration horizontale. « Le projet socioculturel, s'il n'est pas infrastructure, risque de proclamer un fantôme d'identité et d'authenticité dans la mesure où la base matérielle serait inexistante ou aliénée, démantelée ou subjuguée par une culture de proie assise sur des techniques et une économie conquérantes ». Le remède à un tel risque est l'intégration horizontale. « La maîtrise d'un espace assez vaste, est la condition *sine qua non* d'un développement africain à la mesure du XXI^e siècle, mais aussi à la mesure de notre patrimoine ».

La troisième dimension est l'intégration sociale ou organique. « Il faut accéder à la cohésion fondée sur la culture et sur le minimum de coexistence sociale sans lequel il n'y a pas de collectivité viable ».

« Des trois dimensions de l'intégration, l'intégration horizontale multiforme devrait bénéficier d'une priorité d'urgence. Le mot d'ordre vital aujourd'hui

pour la génération montante, c'est l'intégration horizontale pour nous retrouver nous-mêmes ».

« Intégrer, c'est marcher vers nous-mêmes ». Reprenant les différentes dimensions de l'intégration, et s'appuyant sur les exemples de certains pays, ce texte montre que dans cette démarche il n'y a pas de modèle. Pas même notre passé ne saurait présenter des modèles à reproduire.

Dans le texte *Intellectuels africains, nationalisme et panafricanisme, un témoignage*, Joseph Ki-Zerbo, après avoir défini qui est intellectuel, traite du nationalisme, de la nation et du panafricanisme, en montrant comment ils sont logiquement liés. Et sous ce rapport, il identifie les rôles des intellectuels.

« Il y a d'un côté, au sens strict, le collectif des intellectuels, qui est un groupe hybride, hétérogène; et au sens le plus large, l'intellectuel collectif, avec bien sûr des actions et des réactions incessantes entre ces deux pôles... L'intellectuel est plongé dans sa société, immergé dans la mondialisation agressive en cours, il ne peut se réfugier dans l'une pour échapper à l'autre, mais surtout il ne saurait se réclamer d'une indépendance totale à l'égard du système dont il constitue un rouage décisif... Ce qui signifie que les intellectuels africains doivent être au premier rang de la responsabilité citoyenne ».

Et la nation ! Est-ce trop tôt pour la nation africaine, ou est-ce trop tard pour « créer le sentiment d'appartenance nécessaire à toute collectivité pour être visible et reconnue » ? Il n'y a pas de nation sans État de droit. « L'État de droit, c'est l'instance objective dotée d'une distance et d'une neutralité minimale à l'égard de tous les citoyens et des groupes considérés comme égaux ». Dans le contexte africain, c'est le panafricanisme qui donne signification et plénitude à la nation.

Pour les pays francophones tout au moins, la cassure entre nationalisme et panafricanisme s'est opérée lors du « faux choix » imposé par le colonisateur entre « l'unité dans le système colonial et l'indépendance dans la division ». Du même coup il en résulta « le grand schisme dans les rangs des intellectuels ».

Par la suite, au niveau de l'OUA, « la lutte pour le nationalisme africain a été découplée du combat pour le panafricanisme, et les intellectuels ont en majorité accepté, cautionné cette dichotomie fatale ». Et pourtant la mondialisation actuelle rend plus caduque le micronationalisme et plus impératif le panafricanisme.

L'engagement de l'intellectuel africain pour conjuguer nationalisme et panafricanisme, « le binôme moteur de la renaissance africaine » est double, étant entendu que « le nationalisme sans panafricanisme est vide de sens, et que le panafricanisme sans contenu libérateur est aussi une absurdité ». Par ailleurs, c'est « le savoir authentique qui donne aux intellectuels la légitimité et la crédibilité pour prendre avec le peuple, la tête de la renaissance africaine. Les intellectuels peuvent assumer la mission d'Isis auprès de l'Osiris africain ».

La mondialisation

La mondialisation pour qui ? est le texte par lequel se referme ce dossier, un texte qui appelle à une grande vigilance car la mondialisation peut engendrer le meilleur comme le pire. « Il n'y a pas qu'une seule mondialisation, mais des mondialisations vécues différemment par des groupes différents, selon des processus parfois convergents et concordants, parfois discordants et antagonistes ou conflictuels ».

En effet, « on ne mondialise pas innocemment ». À partir du cas africain, la mondialisation opère en grande partie par inclusion et exclusion. Le système monde actuel dans ses dimensions environnementales, démographiques, économiques, culturelles, génère des surplus pour des individus et des groupes situés au Nord comme au Sud.

« Face à une mondialisation fondée sur une alliance planétaire, se trouvent des nantis dont l'objectif est de s'enrichir encore davantage, sans limite financière, géographique, politique ou étatique ». Que faire ?

« Les valeurs du travail, de l'effort, du bien social, du sentiment citoyen d'appartenance à une communauté comptable du bien commun, de la responsabilité partagée, du respect des différences, doivent demeurer partout mais surtout au Sud de la planète, des normes souveraines qui gouvernent les règles du jeu économique et social. Face aux

mondialisateurs, le recours fondamental des pays du Sud et des Africains en particulier, c'est la nucléarisation, la régionalisation, la création de grands espaces... La régionalisation est la grande réalité du début du troisième millénaire ».

CÉDA

Première partie

L'historicité de l'Afrique

1. L'Afrique, berceau et espoir de l'humanité¹

I. Histoire

Au commencement était l'Afrique. La découverte en 2003 au Tchad du plus vieil Australopithèque (Toumaï) qui a sept millions d'années, confirme l'Afrique comme la patrie de l'humanité. Nos ancêtres ont les premiers émergé à partir d'un écosystème favorable, du statut de l'animalité pour donner le coup d'envoi à l'immense aventure humaine du progrès. Et cela depuis l'Australopithèque jusqu'à *l'homo sapiens* en passant entre autres par *l'homo habilis*, *l'homo erectus*.

C'est en s'arrachant au sol par la position debout nettement attestée en Afrique, que « l'animal vertical » a libéré à la fois ses yeux pour appréhender l'espace, et ses mains pour l'aménager; libérant par là même son cerveau pour les tâches éminentes que l'on sait. C'est en communiquant dans l'espace avec d'autres hominiens, puis hominidés qu'il a progressé par les outils, le langage, le feu, la poterie, les stratégies communautaires de la chasse et de la pêche, aboutissant au « décollage » décisif de l'élevage et de l'agriculture. L'Afrique a enfanté la civilisation humaine durant la plus longue période de l'histoire du monde, qu'on s'obstine à tort à appeler « Préhistoire », en référence au seul critère de « l'absence d'écriture ». En vérité, dès que l'homme est là, il y a histoire, comme en témoigne l'essor des bassins agricoles africains, les premières religions, ainsi que l'éblouissant art rupestre.

D'ailleurs, quand commence « l'Antiquité », l'Afrique est encore par l'Égypte la locomotive et l'institutrice du monde : avec l'écriture, le pouvoir centralisé, les pyramides et l'architecture monumentale, les sciences, etc. Ce fut l'une des cimes de l'histoire humaine.

Or, la mère de l'Égypte, c'était la Nubie et ses prolongements antésahariens. L'Égypte elle-même, c'était, bien sûr, l'espace privilégié de la

vallée du Nil; fleuve merveilleux jailli de la matrice africaine, espace maîtrisé par le mythe et par la science.

Dès lors, un trait fondamental s'est imposé tout au long de cette histoire : c'est à l'interface de zones écologiques différentes et souvent complémentaires que vont émerger les performances majeures de l'homme africain : Koush d'abord, un moment l'émule des Assyriens; puis la Nubie chrétienne; Carthage et son duel mémorable avec Rome; Aksoum, le Tekrour, le Ghana, le Kanem... Suivent alors du VII^e au XVII^e siècle, mille ans de progrès remarquables et multiformes dans l'ensemble du continent. Temps forts où l'Afrique s'étendit jusqu'au-delà des Pyrénées, où le nord du continent devint l'aile marchante et créatrice de l'immense espace musulman qui générait une civilisation imposante par le mariage même de tant de patrimoines prestigieux légués par l'œkoumène (Byzance, la Turquie, l'Arabie, la Perse, l'Inde, la Chine, l'Europe et l'Afrique subsaharienne). Les Fatimides, les Almoravides, les Almohades, le Mali, évoquent ces périodes rudes mais fastes qui virent aussi l'Éthiopie de Lalibela (XIII^e siècle) et Zera Yakob (XV^e siècle), les royaumes yoruba et les États hawsa, les empires du Bénin et Gao, les royaumes kongo, luba, lunda et celui du grand Zimbabwe, au même moment que l'Égypte de Salah al Din et des redoutables Mameluks.

Cependant les collectivités à pouvoir non centralisé ne sont pas restées inertes, loin de là : tels ces groupes humains (bwami) de la forêt du Maniema (République démocratique du Congo) qui ont sans doute initié les institutions des chefferies et royaumes interlacustres. Bref, l'Afrique a foisonné alors d'espaces autonomes exigus ou immenses, mais suffisamment osmosés et ouverts, puisque par le truchement de l'hégémonie amphibie de Swahili et par les îles de l'Océan Indien (Madagascar), ils étaient liés même à l'Asie du Sud-est.

Quand les Portugais avec Bartolomeu Diaz puis Vasco de Gama apparurent dans l'Océan Indien après avoir contourné au XV^e siècle le grand corps de l'Afrique à la recherche de « chrétiens et d'épices », rendant ainsi caduc le verrouillage de la Mer Rouge par les Mameluks, le temps du monde fini commençait; c'était un espace planétaire englobant, à la fois porteur et écrasant celui du monde de production capitaliste sous-tendu par les armes à feu.

Résultat l'accélération des processus, la décomposition et la tribalisation des espaces socio-politiques antérieurs, la saignée démographique due au paroxysme de la traite des Noirs, et cela, malgré l'apport de quelques plantes vivrières venues d'Asie ou des Amériques. Par contre, une diaspora noire pluricontinentale était créée, cependant que de nouvelles hégémonies africaines de plus en plus liées au système négrier (Bornou, Ashanti, Dahomey, Bambara, Moose), opéraient un ajustement qualitatif spectaculaire, avant que le XIXe siècle ne présente l'image d'une Afrique rassemblée de gré ou de force par des conquérants africains parfois inspirés par un islam prosélyte (Chaka, Ousman Dan Fodio, El Hadji Omar Tall, Samori Touré, Tippu Tib, Mirambo, El Mahdi, etc.) et déjà confrontés pour certains d'entre eux à l'invasion colonialiste des pays européens.

Plus jamais, l'espace africain disséqué par des intérêts extérieurs non sans des résistances héroïques et des stratégies multiformes de refus (Abdel el Kader, Abd el Kerim, Babemba de Sikasso, Al-Sanusi, Oumar Al-Mukhtar...) échappe alors à l'initiative historique des Africains. Même l'Éthiopie, d'abord victorieuse avec Ménélik II à la bataille d'Adoua (1896), fut par la suite conquise en 1935.

Seuls les séismes apocalyptiques des deux guerres mondiales, les rivalités internationales des grandes puissances, les crises du système capitaliste colonialiste, sans compter la poussée opiniâtre des peuples opprimés, ouvriront la voie aux indépendances juridiques.

Cette ligne d'évolution unique en son genre est le produit historique des créations des peuples, mais dans le cadre de conditions écologiques, géologiques, géographiques, qui constituent des obstacles et des freins, ou au contraire des chances et des opportunités.

II. Géographie

Le continent africain est un immense bloc (8 000 km d'envergure) qui plonge loin dans les mers australes.

Continent équatorial et tropical par excellence, il est marqué par la chaleur et la sécheresse (30 % d'espaces désertiques) bien que parcouru par quelques-uns des plus grands fleuves du monde qui débouchent

difficilement dans les océans par des trouées à travers des massifs périphériques (Congo, Nil, Niger, Zambèze).

Avec 20 % de sa superficie constituées de forêts, l'Afrique détient le second poumon de la planète, fabuleux gisements de biodiversité (flore et faune) qui ont fait l'objet d'une exploitation multiforme.

Les sols africains, à l'exception des couches d'origine volcanique ou sédimentaire dans les bassins fluviaux et lacustres, sont souvent marqués par la latérisation et assez fragiles. Mais faute de révolution agraire et industrielle, 80 % environ de la main-d'œuvre restent fixées sur l'exploitation agricole manuelle archaïque dans nombre de pays, avec une dépendance de plus en plus grande de l'extérieur pour les intrants et les « lois du marché ».

L'élevage aussi a été freiné par la mouche tsé-tsé et la trypanosomiase. L'association élevage agriculture en a lourdement souffert. Pour les ressources minérales par contre, l'Afrique est abondamment dotée.

Il en est ainsi des richesses énergétiques (pétrole, gaz, uranium), et des bassins hydroélectriques. Les minerais lithiques des premiers temps ont cédé la place au fer, omniprésent. Les champs diamantifères d'Afrique, de bauxite et de certains minéraux rares sont les plus vastes du monde. L'exploitation des gisements de pétrole est en pleine croissance.

L'Afrique a reçu beaucoup de plantes d'Asie et de l'Amérique du Sud mais elle a contribué aussi au patrimoine agricole de l'humanité.

L'autre facteur zoologique négatif, c'est l'anophèle, moustique responsable de la malaria. Le paludisme est une endémie plus mortelle encore que le sida, avec une incidence grave sur les jours de travail perdus.

L'anophèle est un des acteurs clés de l'histoire africaine. Ce moustique a contraint les colonisateurs européens à abandonner certains territoires africains à la simple exploitation pour s'installer dans les pays dénués de malaria, comme colonies de peuplement.

Le caractère incertain de la pluviométrie selon les saisons et les régions a sévèrement nui aux techniques performantes de maîtrise et de gestion de l'eau comme en Égypte ou en Casamance.

Si l'on y ajoute les conflits sociopolitiques conduisant à des migrations facilitées par la disponibilité de l'espace assurée par les règles de l'hospitalité envers les étrangers, on comprend mieux l'une des clés du « modèle » de dynamique historique africaine : une instabilité des établissements humains peu propice à l'accumulation, une itinérance du travail rural peu propice au progrès.

En effet, en Europe et en Asie la densité démographique a pu atteindre un seuil qualitatif où, comme dans la vallée du Nil sous les pharaons, la survie exigeait des mutations technologiques ou institutionnelles qualitatives et structurelles.

Or cette masse critique n'a pas été atteinte en Afrique dans de nombreuses régions pour des raisons internes, mais aussi externes essentiellement à partir du XVI^e siècle.

Tombouctou au XVI^e siècle avait une population de 150 000 à 200 000 habitants.

Au XIX^e siècle, l'explorateur Barth n'y trouve plus que 20 000 habitants soit dix fois moins. Londres en 1582 a 120 000 habitants et dix fois plus à la fin du XIX^e siècle.

La traite et la colonisation sur lesquelles il ne faut pas se fixer par complexe mais qu'il ne faut jamais oublier, ont joué un rôle non seulement de décélération, mais de déconstruction structurelle de la dynamique africaine.

Prélever trente à cent millions des meilleurs fils et filles d'un continent comme de la viande brute pendant quatre siècles, cela laisse forcément des traces, des cicatrices incontournables non seulement dans la dimension de l'avoir, mais dans le registre de l'être. Dépasser cela ne signifie pas contourner pour occulter et tomber de l'amnistie dans l'amnésie, mais appréhender lucidement les faits par la vérité pour exercer la justice et célébrer la réconciliation. Tel fut l'itinéraire de la déconstruction du monstre de l'apartheid après que la voix prophétique de Nelson Mandela ait annoncé le pardon. Verser une larme protocolaire même et surtout après avoir reconnu la réalité des crimes contre l'humanité africaine ou mieux contre l'Humanité dans les Africains, cela ne suffit pas.

III. Les voies du développement humain

Il faut désenchaîner les consciences et les subconscients.

« Quand tu as fait un saut dans le feu, il te reste un autre saut à faire », dit le proverbe : C'est ce sursaut, ce réveil, cette renaissance avec la quête, la conquête de l'identité.

Or par la mondialisation, le système néolibéral approfondit et planétarise les effets bénéfiques mais surtout les méfaits (coûts humains) du système capitaliste international.

Il s'agit d'un combat culturel où au contraire des pays du Nord, l'Afrique joue tout ce qu'elle a, pire tout ce qu'elle est.

Il ne s'agit plus d'être à la remorque ou à la périphérie de quelqu'un d'autre, mais d'être au centre de nous-mêmes. Pour la colonisation, des centaines de milliers d'Africains ont été tués dans les guerres de conquête et de « pacification ». Par la suite dans les guerres « propres » (contre le nazisme par exemple), des centaines de milliers d'autres Africains sont morts. Plus tard encore ce furent les sales guerres coloniales où les Africains furent jetés les uns contre les autres pour s'exterminer mutuellement. Il faut mettre fin à l'inacceptable qui instrumentalise l'Afrique et l'exclut sous des masques nouveaux.

D'où l'importance de l'éducation citoyenne, étagée « depuis la citoyenneté villageoise jusqu'à la citoyenneté mondiale; le tout axé sur les valeurs motrices suivantes : le respect de la vie, la recherche du bien commun, le culte des droits et devoirs humains comme noyaux durs de la démocratie à fonder sur des principes universels et donc africains aussi. Par exemple, si le peuple est absent, il n'y a pas démocratie : « On ne peut pas coiffer quelqu'un en son absence » (proverbe africain). En somme, socialiser, autant que possible le pouvoir, y compris le pouvoir du savoir et le pouvoir de l'avoir.

Il s'agit d'opérer la production matérielle, mais aussi la reproduction sociale et culturelle; d'où l'impératif africain de refondation de l'éducation et de la formation permanente.

Il y a lieu de formuler un projet sociétal de développement endogène ouvert sur le monde, au lieu de promouvoir une ouverture sur le monde, ouverture qui tue dans l'œuf le développement endogène.

Pour cela, la clé stratégique de la renaissance africaine c'est l'intégration sous-régionale. La régionalisation constitue un passage obligé et incontournable face à une mondialisation exploiteuse. Les micro États-Nations africains en gestation sont largement anachroniques, sans visibilité ni crédibilité, sans prise sur l'histoire, sans poids sensible dans les rapports de forces contemporains dominés par les États leaders et les multinationales qui visent l'oligopole, voire le monopole. « Mendier ou périr », tel est le sort auquel sont réduits de plus en plus les États africains.

Pour sortir de ce dilemme, seule la constitution de vastes espaces ou marchés intérieurs viables permettra d'opérer la division interafricaine du travail, selon les avantages comparatifs internes et externes. Sans compter qu'ils nous conféreront un réel pouvoir de négociation avec les ensembles géants déjà constitués. L'espace, qui a naguère décéléré l'histoire africaine, doit au contraire l'accélérer aujourd'hui.

Seule l'intégration permettra de donner un socle à la néoculture africaine. Seule, elle peut infrastructurer les civilisations africaines et donner une version africaine de la modernité, ou mieux encore, une version moderne de l'africanité. D'où la nécessité de nouer des alliances et de forger des réseaux au niveau des organisations et des économies populaires, où les intellectuels aujourd'hui marginalisés peuvent retrouver un rôle s'ils sont « organiques ».

Il ne s'agit pas de rattraper quelqu'un d'autre, mais de nous rattraper nous-mêmes.

Les Africains doivent se donner comme premier mot d'ordre : se constituer.

ÊTRE. Être avant d'avoir. Être pour avoir. *To be or not to be.*

À partir de là, il faut identifier et réaliser les conditions nécessaires et suffisantes, pour nous hisser au-dessus de la ligne de flottaison de l'histoire.

Mondialisateurs ou mondialisés, *that is the question !*

C'est pourquoi face aux mondialisateurs, le recours fondamental des pays du Sud, des Africains en particulier, c'est la nucléarisation, la régionalisation, la création de grands espaces comme marchés intérieurs autocentrés.

Entre le village ou l'espace micronational africain peu aptes au développement humain et les superpuissances, l'instance régionale ou sous régionale est la seule réponse stratégique appropriée. C'est une clé universelle pour les problèmes africains et une voie royale pour résoudre les contradictions graves, une mine de solutions potentielles transformables en performances multiformes économies d'échelle, compétitivité, valeur ajoutée, débouchés garantis, dénouement des rigidités en matière d'offre et de demande, amélioration du pouvoir de négociation (*bargaining power*) et de l'échange inégal, solution des dysfonctionnements ethniques, etc. Les sciences africaines elles-mêmes ne sont vraiment possibles objectivement que dans le cadre (sous) régional : les sciences sociales (par exemple l'anthropologie, l'histoire, la géographie, la sociologie), mais aussi l'hydrologie, la climatologie, la botanique, l'écologie, l'épidémiologie, etc., sont presque impensables dans le cadre strictement micronational. La science sera interafricaine ou ne sera pas.

Des exemples ou précédents historiques d'intégration africaine existent. Par exemple, le cauri comme monnaie interafricaine; l'or, le sel, la cola, le commerce transcontinental à travers le Sahara avec les produits manufacturés nord-africains et hawsa; ou du Congo à l'océan Indien à travers l'Afrique australe (les croisettes de cuivre).

Des réformes contemporaines sur d'autres continents sont nombreuses, ainsi l'Union européenne, l'ALENA en Amérique du Nord, l'ASEAN en Asie, dans le cône méridional de l'Amérique du Sud, le MERCOSUR. D'où vient alors la course immobile de l'Afrique ? Nos micromarchés de dix millions de consommateurs équivalent en terme de pouvoir d'achat, à des marchés de 150 000 habitants européens. Dans ces conditions, il faut renoncer à l'industrialisation et au développement humain. Le produit national brut du continent est l'équivalent de celui d'un seul pays européen moyen et le budget d'un pays africain moyen, analogue à celui d'une ville européenne moyenne.

Le commerce interafricain reste squelettique malgré les toutes dernières législations antiprotectionnistes prises sous la pression extérieure. D'ailleurs, cette ouverture entre pays africains est contredite par les entraves à la libre circulation des personnes. Cependant les transnationales elles, réalisent à leur niveau, l'intégration africaine, évidemment à leur propre profit.

En 1987 déjà, à Yamoussoukro, les ministres de l'Économie et des Finances de l'UMOA suggéraient des négociations communautaires africaines et non plus individuelles, afin d'arracher le juste prix pour les matières premières.

Pendant ce temps, certains pays importent 50 % de leur nourriture et reçoivent de l'extérieur 85 % de leurs budgets d'investissement; 85 % de la recherche sur l'Afrique se font en dehors de l'Afrique. Les deux tiers des pays les moins avancés (PMA) sont africains.

Près des deux tiers des sidéens et 50 % des réfugiés sont des Africains. Le seuil fatidique semble atteint entre l'aide alimentaire et le sursaut de la renaissance. « Au commencement était l'Afrique ». Les peuples attendent que l'Afrique dépasse enfin les commencements, et offre aux jeunes un autre sort que d'être éliminés en tentant d'émigrer vers le « paradis européen » ou alors d'être jetés par milliers sur les carrefours des villes africaines pour vendre des mouchoirs *kleenex*, des cartes de cellulaires, de la friperie du Nord. La fusée à trois étages de l'intégration africaine (experts, ministres et chefs d'État) ne part pas, et la paupérisation s'aggrave pour la majorité derrière l'écran de la croissance statistique et macro-économique toujours timide et chaotique.

À quoi sert la souveraineté nationale si elle n'existe pas ? Il n'y a pas de souveraineté dans la famine et dans la mendicité. Surtout que l'abandon total ou partiel de souveraineté est prévu par les constitutions établies par les peuples, que les présidents ont fait serment de les appliquer et que les Parlements qui votent les lois, ratifient aussi les traités. Il ne s'agit pas de détruire les frontières mais de les déplacer vers des espaces viables et fiables non pas les espaces exclusivement ethniques, pas même exclusivement religieux.

Mais il s'agit, par un « saut » hardi de prospective, de se donner un rôle historique nouveau, consistant non seulement à ériger de nouvelles

pyramides, mais encore à réaliser le dicton selon lequel « l'homme est le remède de l'homme ».

¹ Texte rédigé en 2005

2. Histoire et conscience nègre¹

Notre dette à nous qui avons été envoyés pour nous équiper au contact de l'Occident, est très lourde à l'égard de nos compatriotes. Ils attendent de nous que nous témoignions pour les nôtres, que nous les aidions à se situer dans un monde en pleine évolution et éventuellement à choisir un chemin.

Mais pour se situer et s'orienter, il est bon de s'arrêter un moment pour réfléchir sur le chemin déjà parcouru. D'où l'importance de la mémoire. Dans la vie individuelle, la mémoire, comme dit Pascal, est nécessaire à toutes les opérations de l'esprit; mais elle est aussi indispensable pour la cohésion de la personnalité. Prenez un homme, retranchez-lui brutalement toutes les données enregistrées et conservées par sa mémoire. Infligez-lui, par exemple, une amnésie totale. Cet homme n'est plus qu'un être errant dans un monde où il ne comprend plus rien, dénué qu'il est de tout axe de référence. Dépouillé ainsi de son histoire, il est étranger à lui-même; on dira qu'il est aliéné et il l'est, en effet, dans tous les sens de ce terme.

De même, les collectivités et les peuples sont le fruit de leur histoire. L'histoire est la mémoire des nations. C'est pourquoi il est de la plus haute importance pour la personnalité d'un peuple de cultiver cette mémoire collective ou, au contraire, d'en laisser oblitérer les trésors.

Ainsi, le fait de reprendre conscience de son histoire est un signe de renaissance pour un peuple. Tout cela justifie amplement la tentative que je fais ce soir (et qui n'est qu'une simple ébauche) de voir quelle place tient l'histoire dans l'évolution de la conscience collective chez les peuples nègres et, singulièrement, chez ceux de l'Afrique occidentale.

On peut y arriver en examinant successivement la place de l'histoire, de la mémoire collective et, plus généralement, de la notion de temps et du passé dans la vie traditionnelle des Nègres.

Ensuite, comment pendant des siècles, depuis le XV^e siècle, l'histoire des Nègres leur a été brutalement confisquée au profit de leurs maîtres européens tant au plan de l'action qu'au plan de la connaissance; ainsi que les conséquences qui en résultent pour la conscience nègre.

En conclusion, les perspectives qui, après ce gigantesque court-circuit, s'offrent à nous et en particulier à l'historien pour une reprise de conscience des peuples négro-africains.

I. Place de l'histoire dans l'Afrique traditionnelle

La place de l'histoire, c'est-à-dire de la notion du temps, de ce qui est antérieur, bref du passé, est une des constantes de la mentalité traditionnelle chez les Nègres, constante qui donne son originalité à leur vie économique, sociale, politique et artistique.

En Afrique Noire, la terre comme on le sait, est l'objet d'une appropriation non pas individuelle mais collective. Il faut préciser d'ailleurs que la famille, le village ou la tribu ne sont que les dépositaires des biens-fonds, la propriété éminente appartenant aux esprits locaux (qu'on songe ici aux dieux des nomes égyptiens).

Le chef successeur du fondateur du village est donc seul habilité à nouer des contacts avec les esprits qui ont permis à ses aïeux de s'établir là. Il est donc le commettant de ces esprits, de même qu'il est le médiateur obligé de tous ceux qui viennent s'établir là. Il intervient dans toute attribution nouvelle de terre. Et même dans les régions conquises, ce pouvoir demeure l'apanage du maître de la terre (*dugu kolotigui* en bambara, *tengsoba* en moore), descendant du clan vaincu qui primitivement, avait occupé le pays.

On voit l'importance de l'histoire dans l'idée de propriété foncière chez les Nègres.

Dans la vie sociale, il en va de même : quand j'étais berger, toute notre petite hiérarchie était fonction de l'âge. Le même mot signifie d'ailleurs souvent aîné et chef (en moore). D'où l'importance des classes d'âge. C'est par promotions organisées que les jeunes franchissent une à une les étapes qui les conduisent aux droits et responsabilités de membres à part entière dans la cité. Les écoles de brousse, parfois très longues (sept ans chez les Guerzés), se chargent de les préparer. Ainsi l'appartenance à une même classe d'âge, par la communauté des épreuves subies et des rites perpétrés, crée une parenté d'un type particulier et très profond. Chez les Bambara, ceux qui appartiennent à la même *n'tomoya* sont dits *fulani*, c'est-à-dire jumeaux.

Citons en passant les prérogatives qui reviennent à la première femme d'un polygame, uniquement parce qu'elle est la première en date. Notons d'ailleurs que la coquetterie féminine n'échappe pas à cette règle générale de la vie africaine. La femme, dès qu'elle a quelques enfants, se dit et se fait passer pour vieille. Elle ne s'adonne pas comme ailleurs à la lutte incessante contre « l'irréparable outrage », tant est puissante cette sorte d'attraction de l'ancienneté.

Cette mentalité trouve son expression la plus forte dans la vénération pour les anciens et le culte des ancêtres. On ne reconnaît au père de famille la puissance paternelle sur la grande famille patriarcale (*faya*) que si, entre autres conditions, il est vraiment le plus ancien, c'est-à-dire le membre de sa génération le plus proche de l'ancêtre. Cette règle de succession joue aussi du point de vue politique pour les rois.

Le collège des vieillards est vénéré. Experts dans les rites et les symboles, ils assurent la prospérité de la communauté. Maîtres ès traditions, ils sont les intermédiaires-nés, dans l'espace, avec les autres collectivités et dans le temps, avec le monde des aïeux.

L'ancêtre, lui, est l'objet d'un véritable culte. Le serment qu'il a fait de ne pas tuer et de ne pas consommer tel animal, oblige toutes les générations issues de lui et cela *ad infinitum*. On l'invoque toujours dans les grandes étapes de la vie. Ainsi, au cours des rites du mariage chez les Dagara, des libations sont faites aux ancêtres à qui on présente la jeune mariée en les priant de lui donner de nombreux enfants.

L'esthétique et la parure expriment souvent aussi cette importance de l'événement — collectif ou individuel. Les masques m'boum à Pao, aux environs du Tchad, portant de longues barbes de paille ou de fibre sont de majestueuses figurations des ancêtres. De nombreuses statuettes jouent le même rôle. L'animal totem allié de l'ancêtre est l'un des thèmes favoris de l'art négro-africain. Enfin les scarifications mi-ornementales, mi-religieuses, soulignent les différentes étapes de l'histoire individuelle graduellement intégrée à celle de la collectivité. Telles les différentes marques reçues par le jeune Kabrai du Togo de quatorze à vingt ans.

La littérature enfin, témoigne de la place que tient l'histoire dans la mentalité des Noirs d'Afrique. Ce sont les légendes et les contes dont le but

est fréquemment d'expliquer un fait actuel. « Autrefois les animaux sauvages vivaient avec les hommes. Autrefois le chien vivait dans la brousse »; tels sont les exordes de quelques contes de chez nous. Et la conclusion est par exemple : « C'est depuis ce temps-là que le chien et le chat ne peuvent pas se sentir ».

Il y a là une tentative d'explication générale par l'histoire. Il faut faire ici un sort aux griots, cette caste bigarrée et protéiforme, mais qui, dans les meilleurs des cas, fournissaient des conseillers avisés aux princes, par exemple aux Bours du Sénégal. Parfois les fils de rois devaient être allaités par une griotte avant leur propre mère. Les griots avaient leur franc parler avec le monarque même, comme l'atteste un passage d'Ibn Batouta dans sa description de la cour du Mali.

Or le griot constitue des archives vivantes; c'est un annaliste doué d'une mémoire prodigieuse; c'est une des sources de l'histoire africaine à utiliser avec les précautions qui s'imposent.

En effet, parfois il établit un ordre de succession réel mais incomplet, en ce sens que les règnes qu'il relate sont dans un ordre exact, mais peuvent être séparés par d'autres dont il n'a pas été instruit ou qu'il a oubliés. De plus, le sensationnel étant le plus demandé par la foule des auditeurs, il risque d'être polarisé par le détail qui fait mouche, quitte à le « faire mousser » dans ce but. Mais avec ces réserves, des recoupements entre les récits de plusieurs griots, d'après une méthode critique appropriée peuvent permettre d'établir un enchaînement historique valable à travers les chansons de geste des troubadours noirs.

Les épopées constituent, avec la poésie lyrique, la part maîtresse de la littérature négro-africaine d'ailleurs. Certes, les morceaux de littérature religieuse ne manquent pas. Mais ils revêtent souvent un caractère ésotérique. D'ailleurs ils s'expriment souvent selon un mode historique dans ces cosmogonies grandioses qui sont une tentative d'explication de l'univers par l'histoire, une genèse. Véritables fresques métaphysiques intégrant tous les plans de la pensée et de la création, on les retrouve partout chez les Bambara, les Dogons, les Bantous, les Yoruba, etc. La base de ces systèmes, c'est le souffle et les forces vitales qui sont sous l'empire de la loi de l'univers. Tout a une place dans ces constructions, du ciel aux

vermisseaux, de la terre aux astres, de la vie à la mort. Ce sont des systèmes totalitaires, au sens premier du terme où l'esprit de synthèse du Nègre ainsi que son penchant pour l'explication historique se donnent libre cours.

Ainsi donc, à tous les stades, depuis la conception de la propriété foncière, jusqu'à celle de la religion et de l'esthétique, en passant par l'organisation sociale, nous voyons que l'histoire tient une grande place dans la vie traditionnelle des Nègres.

Quels sont les effets négatifs ou bénéfiques de cette attitude mentale ?

On impute tout d'abord à ce repli sur le passé, le conservatisme et la réticence au changement observés parfois chez les Noirs. « Il est donc contraire au fond de la mentalité noire, écrit Richard Mollard, de prendre quelque initiative particulière de progrès; c'est pour cela que tout Noir non déraciné objectera que les ancêtres ne le faisaient pas si on lui suggère quelque nouveauté ». Cette « éthique fixée », cet univers organisé une fois pour toutes comme une horloge montée pour l'éternité, comme un système clos, n'offrirait aucune échappée progressiste et aboutirait forcément à une société stagnante « en tête-à-tête avec soi ».

De plus, l'histoire individuelle serait entièrement annexée par l'histoire de la collectivité. Disons d'abord que si les Nègres traditionnels refusent les nouveautés — réaction d'ailleurs caractéristique du paysan sous toutes les latitudes, en Auvergne comme en Chine —, il faut voir de quelles nouveautés il s'agit.

De plus, il faut insister sur le caractère syncrétiste de la mentalité nègre, qui n'hésite pas à accueillir les éléments nouveaux pour les agréger à son système de pensée ou de vie. Le ritualisme lui-même ne vise pas à la simple conservation, au simple équilibre des forces, mais à l'accroissement des forces de l'individu ou de la communauté. Il n'aboutit pas non plus à l'étouffement du destin individuel. Les personnalités puissantes n'ont pas manqué dans l'histoire de l'Afrique noire. Parfois elles se sont imposées en bousculant la tradition. Un exemple : c'est Mamari Koulibali, génial chef de guerre qu'on peut regarder comme le véritable créateur du royaume de Ségou à partir de 1712.

Il étend ses conquêtes et unifie tous les Bambara de la vallée du Niger grâce à une armée solide dotée d'une flottille et d'un corps d'ingénieurs. Tout cela en introduisant des nouveautés dans la structure de la société bambara. Il s'arrangea pour soustraire le plus d'hommes libres ou d'esclaves à leur communauté familiale, afin d'en faire des *ton dyon*, institution qu'on peut rapprocher de celle des « ministérielles » d'Empire dans l'Allemagne féodale. Amnistiant les criminels, gracieux les condamnés à mort, déliant les débiteurs insolvables à condition qu'ils entrent à son service comme serfs d'État et guerriers d'une confrérie dont Mamari était le chef politique et religieux, il forgea ainsi un instrument de guerre particulièrement maniable et efficace et dont la force sera d'ailleurs dangereuse pour la stabilité ultérieure de l'État.

Le sens de l'histoire pour les Nègres est donc une dynamique où l'homme a sa place; mais il s'agit de l'homme total avec sa dimension sociale, c'est pourquoi ce sens de l'histoire est le fondement d'un patriotisme particulièrement profond. Nulle part autant que chez eux, la nation n'est composée de plus de morts que de vivants. Les vivants ne sont qu'une infime minorité astreinte à des devoirs précis à l'égard des membres de la communauté qui ne sont plus.

Ceux-ci dont les ossements reposent souvent dans la maison même (par exemple chez les Bamiléké) et dont les esprits veillent dans l'ombre familière, sont associés à la vie du microcosme qui n'est plus qu'un simple maillon de la grande chaîne des générations.

On comprend alors que le terme maison paternelle *faso* possède pour le Nègre-Africain des harmoniques particulières puisqu'il ne signifie pas seulement un lien biologique et social, mais possède aussi, par le truchement de l'association intime avec les esprits des ancêtres et leurs alliés, une résonance cosmique et même métaphysique.

Une dernière preuve que cette conception de l'histoire n'a pas été un facteur de stagnation pour les peuples noirs, réside dans le fait que, sans qu'on ait besoin de remonter au berceau nilotique, cette conception n'a pas empêché, jusqu'aux invasions blanches du XVe siècle, la constitution de multitudes d'États florissants, n'ayant rien à envier à leurs homologues européens de la même époque.

Les royaumes noirs sont assez mal connus, d'abord parce que nous ne disposons pas de documents écrits suffisamment nombreux. Mais l'histoire ne se fait pas qu'avec des documents écrits. Or des villes entières ont été détruites et leurs trésors enfouis ou dispersés par les invasions européennes. De plus, nombre de ces conquistadors n'avaient aucune préoccupation culturelle, ni même l'instruction suffisante pour laisser un récit cohérent de leurs voyages. D'ailleurs, le climat africain très destructeur n'épargne presque aucun vestige. Malgré toutes ces carences, nous pouvons nous faire une idée de l'importance de ces royaumes, grâce surtout aux sources arabes.

C'est d'abord le Ghana (Koumbi), situé entre la rive gauche du Niger, le Sénégal et le Sahara. Le Ghana, dont le nom vient d'être relevé avec éclat, jouit de la prépondérance politique sans doute dès le VIII^e siècle et atteint son acmé au Xe siècle. C'est à ce moment que l'a visité l'écrivain arabe Ibn Houkal. À ce moment, c'était un véritable empire étendant sa suzeraineté sur les royaumes noirs vassaux du Sud et sur la confédération des Berbères du Sahara (le même !) ainsi que sur le roi berbère d'Aoudaghost.

Évidemment, une telle hégémonie étant insupportable aux contempteurs des Nègres, on a tenté de montrer que les premiers empereurs du Ghana avaient été des Sémites juifs. Il nous suffit de répondre que le Ghana n'a compté qu'à partir du moment où il a été pris en mains par les Noirs, c'est-à-dire du IX^e au XIII^e siècle. Le géographe El Bekri, qui connaissait les villes d'Espagne, n'en a pas été moins impressionné par la grandeur de la ville de Ghana, où deux agglomérations étaient juxtaposées, l'une arabo-berbère, l'autre noire dans laquelle se trouvait le château impérial entouré de maisons en pierres ou en pisé. L'écrivain arabe a été frappé aussi par la profusion de l'or du Bambouck qui était l'un des articles du commerce ghanéen avec le Maghreb.

Après l'effritement de cet empire au début du XIII^e siècle, sous les coups successifs des Almoravides et du roi de Sosso, c'est l'essor d'un royaume encore plus typiquement nègre sur les cours supérieurs du Sénégal et du Niger. C'est le Mali, qui prend son essor avec les conquêtes de Soundiata (1230-1255) dont le nom glorieux a traversé les siècles. La victoire de Kirina (1235) sur Soumangourou Kanté, roi du Sosso, étant comme le « Bouvines » du Mali.

L'apogée de l'Empire est marqué au XIV^e siècle par le règne de Kankan Moussa qui, converti à l'islam, effectue en 1325 un pèlerinage mémorable, accompagné de soixante mille hommes, nous disent les textes. En 1352, lors du voyage du géographe Ibn Batouta, « l'empire était divisé en provinces et en cantons administrés par des gouverneurs et des lieutenants zélés et disciplinés ».

Des armées régionales assuraient la défense et la police du territoire. Dans tout le pays régnait une sécurité parfaite; les vols étaient inconnus ou punis très sévèrement ainsi que toute injustice. Si des étrangers venaient à mourir, leurs biens étaient conservés jusqu'à ce que les ayants droit les vinsent réclamer ». Donc, un État fort policé : l'empereur du Mali était vraiment l'arbitre des destinées de l'Afrique occidentale depuis le Sénégal jusqu'à Gao et depuis le Sahara jusqu'à la forêt tropicale. L'un des plus grands empires de tous les temps. Il était en relations suivies et sur pied d'égalité avec les sultans du Maroc et les rois du Portugal. C'est pourquoi il est souhaitable que le nom du Mali ne soit pas perdu, mais que comme celui de Ghana, il soit relevé dans l'Afrique de demain.

Citons aussi le royaume de Gao, dont la fondation est parfois attribuée à des Berbères de Tripolitaine. Mais là aussi la ville comportait deux grands quartiers, l'un habité par les commerçants arabes, l'autre par les Noirs et le souverain.

Sonni Ali (Ber) — 1460-1490 environ —, est l'un des plus grands hommes d'État de l'histoire des peuples noirs. Brillant général, il constitue une armée permanente, une flottille de guerre sur le Niger, un service d'intendance, pour ne pas ruiner son pays (ce qui n'interviendra en France que sous Louis XIV). Il organisa aussi des impôts réguliers. D'où une grande stabilité financière et un essor agricole grâce en partie aux concessions de terres faites aux étrangers, tels que ces juifs du Touat, chassés par le réformateur de Tlemcen El Mehili. Il se signale aussi par son mécénat en faveur des savants et lettrés de Tombouctou devenue à cette époque un des principaux foyers intellectuels du monde musulman.

Des professeurs soudanais enseignaient le droit, la rhétorique, la grammaire, la prosodie arabe. Des maîtres réputés du Maghreb venaient s'asseoir comme élèves aux leçons des jurisconsultes et des docteurs noirs

comme les frères Baghayogho. Des écrivains de souche noire se révèlent, tels Mahmoud Kôti, auteur du *Tarik el Fettach* et Abderhamane Saâdi, auteur du *Tarik es Soudan*. Les fouilles du lieutenant Desplagnes ont révélé à Tadirma des poteries, des bijoux, des armes dont le nombre semble attester l'existence de grandes villes disparues. Cette organisation permit à l'Askia Mohammed de faire au moment de la découverte de l'Amérique, un pèlerinage à la Mecque aussi célèbre que celui de Kankan Moussa.

Plus au sud, de grands royaumes se sont constitués, sans aucune influence nordique mais avec des formes d'organisation politique proches parentes de celles qu'on vient de citer, mais plus rigoureuses encore, sans doute en raison de la cohésion ethnique plus forte et de la moindre extension géographique. Les royaumes moaga, dont la permanence équivaut au royaume d'Angleterre avec la différence qu'il n'y a pas eu ici d'intermède républicain, constituaient des monarchies de type féodal mais fortement hiérarchisées, avec de puissants feudataires et un domaine royal à gestion directe dont les chefs de canton n'ont jamais été héréditaires.

Le Morho naaba, comme le pharaon d'Égypte, était assimilé à l'astre du jour et partant, à un dieu. À sa mort, le crieur public proclamait : « *Bougoum kimé* » (le feu s'est éteint). La sécurité multiséculaire régnant sur son territoire se traduit par une densité humaine plus grande et par la dispersion de l'habitat.

On pourrait faire des observations analogues sur les royaumes du Bornou, des Ashantis, des Yoruba, des Bambara, dont les chefs, par la combinaison de signes multiples, pouvaient s'envoyer des messages. Par conséquent, jusqu'aux grandes découvertes, le dynamisme politique des peuples nègres s'est affirmé par des constructions politiques au moins aussi valables que dans les pays européens, avec d'un côté comme de l'autre quelques tares inévitables.

II. L'histoire des nègres leur a été brutalement confisquée

Or ce dynamisme a été brutalement arrêté et tué par les invasions violentes des conquérants maghrébins et européens du XVe au XIXe siècle. On a souvent affirmé que le retard actuel de l'Afrique noire provient de son isolement séculaire résultant du Sahara et des marges côtières

montagneuses ou forestières; on l'a expliqué aussi par l'énorme durée du nomadisme dans ce continent immense, la stabilisation propice à l'organisation ne s'étant faite que dans certains points de cristallisation comme dans le royaume moaga.

Mais il y a contacts et contacts. D'abord, le Sahara n'a jamais été une barrière absolue, et l'Afrique noire, même après la conquête de l'Égypte par les Grecs puis les Romains, a gardé des contacts fructueux avec les États méditerranéens malgré un courant persistant de commerce esclavagiste. Vers le nord-ouest aussi, nous avons signalé des relations commerciales entre les grands empires noirs et le Maroc. Il s'agissait là de contacts de civilisation.

À partir du XVe siècle, au contraire, des hommes de proie, la pègre et l'écume des ports européens ou maghrébins, souvent des condamnés à mort, abordent les peuples noirs dans un but de destruction et de déprédation inspiré par l'économie mercantiliste de l'époque. Or, ces conquistadors bénéficiaient d'une supériorité technique qui leur est venue de l'Égypte via la Grèce et la Chine, à savoir la possession d'armes à feu. Ils employèrent parfois des procédés criminels ou malhonnêtes, surprenant souvent la bonne foi des autochtones. On pourrait citer des dizaines de cas dans toute l'Afrique Noire.

Au XVIIe siècle par exemple, les Hottentots et Zoulous reçurent les ancêtres des Boers en leur accordant avec l'hospitalité, des vivres et des terres. Ce qui intéressait ces envahisseurs et trafiquants, c'était au nord, le sel de Taodenit et la gomme, au sud, l'or et l'ivoire, le bois d'ébène et les épices (graines de Malaguette). Quatre siècles de piétinement et d'écrasement effroyable comme aucun peuple n'en a jamais subi, sauf peut-être le peuple juif. Cet épisode est l'un des chapitres les plus sinistres de l'histoire de l'humanité. Les négriers du Maghreb et surtout ceux d'Europe sont donc en grande partie responsables de la régression générale des peuples noirs depuis le XVe siècle et des stigmates qu'elle a imprimés dans la conscience de ces peuples.

Au point de vue politique, il se produisit une fuite panique vers les zones intérieures, une désagrégation des royaumes périphériques, une

exaspération des luttes intestines, une insécurité, une anarchie, un ensauvagement général.

Deux exemples le royaume de Gao, que nous avons vu si bien organisé, attirait les convoitises du sultan El Mansour, à cause des mines de sel du Sud saharien. Et ce fut au XVI^e siècle, la ruée transsaharienne d'une horde bigarrée, menée par des renégats espagnols ignares et cupides. Gao et Tombouctou sont pillées; les notables et universitaires protestataires sont déportés au Maroc ou exécutés; les descendants des envahisseurs, les Armas métis cumulant les défauts des deux races, pillards invétérés, persécutent tous les hommes de valeur; c'est la débâcle de la civilisation soudanaise.

Au même moment, au Congo, nous dit un auteur, « la traite détruisait le royaume devenu marché d'esclaves. La paix quitta le pays, la guerre entre les chefs s'installa de façon permanente comme moyen de recruter des esclaves. Le roi de San Salvador (Ambassa) y perdit son autorité et son prestige ». Il est vrai que pour mettre fin à cette anarchie créée par leurs pères du XVI^e siècle, les Européens du XIX^e siècle ne trouveront rien de mieux que de « pacifier » le pays par sa conquête définitive. Mais ce sont les mêmes méthodes qui continuent, aggravées par le perfectionnement des armes, la confiscation des terres et la destruction massive des collectivités villageoises.

Confiscation des terres ? Jetons un coup d'œil sur le rapport de la commission d'enquête (déjà !) sur les mauvais traitements infligés aux indigènes, publié dans les numéros 9 et 10 du *Bulletin officiel* de l'État indépendant du Congo (23 juillet 1904). On y trouve une définition de la terre occupée. C'est « seulement les terres sur lesquelles sont installés les villages et établies les cultures des autochtones ». Comme la plus grande partie du Congo n'était pas mise en culture, l'État indépendant du Congo prenait un droit absolu et exclusif sur la presque totalité des terres. Cette expropriation fut rendue officielle par l'ordonnance du 1^{er} juillet 1885, et deux décrets de 1892 et 1893. La commission d'enquête constata que les Congolais n'avaient pas la jouissance des terrains entourant leurs huttes et leurs cultures. Par conséquent, on peut dire qu'ils étaient établis dans un statut général et permanent de voleurs. C'est ce qu'on semblait avoir voulu

puisque, par décret du 18 novembre 1903, le travail forcé était institué. La commission d'enquête justifia cette mesure en ces termes²

Ces exactions se traduisirent par le « devoir du caoutchouc », les redevances en bétail, poisson, et denrées de toutes sortes et par le portage. Le tout sanctionné par des procédés d'une sauvagerie à faire frémir les ancêtres mérovingiens des Belges. Témoin ce passage d'une lettre de pasteur³.

Ainsi les Balobos du Congo, définis par Wissmann en 1881 encore comme « un peuple de penseurs », d'effroyables expéditions punitives les déracinèrent, les rejetant au-delà des lacs où ils furent la proie de la maladie du sommeil et des bêtes féroces.

Pendant ce temps, partout ailleurs, les villages s'écroulaient. Au Sénégal, dans le seul récit que fait le général Duboc de la pacification (c'est-à-dire les opérations qui ont suivi la conquête proprement dite, dirigée en particulier contre les Damels du Cayor comme Lat Dior), on relève l'incendie et la destruction de 140 à 150 villages. Dans plusieurs cas, le nombre est indéterminé comme lorsque l'auteur dit « Après avoir brûlé les villages les plus compromis, la colonne entra à Saint-Louis ». Donc 140 villages en moins. Or, certains de ces villages étaient très peuplés⁴.

Partout ailleurs aussi, ce sont des villages cassés, sans parler des populations enfumées et asphyxiées dans des grottes comme des chacals.

Les conséquences de ce cataclysme multiséculaire sont catastrophiques pour la conscience nègre. La ponction démographique évaluée à cent millions d'individus environ créa une chute du tonus humain et se solda par un désarroi plus grand devant la nature. En effet, c'est un fait bien connu qu'une certaine tension démographique se traduit par l'humanisation de la nature. En Afrique Noire, la soustraction brutale d'une forte proportion de producteurs a fait reculer pour longtemps cette emprise sur la nature qui donne à l'homme une confiance et un stimulant. Surtout si l'on réfléchit que ce sont les meilleurs, les plus forts, les plus intelligents, les plus honnêtes, les plus délicats, qui sont éliminés. Les négriers exigeaient « des adolescents sans barbe et des jeunes filles à seins debout ».

De plus, la peur pendant des siècles devient une dimension de l'âme nègre. À quelques kilomètres du village, c'est la hantise de la servitude. Les Balobos du Congo ne construisaient même plus de villages. Rien que des huttes et des abris provisoires pour pouvoir prendre la fuite à la moindre alerte.

Désarroi aussi dans les conceptions fondamentales. La terre, considérée en droit coutumier comme acquise au nom de la famille par l'ancêtre fondateur, léguée à tous ses descendants présents et à venir, détenue à jamais par la collectivité puisque celle-ci est basée sur la descendance, ne saurait périr; la terre, propriété des esprits protecteurs, est confisquée et entre dans le commerce. De plus, les élites guerrières sont éliminées, les tribus et les clans sont partagés entre des maîtres européens différents, alors qu'ils ont conscience d'être soudés à un ancêtre commun. Le patriotisme est atteint jusque dans sa racine.

Développement aussi d'une conscience humiliée et malheureuse chez des peuples réduits à être des matériaux au sens fort du terme pour la prospérité d'autres peuples. L'esclavage qui existait en Afrique depuis fort longtemps comme partout ailleurs, était embryonnaire. C'était un esclavagisme artisanal. Les Européens l'ont fait passer au stade industriel et, par un « saut qualificatif », il a véritablement changé de nature. Le commerce du bois d'ébène comme élément du commerce circuiteux a engraisé les principaux ports européens et a servi l'accumulation capitaliste nécessaire à la révolution industrielle.

La traite des Nègres permettait aux trafiquants européens de rouler carrosse et d'arborer fièrement le mantelet de velours. L'exquise Henriette d'Angleterre était actionnaire d'une compagnie de trafic négrier (Compagnie des Aventuriers Royaux d'Afrique). On nous parle même d'esclaves morts utilisés comme engrais... Passons. Toutes ces techniques du mépris procèdent d'un système de pensée tendant à réduire les Nègres au rôle d'outils, à les traiter comme un simple « élément du paysage ». On pourrait constituer toute une anthologie ou plutôt un bêtisier avec les âneries qui ont été débitées dans ce sens, parfois par des personnages considérables. Contentons-nous de cueillir quelques perles :

La France ne doit rien à ses colonies, et ses colonies lui doivent tout.

Ces textes sont intéressants car ils témoignent pour le colonialisme, au temps où il était facile d'être franchement colonial. Ce piétinement de la race noire se solde bien souvent chez les Nègres par une perte de confiance dans leur destin. D'autres techniques furent alors mises en jeu pour les associer à des destins nouveaux en les annexant à des cultures importées. C'est tout le problème de l'enseignement colonial qui n'a été souvent que la conquête coloniale continuée par d'autres moyens, surtout en matière d'histoire. Selon la formule napoléonienne, l'instruction publique est une direction des esprits par l'Esprit. La culture locale est détournée pour n'être plus qu'un hors-d'œuvre folklorique. Parfois aussi le but utilitaire l'emporte. Comme dans le Guide de l'Européen aux Colonies : « Peu importe que les Noirs sachent épeler, lire ou écrire, qu'ils connaissent notre syntaxe, nos sous-préfectures. Ce qu'il faut, c'est qu'ils soient capables de nous aider dans l'utilisation de leur continent. Leur éducation doit par suite être purement manuelle et professionnelle ».

Quoi d'étonnant alors que beaucoup de Noirs, devant le siège formidable mis autour de leur personnalité dont toutes les plages sont occupées par un garde armé ou non, chargé de veiller au salut de l'Empire; quoi d'étonnant donc que nombre de ces Noirs aient capitulé et perdu le sens de leur existence collective et de leur propre histoire Cette conscience, en minorité perpétuelle, prise en charge sur tous les plans, sera aussi une conscience évadée et insouciance.

Le médecin Gallien, émule d'Hippocrate, citait, entre autres caractéristiques du Nègre comme... la noirceur de la peau, l'écartement des orteils, la longueur du membre viril, une propension à l'hilarité bruyante. Il est vrai qu'il n'avait pu observer que des esclaves, c'est-à-dire des irresponsables. Aujourd'hui encore, nous pouvons voir, étalé sur les panneaux publicitaires, un certain sourire, associé à un certain petit déjeuner. Le sourire « Banania » (Y'a bon !), est le sourire d'une conscience mineure.

Mais cette prostration générale des peuples noirs ne s'est pas faite sans un sursaut qui doit être marqué au crédit du patriotisme des Nègres. Bien des héroïsmes, dont la plupart demeureront à jamais obscurs, se sont opposés à cette mainmise brutale sur la terre des Ancêtres. Ils témoignent que les

peuples noirs n'avaient pas perdu le goût de la liberté. Les guerriers de la résistance nègre ne se sont pas battus pour l'honneur. Ils ont mis la liberté au-dessus de la vie.

Car les exemples innombrables, dont nous disposons, sont tous marqués par l'idée de ne pas survivre. À la dernière extrémité, on se suicide pour échapper à la sujétion. C'est Ologlochéri, général en chef du roi du Bénin Overami. C'est le chef d'Ouossébougou, Bandiougou Diarra, qui se fait sauter dans sa poudrière, plutôt que se rendre « comme si (ajoute le narrateur), comme s'il connaissait le sublime règlement des commandants de places et des marins français ». Ses guerriers, ses femmes mêmes, imitent son exemple. « Il n'est pas rare de voir ces nouvelles amazones se défendre au sabre et s'enfermer dans leurs cases incendiées de leurs propres mains ». Dignes héritières de Candace la Nubienne !

Mais je veux vous parler surtout du sort tragique de Sikasso, capitale du royaume du Kéné Dougou et de l'héroïque résistance de ses habitants.

C'est en mai 1897. Ba Bemba, roi du Kéné Dougou, après s'être montré conciliant avec les Français, change de ton. Il fait attaquer des officiers en tournées topographiques, envoie des lettres énergiques au gouverneur. Le capitaine Morrison est alors envoyé avec trente tirailleurs pour lui demander des explications, le menacer de représailles et lui ordonner de se tenir coi durant la prochaine offensive française contre Samori. Or cet officier se fit renvoyer dans les conditions suivantes Ba Bemba convoqua d'abord son oncle N'Fafitini⁶ et lui dit « Je ne donnerai jamais à quelqu'un un morceau de la terre de mes ancêtres à cause de l'amitié. Les Blancs sont des traîtres, ils veulent m'amadouer pour me retirer mon patrimoine. En leur donnant satisfaction il arrivera qu'un jour je rechercherai vainement pour moi un bœuf ou un mouton. Ce qu'ils me demandent, ils ne l'auront qu'après ma mort.

— Ba Bemba, dit N'Fafitini d'une voix grave, tu es le maître. Il t'appartient de décider. À la vérité, je n'ai jamais considéré d'un bon œil la présence ici des premiers Blancs. Malgré qu'ils fussent bons, désireux de nous comprendre, j'ai toujours craint — et cela est arrivé — qu'après eux, ils n'en viennent d'autres qui ne leur ressembleraient pas. Mais réfléchis cependant au mécontentement du colonel si tu

refuses sans adresse ce qu'il te propose. Les Blancs sont plus forts que nous.

— N'Fafitini, moi vivant, les Français ne commanderont pas à Sikasso ».

Le grand frère, sans parler plus avant, quitta le palais de Ba Bemba par la poterne qui ouvrait sur la bananeraie, enfourcha son cheval et gagna la route de Kaboïla.

Le lendemain, Ba Bemba convoque le capitaine Morrison et lui dit :

« J'ai réfléchi à tes demandes. Je ne veux pas que tu restes ici pour m'espionner.

Je sais que tes camarades annoncent ouvertement depuis plusieurs années qu'après le tour d'Ahmadou et de Samori, ce sera le mien. Je ne veux pas goûter plus longtemps au miel de vos paroles. Je suis le roi ici. Je n'ai de compte à rendre à personne et ne redoute personne. Je ne verserai plus d'impôts. Le commandant de Ségou se mêle de ce qui ne le regarde pas quand il m'adresse des observations sur les écarts de mes sofas.

— Ba Bemba, s'écria Morrison, dressé par l'indignation, crains la colère du colonel si tu insultes son envoyé et méprises ses amis.

— Je n'ai pas peur du colonel ni de son armée. Je connais la façon de combattre les Français, je lancerai tous mes sofas en masse sur leur camp. Qu'importe si les premiers d'entre eux sont tués. Ils sont si nombreux que les tués seront remplacés par les autres qui vous prendront sans difficulté comme des œufs avec la main. En tout cas, tu ne dois pas attendre à Sikasso le prochain lever du soleil ».

Et Morrison est reconduit chez son hôte, le chef des *sofas*.

Puis, sur le chemin du retour, Ba Bemba fit dépouiller Morrison et sa troupe de leurs armes, bagages et vêtements. Pour punir cette insulte à la France, une colonne comprenant 300 chevaux et mulets, 80 voitures Lefebvre et 8 pièces d'artillerie, met le siège devant Sikasso. Cette ville comptait 50 000 habitants. Elle était entourée d'une triple enceinte de murs dont la première avait huit kilomètres de tour. La largeur de ces murs, faits avec une sorte de béton argilo-ferrugineux, atteignait six mètres à la base et leur hauteur quatre à six mètres. Ils comportaient de grands saillants et des grands

rentrants très bien disposés pour le flanquement ainsi que des portes fortifiées dont la plus imposante était la porte de Tengrela.

Dans la deuxième enceinte, « sur le faîte d'un mamelon dominant la ville de trente mètres environ, se dresse une sorte de fortin, réduit central que les officiers de la colonne appelaient le donjon, énorme bâtisse à un étage; terrasse crénelée avec masques, embrasures et mâchicoulis ».

À l'intérieur, 12 000 fantassins et 2 500 cavaliers organisés en compagnies (boulous) sous le commandement de *kèlètiqui* dont l'un était une femme.

Il fallut quinze jours de travaux d'approche et de bombardement pour venir à bout de l'héroïque cité, quinze jours signalés par des hauts faits marqués au coin de l'héroïsme le plus pur et le plus typiquement africain.

« Des griots sortent de la ville, s'approchent de notre camp, hurlent des imprécations, des insultes, des provocations vibrantes que nous entendons nettement » Vous n'avez qu'un canon, nous vous avons pris l'autre. Sauvez-vous ! Les Français sont des lâches; ils n'ont pas encore osé lutter avec nous. Archinard ne temporisait pas; c'était un brave. Vous tous, nous vous vendrons comme esclaves ! Tirailleurs, désertez. Quittez les Blancs qui nous traitent en captifs. Venez chez nous, vous y trouverez honneur et récompense. Mangez vos vaches maigres. Nous avons des vaches grasses, des moutons, du lait, etc. Devant l'ennemi, à moins de deux cents mètres de nous, un griot aux vêtements clairs, sans arme, gesticule, crie, maudit et par ses imprécations inspire aux guerriers une ardeur et une ténacité croissantes. Abattu par une balle, il est bientôt remplacé par un autre griot ».

Les premiers sofas qui se présentent sont fauchés par la mitraille d'abord, puis par les feux de salve. Trois fois ils reviennent à la charge, toujours plus nombreux.

Le samedi 30, la veille de la prise de la ville, N'Fafitini, l'aîné affectionné de Ba Bemba, se présenta chez le roi.

« Ba Bemba, l'heure de la mort a sonné pour nous. Lorsque tu me fis venir du village de Kaboïla pour me demander s'il nous fallait continuer à nous entendre avec les Blancs et accepter avec confiance le résident qu'ils t'envoyaient, je compris à certaines de tes paroles que ta décision était déjà

prise. Si je t'avais recommandé la patience et une soumission malgré tout honorable, tu m'aurais traité de lâche, indigne des Taraorés. Ce qu'au fond de moi-même j'avais prévu est arrivé. Reste là, moi je vais me faire tuer par les Français ».

Ce disant, il quitte le palais, monte à cheval avec son fusil chargé, tourne la ville par l'est pour se trouver face à notre camp. Les éperons au ventre de sa monture, dans un galop effréné, les manches de son large boubou blanc déployées comme les ailes d'un archange, l'arme au poing, le cœur sublime et désespéré, il semble voler vers nous. Ses gens vinrent recueillir le corps de Fafitini à trois cents mètres de nos avant-postes pour l'enterrer à Kaboïla. Le valeureux vieillard respirait encore; il mourut avant d'atteindre son village ».

Des siècles auparavant, un autre cavalier sortait d'Alésia sur son plus beau cheval et se présentait à César pour se livrer à lui j'ai nommé Vercingétorix le Glorieux Arverne, le chef des Gaulois confédérés. Je vous laisse le soin de comparer Fafitini et Vercingétorix.

Enfin, au cours de l'assaut général du 1er mai 1898, Ba Bemba est blessé à la jambe « Il ne chercha pas à fuir, ce qu'il eût pu faire par la poterne du Dionfoutou et la bananeraie d'en face ».

Le chef sofa Gombélé, chargé de la défense du Dionfoutou, venait lui rendre compte de temps en temps, des progrès des Français. Quand il entendit nos soldats courir dans les couloirs, qui ouvrait sur l'antichambre de la grande pièce où il se tenait, Ba Bemba dit au chef des gardes Trécourou Saghanogho « Trécourou, fusille-moi ! Fusille-moi ! Que je ne tombe pas aux mains des Blancs ! » Trécourou hésita, puis déchargea son arme sur le roi assis sur son trône. Ba Bemba glissa à terre, seulement blessé. Il se releva couvert de sang et arrachant le fusil des mains de Trécourou affolé, il s'acheva lui-même d'un deuxième coup. À son tour, Trécourou se suicida. « Ba Bemba est brave, dira le commandant Quinquandon. Oui, N'Fafitini, Ba Bemba et leurs compagnons, ont bien mérité de la patrie ». Ont-ils seulement une rue dans la ville de Sikasso ?...

Conclusion perspectives

La conclusion et les perspectives se dégagent d'elles-mêmes.

Au plan de la connaissance, notre désir est d'étudier notre histoire et de redresser celle qui a été faite sans nous et contre nous. Certes, il ne s'agit pas de prouver à tout prix une vérité que nous aurions posée en prémisse. Mais l'histoire n'est pas une fausse objectivité comme l'a montré notre maître en Sorbonne M. H. Marrou. « C'est la conscience humaine, à travers l'historien, d'un témoignage humain par la médiation du document ».

Nous devons remonter à nos sources et jusqu'aux plus lointaines. Par exemple, ce qu'on peut appeler la question d'Égypte et même la bataille d'Égypte. Deux questions se posent ici. D'abord, la parenté entre l'Égypte et l'Afrique noire actuelle. Les témoignages de cette parenté pullulent et tous sont prêts à les admettre.

Alors se pose la deuxième question, celle de l'antériorité et du sens du courant d'influence. Alors certains égyptologues mettent le veto. C'est le mérite de Cheik Anta Diop d'avoir, après les historiens et les savants comme Hérodote, Volney, Amelineau, accumulé les preuves tendant à identifier les Égyptiens comme d'authentiques Nègres.

Ce travail doit être poursuivi systématiquement et approfondi jusqu'à son aboutissement. Quels services rendraient un plan de fouilles au Soudan égyptien et le déchiffrement de l'écriture nubienne. Il y a du pain sur la planche pour les historiens noirs. Mais — et c'est là une conviction —, l'avenir travaille pour les peuples nègres et justice leur sera rendue.

Il y a deux grands moments dans l'histoire des Noirs. Pour l'ethnographie préhistorique, il semble qu'il y a 20 000 à 30 000 ans, la race noire était de beaucoup la plus répandue dans le monde, que son aire géographique s'étendait de la Corée aux rives du Danube et du sud de l'Inde aux rivages méditerranéens en couvrant également la totalité du continent africain.

Le Nègre de grande taille apparaît brusquement vers l'an 8 000 avant notre ère. Et ce fut le miracle égyptien.

Au plan de l'action, les Nègres doivent s'employer à travailler à la renaissance d'une conscience négro-africaine authentique.

Pour cela il faut arrêter la débâcle de la conscience nègre en supprimant l'aliénation actuelle, en soulevant la pierre tombale de l'oppression.

Il faut faire passer les peuples noirs de l'état d'ustensile à celui de personne. Une personne est un centre de responsabilités, un nœud d'expériences heureuses ou malheureuses, mais incommunicables. On ne remplace pas une personne. Comment peut-on remplacer un peuple sur la scène de l'histoire La responsabilité chez les peuples nègres est une responsabilité à caractère collectif. C'est pourquoi l'accès à une conscience authentique ne pourra se faire que par une libération collective, c'est-à-dire une libération politique, préalable *sine qua non* de toute autre libération. Mais, nous ne saurions nous contenter d'une attitude purement négative. Se plaindre sans réfléchir pour agir est infantin. Il faut comprendre ce dont on souffre et entreprendre soi-même d'appliquer les remèdes.

L'un des principaux moyens pour cet épanouissement nouveau, c'est une éducation nouvelle. L'enseignement colonial n'étant pas réellement enraciné, et manquant d'axes de référence, ne pouvait aboutir qu'au développement de la mémoire, du psittacisme et du mimétisme. L'éducation nouvelle devra libérer la spontanéité créatrice des Nègres.

Cela permettra d'atteindre notre but qui est une contribution à la culture universelle. Deux grands problèmes se sont toujours posés à l'humanité le dilemme pensée-action et le dilemme individu-collectivité. Or, si pour la solution du premier problème, l'Afrique a davantage à recevoir parce qu'elle s'est complu dans l'impasse d'une action par le truchement des signes et des symboles, pour la solution du deuxième problème, par contre, l'Afrique peut donner davantage. Les peuples négro-africains ont un message à lancer au monde sur l'art de vivre, en société et pour la société.

Le constitutionnalisme, a-t-on dit, est un fait organique de la vie politique africaine.

De multiples institutions, véritables « contrepoids » comme dirait Montesquieu, interviennent dès le stade de l'élection du chef. Dans l'exercice du pouvoir, celui-ci n'est maître absolu que dans le cadre des mœurs et traditions. Ses décisions chuchotées, puis clamées par le forgeron, sont prises après consultation des notables et de l'assemblée des délégués des villages et des différentes couches sociales.

Il faut signaler enfin l'institution permanente du palabre qui est un système pour tout arranger par le moyen d'assemblées et de débats.

L'élite des peuples négro-africains doit non pas se diviser et s'entre-déchirer avec des slogans empruntés à l'Europe ou à l'Asie, mais se liguer pour réaliser des créations qui soient si possible des leçons de choses pour l'humanité.

Responsabilité écrasante qui implique une maîtrise exceptionnelle des responsables.

Le souvenir des grandeurs, comme des souffrances passées, doit réaliser l'union nécessaire pour que les Nègres ne soient plus les matériaux de l'histoire, le terreau sur lequel bien des États européens ont bâti et bâtissent encore leur fortune. Mais l'histoire n'est-elle pas aussi en avant ? Quand on pense à la vitalité des peuples noirs après tant d'épreuves subies, c'est avec confiance qu'on peut regarder l'avenir. Il sera fructueux si les Nègres africains sont dignes des meilleurs de leurs aînés. Innombrables sont les leçons du patriotisme négro-africain dont un proverbe toucouleur donne cette magnifique image : « Ce que regarde au loin le laboureur quand il se redresse, c'est le village; ce n'est pas le désir de manger qui est cause de cela; c'est tout le passé qui l'attire de ce côté ».

¹ In *Présence africaine*, n° 16, oct. -nov. 1957, pp. 53-69.

² « L'impôt en travail est d'ailleurs l'unique impôt possible, car l'indigène ne possède rien. »..

³ Il s'agit du R. P. Joseph Clark, d'Ikoto, établi au Congo depuis vingt ans pour sa mission religieuse. Voici les textes : « Ces derniers douze mois (la date de la lettre est du 12 avril 1895) la recherche du caoutchouc a coûté plus de vies humaines que les guerres et les superstitions religieuses n'en ont sacrifié en trois ou cinq ans. On ne peut songer qu'avec horreur, si encore on peut se la représenter, à cette soldatesque sauvage, armée de fusils, et lâchée, bride abattue, sur ce pauvre peuple, parce qu'il n'apporte pas de caoutchouc ». Mais ceci n'est que générique. Lisons la lettre du 3 mars 1895 du même P. Clark adressée au R. P. Harvey. Il faut se donner du courage pour la lire :

« *Le caoutchouc de ce district a coûté des centaines de vies, et les scènes dont j'ai été le témoin impuissant ont suffi à me faire souhaiter la mort. Les soldats de l'État sont des sauvages, des cannibales dressés à se servir de fusils. Dans la plupart des cas, on les lâche sur des villages, sans*

surveillance, et ils font ce qui leur plaît. Voyez-les, au retour d'une expédition contre des... rebelles. À la poupe du canot, un pieu ou pendent les mains de seize indigènes massacrés. Seize guerriers sans doute ? Hélas !... Ne voyez-vous pas ces mains de petits garçons et de petites filles ! Je les ai vues, moi qui vous écris. J'en ai vu coupées, alors que le pauvre cœur battait encore avec force pour que, des artères tranchées, le sang jaillît à la distance de quatre pieds ». Et voici le second texte. Il est de la commission d'enquête, la commission de Léopold II : « Des témoins noirs, produits par M. Scrivener, à Boboba, déclarent qu'il y a cinq ou six ans, leur village ayant été occupé par les troupes de l'État après un combat, ils virent sept organes génitaux enlevés à des indigènes et suspendus à une liane fixée à deux piquets devant la hutte qui était habitée par le Blanc. La commission de son côté, a vu plusieurs mutilés ».

⁴ « Le 18, à 11 heures du soir, le capitaine Bouët débarquait près de Daouadel avec sa compagnie, surprenait les habitants, en tuait quarante à la baïonnette et brûlait le village; le lendemain, avec le reste de la colonne, le colonel Despalières enveloppait le village de Kaédi, dont les habitants prirent la fuite sans se défendre, deux cents tentes de Maures et deux mille cases de Toucouleurs furent brûlées. La même journée et le lendemain, tous les villages bosséyadé des bords du fleuve furent incendiés et on tua une quarantaine de Toucouleurs. Les populations demandèrent la paix, on leur indiqua à quelles conditions elles pourraient l'obtenir et la colonne rentra à Saint-Louis, n'ayant subi aucune perte de feu de l'ennemi » Général DUBOC, *L'épopée coloniale en AOF*, 1936, p. 82.

⁵ A. Sarraut : « Nous, paternellement, nous savons contre notre poitrine appuyer avec douceur l'humble visage du frère noir ou jaune qui entend les pulsations de notre cœur battre à l'unisson du sien. Formule politique qui a conquis l'enthousiasme fervent des indigènes; c'est la Déclaration des droits de l'homme, interprétée par Saint Vincent de Paul ». On croirait entendre Raminagrobis.

Enfin Lavergne, *Le principe des nationalités et les guerres en application au Problème colonial*, 1921 : « Peut-être le civilisé n'est pas foncièrement meilleur. La cruauté inouïe des races primitives ou sauvages, ces mots synonymes, nous incline à croire que l'Européen est sinon meilleur, du moins plus bienfaisant que le primitif. « Les sauvages sont des adultes restés en perpétuelle enfance. Il en est d'eux comme de nos propres enfants qui souvent, dans leur inconscience, tempêtent et se butent sans pour cela

nous haïr. Témoins ces Noirs du Sénégal qui, encore à demi sauvages, s'enorgueillissent du titre de citoyens français. « C'est là le secret de toutes nos conquêtes coloniales et au vrai nous ne conquérons pas les autochtones; ne sommes-nous pas un Blanc contre mille indigènes ? Ils s'entre-détruisent eux-mêmes sous notre direction et à notre profit tant que la pacification n'est pas atteinte. Ce résultat n'est possible que parce que les primitifs n'ont ni sentiment national, ni formation historique originale. L'histoire des primitifs est impossible à démêler, elle est même inexistante, car depuis l'origine ce ne sont entre tribus que rivalités et batailles continuelles. Pas de capacité de se gouverner, ni éducation scientifique, ni production de richesses, ni mise en valeur convenable du sol et du sous-sol. La terre comme les âmes reste en friche; depuis que le monde est monde, la plupart de ces peuples primitifs ont vu des étrangers exercer le pouvoir. Pourquoi cette règle subirait-elle une exception ? »

6 Textes extraits de Meniaud

3. Histoire et développement 1

Introduction

Le thème est immense. Le temps est limité. Mieux vaut sans doute se limiter à tenter de poser correctement les problèmes, quitte à étayer le thème par quelques exemples.

Tout d'abord, dans la compréhension des deux mots qui figurent dans le thème, il faut écarter tout réductionnisme. L'histoire n'est pas une évasion dans le dédale des événements passés, et les exploits des grands hommes ou grandes dames du temps jadis. C'est la marche confuse et de plus en plus complexe des sociétés au travers des contradictions et des conflits, dans un temps qui s'accélère et un espace qui se globalise un exode d'un temps vers un autre temps.

Le développement, ce n'est pas l'addition des choses produites ou à produire, mais une multiplication, un multiplicateur des choix pour le maximum de personnes qu'il rend parties prenantes du pouvoir, de l'avoir et du savoir.

Entendus ainsi, ces deux pôles du thème demeurent asymétriques. L'histoire a toujours existé; elle est consubstantielle à l'homme.

Et le développement ?

Cela est moins sûr ! Puisque de nombreux pays sont encore classés, comme « sous-développés », en voie de transition vers le développement.

Dans les cavernes du temps de *l'homo erectus*, on ne colloquait pas sur le développement; mais on le pratiquait cependant c'était une question de vie ou de mort.

On peut repérer trois étapes majeures (déformation professionnelle des historiens !) dans l'idée de développement.

A) Les racines du mythe du développement sont à rechercher, surtout en Occident et surtout depuis le XVI^e siècle avec l'éclatement de *l'imgo*

mundi et le temps du monde fini;

- B) Depuis le XIX^e siècle, où s'achève la domination de l'Europe sur une grande partie du monde, et où les idées d'évolution biologique et sociale s'imposent du fait des penseurs occidentaux Darwin, A. Comte, Hegel, Marx, Theillard de Chardin, etc.;
- C) Depuis la Seconde Guerre mondiale, où le développement se mue en idéologie développementaliste qui tend à opérer une sorte d'OPA sur l'espace conceptuel, aux dépens de toutes les autres idéologies et même des religions, et à recouvrir comme par un masque la nudité du libéralisme économique.

Or, il importe de voir si le développement de l'histoire coïncide avec l'histoire du développement. On avance; mais est-ce qu'on progresse ? N'y a-t-il pas une illusion d'optique Peut-on confondre progression et progrès ?

Ici deux attitudes les pessimistes qui sont souvent des conservateurs; et les autres. Rappelons la phrase, froide comme une pierre tombale, du président Giscard d'Estaing « On ne guérira jamais la misère humaine ! » Cela enterre l'histoire et le développement.

Du moins peut-on dire que la croissance est « globalement positive » (encore une formule dangereuse qui rejoint les fameuses moyennes du FMI); même si 20 % des humains sont installés sur 80 % des richesses produites par l'humanité...

C'est le problème lancinant des coûts humains, problème logé au cœur de la dialectique entre histoire et développement ce n'est pas une question uniquement philosophique; mais aussi concrète et historique : c'est le fond du problème. Il s'agit de l'efficacité interne de la machine histoire; indépendamment même de toute référence normative ou rentabilité externe.

Quant au développement, sa dimension éthique est de plus en plus évoquée, invoquée, convoquée comme un élément organique constitutif, même si Hobbes et Machieval interviennent, l'un pour dire que c'est par le « pacte de Soumission » (*pactum subjectionis*) que la société se constitue comme telle; et l'autre, Machieval, pour recenser sinon canoniser les faits du Prince et de la raison d'État, qui créent l'histoire, sinon le développement.

De même qu'il y a des endroits de la planète où l'on ne parle pas de développement, de même existe-t-il des périodes où l'on ne parle pas (encore) de l'histoire !

La Préhistoire, par exemple, est reléguée en dehors de l'histoire, bien que de petits événements comme la station debout, la bipédie, la parole, l'invention des outils, du feu, de l'habitat, de l'agriculture, de la poterie, de l'élevage, des religions, du tombeau, etc., s'y soient produits.

Tout cela par surestimation abusive de l'écriture, certes outil majeur de développement par la précision, l'abstraction, la généralisation, la centralisation, bref la rationalisation de la communication; mais aussi, outil majeur parfois de sous-développement actif, c'est-à-dire d'exploitation et de domination, avec les scribes, mandarins, légistes et autres apparatchiks.

Il faut citer aussi les peuples soi-disant ahistoriques (anhistoriques) que Hegel et d'autres avaient ostracisés, expulsés de l'histoire sans même les connaître, pour les besoins de la cause.

Mais quoi qu'il en soit, la source de l'histoire humaine comme du développement (et peut-être le but aussi !) c'est la liberté, la non-détermination, l'aptitude au choix. C'est en sortant du stéréotype déterminé, du point fixe de l'instinct que l'être humain a pu dessiner, écrire une ligne d'évolution, articuler des moyens variés à des fins non moins variés².

Mais il faut évoquer ici aussi Emmanuel Mounier, qui rappelle que la condition humaine n'est pas indétermination absolue il s'agit d'une liberté « sous conditions ». Bref, en matière de développement, son déploiement est logé à plusieurs étages de l'histoire :

a) le niveau de l'histoire, représentation l'histoire des historiens ou l'image de l'identité collective dans le temps, tel que les citoyens l'appréhendent et la vivent;

b) le niveau de l'histoire réelle.

I. Histoire, représentation et gisement

A. Histoire cristallisée et réinvestie dans l'histoire ou le développement d'aujourd'hui

Le cas le plus flagrant, c'est le tourisme attiré non seulement par les richesses naturelles, mais aussi par les monuments, les trésors du patrimoine historique. L'industrie touristique vient en tête dans l'économie de certains pays. Sans les Pyramides, le Parthénon, le Colisée, la tour Eiffel, Versailles, certaines villes, certains pays ne seraient plus vraiment eux-mêmes.

Dans le domaine du cinéma, la dernière édition du FESPACO sous le thème : « cinéma et histoire » a abondamment traité le sujet. En lisant certains épisodes dramatiques de l'histoire africaine, un scénariste ou un réalisateur pourrait y trouver matière à de nombreux films pathétiques.

Il en va de même des arts et artisanats qui s'épanouissent sous l'action d'une demande multiforme. Ce sont des produits de l'histoire : qui actionnent le développement, depuis la musique jusqu'aux arts plastiques, aux danses, à l'habillement et aux arts corporels.

Le cas le plus célèbre réside dans les armoiries et devises des États ainsi que dans les hymnes nationaux : Le *Sunjata Fasa* dans l'hymne du Mali.

Mais il y a aussi tous les produits et recettes de la pharmacopée et de la médecine dite traditionnelle, qui créent les conditions du développement d'aujourd'hui. Il en va de même pour les savoirs technologiques dans les domaines les plus variés; depuis les sols et la sélection des semences jusqu'à l'alimentation, l'art vétérinaire et aux savoirs environnementaux, dont on s'avise enfin de tirer partie (forêts villageoises).

N'oublions pas les formes d'organisation sociale, de gestion des pouvoirs locaux (*naam* et *ton* villageois) réinjectées dans le développement contemporain; sans compter les langues africaines qui ont permis à certains, par leur génie intrinsèque, d'enrichir les littératures en langues européennes. Enfin, évoquons tout le champ des valeurs et des mythes moteurs. Néanmoins, bien entendu, les cristallisations historiques ne sont pas seulement un gisement de bonnes et belles choses; sans compter qu'elles sont sujettes à mutations, certaines sont franchement négatives ou

exécrables; restaurées de nos jours, elles sont encore plus toxiques que naguère, pour le développement. D'où les piétinements et les régressions.

B. Le niveau de la mémoire collective et de la conscience historique

Après l'aspect objectif, c'est l'aspect subjectif, le vécu du flux historique. La conscience historique est l'un des chapitres-clés de l'éducation civique dans toute République digne de ce nom. C'est le grand corpus des archétypes de la « vertu » républicaine, en particulier par les sages, les hommes d'État, les savants, les intellectuels et les héros, y compris « l'intellectuel collectif », le héros collectif qu'est le peuple.

Le sentiment d'appartenance, socle de la cohérence psychique et noyau de la personnalité, est enchâssé dans la conscience historique; or, il s'agit de la base du développement d'aujourd'hui.

L'histoire, on le sait, est un moteur à trois temps. L'histoire, selon Braudel, ce n'est pas l'homme dans le passé, mais l'homme dans le temps; et cela permettrait de balayer bien des faux problèmes (comme s'il n'y en avait pas assez de vrais !).

Hier, maintenant, demain. Or entre l'histoire cristallisée d'hier qui nous échappe, l'histoire fugace et insaisissable du présent qui a déjà basculé au moment où nous l'appréhendons et, enfin, l'histoire anticipée de demain, vers laquelle nous nous projetons, mais que nous ne tenons pas encore, il y a là trois moments en somme impalpables (c'est l'une des dimensions tragiques de la condition humaine).

Entre ces trois moments, c'est la conscience historique qui intervient comme pont et flux vital, élément de cohérence, d'intégration, sans lequel notre personnalité est éclatée et schizophrénique. Elle seule nous constitue en sujet de l'évolution à la fois comme mémoire, comme existant et comme projet. La conscience dispose d'une certaine autonomie par rapport au temps; par exemple pour réemployer le passé et brancher les différents moments les uns avec les autres. Ici s'impose le concept de totalité, car un minimum de conscience du temps total, nous sommes mutilés et dénués de sens. Sans passé, nous sommes sans avenir; sans présent, nous sommes sans passé.

D'où l'importance de l'appréhension de notre temps et du temps des autres et partant, de la mesure du temps par les outils et la périodisation.

J. Attali³ a montré l'importance de la mesure du temps, ou plutôt des temps, avec leurs rythmes comme mesure et outils des développements. L'horloge, la montre sont comme des ingénieurs du temps.

Mais ce dernier n'est pas un vecteur linéaire et monodirectionnel. Pour les partisans d'une histoire structurale, on lit facilement dans la trame du tissu historique, des « modèles », des « configurations », des rémanences parfois souterraines ou subconscientes, qui resurgissent un jour brusquement avec la puissance et le feu d'un réveil volcanique. N'est-ce pas le cas aujourd'hui dans les événements presque apocalyptiques de la région des Grands Lacs ?

Des personnages qui semblaient abolis ressuscitent et imposent l'idée du déjà vu. Si l'on extrayait le portrait de tel roitelet nègre ou partenaire des négriers d'un journal de bord de navire négrier, on pourrait parfois y retrouver l'effigie de tel personnage contemporain, dans le cadre de structures qui ont substantiellement peu varié. Où est l'histoire Où est le développement ?

Une Saison au Congo La Tragédie du roi Christophe ? La tentation de la périodisation de l'histoire et du développement est souvent irréprouvable mais sans issue. Et pourtant, c'est une entreprise qui n'est pas purement formelle, un simple conditionnement du produit historique par goût de créer un ordre satisfaisant pour l'esprit, quitte à ouvrir, comme disait Pascal « de fausses fenêtres pour la symétrie ». La périodisation est un exercice qui touche au fond de la matière historique. C'est une lecture impliquant la recréation d'un rythme et d'un sens « Préhistoire, Moyen Âge, Temps modernes »....

L'idéal dans ce domaine, c'est de faire coïncider les temps de l'histoire et ceux du développement.

C. Les idéologies du sens de l'histoire

Les idéologues ont parfois opéré à partir de présupposés. Saint Augustin, Bossuet, Theillard de Chardin et son Point Omega, ont tracé des itinéraires de la Cité terrestre à la Cité de Dieu. Auguste Comte et la déclinaison des

âges de l'humanité, Hegel et l'itinéraire de la Raison dans l'histoire débouchant sur l'État et même sur le fonctionnaire qu'on ne s'attendrait pas à voir en si grande compagnie, Marx, Mao, etc.

L'histoire a été ainsi articulée en stades ou étapes plus ou moins rigides sur un axe linéaire et généralement ascendant.

Après les grands esprits, leurs successeurs moins grands, détaillants de ces grandes visions, ont coincé l'histoire et le développement dans des camisoles de force, quitte à sacrifier des millions de gens dans les goulags; détruisant ainsi l'histoire du développement dans l'être humain concret, pour assurer le développement de l'histoire de l'humanité; rejetant ainsi le précepte du philosophe E. Kant : « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité... toujours comme une fin et jamais comme un moyen⁴ ».

En effet, il ne faut pas confondre la mesure de l'homme et l'être humain lui-même qui doit être la mesure de toute chose. Les dictateurs fascistes et nazis (Hitler avec sa conception de l'histoire raciale) l'ont nié et ont plongé le monde dans un bain de sang et d'horreur. Mais leur race à eux n'est pas éteinte. Les intégristes qui veulent ruiner le développement de l'Égypte en lançant des attentats contre les touristes dans la zone des Pyramides, essaient de briser le cours d'une certaine histoire et d'un certain développement, pour en imposer ou restaurer d'autres.

Mais n'est-ce pas là en partie aussi une tentative désespérée et désespérante de riposter à un intégrisme implicite et structurel imposé par un système dominant ?

II. Les contextes et les cadres de l'essor de l'histoire et/ou du développement

Passons à l'histoire réelle, qui n'est jamais séparable entièrement de l'histoire « représentation » et de la conscience historique. Les cadres de cette histoire et du développement, c'est l'espace-temps qui crée les conditions de tel mode historique.

Précisons qu'il s'agit de conditions soumises à la liberté, de même que la liberté leur est aussi partiellement soumise. Les mêmes facteurs avec une seule variante (humaine en général), peuvent produire des effets

diamétralement opposés. Un événement mineur, un incident peut, par réaction en chaîne, être le détonateur et déclencheur d'une guerre mondiale, et en tant que cause immédiate conjoncturelle, masquer les causes structurelles profondes et plus lointaines.

Dans tous les cas, s'agissant de développement, se pose ici la question fondamentale du rôle de la violence et des conflits dans l'histoire et dans le développement. Autant la violence a joué un rôle évident dans le déroulement de l'histoire intrasociétale, entre les sociétés et par rapport au développement, autant ce rôle est loin d'avoir été positif. Depuis les premiers temps humains, où les hordes d'*homo erectus* se sont livrées des guerres continentales, la violence est à l'ordre du jour. On peut l'analyser comme inhibiteur du progrès ou au contraire stimulant de la science et des technologies.

La dynamique de la guerre en Afrique, depuis le XVII^e siècle surtout, montre bien cette dialectique de l'échange inégal entre bois d'ébène et les armes à feu ou les chevaux. Les génocides et ethnocides dont l'histoire du monde et surtout celle de l'Afrique sont hélas jalonnées, font écho à l'injonction catégorique de Caton : *Delenda est Carthago* (Carthage doit être détruite). Elle le fut de façon exemplaire.

A. Rôle de la nature et de l'environnement

Le rôle de la nature et de l'environnement a été tantôt négligé, tantôt surdimensionné. L'histoire, le développement, c'est en somme ce que Henri Lefebvre appelle la « production de l'espace » ou si l'on veut, la confection d'un espace-temps doté d'une visibilité émergeant au-dessus du fleuve du processus humain.

De nombreux auteurs depuis Ptolémée jusqu'à Buffon et après lui, en passant par Ibn Khaldun, ont professé la théorie des climats comme facteur clé de l'histoire des peuples. Marx lui-même sacrifie occasionnellement à ce genre « Une nature trop prodigue, retient l'homme par la main comme un enfant en lisière »; elle l'empêche de se développer, en ne faisant pas de son développement une nécessité de nature. La patrie du *Capital* ne se trouve pas sous le climat des tropiques au milieu d'une végétation luxuriante, mais dans la zone tempérée. Ce n'est pas la fertilité absolue du

sol mais plutôt la diversité de ses qualités chimiques, de sa composition géologique, de sa configuration physique et la variété de ses produits naturels, qui forment la base naturelle de la division sociale du travail et qui excitent l'homme, en raison des conditions multiformes au milieu desquelles il se trouve placé, à multiplier ses besoins, ses facultés, ses moyens et modes de travail⁵.

Il faut préciser qu'une nature répulsive, aujourd'hui, peut avoir constitué une rente de situation géo-historique hier. Ainsi, lors des périodes glaciaires où les montagnes de glaciers empêchaient les progrès et même l'existence de l'homme en Europe, la patrie ou « matrice » de l'être humain ne pouvait se situer qu'en Afrique⁶.

Mais *l'homo africanus*, surgi de la nature (précisément de la savane), va trouver par la suite bien d'autres obstacles naturels en travers de son histoire et de son développement⁷.

En général les bassins fluviaux ou lacustres ont été des foyers d'histoire et de développement. Mais l'espace, par sa disponibilité même a nui aussi au déploiement de l'histoire africaine, bien que l'histoire se nourrisse d'espace par la conquête. Le développement ne surgit que de l'espace structuré, humanisé, où le coefficient de remplissage et d'organisation est élevé Égypte antique, Europe du Moyen-Age où pour la première fois, nous disent certains historiens français, le Finistère de l'Europe se trouvait rempli.

L'espace en Afrique a souvent décéléré l'organisation qualitative liée à la densité selon le mot de F. Braudel : « Le nombre rend intelligent. La civilisation est fille du nombre ».

En effet, dans un espace plein, les contradictions ou conflits ne peuvent se résoudre que par un passage technologique ou sociétal à un niveau supérieur. Il ne s'agit donc pas de n'importe quel nombre ni de n'importe quel espace. L'histoire de la formation et de la transformation des paysages en Europe et de plus en plus en Afrique, révèle néanmoins des humanisations insoupçonnées de la nature⁸.

Mais aujourd'hui, le développement détruit outre mesure la nature et risque de changer le cours de l'histoire, rappelant à l'homme qu'il est dans la

nature mais aussi de la nature, un peu comme l'oiseau sur sa branche. Sommes-nous à la veille d'un krach naturel et historique entre un Nord boulimique en énergie et un Sud qui refuse d'obtempérer aux injonctions du Nord prêchant le respect de la nature chez les autres, afin d'assurer un statu quo qui préserve la nature, mais surtout sa propre domination ?

Ce serait une version de la « Fin de l'histoire », contre laquelle on cherche à se prémunir, par exemple avec les conventions et accords consistant à troquer les dettes d'un pays du Sud contre la préservation d'un écosystème, ou de la biodiversité.

B. Démographie

Nous l'avons vu plus haut, le schéma du peuplement et sa structure impliquent en eux-mêmes une prégnance particulière (non point mécanique) pour tel ou tel type de développement ou même d'histoire.

Le sous-peuplement relatif du continent africain, le surpeuplement relatif de certaines zones, l'urbanisation accélérée (7 %) non compensée par la révolution agraire dans les brousses, la pyramide des âges qui montre le poids relatif très lourd des jeunes voués au chômage, ce sont là autant de facteurs qui font de la population un boulet à traîner plutôt qu'un tremplin.

Mais la démographie africaine doit être regardée sans les préjugés qui lui attribuent avant tout un rôle de cause du sous-développement, alors que dans une analyse systémique, elle apparaîtra aussi comme un des effets de la stagnation économique, et en dernière instance, comme effet du rôle assigné à l'Afrique dans le rapport des forces internationales⁹.

Les déséquilibres historiques dans la population de l'Afrique n'ont pas été compensés par des changements dans les autres domaines du développement. L'impact de la traite ne doit pas s'analyser seulement en termes statistiques bruts, mais aussi comme un prélèvement sélectif et qualitatif, affectant les forces vives d'une population sur une longue période, au niveau des meilleurs producteurs et reproducteurs, créateurs et procréateurs.

Seule une approche systémique du phénomène démographique peut le resituer dans l'histoire et empêcher d'initier des politiques démographiques

qui sont des hérésies anachroniques, consistant à demander aux gens du Sud des comportements que les gens du Nord n'ont adoptés qu'après un certain seuil de croissance économique. Et l'on s'étonne que l'histoire et le développement bégaient affreusement.

Dans ce domaine, curieusement, l'on retient beaucoup plus la fécondité et les migrations, surtout celles qui menacent les limes érigées autour des espaces nordiques de prospérité. Quant à la mortalité, elle est parfois presque regardée à travers l'œil malthusien comme un régulateur naturel pour les races allergiques au self control.

C. Techniques — Sciences — Économies

L'on sait le poids attribué à ce secteur dans la pensée marxiste au point de baliser et scander le processus historique par le type d'énergie qu'actionnent les moulins (à bras, à eau, à vapeur). C'est dans ce domaine que le développement induit la puissance historique. Quelques exemples la victoire des Alliés sur les puissances de l'Axe en 1945 est largement due à l'entrée en lice de la plus grande puissance économique.

Les deux puissances du Japon et de l'Allemagne, après avoir été quasi détruites, se sont restaurées en partie du fait du désarmement forcé et de la suppression des charges du budget militaire. Aujourd'hui, ces deux pays membres du G7, cherchent à jouer au Conseil de sécurité un rôle à la mesure de leur poids économique.

Dans le cas africain, des études de plus en plus globales permettent de comprendre les soi-disant retards dans tel ou tel domaine technologique, scientifique, économique en prenant en compte toutes les données qui permettent de dresser un tableau rationnel du processus. L'histoire a étouffé bien des aspects du développement chez les peuples qui sont retardés (cf. Hopkins).

Dans une question qui m'était posée récemment, après une conférence sur les armées dans le Burkina précolonial où j'avais insisté sur le rôle de la cavalerie chez les peuples dominants, quelqu'un s'étonnait que l'énergie animale du cheval n'ait pas été davantage exploitée. J'ai répondu en invoquant le facteur écologique limitant : la mouche tsé-tsé, les difficultés nombreuses liées à l'élevage du cheval, et surtout le bon marché de

l'énergie humaine depuis la traite; le cours de la denrée humaine ayant terriblement chuté en quelques siècles et surtout au XIX^e siècle, siècle de surproduction, au point que le taux de change homme/chevaux dans les armées de Samori et ailleurs, avantageait lourdement le cheval. Même durant la période coloniale, cette donnée se poursuivra, et les colons eux-mêmes abuseront de l'énergie humaine dans les plantations et chantiers de type esclavagiste (portage, hamac, pankas, etc.).

Le choix ou le refus d'une technologie s'explique rationnellement, à condition de disposer de tous les éléments que les peuples intéressés ont eus ou non en mains, avant de faire leurs options en fonction de leurs réalités, de leurs intérêts et de leurs valeurs¹⁰.

La diffusion, très lente parfois, des armes à feu jusqu'aux peuples de ce pays peut s'expliquer de la même manière. Et, a contrario, les leaders résistants à la conquête européenne, grâce à leur approvisionnement assez avancé en armes à feu, ont fait faire un bond en avant à l'histoire africaine, un peu dans la ligne de ce que Bismarck et Cavour réalisaient en Allemagne et en Italie, mais dans un autre contexte : avec des résultats presque inverses en matière de développement.

Néanmoins, ces peuples opposeront une résistance plus grande à la conquête européenne.

D. Les aspects culturels des rapports entre histoire et développement

Par souci d'économie de temps, le lecteur est invité à se référer à nombre d'articles et conférences de l'auteur sur les cultures africaines d'hier et d'aujourd'hui¹¹.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de la « culture » offerte aux touristes dans les hôtels sous forme d'animation; mais des principes de vie, des savoirs et savoir-faire, des reproductions sociales : structures et constantes, non point métaphysiques, raciales et « spécifiques », mais comme processus historique dynamique, avec en particulier une sorte de système immunitaire qui semble parfois se dérober au développement et à l'histoire. Mais quel développement ? Quelle histoire ?, justement ?

On assiste à un nivellement planétaire des cultures reproduisant à ce niveau l'homogénéisation par la globalisation des techniques et des outils et modes de production, d'une part, et par la reproduction de la pensée unique du libéralisme triomphant, d'autre part.

Aussi bien les flambées d'intégrisme ont peut-être quelque chose à voir avec cette éradication de la diversité culturelle, au moment même où l'on défend bec et ongles la biodiversité.

E. Aspects religieux

Il faut noter ici un paradoxe. Dans un continent où les gens ont été souvent qualifiés de naturellement croyants, on s'étonne que la religion ait finalement un impact apparemment moindre sur l'histoire et sur le développement.

Mais ce ne sont que des apparences. Dans la vie quotidienne des gens, et davantage encore des cadres, semble-t-il, la religion pèse beaucoup; davantage encore avec les soubresauts de l'histoire et le processus de paupérisation, ou les épidémies et pandémies de la fin du siècle. Les sectes locales ou exogènes pullulent.

Les religions ont-elles une influence positive sur le développement et sur l'histoire ? L'ont-elles eue par exemple au Rwanda et au Burundi ?

Si l'on voulait s'en tenir à l'engagement dans les projets concrets de développement, la religion protestante viendrait peut-être en tête du palmarès (sans remonter jusqu'à Weber).

Les religions dites du livre, à visée universelle ont eu un impact énorme sur l'histoire du monde et aussi sur le développement. Citons simplement le rôle de l'islam à cet égard depuis plus de mille ans à partir du Nord et de l'Est de l'Afrique.

Quid du rôle de la religion dite traditionnelle ? Elle ne doit surtout pas être sous-estimée, malgré le langage des statistiques.

F. Politique et pouvoirs

Les modes de production changent, bien sûr mais pas comme on l'avait prévu. Hier, le leader politique africain, du fait même du mode de production précapitaliste accumulait peu et redistribuait notablement. Aujourd'hui, on en est à l'État patrimonial où l'accumulation se fait souvent à l'extérieur. L'extraversion et les opportunités de la globalisation, les privatisations sauvages et frauduleuses aggravent les fractures sociales au profit de ceux qui utilisent le pouvoir pour amonceler l'avoir. L'histoire, faite au départ par l'effraction d'un coup d'État, se poursuit dans l'enrichissement personnel aux dépens du développement.

Tout le monde connaît les débats qui foisonnent sur les rapports entre démocratie et développement, entre démocratie et histoire africaine¹².

En matière d'histoire, on procède à une relecture critique de la problématique de l'État, de la nation et de la société civile en Afrique, en cette fin de millénaire.

Il fut un temps où les ethnologues classaient les peuples africains en peuples à État et peuples sans État, dans un ordre hiérarchique évident sur l'échelle du progrès historique et développemental. On s'est aperçu que c'était plus complexe que cela. « Dans le marigot il y a plus que le crocodile », dit-on. Or aujourd'hui, le FMI, dans le cadre du PAS, se livre presque à une chasse à l'État par les désengagements, les privatisations massives au profit des transnationales, en oubliant le rôle crucial joué par les États en Europe, en Asie et ailleurs dans l'histoire et dans le développement.

Accepter ce diktat dans le rapport des forces actuelles, c'est renoncer au développement endogène (industriel en particulier) et à jouer un rôle d'acteur dans l'histoire de demain.

Deux éléments majeurs compliquent encore l'accès de l'Afrique à un rôle notable dans l'histoire et le développement : d'une part les budgets militaires pléthoriques, la course aux armements, les conflits civils créés par les seigneurs de la guerre et autres chefs de bande, et, d'autre part, la culture de la violence et du mépris de la vie, qui stérilisent le développement, ne serait-ce que par le fait qu'ils transvasent par millions, de façon presque mécanique, les porteurs de développement et les créateurs d'histoire que sont les êtres humains.

Le facteur ethnique, qui était largement assumé hier y compris par des usages comme la parenté à plaisanterie, prend des allures d'une réaction en chaîne d'implosions successives, conduisant à des génocides masqués sous le mythe des « ethnies ».

En effet, l'on passe de plus en plus des frontières physiques et tangibles, aux frontières invisibles des différenciations somatiques et « culturelles » qui passent à travers les familles mêmes; d'où le caractère infernal et inexpiable des conflits de ce genre, qui appellent une thérapeutique radicalement originale.

III. Enjeux et défis contemporains

Les buts de notre stratégie sont évidents Il s'agit de redevenir sujets de notre histoire et de réaliser un auto-développement (endogène), qui soit aussi un éco-développement.

A. Intégration et globalisation

Intégrer le marché mondial Tel est le mot d'ordre dominant aujourd'hui. Et tous obtempèrent. Or, l'Afrique a une expérience cuisante de l'intégration à ce marché depuis le XVI^e siècle avec la traite des Noirs, la colonisation et la néocolonisation C'est pourquoi la stratégie juste pour atteindre la maturité historique et le vrai développement, c'est de réaliser d'abord l'intégration africaine comme relais pour une globalisation viable et valable, laquelle suppose un niveau comparable de développement entre les partenaires.

La non-industrialisation structurelle d'aujourd'hui et l'absence de valeur ajoutée dans les activités économiques en Afrique, proviennent du fait qu'il n'y a pas une division interafricaine du travail de recherche, des activités agricoles et industrielles. Il n'y a pas de compétitivité et de rentabilité permettant d'épargner puis d'investir. Pas de création plus ou moins dans la ligne keynésienne d'une demande solvable répondant à la stratégie de l'offre d'où qu'elle vienne telle qu'on veut l'imposer aujourd'hui entre des économies distantes de mille ans, en avançant le slogan de Reagan : « Il n'ont qu'à faire comme nous ! » On débat doctement ou passionnément sur le droit et le devoir d'ingérence en Afrique, alors que l'ingérence est déjà

partout depuis des siècles et que les problèmes proviennent largement de cette ingérence. Le point ultime de l'ingérence c'est l'ingérence sans risque, du largage de vivres et de médicaments à l'aveuglette et au hasard dans la forêt du Kivu, en espérant que les indigènes réfugiés pourront les disputer aux singes. Le Premier ministre zaïrois s'indigne verbalement au nom de la dignité des réfugiés...

Mais dans cette crise structurelle, la solution sera régionale ou ne sera pas. Il en sera de plus en plus ainsi en Afrique. Vouloir résoudre un problème régional (en l'occurrence des pays des Grands Lacs), par une voie micro-nationale, c'est de la tragi-comédie.

B. Une vraie décentralisation

Les peuples africains à la base sont déjà largement engagés dans le développement ils doivent aussi (re) participer à leur histoire. Non point en transférant aux collectivités locales des vrais problèmes et des faux pouvoirs financier et politique, mais en rentabilisant les productions à la périphérie, grâce à l'ouverture du grand marché africain fondé sur des grands travaux rationnellement répartis selon les avantages comparatifs des pays et sous-régions.

C. Formation — Intégration — Édition — Communication

Ce sont de grandes clés universelles pour ouvrir les portes de l'avenir historique et trouver des voies inédites de développement. En effet, aujourd'hui comme hier, seules les matières premières et produits bruts semblent intéresser les investisseurs.

La communication reste mimétique et réduite à la consommation béate, sauf dans quelques secteurs que Gobineau reconnaissait déjà à la race noire l'art, la musique et la danse.

La seule production des biens matériels ne suffira pas demain pour entrer dans le concert de ceux qui font l'histoire. Il nous faut assurer le vivrier, mais cela ne nous positionne pas dans l'économie mondiale.

Les cultures de rente elles, dépendent d'un méga système où trop de paramètres sont fixés en dehors des producteurs (prix, intrants, produits

phytosanitaires, équipements, recherche, etc.), sans compter les aléas climatiques, etc. Résultat les revenus suffisent à peine pour régler les dettes en devises fortes et acheter du riz dans les mêmes monnaies. L'on devient en fait un ouvrier agricole dans les plantations d'un maître anonyme parce que sans visage.

D. Le rôle des femmes

Sans les femmes, l'histoire serait unijambiste. Or, les femmes sont jusqu'à nos jours dans les coulisses sinon dans les soutes de l'histoire, alors qu'elles jouent un rôle prépondérant dans le développement, surtout en Afrique. Dans l'histoire représentation comme dans l'histoire officielle, elles sont presque absentes; car il s'agit là d'un espace, d'un enjeu de pouvoir qui se répercute dans les sphères de l'avoir (propriété, crédit, rapports de production) et du savoir (scolarisation). Dans le domaine du développement culturel la contribution des femmes est décisive sinon prépondérante. On avait déjà noté à travers l'histoire africaine, que les femmes autochtones prises comme épouses par les conquérants imposaient finalement leur propre langue aux envahisseurs.

De même, dans les luttes de libération africaine, les femmes ont joué un rôle actif éminent dans les maquis, et dans les partis politiques. Mais l'histoire ne sera vraiment humaine que lorsque là aussi, elle marchera sur ses deux pieds.

En guise de conclusion

L'histoire totale de l'humanité n'est pas unidimensionnelle. Elle est complexité et parfois chaos. Mais elle n'est pas absurde. Car elle contient une part de nécessité et une étincelle de liberté qui fait que l'histoire n'est pas finie.

Elle se développe. Le développement, c'est la multiplication des moyens et des fins, des voies, des choix de vie et des raisons de vivre. Le sous-développement, c'est la raréfaction des choix. La misère, c'est l'entropie de l'histoire, c'est l'absence totale de choix, l'extermination de la dignité.

Le développement, ce n'est pas seulement les indicateurs de la croissance, surtout quand ils ne sont que macro-économiques et fondés sur des

moyennes; le bon niveau du baromètre n'est pas le beau temps. C'est pourquoi il ne faut pas pousser l'extraversion jusqu'à vendre sa propre histoire pour acheter le développement d'autrui. Il ne faut pas confondre devant et avancé, derrière et arriéré, passé et dépassé. Le but, c'est de faire coïncider l'histoire du développement et le développement de l'histoire.

Pour cela deux leviers majeurs se présentent¹³.

Dans le cadre de l'histoire représentation et conscience, il s'agit de diffuser au maximum dans la jeunesse africaine l'image, les images de l'Afrique d'hier, pour leur montrer le cours supérieur, la source même du fleuve où ils ballottent aujourd'hui.

Par ailleurs, il faudrait faire du développement une vaste entreprise d'éducation, et de l'éducation une vaste entreprise de développement.

Au registre de l'histoire réelle, il faut résoudre la question de la société civile et identifier et atteler aux mêmes luttes, les groupes sociaux qui constituent des alliés naturels. Voilà quelques idées éparses, borgnes peut-être. Mais en Afrique on dit : « Quand mon ami est borgne je le regarde de profil ». J'espère que vous en ferez de même pour cet exposé (à condition de regarder le borgne du bon côté !...).

Entre le « nouveau » soleil du libéralisme qui cohabite souvent avec les vieilles lunes de l'exploitation, et l'autre développement, où le développement autre, qui s'impose à l'histoire, l'homme collectif doit choisir. Quant à nous, nous disons oui à l'argent du libéralisme, mais à certaines conditions (qui ne sont pas des conditionnalités !).

En effet, « l'argent est bon, mais l'homme est meilleur, parce qu'il répond quand on l'appelle », dit-on. Encore faut-il que cet homme réponde aux injonctions de l'histoire. Encore faut-il qu'au besoin, cet homme s'appelle, s'interpelle lui-même.

¹ Conférence donnée en 2000 à Ouagadougou.

² E. Morin, *Le paradigme perdu : la nature humaine*, Seuil, 1973.

³ J. Attali, *Histoire du temps*, Paris, Fayard, Livre de Poche, 1982.

⁴ E. Kant, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1980, p. 105.

⁵ K. Marx, *Le Capital*, livre I, t. II, Paris Librairie du Progrès, 1875, p. 187.

⁶ K. Marx, op. cit, p. 187.

⁷ La théorie des climats semble parfois une forme tamisée du racisme, la nature servant d'alibi, de circonstance atténuante pour les peuples cancrés.

⁸ Cf. J. Ki-Zerbo, *Le Rôle de la société civile dans la formation des paysages africains*, inédit.

⁹ Cf. J. Ki-Zerbo, *Population et développement*, conférence donnée à l'université de Louvain-la-Neuve, 1992, inédit.

¹⁰ Cf. W G. L. Randles, *L'Empire du monomotapa du XVe au XIX^e siècle*, Paris, Monton, 1975. Au Monomotapa au XVI^e-XVII^e siècle, on ignorait la traction animale et l'usage des bêtes de somme. Mais au Butua, les vaches, selon Antonio Gomes (1648), étaient si grandes qu'on les trayait debout; elles étaient utilisées comme bêtes de somme et comme montures.

¹¹ Ex. *Le développement comme culture*, inédit & *La démocratie comme culture*, inédit.

¹² Cf. Joseph Ki-Zerbo, *Démocratie et développement, les droits en Afrique : Tradition et modernité*.

¹³ Joseph Ki-Zerbo, *L'Histoire, levier fondamental*, Présence africaine, Paris.

Deuxième partie

L'identité africaine

4. Les identités culturelles africaines¹

Introduction

Parler des identités culturelles africaines, c'est traiter d'un thème immense, difficile à saisir, parce qu'il touche en fait à tous les aspects de notre vie en tant que peuples, en tant que nations. Je ne parlerai pas en ethnologue, s'exerçant à montrer chez différents peuples africains ce qu'ils ont de plus insolite, ou à tenter une typologie de ces peuples. Je voudrais simplement dégager quelques repères qui puissent servir pour poser correctement la question du développement culturel du continent africain.

Le problème de la culture est vraiment dans le vent pour plusieurs raisons : d'abord parce que, après les illusions de l'économisme et les impasses des crises que nous vivons, la culture est généralement assez prisée. En second lieu, le monde se rue aujourd'hui vers l'homogénéisation grâce à la planétarisation d'un certain nombre de gadgets, de technologies non contrôlées à diffusion massive, généralement par quelques multinationales. Il y a ainsi petit à petit une « néantisation » des identités singulières : mêmes supermarchés, même consommation, mêmes loisirs, mêmes pas de danse, même démarche imitée des mêmes stars de la télévision ou du cinéma; c'est le triomphe apparent de celui que j'ai appelé quelque part *l'homo cocacolens*, qui préfigure peut-être une humanité monotone et « pénéplanée ». C'est ainsi qu'entre les automatismes de la brute d'une part, et d'autre part les automatismes beaucoup plus raffinés des robots ou des ordinateurs, l'homme trouve dans la culture qui a été forgée patiemment par son propre groupe au fil des siècles, une sorte de havre et de refuge.

Pour les Africains, cela se traduit par deux comportements significatifs. D'abord l'exode dans l'espace, la ruée vers les villes tentaculaires. Alors que le taux de croissance moyen au plan démographique dans notre continent est de 3 %, les villes augmentent généralement d'environ 15 %. C'est un peu le syndrome latino-américain. Mexico : 15 millions

d'habitants aujourd'hui... Or, en ville, c'est souvent l'expérience de défaites amères. Le second type de comportement est un exode non plus dans l'espace mais plutôt dans le temps. C'est la volonté d'un retour presque intra utérin vers l'Afrique mère, l'Afrique éternelle qui pourtant vacille elle aussi et qu'on se représente plus ou moins comme étant un paradis perdu. Or, non seulement il n'y a pas de paradis perdu, mais encore il n'y a pas non plus de bateau pour remonter le fleuve du temps, sauf à se confier au bateau parfois ivre des historiens; d'où la question qu'est-ce au fond que l'identité culturelle ?

L'identité culturelle, c'est ce qui nous distingue par-delà nos constantes *d'homo sapiens*. C'est ce qui nous singularise, qui nous fait désigner du doigt, qui est paradoxal; à la limite, c'est ce qui est bizarre. L'identité, c'est la différence. Cette différence qui, bien entendu, n'est pas essentielle au statut humain, sinon il faudrait parler de racisme, mais constitue pourtant l'essentiel de l'identité. Et sans verser dans le culturalisme, ni donner à l'instance culturelle un poids qu'elle n'a pas, il est clair que la différence qui nous constitue en tant que groupe identifiable est une des valeurs souveraines, une de celles d'ailleurs pour lesquelles les hommes sont prêts à mourir.

Je pense que le développement de différences culturelles positives enrichit la planète, exactement comme les profils génétiques singuliers de chaque peuple et de chaque personne enrichissent l'humanité par un polymorphisme qui garantit la richesse et la fécondité des échanges. Il en est de même pour les ethnotypes.

Cela dit, je voudrais essayer d'abord de montrer ce que l'identité culturelle n'est pas et ensuite, revenir à ce qu'elle est.

I. Ce que l'identité culturelle n'est pas

A. L'identité culturelle n'est pas un fossile

D'abord, ce n'est pas une structure fossile ou statique. Notre identité ne relève pas de l'archéologie sociale. Ce n'est pas un objet, un trésor qui serait enfoui quelque part et que nous aurions à déterrer pour le mettre en valeur dans un musée, ou au contraire pour en tirer parti dans je ne sais quel

échange marchand. Encore que les parties pétrifiées du patrimoine culturel peuvent servir à ranimer la flamme de la mémoire collective. Encore que l'un des problèmes les plus importants du patrimoine culturel, est qu'il s'accroche rarement à des vestiges solides comme les monuments de pierre, et qu'il est le plus souvent conservé dans le temple vivant mais fragile de la tradition orale.

Mais réciproquement, il faut dire qu'on n'échappe jamais au truchement de la subjectivité humaine, c'est-à-dire à ce qui donne un sens aux choses. Les pierres du Parthénon, par exemple, ne vivent que parce qu'elles ont aujourd'hui encore un sens pour les Grecs. Un sens par le sentiment d'appartenance, et aussi par l'intérêt.

Car, par-delà les siècles, Périclès et Michel Ange continuent à rapporter de l'argent aux Grecs et aux Italiens grâce au tourisme. De même en est-il pour les ruines colossales de Zimbabwe et les momies pharaoniques du Musée du Caire. Un héritage qui n'est pas assumé ressemble plutôt aux parties nécrosées de l'organisme vivant. Tels sont les statues et les masques africains qui sont stockés dans des musées plus ou moins poussiéreux comme pâture à la curiosité ou à l'admiration des autres, mais pas des Africains eux-mêmes.

Ce sont pour ainsi dire, des fossiles désincarnés, ces pâles fantômes des masques-rois ou dieux, qui sont relégués ainsi dans la morgue de notre oubli. Bref, en aucun cas l'identité culturelle n'est comme une icône qui serait fixée contre je ne sais quel mur du passé pour être vénérée. Ce n'est pas non plus une sorte de capital qui serait enregistré chez un notaire comme un héritage dont nous serions les légataires universels.

B. L'identité culturelle n'est pas un concept abstrait

Par ailleurs, l'identité culturelle n'est pas un concept abstrait. Il ne s'agit pas d'un concept purement juridique, administratif, voire philosophique ou politique, désignant un groupe d'hommes situé dans un espace déterminé et se référant à leur ethnie, à leur race, etc. Le cas limite à cet égard, c'est celui des bantoustans qui expriment une véritable politique de vivisection à l'intérieur de l'organisme africain. L'identité est parfois placée tellement haut qu'elle n'a plus véritablement de sens. Elle ne désigne plus quelque

chose de très précis. Par exemple *l'africanité* représente-t-elle véritablement quelque chose ? Ce concept est-il pertinent pour désigner tous ceux qui habitent le continent africain ? À vrai dire il est encore mal focalisé. C'est plutôt pour le moment un projet politique valable, voire impératif, mais qui forgera demain seulement le profil culturel commun aux Africains.

L'erreur inverse qui consiste à placer trop bas l'identité culturelle est à mon avis beaucoup plus grave. On croit alors atteindre le concret; mais en fait on ne saisit rien. On aboutit à une personnalité émiettée, éparpillée, composée beaucoup plus d'entités que d'identités, sans signification. Exactement comme le doigt de Dieu ou le talon d'Adam dans le tableau célèbre de Michel-Ange représentant la création de l'homme si on les distrait et les isole, ils ne signifient absolument plus rien. Il y a eu un abus de cette méthode de division à l'extrême surtout au temps de la colonisation, selon le fameux précepte latin *divide et impera* : diviser pour régner.

Cette politique fut soutenue par certaines approches anthropologiques aussi, tendant à distinguer par exemple chez les Africains les peuples à État et les peuples sans État, les ethnies à gouvernement minimal, les peuples acéphales, etc., avec une pratique administrative correspondante. De même l'indication de la rubrique « race » sur les formulaires de cartes d'identité montre bien la confusion entre les réalités ethniques et celle de soi-disant races noires.

La personnalité culturelle en Afrique n'est pas seulement celle des ethnies : Gushi du Kenya, Nuba du Soudan, Malinké du Mali, Lobi de Côte d'Ivoire, etc. Je dis bien que ce n'est pas seulement cela. En effet, si aujourd'hui vous posiez ex *abrupto* à un paysan la question : qui es-tu ? Il vous répondrait peut être par cette référence ethnique je suis un Lobi, un Malinké, etc. Donc cela signifie que l'ethnie représente encore quelque chose dans l'Afrique d'aujourd'hui.

Néanmoins, je pense que ce n'est pas seulement cela qui désigne, qui qualifie l'être culturel de ces peuples. Même dans l'Afrique d'hier, il y a toujours eu une expérience historique largement répandue et transcendant les ethnies, qui petit à petit a sculpté la conscience culturelle des uns et des autres. La conscience culturelle de ces peuples n'est pas comme une

médaille frappée une fois pour toutes avec arêtes bien circonscrites, mais plutôt un champ de forces.

Aucune ethnie africaine ne peut se vanter d'avoir structuré sa personnalité culturelle, encore moins sa personnalité biologique en vase clos. Un exemple les Moose (au singulier : Moaga) ont emprunté de nombreux mots aux peuples qu'ils abordaient au cours de leurs migrations, en particulier aux Songhaï, aussi bien dans le domaine de l'initiation, de l'habillement, de l'équipement des chevaux que dans celui des concepts abstraits. Ainsi le mot *talga* (roturier) vient d'un mot songhaï. De même le mot *balum*, qui désigne l'un des ministres du palais du Mogho naaba, est un vocable qui vient du titre *balama* qu'on rencontre dans le songhaï, mais encore plus à l'est.

Il y a donc eu chez tous les peuples africains des emprunts multiformes à beaucoup d'autres peuples africains. Il en est ainsi entre le haoussa et le kanouri, entre le sang ma langue maternelle et le bisa, entre le bambara et le soninké, entre le sérère et le peul, etc.

Dernièrement s'est tenu à Dakar un colloque de l'ALESCO sur les emprunts réciproques entre les langues africaines sub-sahariennes et l'arabe. Il y a là tout un domaine très important. Des mots comme *wakati*, *wakat* (le temps, le moment) ou *jamaa* (assemblée) proviennent de l'arabe. Bref, réduire l'identité culturelle d'un peuple africain d'aujourd'hui à ce peuple seul, c'est retenir justement dans le tableau de Michel Ange, seulement l'orteil d'Adam ou la barbe de Dieu le Père.

Il y a eu des échanges, des interfécondations, des amalgames, des alliages de tous ordres, au niveau de l'habillement, de l'alimentation, de l'habitat, de la musique, des arts plastiques, des structures communautaires, de la religion, etc. Aussi bien en matière de funérailles qu'au niveau du rituel de la cour amoureuse, aucun peuple ne peut se prévaloir d'une singularité absolue. Une anecdote : Je me trouvais, il y a de cela de nombreuses années, en voyage à Salisbury (le Harare d'aujourd'hui). En écoutant la radio dans ma chambre d'hôtel, j'ai subitement entendu un air de tam-tam. Était-ce un air *shona* ou *ndebe* ? Toujours est-il que ce rythme reproduisait si fidèlement les morceaux familiers de mon village, que je me suis pris à danser tout seul dans ma chambre !

Réduire l'identité culturelle au profil d'une ethnie, parfois d'un village, c'est évidemment verser dans le tribalisme, dans l'ethnologisme qui ont fait tant de mal à l'Afrique. Vous connaissez la méthode de certains ethnologues qui vont sélectionner une petite communauté, la plus insolite possible, la moins habillée de préférence... Et à partir de là, on reconstruit l'Afrique, l'Afrique telle qu'on l'aime, bien entendu. Par bonheur, la matière africaine elle-même s'y prête de moins en moins.

Je pense que l'entité ethnique n'est que l'un des soubassements de l'identité culturelle des Africains, une des sources d'un fleuve qui heureusement a dépassé sa source. Mais il ne faut pas non plus aller trop loin dans ce domaine, comme le font actuellement certains anthropologues marxistes, quand ils disent que l'ethnie n'existe pas ce serait une pure invention, une création coloniale. Donc ils récusent la pertinence de ce concept d'ethnie. C'est aller trop loin à mon sens. Car, enfin, il faut tenir compte de la conscience des gens eux-mêmes.

Je vous rappelle que si on pose brutalement la question de l'identité à beaucoup de paysans, ils ne vous indiqueront sans doute pas la référence nationale contemporaine, mais plutôt la référence ethnique. Quant au terme de tribu, dans *l'Histoire générale de l'Afrique* (Unesco), nous avons décidé de le rejeter à cause de ses connotations trop négatives. Au cours d'un colloque à Dakar, il y a de cela une vingtaine d'années, on s'est acharné à nous convaincre que l'Afrique n'a pas d'histoire; on nous proposait donc d'accepter la formule « ethnohistoire africaine ». Nous nous sommes battus pour rejeter cette aberration.

Maintenant, que penser du concept de négritude situé au-dessous de l'africanité, et au-dessus du concept ethnique ? Je ne pense pas qu'il y ait adéquation entre la négritude et notre identité culturelle. D'abord parce qu'il faudrait rejeter toute l'Afrique du Nord et des parties considérables de l'Afrique au sud du Sahara. D'ailleurs, si on pose aujourd'hui à un paysan au sud du Sahara la question ? qui es-tu ? Cela m'étonnerait qu'il réponde : je suis un Noir ! Le concept de négritude a été conçu, enfanté et baptisé par des intellectuels. Il a servi d'idéologie qui a produit une moisson de chefs d'œuvre avec la brillance et le génie que l'on sait; mais ce vocable de lutte qui était marqué par un occidentalotropisme très prononcé est daté

historiquement. Je pense d'ailleurs qu'il y a danger à mettre en équation race et culture.

C'est ainsi que les Noirs des Caraïbes, de l'Amérique latine ou de l'Amérique du Nord ne se reconnaissent pas en totalité uniquement dans les valeurs nègres. Les protagonistes de la négritude eux-mêmes étaient tributaires de valeurs autres que celles du monde noir, ne serait-ce que parce que la négritude a été chantée, clamée et déclamée presque uniquement dans une langue étrangère. Elle est récusée par les « anglophones » d'Afrique.

Par ailleurs, privilégier la race comme catégorie axiale de notre identité culturelle, n'est-ce pas pour ainsi dire apporter de l'eau au moulin des racistes eux-mêmes ? Or le concept de race — nous avons consacré un chapitre à cette question dans le volume I de *l'Histoire générale de l'Afrique* — est absolument erratique et insaisissable. Il relève beaucoup de l'instinct — parfois de l'instinct bestial comme en Afrique du Sud — ou de l'idéologie, mais pas de la science. Si l'on se base sur les phénotypes seulement, les apparences extérieures comme la forme du nez, la couleur de la peau, l'angle facial, etc., où commence et où s'arrête la race ? C'est une question insoluble. Les Noirs dravidiens par exemple, ceux de la Nouvelle-Guinée ou de la Papouasie, peuvent-ils être rattachés à la négritude sans un exercice, une gymnastique mentale peu crédible ? Sans compter que l'arbre phylogénétique qui est celui des gènes, ne recouvre pas toujours l'arbre anthropométrique qui est celui des phénotypes.

La négritude a bien mérité du monde noir. Mais elle risque de devenir de plus en plus un concept-masque, qui occulte d'autres réalités. Car si nous sommes exploités parce que nous sommes noirs, notre cas est désespéré... puisque nous serons toujours noirs ! Et puis, comment expliquer qu'il y ait des Noirs non exploités, ou des Noirs qui en exploitent d'autres ? En réalité nous ne sommes pas exploités parce que nous sommes noirs, mais plutôt, nous sommes « noirs », c'est-à-dire infériorisés, parce que nous sommes exploités.

Le jour où nous aurons mis fin à l'exploitation, personne ne pensera à notre couleur; c'est si vrai qu'en Afrique du Sud aujourd'hui, il y a des Blancs d'honneur; les Japonais par exemple. Donc le fond du problème, c'est

d'abord de mettre fin à l'exploitation. C'est pourquoi au plan politique, la couleur peut jouer encore un rôle considérable en matière d'identité. Car de même qu'elle sert de repère facile pour la hargne des racistes, elle est aussi un drapeau incomparable pour les opprimés. Je vous renvoie ici à l'action militante de Steve Biko. Les racistes en Afrique du Sud ont l'habitude dire que le monde en fait est binaire il y a les Blancs et les non-Blancs. Les non Blancs sont donc caractérisés par ce qu'ils ne sont pas... D'où la question fondamentale du mouvement de la conscience noire : qui suis-je ? La réponse juste à cette question n'est pas de dire : je suis un non-Blanc. Réponse absurde car c'est une non-identité. La réponse n'est pas de dire non plus : je suis métis; car pour qu'il y ait un métis, il a fallu qu'il y ait quelque part un Noir ou une Noire. Donc la réponse est culturelle; elle est idéologique. Elle rejoint ce que je disais tout à l'heure à propos de l'aliénation, de l'exploitation. On ne peut répondre à cette question là qu'en référence à la problématique de l'exploitation et de la libération. Et dans ce cadre-là, les Indiens, les métis aussi sont des « Noirs » en Afrique du Sud.

C. L'identité culturelle n'est pas exogène

Enfin, l'identité culturelle n'est pas exogène. Toute identité comporte nécessairement des éléments extérieurs, mais ceux-ci ne peuvent pas constituer le noyau dur, le foyer de l'identité. Sinon ils nous ramèneraient alors à une autre constellation culturelle. Prenons le cas de la langue française. Il est évident que la langue française est un élément de la personnalité culturelle des Africains francophones; encore qu'il y ait un abus de langage à parler de pays francophones pour des États où parfois 85 % de la population ne connaissent pas le français.

Mais quelqu'un a dit que la langue est « la maison de l'être ». Pour les Africains francophones, le français est plutôt un pont vers le vaste monde et aussi vers un univers culturel prestigieux. Or un pont n'est pas une maison. Il ne vient à l'idée de personne d'habiter sur ou sous un pont. Notre maison à nous, Africains sur ce plan, ce devrait être d'abord notre langue maternelle. Ainsi donc l'identité culturelle n'est pas une étiquette collée de l'extérieur. Quand on nous traite de primitifs, de sauvages, d'arriérés, d'archaïques, de prélogiques, d'infrahumains, etc., cela ne nous qualifie pas comme tels, objectivement.

La perte d'une carte d'identité n'enlève pas l'identité; ni non plus la substitution d'une carte d'identité, d'une fausse identité. Même quand on va jusqu'à vous sommer de prouver que vous êtes celui que vous êtes, vous pouvez toujours produire des témoins pour l'affirmer.

Néanmoins, il faut dire aussi que le regard d'autrui a un pouvoir sur notre identité. Les psychanalystes et les existentialistes l'ont amplement démontré : le regard n'est pas neutre et distant. Il est doté d'une charge active et presque radioactive. Il dispose d'une prise presque physique sur son objet. Le regard peut être séducteur, corrupteur, réducteur, aliénateur il peut être terroriste, assassin, cannibale. Une personnalité faible peut contracter des complexes d'infériorité sous l'emprise d'un regard extérieur, conformément à la dialectique du maître et de l'esclave. On peut avoir honte de soi, être mal dans sa peau, dépenser des sommes folles pour éclaircir son teint afin de se rapprocher le plus possible du modèle blanc.

C'est ce que font certaines Africaines aujourd'hui. Or, il n'y a pas d'aliénation plus grave. C'est par elle que tout ce qui est nôtre est infériorisé et que la survalorisation de l'exotique nous précipite dans l'extraversion. L'aliénation active se cache d'ailleurs parfois sous le couvert de la science. Par exemple, la planisphère, établie selon la projection orthogonale de Mercator — qui a dominé la science cartographique jusqu'à nos jours —, est finalement une sorte de mensonge scientifique, puisqu'elle consacre purement et simplement les deux tiers de la superficie de la carte à la moitié nord de la planète. Les continents du sud sont donc automatiquement marginalisés et isolés. C'est ainsi que le discours implicite de cette carte peut justifier la théorie selon laquelle l'Afrique est un continent éloigné des foyers du progrès, d'où son arriération. L'aliénation est aux antipodes de l'identité saine. Cela signifie aussi qu'une minorité qui aliène un peuple ne peut se prévaloir de la culture de ce peuple.

II. Ce qu'est l'identité culturelle

D'abord je dirai que l'identité culturelle, c'est un processus.

A. Un processus temporel

L'identité culturelle, c'est comme un film que nous observons et vivons. En effet, nous en constituons une partie intégrante en tant que moment présent. Or, sans la séquence du passé, le présent serait absurde. Enfin, ce film englobe déjà potentiellement l'avenir. Ici s'impose une notion très importante, celle de prégnance.

Chaque phase de l'histoire est grosse, pour ainsi dire, d'un certain nombre de possibles. Et ce sont les forces déterminantes du présent qui décident des choix entre ces possibles. On peut dire que l'avenir est inscrit comme en pointillé dans la matrice du présent. Le visage de l'identité culturelle africaine en l'an 2000 est contenu déjà dans les pesanteurs d'hier et dans la volonté des hommes et des femmes d'aujourd'hui.

En effet, chaque génération trouve en soi, autour de soi, une foule de traces, de strates, d'obligations, une masse de sédiments qui structurent son univers, mais qui attendent toujours d'être réemployés. On a dit que la culture, c'est « ce qui est ajouté à la nature »; il faudrait préciser « à la nature et à l'histoire », c'est l'histoire en marche; et ce patrimoine dans lequel nous nous reconnaissons, qui nous porte et que nous portons, que nous décidons de porter, c'est notre identité.

L'identité culturelle se manifeste dans tous les domaines : l'habillement, le boire, le manger, la musique, la religion, le régime de la propriété, les rapports sociaux, les rites et les mythes, l'amour et la mort. À cela s'ajoute aussi l'autre face de l'identité, la dimension d'aval, sa projection en avant, sa représentation dynamique pour demain. Là, c'est le projet qui mobilise le patrimoine; d'où le rôle des différentes générations dans l'identité.

Chaque génération intervient dans ce processus en chaîne avec un rôle irremplaçable. Personne n'est inutile. Pour les vieux en Afrique, il est clair qu'ils continuent à jouer jusqu'à la fin de leur vie un rôle social. Plus ils sont vieux plus ils sont entourés, parce qu'on vient chercher près d'eux une sorte de bénédiction au contact de la force vitale manifestée en eux. Ces vieux ressemblent aux racines noueuses de l'identité culturelle, racines sans lesquelles il n'y aurait pas les promesses des fleurs éclatantes du sommet.

Un mot s'impose ici sur le rôle des femmes africaines. Elles ont joué et jouent toujours un rôle capital, d'abord dans la préservation de notre identité, en tant que gardiennes de choses que les hommes seraient peut-être

tentés trop vite de jeter par-dessus bord. Par ailleurs, elles sont cependant très aptes à sentir les ruptures nécessaires; ainsi a été le cas au moment des luttes de libération où elles ont par exemple rempli les tâches d'intendance au sein du Frelimo.

Donc, le passé qui sous-tend notre identité est une donnée sur laquelle nous avons la prise du regard historien de l'homme. Mais il s'agit de tout le passé avec ses heurts et ses malheurs, ses hautes performances comme ses déchéances les plus amères. Par exemple pour les Allemands, il est certain que l'identité d'aujourd'hui englobe l'épisode combien effroyable du nazisme. De même pour les Africains, la traite des Noirs doit être assumée dans notre identité. Donc, en disant que l'identité est un processus, nous soulignons par là la différence entre l'homme et l'animal. L'identité des ânes, des porcs, est une identité plate, sans profondeur temporelle, parce qu'elle est fixée dans l'instant j'allais dire l'instant éternel et l'instinct, c'est-à-dire dans l'histoire naturelle non assumée.

L'homme au contraire — l'homme africain en particulier déborde de partout, aussi bien vers l'amont que vers l'aval. Et si l'histoire est lourde parce qu'elle nous investit d'un prêt-à-porter qui nous vient des générations antérieures, elle nous laisse quand même toujours libres de reprendre le prêt-à-porter et de le transformer en costume sur mesure.

B. Un processus spatial

Notons enfin que le processus temporel de l'identité culturelle implique une projection dans l'espace, parce que tous les éléments de notre corps social n'évoluent pas au même rythme. Il est évident que le profil culturel des campagnes apparaîtra comme plus archaïque par rapport à celui des villes, regardé comme plus « moderne ». Mais ce dernier terme est ultra-ambigu; il peut même être très dangereux et mystificateur, s'il signifie réellement « occidentalisé, conforme à la culture européenne », que celle-ci soit d'ailleurs de l'Ouest ou de l'Est.

On peut donc à mon avis distinguer deux pôles culturels en Afrique. L'un à dominante patrimoniale dans les campagnes, l'autre dans les centres urbains qui sont des vitrines alléchantes, des sortes de flambeaux brillants vers lesquels viennent s'accumuler — et malheureusement se brûler aussi —

bon nombre de papillons noirs. Ces deux pôles s'incarnent dans deux personnages typiques : d'une part le paysan — encore qu'il y ait de nombreuses variétés de paysans — d'autre part, le citadin — homme d'affaires, intellectuel, commerçant, cadre, etc. Il est clair que tous, sans exception, sont des artisans de notre identité culturelle en gestation, mais pas de la même manière.

Les paysans s'exercent surtout dans l'amont de notre identité culturelle, sur le versant originel; alors que les villes sont installées plutôt sur le versant le plus exposé à l'extérieur, élaborant de ce fait des hybrides de culture néo-africaine; des hybrides qui bégaiement pour ainsi dire notre avenir. Par exemple, petit à petit les formes et expressions corporelles de politesse extrêmement raffinées qui existaient en Afrique sont en train de disparaître.

Certes dans les brousses africaines, on trouve ces manifestations ne serait-ce que sous forme de vestiges. Ainsi on ne peut pas passer devant une personne plus âgée sans s'excuser. Mais dans les villes, ces obligations ne sont plus ressenties. Entre ces deux pôles, les cadres et les paysans font le va-et-vient; mais ce sont les cadres qui profitent le plus de ces échanges. Certains d'entre eux vont au milieu des paysans dans les fêtes villageoises. Mais ce comportement à caractère plus ou moins populiste demeure en tout cas fort ambigu. D'une part, les cadres rendent certainement des services, économiques, sociaux; par exemple en hébergeant chez eux en ville les enfants de parents paysans pour payer leur scolarité; mais il faut dire aussi que ces services sont largement payés en retour par les paysans.

D'autre part, il est évident que la créativité en matière d'identité culturelle africaine n'existe pas seulement dans les campagnes. Il y a en ville toute une série de gens qui essaient de « s'en sortir » en produisant autrement, en s'organisant sur de nouvelles bases dictées pour ainsi dire par la nécessité. Mais en général, les cadres sont les vecteurs et les virus d'une mégaculture servante, elle, d'intérêts qui les dépassent. Ils sont objectivement les agents de structures globales qui orientent notre avenir et téléguident un certain crépuscule de nos cultures. Là comme ailleurs, ce qui se passe sur la scène n'est pas le principal. Certains cadres qui se donnent de l'importance, ne sont que des figurants. Il faudrait se référer ici au mythe de la caverne de Platon, mais en en renversant le sens. Ce ne sont pas les gens qu'on voit

gesticuler au fond de la caverne qui sont les personnages réels, ce sont peut-être uniquement des fantômes.

Néanmoins les acteurs les plus importants dans la permanence têtue et l'avancement de nos identités culturelles au milieu des crises d'aujourd'hui, ce sont sans doute certains groupes citadins et aussi certains cadres paysans qui incarnent ce que Gramsci appelle « l'intellectuel collectif ». Ce sont des gens qui ont perçu la gravité des enjeux auxquels nous sommes confrontés et qui continuent dans la poussière des sentiers et des chantiers de la brousse à chercher pour changer tout en restant soi-même. Ils essaient de forger dans la pratique, des organisations et des productions nouvelles, une sorte de version contemporaine de cultures millénaires.

III. Identités et Nations

Abordons maintenant les relations entre identités culturelles et nations. Il ne faut pas confondre culture et nation puisqu'il y a des cultures plurinationales comme il y a des nations pluriculturelles. C'est le cas de la Suisse.

A. Historique

En Afrique, l'État et la nation sont en gestation aujourd'hui. En Europe, l'État et la nation se sont pour ainsi dire épaulés mutuellement. Par la violence des armes à feu, des rapports économiques, progressivement on a démantelé les féodalités puis les monarchies. Après avoir fait sauter les donjons pour établir le pouvoir monarchique, on a pris d'assaut la Bastille et installé de puissantes bourgeoisies.

Le processus africain est largement différent. Aujourd'hui on compte de mille à deux mille ethnies ou groupes linguistiques dans notre continent. Et ces ethnies sont brutalement projetées face aux entreprises multinationales; je crois donc que l'une des choses les plus caractéristiques de l'Afrique, c'est cette prolifération millénaire des identités, et cela depuis les nomes égyptiens. Les communautés de base en Afrique ont longtemps bénéficié d'une situation de liberté et d'autogestion; mais en même temps elles ont dû se soumettre à des contraintes parfois presque totalitaires. Par exemple, les scarifications corporelles ou la taille des dents avaient une dimension

esthétique, une dimension culturelle, mais aussi un aspect juridique et politique, puisqu'on peut dire qu'elles inscrivaient la nationalité et le statut social des gens, dans la chair même des intéressés.

Mais il faut dire aussi que rien n'était fixé mécaniquement. Il y avait une fluidité dans l'espace et dans l'échelle sociale, qui constituait un des éléments les plus caractéristiques du pouvoir populaire en Afrique. Depuis les origines jusqu'aux empires du VIII^e au XIV^e siècle dans le Soudan ouest-africain et jusqu'aux royaumes mêmes du XVIII^e et du XIX^e siècles, on peut dire que le pluri-ethnisme a été érigé en principe de gouvernement. Cela s'expliquait aussi parce que ces États ne disposaient pas des moyens de coercition tels que les armes à feu, les canons qui permettaient ailleurs de démanteler les donjons. Le colonialisme, quant à lui, a été un système total, parfois totalitaire. Et il a essayé d'englober aussitôt les identités culturelles africaines dans un projet de confiscation de l'initiative. Ce fut un autodafé en règle en vue de briser les systèmes existants, quitte à en récupérer de-ci de-là quelques éléments utilisables.

La nomination de chefs collaborateurs allait de pair avec la folklorisation de la culture. Quand tous les vendredis, le Mogho naaba de Ouagadougou allait en pompe présenter ses hommages au gouverneur, la culture africaine était mise au service d'un nouveau système.

Il y a aussi l'éducation qui reproduit un modèle étranger, l'utilisation des ethnies les unes contre les autres, toutes choses qui ont atteint nos identités dans leurs œuvres vives. En effet, les identités étaient perçues comme des ferments dans la résistance contre la colonisation. Par exemple au pays bobo, les villageois présentaient des faux chefs au colonisateur; les vrais chefs, les Européens ne les connaissaient pas. De même, de nombreux chefs refusaient d'envoyer leurs propres fils à l'école, et préféraient envoyer des fils de griots, etc. C'étaient des stratégies de défense qui ont continué jusqu'aux mouvements de libération nationale.

Après l'indépendance et nous en arrivons aux responsabilités des Africains eux-mêmes aujourd'hui — c'est la période des relations avec les anciennes puissances coloniales sous l'égide du néocolonialisme. Cette période est vraiment la plus cruciale pour les identités culturelles africaines. En effet, jusqu'à présent, on nous a menés en bateau avec le fameux mythe du

« décollage économique » qui ne vient pas et qui s'éloigne comme un mirage au fur et à mesure que nous tentons de l'approcher. On aurait sans doute dû mettre les choses en ordre, placer les bœufs devant la charrue, donnant la priorité aux exigences culturelles relatives au sens et au contenu du développement.

Aujourd'hui, je perçois trois attitudes principales : d'abord l'indifférence de certains qui acceptent passivement la clochardisation des cultures africaines. D'autres, par peur des déviations du facteur ethnique vers le tribalisme, s'écartent de la mise en valeur culturelle. Ils jettent le bébé de nos cultures avec le bain d'un tribalisme hypothétique.

D'autres enfin essaient de récupérer les énergies ethniques par tous les moyens. Ils vont trop loin dans ce sens. Par exemple il y a des pays où l'on a établi les unités de base du parti unique national en fonction de l'ethnie; c'est une façon de profiter de la vitalité qui existe dans les groupements ethniques, mais avec beaucoup de risques potentiels; bref, le double impératif — qui est parfois contradictoire — de la vitalité des patries ethniques d'une part et de l'intégration nationale, d'autre part, a été généralement mal assumé. En effet, nous ne contrôlons ni la production ni la reproduction de notre système actuel. Les cas les plus typiques sont la planification et l'éducation nous ne contrôlons pas les paramètres qui permettraient de dresser un plan véritablement endogène ou de promouvoir une éducation qui reproduirait notre propre culture.

Nos identités culturelles sont dans le moulin du système dominant. Il y aurait là matière à pessimisme, si la culture ne disposait pas d'un pouvoir séminal qui autorise toutes les renaissances et toutes les résurrections. La culture, c'est une source et une ressource tellement intime que nous pouvons toujours la préserver; c'est à ce titre qu'elle constitue une énergie indéfiniment renouvelable. Aujourd'hui les identités culturelles qui constituent notre être collectif sont pour ainsi dire coincées entre deux autres instances beaucoup plus dynamiques : je veux parler du pouvoir politique et de l'avoir économique.

B. Dans l'espace

Ainsi donc, trois étages culturels profondément imbriqués se présentent à nous à la base l'étage ethnique; plus haut l'étage de l'état national et enfin, plus haut encore, l'étage sous-régional et continental. L'ethnie ne dispose d'aucun pouvoir ni d'aucun avoir en tant que tel, sauf qu'on a gardé certains chefs traditionnels, maintenus ou annexés dans le cadre d'un *modus vivendi*, qui ressemble comme un frère à celui du système colonial. L'ethnie aujourd'hui est une identité presque clandestine, dont on craint de réveiller les démons, et d'ailleurs affaiblie par le dépeçage colonial puisqu'elle est souvent répartie sur plusieurs territoires nationaux. Enfin, les ethnies sont plus que jamais des cadres fragiles qui, parce qu'elles sont basées essentiellement dans nos campagnes, participent au dépérissement général du monde paysan.

La détérioration constante du niveau de vie des paysans porte atteinte directement à leur capacité de créer et d'inventer. Par contre, quand ce monde paysan bénéficie de booms économiques, par exemple dans le cadre d'économies de plantations, il est alors projeté directement dans le système capitaliste et en subit automatiquement un certain nombre d'effets induits, souvent délétères.

Le second étage est situé dans le cadre étatique national. C'est le moteur stratégique pour le réveil comme pour l'extinction des identités culturelles. En effet, cet État national se débat dans des contradictions énormes. Au nom de la sacro-sainte souveraineté, l'État se défend contre les irrédentismes potentiels des ethnies qui s'étendent dans certains pays voisins. L'État national se méfie des tribalismes — ou au contraire tente de s'appuyer sur une ethnie dominante.

Enfin, vis-à-vis des cultures extra-africaines, l'État qui pourtant se prévaut d'être le protecteur du patrimoine national, est le principal truchement des influences dites modernes qui sont trop souvent des défoliants culturels en matière d'éducation, de santé, de droit, etc. Dans des pays qui sont parfois à 85 % des espaces d'oralité, l'on impose une administration de l'écrit; que de papiers exigés du paysan !

Dans le système africain traditionnel, on faisait beaucoup plus confiance à la parole de quelqu'un qu'à je ne sais quelle signature. Aujourd'hui, les actes signés devant notaire tiennent lieu de garantie. Il y a aussi le code des

investissements, l'agencement des modes de production, les arbitrages entre groupes, couches et classes sociales, la politique d'importation, de passation de marchés; tout cela sculpte littéralement jour après jour, à coup d'ordonnances, de décrets, le faciès culturel de nos peuples. Le résultat habituel à mon avis est le suivant : on tente d'associer les cadres provenant de toutes les ethnies au pouvoir et à l'avoir générés par les rouages de l'appareil étatique. Par ailleurs, on accepte la folklorisation des acquis culturels des ethnies sous forme d'ensembles musicaux, de ballets nationaux, etc. Donc on réduit petit à petit la culture à l'écume, cependant que la stratégie de l'intégration culturelle nationale des réalités endogènes, la promotion des langues par exemple, ne fait l'objet que de déclarations d'intentions.

Enfin, il y a l'étage sous régional et régional qui dispose parfois de bases, de pouvoirs économiques [par exemple dans les organisations sous régionales comme la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO)] ainsi que d'un certain pouvoir politique dans les organisations continentales comme l'Organisation de l'Unité africaine (OUA). Or c'est là l'une des principales plates-formes du développement culturel interafricain. De même qu'en matière économique l'espace idéal est vraiment l'espace interafricain, de même pour l'épanouissement des identités culturelles, c'est l'espace le plus scientifique, le plus pertinent; déjà dans la période coloniale, l'on ne saurait comprendre chaque ethnie comme une réalité absolument isolée. Or cela se vérifie de plus en plus parce que les brassages ne font que se multiplier.

Est-il pensable, par exemple, aujourd'hui qu'on essaie de fixer la graphie d'une grande langue africaine comme le peul ou le mandingue dans le cadre de la souveraineté nationale ? Évidemment non. Par contre, si on le fait sur une base interafricaine, même la science en profite.

Les approches micronationales en Afrique aujourd'hui ne peuvent pas être scientifiques. En géographie, en histoire, en sociologie, en écologie, dans tous les domaines, l'on est obligé de sortir du cadre micronational pour mieux comprendre. Il y a là une exigence scientifique, indépendamment même de la politique culturelle. L'on peut évoquer ici le CAMES dont j'ai été le secrétaire général pendant douze ans et où nous avons fait signer des conventions pour l'équivalence des diplômes et pour la promotion des

carrières des professeurs d'université. Dans tous ces cas, il y a deux éléments qui viennent toujours en combinaison : l'élément africanisation — élément national indépendance; et l'élément harmonisation ou unité interafricaine. Il y a là une dialectique qui devrait être permanente pour le progrès africain.

Si je prends par exemple la Côte d'Ivoire, on verra que par les Baoulé, qui sont venus du Ghana, par les Lobi, les Senoufo, les Dioula, les travailleurs migrants, les réfugiés, la Côte d'Ivoire partage les traditions culturelles africaines avec tous ses voisins et réciproquement. Or cette réalité massive du fait culturel interafricain n'a presque pas de traduction institutionnelle. Bien sûr, il y a la commission culturelle de l'OUA, ainsi que l'Institut culturel africain, mais c'est bien peu de chose par rapport aux exigences et aux impératifs qui nous confrontent. Ainsi, dans le processus dynamique d'interférence entre ces trois étages que j'ai évoqués, le second est de loin le plus actif. C'est le cadre étatique d'édification, de codification économique, juridique, socio-culturelle qui génère quotidiennement l'homme africain. Et aussi parce qu'il statue de façon normative pour les deux autres niveaux : celui de la base ethnique et celui de l'espace régional ou continental. Alors, il reste à savoir si l'État national sera l'agent autonome de la néoculture africaine en gestation, ou s'il ne sera que le relais d'un moteur extérieur qui fonctionne pour son propre compte. À cet égard, je pense que trois priorités pourraient être retenues.

Il y a d'abord l'autostructuration et la conscientisation des groupes paysans, ouvriers, employés ou même des gens sans emploi. C'est un des éléments fondamentaux pour nos cultures. Deuxièmement la reconstruction de l'école, dans le sens de la reproduction sociale africaine. Troisièmement, il faudrait des moyens massifs de communication pour éliminer la détérioration des termes de l'échange culturel par la radio, le cinéma, la télévision.

IV. Dimensions matérielles et spirituelles

Pour terminer, insistons sur une idée fondamentale : l'identité culturelle a des dimensions matérielles et spirituelles. L'homme est *faber* et *sapiens*; il forme des outils et formule des concepts. Nos identités culturelles touchent à la fois à la terre et au ciel. Le général de Gaulle aurait dit : un jour « la

France en somme, c'est Jeanne d'Arc et le fromage ! » Par ce raccourci, il voulait indiquer des valeurs qui sont prisées par les Français depuis la dimension du sublime jusqu'à celle, plus prosaïque, de la gastronomie.

C'est ainsi que la crise économique peut avoir des effets dévastateurs sur nos identités culturelles, dans la mesure où nous déciderions de laisser en friche le terrain culturel, pour nous replier uniquement sur le domaine de la survie économique et même végétative. Mais je pense aussi que cette crise peut nous conduire à un sursaut, à un recours au culturel, la culture étant non plus comme on l'a dit, « ce qui reste quand on a tout oublié ». C'est une définition qui a fait son temps. La culture serait plutôt alors ce qui reste quand on n'a plus à manger, c'est-à-dire le recours.

En fait, la technologie par exemple, qu'on fait toujours miroiter comme la clé de la modernité, n'est pas disponible gratuitement. Elle appartient à des gens; c'est même souvent une propriété privée qui se vend cher sous forme de brevets. Par ailleurs, elle n'est pas neutre non plus. Chaque objet technologique est un précipité de valeurs. Quand nous essayons de l'intégrer à notre société, s'il n'est pas rejeté par nous ou s'il ne fait pas l'objet d'une assimilation active, cet objet va automatiquement générer chez nous les valeurs qui ont présidé à sa confection, valeurs qui sont parfois délétères.

Toute technique est culture. En Afrique plus qu'ailleurs, on associait le rite et l'outil. Le chasseur, le forgeron, le guérisseur avant d'opérer, prononçaient des formules, se protégeaient, se rendaient favorables toutes sortes de forces invisibles. Dans le volume I de *l'Histoire générale de l'Afrique*, la prestation de notre aîné Hampaté Ba évoque le travail du tisserand et indique qu'avant de commencer, il prononce des formules propitiatoires; tout son travail était plein de symbolisme. Par exemple, le rouleau de tissu déjà confectionné qui est donc entassé au fur et à mesure sur le ventre du tisserand, figure le passé; la bande qui est encore composée de fils et qui s'étend devant, représente l'avenir; alors que la navette qui est en train de tisser symbolise justement les actions fugaces du présent.

Dans cette optique, je crois que la réforme de l'éducation ne peut aller sans une planification et aussi un aménagement du territoire. Aucun terrain ne doit échapper à l'autodétermination si l'on veut que nos identités soient

préservées; par exemple les idéologies et la religion qui sont des espaces de choix pour l'aliénation, ou au contraire la libération culturelle. Citons entre autres la religion traditionnelle africaine qui a été si défigurée, si méconnue, si méprisée, et qui pourtant avait aussi ses valeurs, ne serait-ce qu'en matière d'impact dans le domaine des arts plastiques, de la pensée, etc.

Mais la culture a besoin aussi d'une base sans laquelle elle vacille et s'effrite inexorablement. Aujourd'hui, par exemple, parler d'authenticité africaine, de négritude, sans mettre en place une base économique pour soutenir notre être dans le monde original, c'est pratiquement parler pour ne rien dire. Quelle authenticité possible si nous ne maîtrisons pas l'appareil de production qui serait destiné à produire des choses en fonction d'un modèle de consommation que nous-mêmes aurions défini au départ ?

C'est pour cela qu'il faut à nos identités un espace économique minimal, un marché viable, une logistique de communications et télécommunications autonome, un réseau de médias auto-entretenu. À quoi sert de faire installer des équipements ultrasophistiqués pour la télévision, si on n'a pas de quoi meubler les programmes; si 80 % des programmes sont importés ? Il importe d'avoir une approche globale de nos problèmes.

Bref, la mise en place de ces dispositifs économiques devrait être faite conformément à une certaine idée que nous nous serions faite de nous-mêmes et de notre rôle dans le monde. Alors seulement, nous pourrions aussi assumer les technologies dans cet ensemble, les mettre à l'unisson de nos cultures. Emprunter est absolument nécessaire, à condition de dépasser la consommation béate et béante par suremprunt extérieur, afin d'accéder au statut de partenaires réels, de co-producteurs du progrès général. Dans ce domaine, on pourrait évoquer les efforts pour une nouvelle architecture africaine avec des matériaux locaux et en conformité avec certains styles africains de construction, selon la doctrine de l'Association pour le développement naturel d'une architecture et d'un urbanisme africains (ADAUA). J'ai moi-même réuni pendant quatre ans dans le cadre du CAMES un colloque annuel sur la pharmacopée africaine et la médecine traditionnelle. Ces colloques rassemblaient les spécialistes africains dans les sciences afférentes à ce sujet (botanique, chimie, biochimie, médecine, etc.), et les guérisseurs africains. C'était magnifique, parce que nous avons pu mettre en conjonction les racines africaines de la science, et la science

telle que nous l'avons empruntée ou apprise à l'extérieur. C'est seulement à ce prix que graduellement l'on peut avancer vers une industrie pharmaceutique à laquelle nous participerons activement nous-mêmes; car dans ce secteur précis, nous pouvons faire des percées plus importantes que dans d'autres domaines. Bref, la science ne doit pas désertifier les cultures particulières, sinon c'est le mal développement généralisé et le dépérissement de ce que l'humanité a produit de plus succulent et de plus précieux. Je ne suis pas du tout contre le métissage culturel, mais pour faire un métis il faut être deux. Il faut être et pas seulement paraître. De même que pour coopérer il faut justement coopérer.

Conclusion

En conclusion, nos identités culturelles sont à mon avis des ressources plus importantes que nos ressources minières et autres, parce que ce sont des ressources vivantes, créatrices de toutes sortes d'autres ressources. Par ailleurs, ce sont elles qui donnent un sens aux autres ressources. En effet, on peut très bien se poser la question : croissance économique, pour qui et pourquoi ? Plusieurs conditions s'imposent ici : d'abord l'identité culturelle ne doit pas être fidélité à un archétype figé quelque part et momifié. Ce serait une fuite en arrière. Elle ne doit pas être non plus répétition mécanique d'un modèle que nous chercherions à atteindre par une sorte de fuite en avant, téléguidés par nos maîtres à penser, à danser, à philosopher, etc. Ce serait sombrer dans le mimétisme du singe, avec tous les dangers que cela implique. Un proverbe africain dit : « si tu te fais coiffer dans l'obscurité nocturne, c'est que tu te désintéresses du sort de tes propres oreilles ! » Je crois que l'imitation béate aveugle peut avoir de telles conséquences néfastes.

Par ailleurs, l'identité culturelle, c'est la vie. À ce titre, si elle n'évolue pas, elle se cadavérise. Si elle se fait absorber par d'autres, elle subit la loi implacable de la jungle. Autant dire que notre identité culturelle est le lieu d'une lutte sans merci. Car il s'agit de valeurs suprêmes pour lesquelles les hommes et les femmes peuvent mourir et meurent même dans le monde entier.

En effet, renoncer à soi-même, n'est-ce pas vivre comme un fantôme, un zombie ? Fantôme dont l'âme aurait été escroquée et qui ne répond plus de

lui-même. Au total, l'identité culturelle, c'est la responsabilité sociale : répondre d'un groupe. Si on la rejette, alors, on ne peut sombrer que dans l'aliénation, comme ces terres vacantes et sans maître, qui n'attendent qu'un preneur. On peut, par contre, commencer par réaliser cette responsabilité commune en soi-même, par une synthèse dynamique, entre le meilleur de chez nous, et ce qu'il y a de plus précieux à l'extérieur synthèse qui peut préfigurer ce que sera notre peuple demain.

Mais ce qui est encore plus important, c'est de se mettre à l'unisson du peuple pour, avec lui, préparer l'avènement de cette néoculture sans laquelle nous ne compterons pas dans le monde. Renoncer à créer cet homme nouveau, cette néoculture, c'est délibérément liquider l'être pour soi en vue d'assurer l'avoir pour les autres; car il y a une corrélation entre la culture, le mode de vie et l'accumulation économique.

Quand je vois déverser dans les villages africains aujourd'hui une multitude de cageots de bière, cela signifie que notre bière africaine traditionnelle est remplacée par les productions d'ailleurs. Ce n'est pas simplement culturel. Il y a là une dimension économique flagrante. Au moment où une grande partie du Nord de la planète, comme un « monstre froid », domine et exploite le Sud que l'on dorlote par ailleurs d'un discours mystifiant émaillé des fleurs funèbres d'une rhétorique philanthropique, il appartient aux Africains de tout faire pour réinterpréter les techniques contemporaines en les impliquant dans un système original de forces, d'intérêts et de valeurs. Se connaître pour se transformer, tel est le sens du dicton bambara qui fait écho au « connais-toi toi-même » du philosophe antique : *Ka so don, ka djiri don, o bè kagni Nka, ki yère don, O de kafisa a bè yé* (« Connaître l'arbre, c'est-à-dire savoir grimper sur les arbres, savoir nager, savoir monter à cheval, tout cela est bien; mais se connaître soi-même, c'est cela la principale valeur² »).

¹ Texte d'une conférence donnée le 5 décembre 1984 à l'Institut universitaire du développement, Genève.

² Cf. la version suivante du même proverbe, parue dans le vol. V/2, 1966, de Genève-Afrique, dans un article du Dr Nianankoro Fomba intitulé « Sagesse grecque et sagesse africaine, connais-toi toi-même » :
So don Connais ton cheval

Djiri don Connais l'arbre

Dji don Connais l'eau

Yéré don Mais se connaître soi-même

Wo de kàfusaà nà bè jé ! Vaut mieux que toutes ces choses-là !

5. Identités-Identité Vers l'Union Africaine¹

I. L'identité, comme préalable au développement et à la démocratie

À force d'ingérer à hautes doses l'évangile du développement prêché après la Seconde Guerre mondiale par les deux camps de la guerre froide, (Rostow, Staline), grâce à des transferts de capitaux, de technologies, d'expertise, de gadgets, faisant du développement un article d'importation de l'avoir, du savoir et donc de l'être d'autrui, nous avons fini par oublier qui nous sommes nous-mêmes.

À travers les décennies, et dès la fin de la guerre froide, l'aide publique au développement a fondu malgré les engagements les plus solennels (le fameux 0,70 % du PIB) devenu une réminiscence presque préhistorique. Et l'on parle beaucoup moins de développement, beaucoup plus d'aide humanitaire et de commerce, c'est-à-dire de dépendance y compris de dépendance alimentaire et de dette. On parle de lutte contre la pauvreté, de PMA, de PPTE, etc.

L'imposition autoritaire des PAS, avec le néolibéralisme comme nouveau credo qui était en fait un antique cantique, n'a fait que systématiser cette feuille de route intégriste qui renvoie au fameux précepte thatchérien : « Il n'y a pas d'alternative ».

On (re) découvre la valeur cardinale des vérités suivantes que nous avons énoncées en 1980. On ne développe pas, on se développe. Par ailleurs, dit le proverbe africain : Dormir sur la natte des autres, c'est tout comme si l'on dormait par terre.

En effet, nous ne sommes pas des objets du développement des autres; par exemple en leur fournissant notre coton et en important leur friperie, perpétuant aussi « le pacte colonial ». Nous ne sommes pas des récepteurs, réceptacles ou récipients du développement clés en mains des autres, le passé de ceux-ci constituant notre avenir sur un trajet unilinéaire.

Le développement clés en tête que nous avons préconisé comme le seul authentique, nous l'avons défini comme un passage de soi à soi à un niveau supérieur, à travers une coopération co-responsable avec les autres. Ce

développement n'est donc pas autarcique. Ce n'est pas un enfermement sur soi.

On reproche en effet à l'Afrique de ne pas être assez ouverte sur le marché mondial. Or c'est exactement l'inverse qui est vrai; bien que la part de l'Afrique² dans ce marché ne soit que de 2 %, ce commerce extérieur représente 41 % du PIB africain; alors que les autres pays riches du Nord (Japon, Europe, USA) ne sont engagés dans ce marché qu'à hauteur de 10 à 13 % de leur PIB.

Mais dire que le développement, c'est une autoréalisation qui va de soi à soi-même à un niveau supérieur, c'est-à-dire avec une valeur ajoutée, cela signifie qu'il ne faut pas fonctionner dans le système global pour le compte d'autres acteurs.

Ainsi donc, le point de départ, c'est soi-même. Mais soi-même, c'est qui ? On ne peut coiffer quelqu'un en son absence. Et nous voilà au fameux point d'appui du savant antique qui constitue la rampe de lancement de tout développement.

Il faut, pour bien partir, se connaître soi-même. En effet, s'il est vrai que l'on ne développe pas, on se développe. Quand l'on s'ignore soi-même, on ne saura ni partir ni arriver nulle part.

La connaissance minimale de plate-forme identitaire est indispensable. Ici, la sagesse bambara rejoint la philosophie grecque quand elle dit que le plus important pour l'être humain, c'est de se connaître soi-même : *Ki yèrè don, o dé jé ko jé, o dé kafisa a bè yé !* S'ignorer soi-même, a contrario, c'est être une épave au fil de l'eau. C'est l'échec programmé du développement.

II. Les identités ou l'Afrique en pièces détachées

La conscience de soi, pour soi, telle est la base de tout développement authentique. Mais le problème, c'est qu'il n'y a pas d'identité pure, décantée, homogène et statique comme du diamant qu'il suffirait d'exhumer. Toute identité, toute culture particulière est un processus dynamique. De plus, toute identité endogène vivante est déjà un mixte, un tissu de complexités qui n'a de sens que si l'on le considère globalement. Il n'y a pas de « burkinabité » pure surtout dans un village.

Pour connaître vraiment l'identité totale d'un individu ou d'un pays, il faut prendre en compte des influences véhiculées par l'espace ou à travers le temps.

Tout individu ou collectivité est constitué par une série d'allégeances ou d'appartenances, de « citoyenneté concentrique ». Par exemple, sur la base des langues parlées dont l'une peut être d'origine précoloniale, l'autre liée à la colonisation, la troisième à l'origine du conjoint, etc. Exemple, le cas de madame Kolomparé qui maîtrisait cinq langues.

Au plan collectif, alors que chaque pays africain dispose d'une seule identité juridique nationale, dans le domaine religieux, il y a pluralité et même parfois conflit (Soudan, Nigeria).

La même remarque vaut pour les ethnies, les « castes », les classes sociales, le genre. Dans ces conditions, la résultante des identités qui constituent chaque individu ou collectivité n'est pas seulement un flux complexe à analyser, mais un rapport de forces souvent antagonistes en action. Par exemple, les intérêts économiques de deux collectivités qui définissent leur rang et leur rôle dans la communauté internationale peuvent être frontalement opposés et incompatibles.

L'identité mondialisée des individus qui est moulée par la télévision peut éradiquer la culture nationale. La frontière qui limite et délimite l'identité nationale peut être un objet de litige et même un *casus belli*. De même que le choc entre les identités inconciliables de deux seigneurs de la guerre peut se répercuter dans les identités de leurs ethnies respectives et déclencher les guerres civiles inexplicables (Congo, Zimbabwe, Nigeria, Angola, Burundi, etc.).

L'identité des pays pauvres ou plutôt appauvris, qui transparait dans des appellations comme PMA, PPTE, provient de « l'échange inégal », structurellement dominateur, issu du pacte colonial qui oppose des entités nationales juridiquement et apparemment égales, mais où la partie Sud reçoit 80 % de son budget d'investissement des partenaires du Nord, 80 % de ses manuels scolaires, 80 % des résultats de la recherche qui le concerne, etc. Cependant que le flux net de capitaux à travers des canaux invisibles comme la fameuse main du marché (baisse tendancielle des prix des matières premières, hausse tendancielle des prix des manufactures, des taux

d'intérêt et des taux de change, des montants du service de la dette, etc.) s'établit au profit de ceux qui sont appelés les « bailleurs ».

Le mécanisme mondial de soustraction et de ponction anonyme de biens, services et savoirs, aggravé par le jeu spéculatif de l'argent, ne doit pas être dissocié de l'érosion culturelle géante (véritable apocalypse au ralenti) qui, à travers la communication, mais aussi l'ingérence quotidienne des biens industriels importés par l'Afrique, bouleverse sa culture sans contrepartie.

Le coton brut que nous exportons (50 % des recettes d'exportation) ne véhicule aucun message de nos cultures africaines. Il est muet à cet égard, alors que la voiture, la Mobyette, le frigidaire, l'ordinateur, le cellulaire, etc. sont des messagers, de vrais missiles culturels qui nous transforment en *homo cocacolens*, en OGM ou en clones culturels. Certes, il ne s'agit pas de « refuser le progrès », comme on dit, mais il ne faut pas non plus accepter de laisser notre culture au vestiaire pour accéder au « banquet » de Malthus.

Modèle américain ou référence japonaise ? Comment infrastructurer notre culture pour l'assurer par-delà les siècles ?

Exemples concrets l'éducation qui n'est pas un sous-système de reproduction de notre système; l'alimentation (*dolo, soubala*), l'habillement, la pharmacopée et la médecine.

Même si nous préférons les remèdes du Nord comme plus scientifiques, reconnaissons qu'ils sont trop chers pour la masse, que les transnationales de la recherche pharmaceutique tirent parti de nos savoirs. Enfin, l'approche africaine (psycho-socio-somatique) mérite considération et sauvegarde.

Quel sort réserver à la solidarité, au respect des doyens, à la convivialité avec les voisins, face à l'individualisme sauvage véhiculé par le néolibéralisme ? Y a-t-il incompatibilité ? Faut-il se soumettre à la pensée unique ? À la thèse de l'évolution dans un marché unilinéaire sur un trajet stéréotypé comme des chenilles vouées au même sens de la vie avec le même axe du mal et donc du bien, du bon, du beau ?

Économie de marché ou société de marché Quel statut pour le foncier, pour l'eau, pour le logement où le projet sociétal africain est très original ? La

fracture sociale qui est un *Kulturkampf*, un combat entre deux projets de société et qui sépare les peuples du Sud et ceux du Nord (écart de 1 à 50 dans le revenu par tête d'habitant, 25 à 30 ans de différence dans l'espérance de vie), se répercute au sein des sociétés africaines par l'effacement de la classe moyenne consécutif aux PAS.

La paupérisation et la faim, a-t-on conclu après des recherches approfondies, ont une incidence sur le cerveau, donc sur la personnalité et sur l'identité. Un peuple dépendant et mendiant ne peut avoir de personnalité propre.

Alors que la classe des nouveaux ploutocrates africains, les néomilliardaires (qui n'ont même pas le mérite de la bourgeoisie) s'engraissent sur l'aumône du Nord, sur la résignation des miséreux et sur l'impunité tolérée en dernière instance par les parrains du Nord. Il s'ensuit une détérioration structurelle du pacte social saccagé par ailleurs par la gestion mafieuse de l'État démantelé et privatisé par les institutions financières internationales et par les dictateurs. Résultat : l'identité collective, de même que l'État-nation africain, est souvent avortée.

L'Afrique en pièces détachées, c'est le chaos programmé de l'humanitaire et de circuits commerciaux parallèles ou souterrains (armes, argent sale, drogues, organes humains, sexe, etc.) qui transforment les mentalités et l'attitude à l'égard d'autrui, de l'argent, de la violence. Des valeurs comme l'altérité, l'intégrité, la solidarité, la fidélité à la parole donnée, sont soumises à une érosion ou même à une éradication radicale. (Cf. le rapport du Conseil national d'éthique de 2003 au Burkina Faso.) C'est ce qui explique l'éternel retour de thèmes comme le « Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté »; « l'éradication de la corruption », qui sont inscrits en permanence dans l'agenda. Car ils sont structurellement engendrés par les sapeurs pompiers d'aujourd'hui qui ne sont autres que les pyromanes d'hier.

L'État patrimonial, l'État grabataire produit par le néolibéralisme dominant ne peut jouer le même rôle que naguère et ailleurs, sur les hauteurs stratégiques de l'économie nationale.

La notion même de service public et de bien commun s'évanouit. Les maigres taux de croissance stratégique et macro-économique sont acquis avec un coût social et humain exorbitant. Or les grands principes de l'État

de droit existaient dans la tradition africaine. Ils disparaissent sans que soient acclimatées et assumées, les règles de la démocratie occidentale, vide béant, gouffre dans lequel sont broyés les peuples. On compte par millions les victimes des guerres civiles ou interafricaines, sans parler des victimes silencieuses de la violence structurelle, ni de la démobilisation morale massive qui s'expriment dans la perte de confiance en soi, les complexes d'infériorité, les conduites empreintes de paranoïa et de schizophrénie.

De nombreuses occasions pour construire une identité, une personnalité africaine collective ont été manquées, en particulier entre 1956 et 1989. Mais aujourd'hui, les citoyens africains courent en vain derrière l'indépendance, ne serait-ce que sous la forme de la souveraineté alimentaire. Or la faim tue l'identité.

La Zambie a refusé les OGM comme aumône alimentaire, mais jusqu'à quand Certes, à côté des maux africains, il y a de nombreux bilans positifs (société civile, économie populaire, exploits quotidiens des femmes, etc.).

L'OUA a débarrassé le continent de la sujétion politique, mais pour un statut de dépendance tel qu'il est impossible de mettre fin à l'inacceptable : analphabétisme massif, paupérisation et misère, famine, dépossession de l'autonomie élémentaire, perte de défenses immunitaires biologiques (sida), économiques (cf. Balladur : « J'ai décidé de dévaluer le franc CFA ») et culturelles (gestion chaotiques des langues africaines).

L'anomie (absence de normes régulatrices, de logiciel fiable) est la réalité réelle sous le pullulement des allégeances multiples, des identités disparates qui habitent les individus, les peuples et les États africains. Et pourtant, l'essentiel est sauvegardé l'Afrique vit.

III. Nécessité d'une identité motrice, d'une personnalité-Cadre constitutif

Rappelons les proverbes : « Si tu as fait un saut dans le feu, il reste un autre saut à faire »; « Si tu es tombé, ne regarde pas où tu es tombé, mais où tu as trébuché ».

Même si de nombreuses identités coexistent dans les individus, les institutions, organisations et États africains aujourd'hui, cette configuration

qui peut être un handicap paralysant, peut devenir aussi un avantage comparatif et une richesse.

Depuis le village jusqu'au niveau mondial en passant par la commune rurale, la « caste », le genre, l'ethnie, la société civile, la région, l'État, la fédération et la confédération, il y a des instances nombreuses qui suscitent et édifient des identités en perpétuelle interaction et rétroaction dialectique. Mais dans ce faisceau d'identités concurrentes, il y a toujours une dimension dominante, une personnalité englobante.

En Europe, depuis le XIXe siècle, l'identité phare et régulatrice de toutes les autres et opposable à toutes les autres fut l'État-nation cette superstructure du capitalisme a construit le monde mais à un coût épouvantable, dans des guerres et une exploitation planétaire et multiséculaire (des centaines de millions de victimes).

Aujourd'hui, la concentration et la nucléarisation, la globalisation du capital, commandent le passage de l'État-nation européen aux marchés géants dans les Amériques et en Asie.

L'Afrique, reléguée depuis le XVIe siècle dans l'esclavage et la servitude coloniale, n'est pas encore sortie de quatre siècles de désintégration. Que faire Le problème de l'espace identitaire se pose. Faut-il reprendre à son compte le calvaire sanglant de l'État-nation Certainement pas. Ce stade est dépassé. Mais il ne faut pas situer le niveau de la personnalité directrice africaine ni trop bas ni trop haut. L'identité du village ne dépasse pas l'authenticité folklorique.

L'identité mondialisée est imposée presque toujours par la culture des mondialisateurs. On ne mondialise pas innocemment. Mais l'identité ethniciste (même quand il n'y a pas d'ethnie !), l'identité religieuse, raciale, idéologique, etc., ne doivent pas s'imposer comme schéma directeur de l'ensemble des Africains. L'ethnie est une source culturelle vitale mais ne peut servir de référence générale et fondamentale. Reste l'espace régional et les identités de société civile co-agissant avec le politique sous l'empire de normes éthiques qui ont fait l'objet d'un contrat social. La référence ici, c'est Nelson Mandela et l'option pour la nation arc-en-ciel en Afrique du Sud.

Kwamé Nkrumah, apôtre de « l'indépendance d'abord », ajoutait aussitôt « que celle-ci n'a pas de sens sans l'unité ». Patrice Lumumba est tombé victime de l'identité ethniciste et impérialiste qui téléguidait Tshombe.

La personnalité, c'est un rôle qu'on se donne et qu'on assume (*persona*). Seule l'identité africaine peut conférer un rôle digne du continent dans le monde.

Par exemple, la science sera inter et panafricaine, ou ne sera pas (cf. CAMES, recherches dans le domaine de la pharmacopée). La protection de notre patrimoine environnemental et culturel ne peut pas se faire isolément, ni la revendication de réparations, ni l'accès au vrai pouvoir de négociation avec le G8, l'OMC, le club de Londres ou de Paris, etc.

Il n'y a de partenariat qu'avec l'entité africaine qui seule peut négocier des rapports positifs, non pas seulement d'interdépendance ou de solidarité, mais de co-responsabilité.

L'accès à l'industrialisation et à la valeur ajoutée ne peut se faire qu'à travers la compétitivité interne dans un grand marché africain, avec division du travail sur la base des avantages comparatifs avant d'affronter la compétitivité externe.

C'est pourquoi, il faut effacer les frontières sans y toucher, en retournant à une saine conception de l'Afrique des peuples.

L'identité régionale africaine est une précondition incontournable de tout développement africain qui doit bénéficier de la primauté et de la priorité avant et contre les conditionnalités paralysantes des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). D'abord construire le vrai partenaire avant d'apporter les moyens. Les jeunes et les cadres fuient l'Afrique.

C'est une hémorragie cérébrale, un échec et une condamnation. Seul un espace minimal capable de développement peut les retenir.

Mais l'identité, ce n'est pas seulement la dimension matérielle. L'intégration doit être triple historico-culturelle (y compris la diaspora), spatiale et économique, sociale enfin (y compris les femmes). Mais l'union, l'identité africaine n'est ni un simple outil ni une fin en soi. Elle doit être porteuse sinon d'une alternative au statu quo du monde tordu d'aujourd'hui,

du moins des éléments d'un humanisme original déjà inscrit et prescrit dans nos mythes d'origine et notre art de vivre (*ubuntu*).

« *Le remède de l'homme, c'est l'homme lui-même.*

L'homme, c'est les autres ».

¹ Texte écrit en février 2005, en préparation du film documentaire « Identités - Identité », présenté à l'édition 2005 du Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou (FESPACO), et qui a obtenu le prix de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

² Cf. Joseph Ki-Zerbo, *La Nette des autres*, Codesria/CRDE, Dakar, Karthala, 1992; J. Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2002.

6. La pertinence de l'école par rapport à la société africaine¹

Merci beaucoup, mes chers amis, d'être venus assister à cette conférence. Monsieur le Directeur, je vous remercie tout particulièrement de me donner cette occasion de reprendre la parole dans cette maison. Il n'y a pas que les criminels seulement qui reviennent sur les lieux du crime..., il y a aussi les passionnés qui reviennent sur le territoire de leurs passions; et c'est pour cela que j'ai accepté, sur l'insistance de M. Sanyal, de revenir ici pour vous faire part de mes idées sur l'éducation en Afrique. Je ne parle pas en spécialiste. Mon discours ne sera pas bardé de statistiques ou de références quantitatives. J'ai été à l'époque chargé de l'éducation dans mon pays pendant six ans; j'ai été au CAMES (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) pendant 12 ans. Je me suis beaucoup intéressé au problème de l'éducation; je m'y intéresse toujours, mais pas du même point de vue.

D'ailleurs, mon itinéraire n'a pas été classique. J'ai commencé par être préoccupé avant tout du contenu de l'éducation. En tant qu'Africain, c'est ce qui me frappait le plus. Par exemple, le contenu de l'enseignement de l'histoire. C'est ce qui était vraiment spectaculaire, voire dramatique. Rappelez-vous les fameuses leçons qu'on nous faisait réciter l'histoire de France, d'Angleterre, etc. Rien sur l'Afrique.

J'ai été attiré vers l'éducation d'abord, par ce biais-là. À Addis-Abeba, en 1961, j'avais pris la parole pour indiquer que, beaucoup plus que la course contre la montre pour les effectifs, il y avait le problème absolument prioritaire de l'orientation, du contenu des programmes, etc. J'étais un des rares à soutenir ce point de vue.

Ensuite, je me suis intéressé aux problèmes des structures sur lesquels je reviendrai. Enfin, aujourd'hui, ce qui m'importe le plus, ce sont les problèmes de méthode et de stratégie, ou encore de conditions fondamentales pour faire autre chose, pas seulement faire autrement, mais faire autre chose. À mon avis, c'est cela le plus important.

Je voudrais donc commencer par des préalables méthodologiques avant d'en venir à des aspects de substance concernant l'adéquation de l'école

aux besoins africains. Je terminerai par quelques pistes vers des solutions possibles.

I. Importance de la méthode

En matière de préambule, je pense qu'il faut d'abord insister sur l'importance de la méthode. Beaucoup d'analyses de systèmes éducatifs en Afrique se font mécaniquement, sans se soucier de poser correctement le problème par rapport aux ensembles concernés.

A. De l'approche systémique

On aborde presque toujours le problème de l'éducation en Afrique selon l'approche systémique; cette méthode est bonne mais a ses limites.

- 1) Ce qui gêne dans l'approche systémique, c'est que souvent on ne va pas jusqu'au bout du système dans le temps et dans l'espace, en amont et en aval. On crée parfois artificiellement le système qu'on veut analyser et on tire des conclusions sans référence à autre chose. En plus du système éducatif lui-même et de ses compartiments, par exemple, l'étagement primaire, secondaire, supérieur, il y a le système national, le système global, le macrosystème. Il est impossible de parler du sous-système éducatif du Lesotho, du Botswana, de l'Angola ou du Mali tout seul, en l'air, comme si c'était une planète; et encore, une planète dépend d'un autre astre..;

Je crois qu'il y a là un défaut assez fréquent. Par exemple, l'aide extérieure, très importante pour nos systèmes éducatifs, on l'analyse parfois en soi, sans référence aux structures, aux relations les problèmes de la langue d'enseignement, des livres, des équipements, des personnels de coopération, de contrôle; la place de l'aide extérieure dans la recherche et dans les financements lourds, la place de l'aide dans les plans nationaux, lesquels sont justement un système englobant par rapport au système éducatif. Bref, il faut situer toujours les systèmes éducatifs en tant que sous-systèmes.

Les tendances lourdes nationales aujourd'hui dans les pays africains sont la plupart du temps négatives.

La situation, vous la connaissez : c'est une démographie galopante, un PNB plutôt rampant et la non-industrialisation structurelle des pays africains; un développement que tout le monde s'accorde à reconnaître comme extraverti, axé sur la consommation de biens, de services, de techniques, de technologies extérieures. Ce système est donc terriblement ouvert. Le système national africain en général, comme le sous-système éducatif est terriblement ouvert. Par conséquent, c'est une aberration de vouloir l'analyser comme un système clos. Non seulement il n'est pas clos, mais dans certains cas, il n'est pas un système. C'est un non-système, si vous voulez, ses éléments ne sont pas articulés pour constituer un ensemble structuré qui se suffirait d'une certaine manière, et il est pour ainsi dire, dissout dans un macrosystème qu'on feint d'ignorer.

- 2) Par ailleurs, pour revenir au même point, très souvent cette analyse systémique est mono ou unidisciplinaire. C'est là aussi une grande erreur. Une approche purement économique, purement sociologique ou purement pédagogique n'est pas pertinente parce qu'elle ne peut pas appréhender convenablement un système complexe. Donc l'approche interdisciplinaire s'impose davantage sur le plan purement systémique. Évidemment, on me dira que l'approche par plusieurs disciplines peut aboutir à donner un résultat assez flou, assez chaotique, ne permettant pas de déboucher sur des projets bien calibrés, des projets gérables, bancables, etc. Mais je crois que ce risque est moindre que le réductionnisme auquel je faisais allusion tout à l'heure, qui ne permet pas un diagnostic pertinent;
- 3) Bien entendu, quand on parle d'approche systémique, il ne s'agit pas de recourir aussitôt au système global planétaire. Beaucoup d'analystes en Afrique et ailleurs essaient d'expliquer la situation africaine de l'éducation, toujours en référence avec l'extérieur : « Nous sommes écrasés; si cela va mal, c'est parce que nous sommes exploités, dominés, etc ». Je crois que cette référence systématique au macrosystème est en partie une évasion, une diversion, et qui ne fait pas voir la réalité des problèmes internes. Quand on emploie l'approche systémique, il faut bien la diriger pour qu'on ne fasse pas d'erreurs soit par sous-estimation (réductionnisme), soit au contraire par alibi;

4) À propos de « société africaine », on pourrait se demander ce que c'est exactement. Je pense que le mot « société » vaut mieux tout de même que le mot « peuple ». Il y a parfois un abus du mot « peuple ». Quant au mot « population », il est à écarter ici. Le mot « nation » aussi. À quoi correspond ce dernier mot dans l'Afrique d'aujourd'hui, quand les ethnies sont disséquées par les frontières... Peut-être pourrait-on davantage parler des « sociétés » : la pertinence de l'école par rapport aux sociétés africaines.

B. Concept de quantité et de qualité

Deuxième point important au point de vue méthodologique, c'est le concept de quantité et de qualité. Il ne faut pas pousser la dichotomie entre ces deux notions jusqu'au manichéisme opposant l'un à l'autre. C'est ainsi qu'un grand spécialiste de la planification de l'éducation a écrit : « On ne peut avoir à la fois la quantité et la qualité ». Je crois que c'est une erreur. Parfois, c'est la quantité qui permet d'accéder à la qualité. Un pays scolarisé à 95 % n'est-il pas qualitativement différent d'un pays qui n'est scolarisé qu'à 10 % ? Entre quantité et qualité, il ne faut pas mettre une barrière étanche. Je suis bien placé pour en parler. J'ai enseigné à presque tous les niveaux de l'éducation. Une classe à effectifs trop maigres n'atteint pas un certain seuil d'émulation et souvent elle ne vit pas bien. Je pense que l'approche quantitative est nécessaire, bien qu'il ne faille pas en abuser dans la civilisation technocratique que nous connaissons. Vous connaissez la définition du Pr Binet : « L'intelligence, c'est ce que mes tests testent ». Cela nous ramène au paradigme du niveau.

Ce mot « niveau », on l'entend très souvent. Dès que l'on veut faire une réforme en Afrique, on entend dire : « Attention, il ne faut pas abaisser le niveau de l'enseignement ! ». C'est très grave. C'est avec des paradigmes de ce genre que l'on bloque les choses pendant des décennies.

Que signifie le mot « niveau » ? Et la réalité correspondante ? On parle tout le temps d'enseignement au rabais dès qu'on veut changer les choses et cela touche de très près le problème de la pertinence de l'éducation par rapport aux sociétés.

Je pense personnellement que le niveau est défini par rapport à des objectifs bien précis, à des priorités, à des options données dans une société donnée. Donc le niveau est quelque chose de largement fonctionnel et relatif, sous réserve de certaines constantes planétaires. En raison du mimétisme de nos sociétés, nous ne pouvons pas dire que nous n'avons pas quelque chose du monde moderne, contemporain; nous devons donc tenir compte aussi de ses réalités. Mais en aucun cas l'intelligence n'est pur mimétisme servile. S'il en était ainsi, la palme reviendrait aux singes qui sont en ce domaine plus forts que les hommes. Qui dit intelligence, dit adaptation à des réalités bien déterminées. En d'autres termes, le niveau de l'intelligence doit se mesurer au niveau d'adaptation au réel, même et surtout s'il faut dépasser le réel. Si donc nous voulons un enseignement de très haut niveau, il faut par définition, que cet enseignement soit bien adapté à notre propre réalité. Il est important d'insister sur ce point, parce que beaucoup de gens l'oublient. Aujourd'hui, très souvent, on dit que la qualité de l'enseignement est en chute libre. Qu'est-ce qu'on entend par là ? N'est-ce pas un effet retard de causes qui sont extrêmement anciennes, ou un effet mécanique de l'expansion quantitative ? En réalité, la quantité et la qualité sont en interaction multiforme et sans fin dans tous les sens. Je pense, par exemple, que le nombre de diplômés dans un pays peut changer l'attitude qualitative des gens, des cadres, de la majorité de la population à l'égard de l'enseignement. Quand on voit le nombre de chômeurs, par exemple, cela peut amener les familles à avoir une attitude qualitativement différente.

Je pense que les hommes politiques sont généralement polarisés plutôt sur les chiffres, parce que c'est cela la vitrine que l'on peut afficher, par exemple, pour les financements. Les pédagogues eux, ont une approche plutôt qualitative, en cherchant l'optimum des performances, etc. Il ne faut pas se résigner à un choix exclusif : l'un ou l'autre. Il y a des limites financières dont il faut tenir compte; mais elles ne sont pas que financières. Justement, le rôle de l'intelligence est de dépasser les limites, de ne pas les considérer comme immuables, de transformer les constantes en variables.

C. De la finalité de l'éducation

Un troisième thème sur ce terrain de la méthodologie, c'est que l'approche systémique est souvent polarisée sur le « comment », et ne s'intéresse pas assez au but, au « pourquoi », au « vers quoi », au problème de la finalité :

qu'est-ce que nous cherchons ? Je pense qu'il ne suffit pas de répondre que nous cherchons l'éducation pour tous parce que l'enseignement est indispensable à l'épanouissement de la personne humaine... et autres généralités du même genre. Il faut véritablement édifier une finalité au système éducatif pour telle société donnée. Il faudrait se référer ici à la racine même du mot « éducation » qui vient du latin *educere* c'est-à-dire qui contient l'idée de tirer de, pour conduire vers; l'idée d'une origine et d'une destination. La crise de l'éducation en Afrique n'est pas seulement une crise de « management »; il y aurait là un réductionnisme très grave.

Le problème fondamental, c'est que l'éducation ne remplit pas sa définition première. L'éducation en Afrique ignore les origines et ignore la destination. Quand je parle de fonctionnalité, ce n'est pas seulement l'adaptation au monde tel qu'il va ce serait alors simplement le problème du « comment » —, comment ajuster un système éducatif à nos sociétés quelles qu'elles soient. Il ne faut pas seulement prendre les sociétés telles qu'elles vont, ou telles qu'elles sont; il faut aussi avoir une idée alternative de nos sociétés. Dans la mesure où elles ne vont pas bien, il y a lieu d'esquisser, de projeter une autre image, une autre option pour ces sociétés. Je ne pense pas que le rôle de l'éducation soit de dire il faut mieux faire tourner la machine; il faut limiter les dégâts. Je ne dis pas non plus qu'il faille nier le monde ambiant dans une sorte d'idéologie prophétique. Le monde ambiant existe, c'est une des données. Mais la définition de la culture, et aussi de l'éducation, c'est justement « ce qui est ajouté à ce qui nous est donné ». La pédagogie, la production, etc.

Cela nous renvoie à l'étymologie *educere*. Nous partons de quelque part. Donc quand on dit que l'éducation c'est apprendre à être, à devenir, c'est effectivement apprendre à être, non pas individuellement, mais socialement.

Je pense que — et nous voilà en plein cœur de notre sujet — la société africaine aujourd'hui est mixte. C'est un mixte qu'il s'agit d'assumer dans sa totalité et non pas de considérer dans une de ses parties seulement, en particulier dans sa partie contemporaine, moderniste. C'est en procédant ainsi qu'on aboutit à l'école « unijambiste » que nous connaissons aujourd'hui : école bancale et borgne, parce que justement elle ne saisit qu'une partie de la réalité. Cela vaut pour le secteur sanitaire, agricole, pour l'habitat, pour les technologies. Dans la mesure où l'on ne saisit pas les

sociétés dans leur totalité, avec toutes leurs réalités, (en sachant par exemple qu'il y a peut-être 70 à 82 % d'analphabètes), on fait comme si ceux-là n'existaient pas. Pourtant les gens qui vont à l'école, viennent de cette société; le soir, ils retournent dans cette société; ils apprennent leurs leçons dans cette société. On n'a pas suffisamment fait attention à cette réalité; et l'école est devenue un objet volant non identifié qui passe dans notre atmosphère, dans notre stratosphère. D'où sa non-pertinence. Pour expliquer l'échec, on invoque alors toutes sortes de motifs. Selon la fameuse réplique de Molière : « Et voilà pourquoi votre fille est malade ! » On a beau chercher, tant qu'on ne reviendra pas à cette réalité, à savoir que notre société est un mixte qu'il faut prendre comme tel, on tournera toujours en rond sans trouver de solution.

Cela nous amène au problème de l'identité africaine. L'identité africaine n'est pas un tableau accroché dans un salon; c'est plutôt un carrefour où beaucoup d'influences sont brassées. À la base de tout, il faut que la société africaine, que l'Afrique ait une conscience de soi et pour soi. L'éducation est la matrice, par excellence, de cette identité. Aujourd'hui, la situation est grave parce que les préoccupations de survie écrasent et évacuent la poursuite des buts fondamentaux et même leur définition rigoureuse. D'où le silence sur les stratégies conséquentes, le règne du coup par coup, et l'alignement sur des conduites mimétiques. Si l'on continue dans ce sens, ce n'est plus de l'éducation c'est de l'élevage. Je rappelle à ce propos un proverbe africain : « Un seul bâton suffit pour conduire un troupeau de 100 moutons. Mais pour conduire des êtres humains, il faut autant de bâtons que de personnes ». Ainsi donc, l'éducation, ce n'est pas la même chose que l'élevage, ce n'est pas quelque chose de mécanique; il n'y a pas de formule; il faut que ce soit ajusté non seulement à la société, mais à chaque individu de cette société.

II. Adéquation ou inadéquation de l'école

Dans une seconde partie que nous allons examiner maintenant, un problème capital touche à la définition même de l'éducation : c'est de l'adéquation ou de l'inadéquation de l'école aux besoins africains.

A. Aspects logistiques

Commençons par les aspects logistiques : il faut des bases que l'on a souvent négligées. Nous sommes dans une société africaine où, il faut bien le dire, la mentalité capitaliste d'accumulation n'est pas encore la chose du monde la mieux partagée. Notre société est différente; elle n'est pas métaphysiquement différente, elle est historiquement différente. La préoccupation des gens, en général, n'est pas d'accumuler. Bien entendu, cette préoccupation existe dans certaines sphères de plus en plus et, parfois, les gens accumulent à titre individuel. Mais ce réflexe n'est pas majoritaire ni au plan de l'État ni au plan individuel. L'idée d'accumuler, de maintenir, de promouvoir, d'avoir un plan pour cela, ne court pas les rues au niveau gouvernemental. On procède plutôt par volontarisme, par formules et slogans. Pendant ce temps, les bases logistiques s'effritent. Résultat : quand les solutions économiques montent par l'escalier, les problèmes montent par l'ascenseur. Les problèmes sont sérieux, même dans les pays pétroliers. La danse des cours mondiaux des matières premières est souvent une danse macabre. À cela s'ajoutent la hausse des taux d'intérêt, les manipulations monétaires des puissances, une industrialisation structurellement bloquée, pour les pays africains.

J'ai fait récemment une étude pour la Banque mondiale sur la rentabilité de l'enseignement supérieur en Afrique francophone. Pour connaître mes idées sur ce problème particulier, l'on peut s'y référer.

Ce qui est certain, c'est qu'il y a une grande misère de l'enseignement et de la recherche. Les équipements sont dans un état presque catastrophique. Par exemple, même la Banque mondiale reconnaît que l'on ne pourrait pas réduire les coûts de l'enseignement primaire en comprimant le poste des dépenses d'équipement. Celui-ci est incompressible car la situation est absolument calamiteuse. Or, ce fait est absolument crucial pour la qualité de l'enseignement. Prenons, par exemple, la question des manuels qui ne sont souvent d'ailleurs pas adaptés, ni pour leurs prix ni pour la présentation. Certes, des travaux sont faits par des pédagogues africains et non africains pour améliorer cette situation, mais les manuels sont trop luxueux parce que, la plupart du temps, ils sont confectionnés par des maisons d'édition européennes, et sortent au niveau des prix pratiqués en Europe. Par contre, il ne faut pas non plus descendre trop bas pour la qualité du papier, des photos et images en couleurs, parce qu'alors, le rythme de remplacement des ouvrages sera plus rapide. Parfois, on fait de faux calculs à cet égard.

Mais le problème des imprimeries et surtout des maisons d'édition se pose. Il existe une infrastructure de l'éducation qui n'est pas installée en Afrique; elle est à l'extérieur. C'est une dépendance considérable. Pour publier un texte, les difficultés sont souvent insurmontables. Ces difficultés tiennent parfois à des éléments de culture : il y a des comportements qui ne sont pas encore assumés, mais il y a aussi des conditions d'organisation, d'infrastructure, de logistique, incontournables. Elles sont souvent le reflet d'une économie qui opère comme système englobant. Mais on peut dire également que l'économie est partiellement le reflet de l'école inadaptée.

B. Aspect pédagogique

L'aspect pédagogique, la non-adéquation et l'inefficacité interne sont difficilement séparables de la logistique. C'est le problème des ressources humaines de bonne qualité, performantes en tant que formateurs et aussi en tant que disciples. Si on ne connaît pas bien le produit originel à transformer, le produit fini risque d'être de très mauvaise qualité. Pour prendre un cas précis on a remarqué qu'en matière d'apprentissage du français, très souvent l'apprentissage de la diction et de la grammaire pose des problèmes sérieux. Là encore s'impose la notion *educere*. Ils viennent de quelque part, ces élèves, et sont toujours immergés dans leur société. Ainsi, même la façon de prononcer telle ou telle syllabe peut être gauchie par la manière dont les élèves prononcent cette syllabe dans leur propre langue. Je rappelle la fameuse réplique d'une pièce jouée naguère par des élèves de Haute-Volta. Un élève moaga n'arrivait pas à prononcer « Noble dame romaine ». Il disait toujours « Noble rame domaine » parce que dans sa langue le « r » et le « d » sont interchangeables. Il y a là un soubassement dont il faut tenir compte.

Signalons, en passant, la pertinence de la qualité des maîtres. Il faut qu'ils soient à la fois enracinés et ouverts. On dira peut-être que c'est la quadrature du cercle, mais je pense qu'il y a des maîtres de ce profil-là dans l'Afrique d'aujourd'hui; des maîtres profondément enracinés dans leurs origines et branchés sur le monde du XX^e siècle.

Il en va de même pour les chercheurs. Imaginez-vous un chercheur en matière de biochimie, par exemple, de pharmacologie, de toxicologie, qui

serait décollé entièrement du système africain de soins aux malades ? Il lui manquerait un élément fondamental pour faire des découvertes originales.

Pertinence aussi des contenus et des programmes. J'ai eu l'occasion de m'occuper de ces problèmes justement pour la pharmacopée africaine où j'ai rassemblé des chercheurs africains de type moderne et des guérisseurs africains. Nous avons organisé quatre grands colloques de ce genre, et cela a été prodigieux : il y a eu des échanges extraordinaires, et même des découvertes immédiates parce qu'il y avait eu communication. Le problème des programmes, de l'organisation des cours se pose jusqu'aujourd'hui en Afrique.

Pertinence des structures aussi. Je reprends le cas du CAMES (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) où j'ai eu à m'occuper de la mise au point de l'équivalence des diplômes des pays africains. Nous nous sommes alors aperçus qu'il nous fallait trouver un référentiel africain afin que les diplômes de chaque pays soient rapportés à ce référentiel commun. Ensuite, nous avons mis au point le système des agrégations qui ont permis aux candidats africains de se concentrer sur des programmes davantage liés aux réalités africaines. Pas uniquement à l'Afrique bien entendu. Pour ce qui est des inscriptions sur les listes d'aptitude, pendant très longtemps, jusqu'en 1975, quand un professeur africain désirait passer d'un statut à l'autre (d'assistant à maître-assistant, à maître de conférences), il envoyait son dossier en France; et c'était le comité français qui statuait. Ensuite, le ministre français de l'Éducation envoyait la lettre de notification à l'intéressé en Afrique.

Nous avons mis sur pied des comités africains pour la promotion professionnelle des professeurs africains. L'appréciation qu'on donne à cette occasion, les notes pédagogiques, l'attitude à l'égard des élèves, comptent beaucoup. Tout cela, on ne peut vraiment le juger que sur place.

C. Pertinence de l'école par rapport à la production

La pertinence de l'école par rapport à la production est l'élément principal. L'école africaine actuellement ne part pas suffisamment des besoins des sociétés africaines dans la sphère du vivre, du survivre, et des raisons de vivre. Le vivre et le survivre sont de moins en moins assurés en Afrique,

non pas seulement à cause de la sécheresse, des cours mondiaux des matières premières, etc., mais aussi en raison de la non-pertinence de l'école. Nos pays africains relèvent de plus en plus de la « soupe populaire » internationale pour des raisons écologiques, économiques, externes et internes... Les importations de nourriture — de céréales en particulier — vont monter bientôt dans certains pays à la même hauteur de dépenses que la facture pétrolière. Or l'école y est pour quelque chose. L'école ne produit pas, n'apprend pas à produire. C'est pour cela que cette école joue un rôle important dans l'exode rural. À l'époque, j'avais calculé qu'après trois ans de soumission de l'enfant à la « radioactivité » de l'école, il était irrécupérable pour le retour à la terre, et encore, c'était dans le cadre de l'école rurale... Cette école rurale, nous l'avions mise au point pour que les enfants restent attachés à la campagne. Or nous avons constaté que beaucoup d'enfants, après ces trois années d'école rurale, partaient en ville. Pour nous autres, le bagage d'instruction qu'ils avaient acquis était très modeste; mais pour eux, c'était le passage de zéro à l'infini : cela pouvait leur servir de rampe de lancement pour prétendre à un emploi de planton par exemple, en ville. Or l'emploi de planton rapportait par mois autant que le revenu annuel du paysan. Voilà ce qui provoque les difficultés, puisque toutes les données sont en interaction. C'est le cas de répéter que « Vaugelas n'apprend point à faire du potage »; et le Vaugelas africain n'est pas différent du Vaugelas français.

L'éducation physique elle-même est sacrifiée, alors qu'elle était omniprésente dans le système éducationnel africain, y compris même dans le travail. Dans le système africain, il y avait une sorte d'intégration des fonctions : on travaillait en chantant, en battant du tambour, etc. Vous me direz que ce sont des pratiques en voie de disparition dans le monde entier, que c'est une ère révolue, etc., peut-être; mais peut-être aussi peut-on en retenir l'esprit. Bref, notre école ne prépare pas à la production. L'État et les ménages dépensent pour s'imposer des charges.

Bien entendu, l'école n'est pas la seule responsable de la faim en Afrique. Il faudrait se référer ici à l'économie dans son ensemble, à une certaine division internationale du travail, macrosystème décisif qui bloque bien des choses. Mais nombre de blocages proviennent aussi du fait que nous n'avons pas monté une école qui incite à la créativité, à l'inventivité, une

école qui porte les enfants, comme les professeurs, à créer, à trouver, à chercher pour trouver.

L'école surconsomme, et je vous renvoie aux pourcentages dans les budgets nationaux. Dans des budgets squelettiques, 25-30 % pour une école qui est usine de chômeurs, c'est trop en termes absolus comme en termes relatifs. Très souvent, certains chercheurs mettent en rapport le coût d'un élève africain, d'un étudiant d'aujourd'hui, avec le PNB par tête d'habitant. J'ai montré dans mon étude pour la Banque mondiale qu'il ne faut pas aller trop loin dans ce genre d'exercice, parce qu'il faut tenir compte de certaines réalités proprement africaines; il faut tenir compte du stade où des pays se trouvent; de la qualité et de l'importance unique du travail parfois « invisible » non homologué dans les PNB que peut faire un vrai cadre. Pas un cadre qui ajoute aux problèmes de l'Afrique, mais un cadre qui constitue une solution à ces problèmes. Il faut donc être prudent. Mais si l'on prend les coûts en bâtiments, en personnel, les déperditions internes et externes énormes (il faut 100 élèves au cours préparatoire, première année, pour obtenir un ou deux bacheliers) l'ensemble du système est trop élitiste. Il broie trop de minerai pour obtenir un ou deux diamants. Ils sont trop chers, ces diamants. Tellement chers que les « opérateurs économiques » n'en veulent pas. Les directeurs d'usine et les responsables des firmes s'écartent des licenciés et des diplômés parce qu'ils estiment qu'ils sont trop exigeants. Ils préfèrent recruter souvent sur le tas. N'y a-t-il pas une sorte d'absurdité dans le maintien, l'entretien et l'extension sans réforme d'une usine qui dépense beaucoup pour ce qu'elle rapporte ?

L'école apprend trop à consommer et à consommer d'une façon aberrante. L'école africaine est surtout une grande rampe de lancement vers l'univers de la consommation « moderne », de produits du Nord. Le Nord est équipé aujourd'hui pour satisfaire cette demande suscitée par l'extension de son modèle vers les pays du Sud, si bien que cela fait un ensemble très cohérent, mais qui crée dans les pays africains un résultat quelque peu incohérent et désorganisé. Par contre, le système planétaire lui-même est très cohérent. Cela vaut d'ailleurs aussi pour l'agriculture. Les surplus du Nord satisfont actuellement de plus en plus les besoins du Sud, dont la production s'en trouve écrasée. Il y a là un effet de démonstration des couches sociales privilégiées qui aboutit à un exode d'abord horizontal : on quitte la campagne pour venir en ville parce qu'on a été à l'école et qu'on

aspire à autre chose. Arrivé en ville, il se produit un exode que j'appellerai vertical : on regarde et on voit comment vivent les nantis. L'effet de démonstration joue dans ce sens. C'est ainsi que lorsque des ministres comparent les élèves, les étudiants aux paysans, aux enfants demeurés en brousse, et déclarent : « Vous n'avez pas honte. Voyez ce qu'on dépense pour chacun d'entre vous annuellement par rapport aux petits paysans ! » L'enfant, l'étudiant, ne se compare plus évidemment aux petits paysans qu'il a quittés; il se compare à ceux qui sont au-dessus de lui... Il évoque la « bourse de misère » qu'on lui alloue. Cette réalité du modèle de consommation exerce un impact massif sur tout le monde. Or, les couches sociales d'en haut ne sont-elles pas mal venues de demander aux autres de se serrer la ceinture quand elles-mêmes vivent parfois sur un pied beaucoup plus luxueux que les riches des pays riches ?

L'école africaine est en réalité bien adaptée à une certaine Afrique dans son rôle dépendant et mimétique pour la consommation de produits extérieurs. Mais il y a une non-pertinence de l'école africaine par rapport à un système économique, à un secteur industriel autonome à créer. Directeur général de l'éducation dans mon pays, je donnais la priorité à la formation des techniciens. Mais beaucoup d'entre eux débouchaient dans la police ou devenaient des commis. C'est un problème épineux qui est lié à l'expansion économique globale. En effet, l'on m'assurait que ces diplômés créeraient leur propre emploi; mais c'était loin d'être toujours vrai. Il y a tout de même une évolution dans ce domaine. J'ai remarqué que, de plus en plus, il y a des gens qui gagnent bien leur vie avec des métiers dans le cadre du secteur informel. Il y a même quelques retours au village. Ce n'est pas un mouvement de masse, mais cela existe; et cela implique qu'à la longue — surtout s'il y a une politique vigoureuse et pertinente dans cette direction — on pourrait limiter les dégâts du chômage. Mais créer son propre emploi suppose de l'invention. Or notre école ne crée pas souvent des inventeurs. Même quand les étudiants ont leurs diplômes, ce ne sont pas des diplômes de créateurs; souvent ce ne sont que des papiers certifiant pour le passé. Il faudrait avoir été motivé, avoir acquis un ressort qui vous pousse vers la création de quelque chose de nouveau. À l'école, la mémorisation est trop importante par rapport au développement des autres facultés mentales, y compris au niveau de l'enseignement supérieur. Le professeur n'est pas là pour débiter des phrases que les étudiants n'ont qu'à recopier et engranger

avant de les restituer mimétiquement. Il est là comme éveilleur d'idées et d'esprits. C'est à partir de là que l'on doit tracer son propre sillon dans le champ de l'histoire. Quand on est nanti de la mentalité du diplôme bien d'échange pour un fauteuil de fonctionnaire, on ne va pas très loin, surtout quand il n'y a plus de fauteuil... Le problème de mémorisation, évoqué tantôt, est lié aussi à la langue d'enseignement. Le français est une langue excellente, exceptionnelle, mais par rapport à nos sociétés, il résout certains problèmes et en pose d'autres. Il n'est pas question de remettre en cause l'utilisation du français comme langue d'enseignement. Mais l'un des problèmes, c'est que dès qu'on entre à l'école, on commence par le français. À partir de ce moment-là, il y a une sorte de modelage mental (chaque langue est un univers qui moule le cerveau), qui pousse plutôt à la mémorisation qu'à l'imagination. À défaut d'ancrage concret, les élèves s'accrochent aux formes et formules. Il y a un décalage entre cette langue qui n'est utilisée souvent qu'à l'école, et la langue de la société ambiante. Au Sénégal, j'ai constaté que de plus en plus dans les bureaux, les gens parlent wolof, communiquent en wolof, pensent et imaginent en wolof, dans un discours qui est certainement plus socialisé et plus vivant.

La « crise » actuelle, en fait, est un révélateur d'une situation très sérieuse. Ce qui a fait dire à un étudiant l'année dernière : « Plus on a de diplômes, moins on a de chances de trouver du travail ». On en arrive là parce que pendant la première phase de l'indépendance, la phase euphorique qui correspondait à une période de haute conjoncture internationale, c'était l'argent facile. On en recevait, on en distribuait, on faisait des plans, il y avait des cadres à recruter. Il y avait une sorte de merveilleuse élasticité de la demande en matière de ressources humaines. Maintenant, c'est fini. Non seulement on ne recrute presque plus, mais on cherche à débaucher. Dans ces conditions, plus on a de diplômes, moins on trouve de travail, parce que les postes d'encadrement sont très peu nombreux et sont presque tous occupés par des jeunes. Le taux de remplacement comme le taux d'expansion n'est pas très important.

Quelle situation s'impose aux pays africains aujourd'hui ? Il y a stagnation dans les pays du Sud, et récession dans le Nord. Le secteur économique en amont de l'Université ne parvient plus à la nourrir, et le secteur économique placé en aval n'arrive plus à en absorber les produits. Il y a donc une économie politique de l'Université, de l'école africaine à inventer. Les

infrastructures vieillissent, la recherche est artisanale et somnolente; elle n'est donc pas adaptée à des pays qui devraient au contraire s'appuyer sur une recherche très dynamique. Il n'y a pas cette haute concentration de cerveaux, cette effervescence intellectuelle qui crée une sorte de masse critique pour inventer, pour contourner, surmonter et dépasser les problèmes. Il y a certes des résultats positifs quand même, parfois spectaculaires dont on ne tient pas suffisamment compte. On dit que l'Université a échoué sans tenir compte de certains faits qui relèvent des échanges invisibles. L'Université en Afrique rend des services qui ne sont pas tous quantifiables.

Tous les cadres africains, qui servent parfois à l'extérieur de l'Afrique, produisent quand même des choses, des biens, des services qui proviennent du système scolaire africain. Il y a une crise d'identité de l'école africaine qui peut être salutaire. Beaucoup de médecins sont au chevet de la malade qu'est l'école africaine. Il y a, par exemple, tendance au malthusianisme, ce qui ne constitue pas une réponse à la situation, parce qu'il n'y a pas de solution mécanique. On comprime les volumes, les effectifs, en se disant que l'on veut mieux générer parce qu'on gère moins de matière; je ne crois pas que ce soit la solution. La guillotine financière n'arrange que les mordus des équilibres comptables. L'Université est regardée comme un luxe écrasant : le dégraissage financier ou en personnel, les cures d'amaigrissement de l'école africaine, suffisent-ils pour changer son patrimoine génétique ? Il faut aller jusqu'au métabolisme de base de cette école pour essayer de la transformer. C'est, évidemment, un processus de longue haleine.

N'insistons pas sur l'école et le travail productif. Cela résulte de tout ce que je viens de développer. Les expériences qui ont été faites, soit en intégrant carrément la production à l'école ou l'école à la production, soit en développant des activités productives parallèles ou subsidiaires, sont parfois magnifiques. En particulier, ce qui concerne le secteur privé, comme au Nigeria, au Cameroun, etc. Mais, dans l'ensemble, il ne faut pas se faire des illusions. La dose est infra-homéopathique. Cela a valeur de repère symbolique ou prophétique, mais ne suffit pas à changer quoi que ce soit dans un avenir prévisible. L'impulsion maîtresse doit venir d'ailleurs et je me réfère à un cas que je connais bien l'école rurale, telle qu'elle a été montée pendant une douzaine d'années en Haute-Volta, était la panacée, au

dire de ses promoteurs « Voilà la solution du problème éducationnel et agricole de la Haute-Volta » Il n'en reste presque rien aujourd'hui. Nous avons atteint le stade où il y a eu suffisamment d'expériences; il est temps de changer réellement; sinon on parle pour ne rien dire. Pendant ce temps, les problèmes continuent à s'aggraver; d'où l'importance de la recherche-innovation-action.

D. Non-pertinence de l'école par rapport à la société, à la culture

En quatrième lieu, je voudrais parler des questions de non-pertinence par rapport à la société, à la culture. Certes, le vivre est fondamental, mais il y a aussi les raisons de vivre. Aujourd'hui, je comparerai l'école africaine à une sorte d'autoroute bitumée qui traverse fièrement tout un pays, ou à un train de l'exode vers la terre promise. Le problème, c'est d'entrer dans le train, d'y rester le plus longtemps possible, de ne pas en être éjecté, comme des passagers malheureux, déversés sur le ballast. Il faut aller le plus loin possible pour déboucher dans le paradis des activités à haut rendement. Mais par rapport au pays lui-même, quelles sont les ramifications de cette voie ferrée réservée à une minorité ? Contradiction avec la société globale. L'école est dans une société fortement imprégnée de la propension à l'associationnisme, au solidarisme, à la maintenance et à l'accumulation sociales. J'ai dit tout à l'heure que les Africains étaient peu habitués à l'accumulation financière, mais l'accumulation sociale est la grande affaire de nombre d'entre eux; et ils sacrifieront presque tout à cela, y compris leur compte en banque.

Or l'école est absolument en porte à faux par rapport à une telle société. L'école démantèle et déchire ce tissu social d'abord par le départ des enfants, par les complexes de supériorité d'un bon nombre de ceux qui sont instruits, et par l'individualisme délétère qui s'instaure dès le premier jour de l'entrée à l'école. On dit « ma place, mon cahier, mon crayon, mes notes, mon diplôme », et à la fin, cela aboutit à « mon poste », etc. Il y a là une logique implacable qui relève d'une autre dynamique sociale. Là encore, il faut bien se dire que la société est mixte. Je ne suis pas du tout pour un passéisme culturel ou social. Je sais bien, en tant qu'historien, qu'une société avance, mais je pense qu'il ne faut pas, au nom d'un avenir incertain, récuser absolument ou détruire tout un passé. D'où le problème de l'endogène.

Je prends un autre cas : le problème de la non-démocratie. La non-pertinence de l'école par rapport à la société se réfère aussi au développement d'une situation non démocratique par le biais de l'école. Ce processus de discrimination aboutit à une fausse méritocratie. Je dis fausse parce que la base est trop étroite. Si vraiment on bâtissait sur une alphabétisation ou une scolarisation totale, et qu'on laissait le mérite jouer librement, à la rigueur on pourrait dire que ceux qui arrivent au sommet y arrivent démocratiquement. Mais avec la base de départ généralement exigüe, je ne pense pas que l'on puisse dire que ceux qui se sont hissés au sommet sont nécessairement les plus méritants.

Mais l'école elle-même crée cette situation. Si vous regardez les cartes scolaires, vous verrez que les villes sont ultra privilégiées, les capitales en particulier. Certaines ethnies par conséquent, sont sur ou sous représentées : les paysans sont défavorisés par rapport aux fonctionnaires, ne serait-ce que par l'ambiance qui est créée dans les villes et qui porte un peu plus les petits citadins que les petits paysans. Discrimination aussi à l'encontre des jeunes filles. Le cas limite ici, qualitativement différent d'ailleurs, est, bien sûr, celui de l'Afrique du Sud.

Le but suprême de l'école, de toute école, est de socialiser les enfants. Mais en raison de la socialisation manquée, beaucoup de produits de l'école africaine sont des orphelins culturels ils ne sont même pas consommateurs et demandeurs de productions culturelles africaines, mais des produits disponibles dans le train qui les a transportés, et qui viennent d'ailleurs.

E. Liens de l'école avec la nature

Enfin, les liens avec la nature sont souvent brisés par l'école. Or, lorsqu'on dit que la culture, c'est ce qui est ajouté à la nature, il s'agit bien de la nature dans laquelle on a poussé. Il ne s'agit pas de la nature en général, ou d'une nature qui serait située en dehors du système solaire... Chaque société est assise sur une nature bien déterminée et elle ajoute à cette nature. L'école africaine, telle qu'elle est actuellement, ne prépare pas à cela, au contraire, elle incite à s'éloigner le plus possible de cette nature. C'est pourquoi le système des valeurs est en train de s'évanouir avec l'école. Pas avec cette école seulement... C'est ainsi que la consommation de certains produits de grande diffusion par les grandes firmes et les pays puissants,

lamine littéralement les cultures non protégées. Les médias interviennent dans cette déstabilisation. L'école y ajoute sa part. Prenons le cas de la politesse. Vous me direz que c'est partout la même chose... Les enfants, les jeunes aujourd'hui, n'ont plus les mêmes attitudes. Vous me direz aussi : « Il faut bien que ça change; le fils ne peut pas répéter les parents : on est beaucoup plus le fils de son temps que le fils de son père, etc ». Malgré tout, il y a des valeurs qui sont intemporelles, qui sont aussi de tous les lieux. Je l'affirme très fort; car il y a une tendance à dire : « C'est leur temps; c'est leur pays ! » On dit : « En Afrique, les droits de l'homme ne sont pas comme chez nous, etc ». Je dis non ! Ou alors, il faut aller jusqu'au bout et déclarer le racisme en disant : « Ce ne sont pas des hommes comme nous ».

De la même manière, j'estime que la politesse est une valeur en soi pour toutes les civilisations, quels que soient les lieux ou le temps. Dans la tradition africaine, on ne passait pas devant une grande personne, devant quelqu'un de plus âgé sans s'excuser, sans saluer. Cela ne pouvait pas se faire; et les enfants apprenaient tous les gestes de politesse qui s'imposaient. Ces gestes peuvent d'ailleurs varier avec le temps et le lieu. Aujourd'hui, on a largué les voiles on ne s'en occupe pas. Je généralise un peu car il y a encore de nombreux jeunes bien éduqués; pas nécessairement dans les formes traditionnelles africaines. Ce n'est pas tellement la forme africaine ou européenne qui compte. S'il y a des formes traditionnelles, il faut en tenir compte aussi. Comme autres valeurs, il y a encore la disposition positive à l'égard d'autrui, la droiture, le sens de l'honneur. Je crois que le problème-clé, ce sont les structures. Il ne s'agit pas de gérer le statu quo, même de façon parfaite et surtout si c'est de façon parfaite !... Si le statu quo est destructeur, la gestion parfaite est une calamité... Il ne s'agit pas de confondre l'essentiel et l'accessoire, les causes et les effets. C'est à une analyse sans concession et en profondeur qu'il faut procéder.

Le but est de transformer l'éducation, de la changer pour qu'elle ne soit plus un problème mais une solution. Il faut que l'école ne soit plus une prothèse mais un organe vivant dans un organisme. Voilà le but à réaliser; on ne doit pas tout rejeter sur le politique comme on le fait souvent. L'État a une lourde responsabilité, mais le manque de volonté politique n'est pas le seul responsable.

III. Concept ou paradigme de l'intégration

Je vois, comme clé à tout cet ensemble de problèmes, le concept ou le paradigme de l'intégration. Premièrement : une approche intégrée logiquement, en mettant l'éducation à l'intérieur de tous les autres problèmes comme l'économie, la culture, etc. Deuxièmement : une approche intégrée dans l'espace, en immergeant l'école dans le village, à la base d'abord, puis dans le plan national et international.

Le lieu de solution de quelques-uns de nos problèmes essentiels ne réside que dans une certaine intégration de l'espace africain. En dehors de cette intégration, on parle pour ne rien dire. Il y a un espace minimal au-dessous duquel on ne peut pas réaliser certains projets majeurs, dans le domaine de la recherche en particulier, mais aussi dans le domaine d'une éducation digne de ce nom, pertinente par rapport à notre époque. Le fameux problème des centres d'excellence est encore insoluble parce que chaque fois on ramène le problème au niveau national. On a essayé en vain de créer des centres d'excellence. Dans ce domaine, l'Europe nous offre sinon un modèle, au moins une référence importante : des pays riches et puissants qui éprouvent la nécessité d'élaborer des programmes de recherche, de confection de certains équipements ultra sophistiqués auxquels chaque pays pris tout seul, ne peut pas prétendre. C'est ce passage qu'il faut emprunter. Tant qu'on ne l'aura pas fait, on ne pourra pas avancer.

Dans le domaine de l'intégration, je voudrais parler ici de l'Institut de recherches pour les ressources naturelles (IRNA). C'est un institut panafricain créé par l'université des Nations Unies, mais qui démarre difficilement au plan financier. Cet institut permettrait de former des savants, de leur donner un climat et des moyens de travail. Comment faire face autrement à un niveau crédible, aux problèmes scientifiques et technologiques de l'Afrique pour le XXI^e siècle ?

Troisièmement, l'intégration entre les enseignants professionnels et les autres citoyens. Là, on pourrait presque reprendre la fameuse formule : « La guerre est trop importante pour la laisser aux seuls militaires ». L'éducation est trop importante aussi pour la confier aux seuls pédagogues. Je pense qu'une puissante action de recherche sur le terrain intégrant tout le monde et si possible dans les langues des gens — au moins en partie — pourrait, à

la base, permettre de savoir où nous allons et où nous devons aller. Il faut faire du développement une vaste entreprise d'éducation parce que c'est cela le développement; et de l'éducation une vaste entreprise de développement. En somme, il faudrait dire que l'éducation, c'est l'autre nom du développement. Illich a écrit quelque part : « Le coût de l'école n'est pas inférieur au coût du chaos ». Je pense que c'est aller un peu loin. Si l'on veut comprimer les coûts, il faut savoir quels coûts il s'agit de comprimer. C'est justement pour comprimer le coût du chaos que l'école a été créée. Mais s'agissant de l'école africaine, il faut reconnaître que pour le moment, elle contribue beaucoup au chaos; car elle est édiflée sur un chaos économique, social, culturel et politique.

¹ Conférence donnée en octobre 1987, à l'Institut international de planification de l'éducation de l'Unesco.

Troisième Partie

Le développement endogène

7. Le développement endogène comme remède à la paupérisation au Burkina Faso¹

Quel est le mal burkinabé principal au plan du développement ? Quels en sont les symptômes ? Comment le diagnostiquer ? Quel en est le remède spécifique ?

Des réponses techniques précises à ces questions seront fournies dans les communications d'universitaires distingués. Mon rôle va consister à camper le problème en termes généraux et selon une approche proprement politique à partir des options du PDP/PS.

La thèse, car il ne s'agit plus d'hypothèses, c'est que l'antithèse principale de développement au Burkina Faso est la pauvreté et plus exactement la paupérisation, essentiellement depuis l'option néolibérale des Programmes d'ajustement structurel (PAS), imposés par les institutions de Bretton Woods. Les symptômes et paramètres économiques permettent de mettre hors de cause les facteurs que d'aucuns incriminent comme causes évidentes du « retard » et des performances très médiocres du Burkina Faso.

En effet, bien que notre pays soit un des meilleurs élèves des institutions financières internationales, bien que le taux de croissance ait atteint le niveau moyen honorable de 5 %, le Burkina Faso piétine en queue de liste parmi les derniers pays du peloton des pays les moins avancés (PMA), et des pays pauvres très endettés (PPTE). À un point tel qu'on peut se demander si ce n'est pas justement parce qu'il est très bon élève pour ces options surimposées de l'extérieur par la Banque mondiale, qu'il est abonné aux derniers strapontins du développement ! « Prenez garde ! dit-on à ce pays. Vous risquez de manquer le train de la mondialisation ! » L'Afrique, dans tous les compartiments — investissements, budgets, créances, agriculture, recherche, etc. —, est ingérée par le marché mondial. C'est une vraie inclusion qui débouche sur une exclusion après instrumentalisation,

dans un rôle d'exploité, de dominé, de mondialisé. Aucun continent n'est aussi extraverti et aliéné. Et ce statut funeste a des racines historiques dans la traite et la colonisation qui couvrent cinq siècles (un demi-millénaire !) de fonctionnement au service des économies dominantes. Et quand on y ajoute la période néo-coloniale dans laquelle nous pataugeons encore, beaucoup d'Africains finissent par se convaincre que la dépendance par rapport à l'extérieur est une marque déposée, une condition naturelle et non plus historique de nos pays. Un demi-siècle après l'indépendance, il n'y a pas de changement décisif, qualitatif, structurel.

Or, depuis la période précédant les indépendances juridiques, l'option pour le développement autocentré, endogène, a été inscrite dans les programmes des partis progressistes.

L'article 3 des statuts du PDP/PS stipule : « Le PDP/PS adopte comme doctrine la voie du socialisme démocratique et du développement endogène. Le socialisme, au Burkina Faso, doit être caractérisé par l'autogestion des communautés et fondé sur les réalités concrètes, les intérêts et les valeurs de la société africaine ».

Il y a dix ans, nous avons affirmé avec force : « On ne développe pas, on se développe ». Il n'y a pas de développement « clés en mains ». Le seul développement viable et valable, est le développement clés en tête.

L'endogène n'est ni un africanisme de plus ni une néonégritude. C'est un concept universel. L'endogène n'est ni un trésor enfoui que nous devons déterrer ni une diapositive figée pour la contemplation. C'est le moment d'un processus un mixte dans la verticalité du temps entre l'ancien et le neuf et dans l'horizontalité de l'espace « poreux à tous les souffles du monde » (A. Césaire).

En effet, toute culture est un mixte, un bloc dynamique constitué à la fois par un noyau matériel et par les qualifications de son être dans le monde concret : un nœud singulier de situations, de conditionnements, de besoins, d'aspirations et intérêts qui nous posent comme être collectif reconnaissable.

Ainsi entendu, l'endogène vivant est un concept identitaire et progressiste central : un concept stratégique. Notre sous-développement unijambiste

d'aujourd'hui, provient de ce qu'on a fait des pays africains une table rase, un Sahara culturel, une page blanche pour toutes les copies².

Pour nous, le développement endogène est depuis toujours une alternative sans alternative. Ce n'est pas une plainte conjoncturelle liée aux impacts douloureux mais longtemps prévisibles de l'OMC.

Citons maintenant, plus ou moins en vrac, les chiffres et les faits qui dessinent un diagnostic de la paralysie du développement exogène surimposé au Burkina Faso et qui génère non seulement la pauvreté mais la paupérisation, avant d'en mesurer les résultats et de conclure en esquissant quelques pistes de solutions.

I. La pauvreté au Burkina Faso

- Le pourcentage des pauvres au Burkina Faso atteint 46 % de la population. Plus significatif est sans doute le pourcentage de ceux qui sont plongés dans la misère : 28 %. Parmi ceux-ci, les ruraux pauvres comptent pour 77 % du lot des pauvres; comme l'a montré le Pr Ouetta, les agriculteurs vivriers sont exclus de la presque totalité des marchés, alors que les agriculteurs de rente ont accès à presque tout;
- Environ 30 % des personnes nées au Burkina Faso vivent en dehors du pays et contribuent de façon flottante, à hauteur de 5 % du PIB par des transferts financiers;
- La propriété personnelle des terres des femmes est comprise entre 8 et 16 % de l'ensemble des terres, alors que les femmes constituent presque 52 % de la population active;
- Plus de 90 % des ménages ruraux du Burkina Faso sont exclus des structures formelles de crédit et sont condamnés à des prêts à des taux usuraires (120 à 140 %). Parfois, le mil sur pied sert de caution pour le remboursement, et le paysan devient un ouvrier agricole dans son propre champ;
- Le taux d'infection par le VIH/SIDA est de 8 %, et les tranches d'âge les plus touchées sont les adultes de 19 à 29 ans et les jeunes filles de 13 à 24 ans dont le taux d'infection est de 5 à 8 fois supérieur à ceux des garçons du même âge;

- Le déficit de formation de la main-d'œuvre (moins de 0, 45 ans d'éducation en moyenne, contre 2, 19 en Côte d'Ivoire);
- L'impunité persistante des crimes de sang et des crimes économiques;
- La balance commerciale est fondée sur un lot réduit de produits bruts : le coton qui compte pour 50 % de la valeur des exportations, le bétail, les cuirs et peaux, l'or, les fruits et légumes;
- Le service de la dette extérieure atteint 29, 5 % de la valeur des exportations en 2001. Ce qui signifie que presque un dollar sur trois va au règlement de la dette;
- 52 % de la population a 18 ans et moins;
- L'espérance de vie à la naissance est de 50 ans (25 ans de moins qu'en Europe);
- Le taux de mortalité est de 15 pour mille;
- Le taux de mortalité maternelle : 5 pour mille. Le taux d'anémie chez les femmes enceintes 401 %;
- Le taux de mortalité infantile est de 105 pour mille et 1, 5 fois supérieur en milieu rural;
- Le ratio emploi/population en âge de travailler : taux d'offre de travail est de 58,4 %;
- Le taux brut de scolarisation au primaire est de 40, 5 % dont 33, 3 pour les filles et 47, 1 pour les garçons. Donc 60 % exclus;
- Le taux brut d'alphabétisation = 18, 4 %, dont 12,9 % pour les femmes et 24, 8 % pour les hommes, soit le double d'hommes par rapport aux femmes;
- Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable = 24 %;
- Le taux de latrinsation est de 88, 4 % des ménages citadins et de 17, 7 % des ménages ruraux;
- Le taux d'investissement exogène est de 85 %.

II. La paupérisation au Burkina Faso

- La pauvreté est un processus sociopolitique en construction qui ronge et détruit le processus de développement;

Les statistiques indiquent que la proportion des pauvres enregistre une légère hausse entre 1994 et 1998; ce qui correspondait à un accroissement absolu d'un demi-million de pauvres en quatre ans. Le nombre de pauvres évolue plus vite que la population avec une élasticité de 1, 2.

- En 1996, les sous-alimentés et victimes de l'insécurité alimentaire étaient estimés à 4 589 111 personnes. En 1999, le nombre, communiqué lors des manifestations Téléfood, est estimé à 5 037 859, soit un accroissement absolu de 448 748 personnes et relatif de 9,8 %;
- L'analyse par groupe socio-économique révèle que l'incidence de la pauvreté chez les agriculteurs vivriers est passée de 51,5 % en 1994 à 53,4 % en 1998;
- En Afrique subsaharienne, le niveau des revenus réels est inférieur à ce qu'il était lors de l'accession à l'indépendance au début des années soixante;
- Et si on hésite à établir un lien de cause à effet entre le système néolibéral des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS.), et l'expansion de la pauvreté, il suffit de rappeler qu'environ 5 000 emplois ont été supprimés par suite des compressions de personnel liées à l'application des PAS;
- Le déficit structurel de la balance commerciale s'accroît de même que l'impact grandissant de la dette;
- N'oublions pas non plus les aspects structurels ou qualitatifs qu'entraîne une aggravation du phénomène de la pauvreté; par exemple, le poids démographique croissant de la population urbaine du fait de l'exode rural (de 40 à 50 % au Burkina Faso de 1975 à 1993). De même la qualité de l'alimentation se détériore surtout dans les villes du fait du conditionnement, de la piètre valeur diététique des produits importés ou des mauvaises conditions de conservation, de préparation ou de service (restaurants par terre);
- Enfin, il y a des risques que la pauvreté exprimée par les statistiques soit inférieure à la pauvreté réelle, car les appauvris ont tendance, par amour propre, à masquer leur déchéance, contrairement aux nouveaux riches très démonstratifs. Sans compter que la paupérisation, qui ravage la classe moyenne du secteur public, a un effet déstructurant plus grave de ce fait, sur la société.

III. Résultats

La paupérisation induit automatiquement l'accroissement de la dépendance et une réduction du développement endogène. Par exemple, à travers une dépendance du ventre accrue.

Or, s'il est vrai que l'indépendance, la souveraineté alimentaire est la première exigence du développement endogène, l'expérience montre que la croissance forcée fondée sur l'exportation dans le marché prétendument libre, conduit à des dépendances alimentaires, facteurs de régression. C'est ainsi que du fait de soutiens divers, le fermier américain qui est un industriel, exporte du maïs à un prix 20 à 30 % inférieur à son coût de production. Le producteur mexicain reçoit 30 fois moins de subventions et le prix de l'électricité dans ce pays producteur de pétrole est quatre fois plus cher qu'aux États-Unis. D'où déversement mécanique des stocks invendables de maïs et de viande congelée du Nord sur le marché mexicain à la mesure du pouvoir d'achat des pauvres mexicains. La différence de niveau des économies est telle qu'il n'est même pas question de concurrence.

Résultat le haricot noir mexicain a perdu 46 % de sa valeur. Avant les PAS, le Mexique était autosuffisant. Aujourd'hui, il est dépendant à 40 % de son grand voisin, et les experts prévoient une dépendance à 70 %. De 1994 à 2002, le Mexique a dépensé 75 milliards de dollars en produits vivriers nord-américains.

Michel Rocard, alors Premier ministre, a répété que la concurrence n'est valable qu'entre des économies de force comparable. Avant lui, J.-J. Rousseau avait déclaré de façon péremptoire : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime c'est la loi qui libère ». C'est pourquoi l'Internationale socialiste insiste pour dire « Il faut réglementer la globalisation et globaliser la réglementation ».

Déjà les producteurs de maïs du Mali ou du Burkina Faso ne peuvent plus vendre leur maïs à un prix rémunérateur. En ville, les gens mangent de plus en plus de pain, de pâtes alimentaires et du riz importé ils n'ont plus besoin des produits des paysans de leur pays. La misère s'installe durablement.

À quoi serviront Opérations Saaga³, petite irrigation villageoise, etc., si la paupérisation au Burkina et la liberté, version OMC, rendent le porte-monnaie du peuple compatible seulement avec le maïs OGM ou le blé soutenu à grand renfort d'aides débaptisées ?

Plus près de nous, le président Abdoulaye Wade déclare : « Si rien n'est fait, le riz importé risque de virer au poison pour l'économie du pays ». En effet, le Sénégal importe chaque année 600 000 tonnes de riz qui couvrent les 4/5 des besoins du pays et lui coûtent 90 milliards de francs CFA.

Le Nigeria a vécu une expérience contrastée dans le domaine de la souveraineté alimentaire : il y a quelque temps, à ceux qui lui recommandaient de veiller à la sécurité alimentaire en développant la riziculture, le ministre nigérian de l'Agriculture répliquait : « Pourquoi produire ce que nous pouvons acheter ? » Puis il y eut un revirement, et le Nigeria taxe le riz importé à 100 %.

Au Burkina, où va le riz local produit à Bagré, Bama, à raison de deux récoltes par an ? Ce riz semble disparaître sur le marché. « Même à Bagré où on trouve 1 800 hectares de rizières, les gens mangent du riz thaïlandais ». Le Burkina, en 2002, aurait importé pour 25 milliards de francs CFA de riz étranger.

Bref, plus on produit du coton qui va à l'extérieur pour gagner des devises qui vont aussi à l'extérieur pour payer nos dettes, et plus il faut envoyer d'autres devises à l'extérieur pour importer du riz !

En réalité, il s'agit de deux filières non point parallèles et indépendantes mais convergentes et liées dans un seul et même système.

En tant que citoyens directement concernés et représentants élus de producteurs de coton et de consommateurs de riz, nous tenons à décrypter les circuits sectoriels pour voir en quoi le commerce contribue à la croissance et au développement. En quoi aussi le mal de la paupérisation est réduit par le développement endogène, et singulièrement par le commerce selon l'injonction bien connue « *Trade, not aid !* » Du commerce, pas de l'aide ! Au moment où même le commerce du coton et des produits vivriers (viande et produits laitiers en particulier) est soutenu dans le Nord par des aides massives.

Devant une telle situation où l'hypocrisie le dispute au cynisme, la réponse du pouvoir burkinabé nous semble trop technique, trop réformiste dans le système, pas assez politique et stratégique.

Certes, il est bon enfin de se décider à parler d'une seule voix; mais la démarche est bien frileuse, timide et limitée.

On se réjouit d'avoir davantage d'experts à l'OMC. On demande aux partenaires de renoncer aux subventions, en des formules prenant garde de ne heurter personne, encore moins le système en place et les pays du Nord qui veulent « voir avec nous comment nous pouvons traiter la question en restant dans le respect des principes qui régissent le commerce international⁴ ». Avec la règle du consensus qui gouverne l'OMC, ce genre d'approche peut exiger une quinzaine d'années. D'ici là, le coût humain sera trop lourd, car le statu quo est assassin !

Il ne s'agit pas de s'organiser pour en tirer des miettes moins dérisoires. Ce faisant, on ne pose pas le problème de fond, mais à un niveau périphérique et presque symptomatique. Or, il s'agit, après diagnostic du mal burkinabé, de réaliser l'enjeu de telles négociations dans lesquelles les pays du Nord jouent un niveau plus ou moins élevé d'opulence, alors que nous, nous jouons notre survie.

Si le mal est bien appréhendé de part et d'autre, il ne peut pas être question d'une solution réelle dans le système. Pour nous, ce mal requiert une ordonnance alternative peu compatible avec les Programmes d'Ajustement Structurel. Dans ce plaidoyer, il faut partir des prémisses suivantes :

- 1) Les produits agricoles ne sont pas une marchandise tout à fait comme les autres; commercialisable au gré du marché avec la rentabilité et le profit comme seuls critères. Dans ce cadre, il y a des limites à ne pas franchir;
- 2) Entre les pays riches et les pays africains, il y a un tel gouffre en matière de capacités que l'égalité et même l'équité exigent un traitement de discrimination positive (cf. la Convention de Cotonou);
- 3) De plus, au sein même des pays du Sud, il y a un tel écart de niveau de revenus entre les citadins et les ruraux (de 1 à 4), qu'il importe de

trouver un système de protection de ce groupe majoritaire dans les pays africains.

Il faut donc trouver une formule d'exception culturelle et agricole, pour garantir le droit à disposer du minimum alimentaire conforme à sa culture pour le monde rural du Sud.

Cela dit, il faut rappeler que le vrai recours dans ce genre de guerre commerciale, ce n'est pas les bonnes intentions ou la compassion, mais le rapport de forces qui génère le pouvoir de négociation.

Adossés à l'Union africaine, les pays africains doivent s'y rendre non seulement techniquement équipés, mais en blocs politiques compacts par sous-région comme minimum d'espace. Le bilatéral en l'occurrence, c'est le défaut de la cuirasse.

Certes, le président brésilien Lula a pris l'initiative de proposer une taxation sur le commerce des armes afin de garantir, à tous, les trois repas quotidiens. Mais sans compter qu'il ne s'agit pas là d'intérêts commerciaux antagonistes, il faut rappeler que le Brésil est la huitième puissance économique du monde et dispose d'un poids qui compte. Avant d'entrer en lice, l'Afrique doit se constituer, au risque de se faire traiter par le ridicule ou le mépris.

- Il faudrait surtout s'adosser aux organisations paysannes crédibles et représentatives et, en général, à la société civile authentique, en renonçant à l'instrumentaliser, en lui reconnaissant l'autodétermination réelle et l'autogestion;
- Donner la priorité à l'option du développement endogène, à la production vivrière, au marché intérieur et au marché africain sous-régional intégré, à la recherche, au traitement équitable de l'économie populaire, et singulièrement aux femmes paysannes et à leurs droits réels;
- Dans ces conditions, les priorités thématiques devraient porter sur les secteurs suivants les enjeux fonciers à moderniser dans l'originalité africaine, l'industrie alimentaire par la recherche de la valeur ajoutée, la pharmacopée et la médecine africaines autochtones, le renforcement du rôle des femmes, la refondation de la solidarité sociale originelle;

- L’alphabétisation et la formation au développement de façon massive en s’appuyant sur les langues africaines; avec l’idée que l’intellectuel collectif, l’expert collectif dans la production comme dans la consommation, dans l’offre comme dans la demande, c’est le peuple lui-même;
- En bref, il n’y aura aucune possibilité d’éradiquer la paupérisation sans recours à l’option et à la pratique de développement endogène. Mais il faut affirmer d’emblée, dans le même temps, qu’il n’y a pas de développement endogène sans la condition préalable de l’intégration sous-régionale ouest-africaine qui, seule, peut valoriser à un juste niveau, la force de travail du monde rural, et l’armer à travers la compétitivité intra-africaine et inter-africaine, l’armer pour les compétitions planétaires.

Seul, le Burkina Faso est une victime programmée du marché mondial. Intégré à une douzaine ou une cinquantaine d’autres pays, il devient visible et audible comme une force parmi les forces du monde, capable de contribuer à piloter la majorité du monde vers un système alternatif.

¹ Conférence donnée à l’occasion des Journées parlementaires du Parti pour la démocratie et le progrès/Parti socialiste (PDP/PS), à Pô, les 28 et 29 juin 2003.

² Ki-Zerbo, *La Natte des autres*, Paris, Karthala, 1992, p. 2.

³ Programme burkinabé de bombardement de nuages pour provoquer la pluie.

⁴ Biaisé Compaoré, *Sidwaya* du lundi 16 juin 2003, p. 3.

8. Ubuntu ou « l'homme comme remède de l'homme »¹

Ubuntu, c'est le collectif humain solidaire. Mais cette solidarité structurelle et quasi immanente ne saurait prévaloir sur les pulsions égoïstes de l'être humain que si ce dernier est perçu par chaque culture comme une entité, une espèce singulière, dotée de droits exclusifs et chargée de devoirs incontournables.

Le « je » et le « nous » sont inextricablement noués et ne peuvent s'épanouir que dans un échange dialectique qui garantit la paix.

Un philosophe scolastique du Moyen-Âge, Thomas d'Aquin, définissait la paix comme « la tranquillité de l'ordre ».

Mais quel ordre ? Pour le profit de qui ? Dans tous les cas, cette formule a l'avantage de faire référence à un équilibre positif, multidimensionnel et donc systémique. Mais dans cet ordonnancement, comme l'a affirmé solennellement le philosophe allemand Emmanuel Kant, « Il faut faire en sorte que l'être humain soit toujours considéré comme une fin et jamais comme un moyen ».

L'essentiel donc pour l'exercice auquel nous sommes invités, c'est de porter au sommet de l'agenda et des luttes sociales planétaires aujourd'hui, le concept, la question, la cause, le paradigme d'*ubuntu* comme antidote axial et spécifique de la mercantilisation de tout l'homme et de tous les hommes, par le néolibéralisme partisan de la société de marché.

I. Le paradigme d'*ubuntu*

Ubuntu peut être l'outil le plus performant de cette tâche primordiale; mais surtout, il doit constituer le but et le sens de la paix. Il ne s'agit pas ici de verser dans un culturalisme anthropologique; mais face au rouleau compresseur de la pensée unique, il est urgent de désamorcer les conflits dont la violence structurelle du statu quo porte la charge. Tâche éminemment pratique. La paix n'est pas un bien extérieur à nous-mêmes, que nous porterions en bandoulière comme un trophée cynégétique. La paix est ce qu'il y a de plus intime à l'être humain. C'est comme l'équilibre

global de la santé qui touche au métabolisme de base dans les cellules les plus reculées de l'organisme.

La paix comme la santé est constituante et constitutive. Comme la santé, c'est le bien des biens, le bien qui permet de jouir de tous les autres biens. La paix est gouvernée par un faisceau de normes autogénérées et autogérées.

Parmi ces normes et les instances ou valeurs qui les édictent, il faut citer la conscience et la responsabilité. Dans la violence paroxystique de la guerre, il y a toujours quelque part, même dans les luttes armées de libération, la preuve d'un échec lié à des conduites et à des politiques d'irresponsabilité, c'est-à-dire à une négation de la conscience. C'est ce qui justifie le dicton africain : « S'il y avait quelque chose de valable et bénéfique dans le conflit ou la bagarre, les chiens l'auraient trouvé ». Les chiens ne l'ont pas trouvé; les hommes non plus.

Depuis les plus hautes époques de l'itinéraire humain en Afrique, (car chacun sait que l'être humain originel est un africanthrope), la violence accompagne partout la démarche de l'homme, comme une sinistre ombre portée. Selon le témoignage de la Bible, le premier fils de l'homme, le fils aîné d'Adam, fut aussi le premier assassin : « Caïn, qu'as-tu fait de ton frère ? » Cette interpellation divine retentit comme un écho funèbre sur la planète entière.

La violence serait-elle inscrite dans le génome humain comme la part maudite de notre destin ? S'agit-il d'un logiciel incurable de notre espèce ? Il s'agit surtout d'un phénomène qui dessine la dimension historique d'*ubuntu* dont on peut faire une lecture pessimiste ou optimiste; ou simplement objective à savoir que *ubuntu* est un processus qui, à ce titre, est placé largement sous la gouvernance de l'être humain lui-même.

Ubuntu n'est pas un cadeau du père Noël ni un paradis octroyé. C'est en vérité l'objet d'une conquête sans trêve, d'une autolibération de la violence qui brouille et détruit le projet d'humanisation.

L'histoire nous interdit d'oublier notre cordon ombilical; mais, surtout, elle nous commande de réfléchir sur la projection de nous-mêmes dans un avenir désiré et possible.

La base, le socle du collectif *ubuntu*, c'est l'idée qu'on se fait des personnes qui en constituent les démembrements vivants. Toute la valeur du contrat social véhiculé par *ubuntu* est en germe dans la matrice de l'éminente dignité de la personne, parcelle intégrante de *ubuntu*.

Certes, en Afrique, cette vénération quasi rituelle pour l'être humain en tant que tel se démantèle sous l'agression du mode de production capitaliste néolibéral, mais l'idée de l'humain comme la valeur des valeurs, transcendante par rapport à toutes les catégories d'êtres, s'impose toujours à la pensée et à l'action.

Le premier commandement de la foi en l'homme individuel et collectif, c'est que toute personne est non seulement vecteur mais aussi tissée de droits imprescriptibles et de devoirs immanents qui s'imposent à chacun à l'adresse de tous comme des attributs naturels : « *Dooni ka soro bè bolo* » (Que chacun possède un peu).

D'abord, les besoins vitaux de tous à satisfaire par chacun, constituaient une priorité, *ubuntu* aspire au fameux : « À chacun selon ses besoins ». Se servir en passant d'un ou de deux épis de mil dans le champ de quelqu'un d'autre était une pratique admise, comme, en tant qu'étranger, avoir droit à l'eau et au sol en usufruit, disposer contre un don symbolique des services de santé du thérapeute, et du collectif familial et communautaire dans la première phase de l'éducation. Car « l'homme ne naît pas tout fait. Dieu prépare le plat, nous la sauce ». Bref, au logiciel génétique doit succéder le logiciel social. Mais tout cela visait à garantir la valeur qui assure le plus solidement le statut de l'être humain en tant que tel : la dignité.

Garant de cette dignité aussi est le principe de l'égalité de tous. « Une tête vaut une tête. Une vie vaut une vie ».

Il y avait donc, par-delà les conflits claniques et les guerres ethniques, une prise en compte des différences superficielles subordonnées à l'essentiel : le statut spécifique de fils et filles d'Adam « *Adamadenya* ».

Cette qualité empêche de procéder à des exclusions fondées, par exemple, sur l'âge : « Le vieillard vaut mieux que son prix », dit-on.

Le handicapé ou l'albinos sont craints ou bénis. Le fou n'est pas victime d'apartheid. Le fou est une personne folle, un humain; ce qui montre où l'on place l'essentiel. Il en résulte que les fous n'étaient pas objets de ségrégation.

Il y avait aussi, dans le meilleur des cas, un tropisme positif pour les faibles, les malades.

Le mode de production avantageait les enfants. « C'est par les enfants que nous sommes immortels », disait-on. Dans ce contexte, jusqu'à la dépréciation humaine majeure de la traite des Noirs, il n'y avait quasiment pas d'orphelins.

Quant à la femme africaine, à travers des sommets et des chutes historiques mémorables, elle a bien mérité de la cause du genre humain avant de devenir « le fusible » le plus fragile des épreuves contemporaines. Elle est aussi le pivot de l'économie populaire qui, d'après le Bureau International du Travail (BIT), intervient pour 35 % dans l'industrie et 50 % dans les services. Les femmes assurent 75 % de la production agricole en Afrique. Cela implique un degré certain d'exploitation par les hommes, mais aussi une garantie de dignité d'après les normes suivantes de l'éthique africaine « *Ka se i yèrè koro !* » Il faut se connaître soi-même. Il faut se suffire à soi-même Tel est le prix de la liberté qui, avec l'égalité, constitue le pilier du statut humain : « La perdrix préfère passer la nuit sur une termitière plutôt que dans un poulailler ».

A. La paix par la parole

L'élément fondamental qui agit comme un catalyseur pour déclencher le cycle vertueux, la réaction en chaîne positive du progrès de l'*ubuntu*, c'est la paix. Celle-ci est le premier objectif en réalité de bénédictions, d'invocations, d'incantations, entrecoupées de poignées de mains répétées. La salutation marathon en Afrique est partie intégrante du projet de société. En effet, la salutation fleuve comprend trois éléments constitutifs :

- 1) La quête de l'identité de l'interlocuteur positionnement social (à travers le nom) sans lequel on ne peut se comporter correctement à l'égard de quelqu'un;

2) L'enquête sur la santé de tous;

3) Les invocations bénéfiques.

La salutation bilatérale n'est qu'une amorce de la constitution de la personne, unité élémentaire de l'*ubuntu*.

L'étape ultime, c'est la palabre, plus ou moins construite et structurée comme voie royale pour gérer le débat et l'action démocratiques, pour transformer l'existence et le statut des uns et des autres. Y participent les éléments claniques, ou des corporations.

Le monde, c'est le débat, dit-on. Le monde ne s'arrange que par le débat critique (*Dunya te dla ni korfo tè*).

Mais la parole se prépare. Elle passe, dit-on, par le petit vestibule, puis par le grand vestibule. L'ordre du jour de l'assemblée des « chefs de maisons » ayant été annoncé par les communicateurs (griots, forgerons,...), chaque grande famille s'en saisit à son niveau et en discute *intra muros* (le petit vestibule). C'est à ce niveau que la voix des femmes pèse de tout son poids.

Dans la plénière des mandataires, le doyen est chargé de gérer les interventions avec équité, patience et réserve, pendant des heures, des jours, des mois si nécessaire. La parole passe des groupes de jeunes aux mandataires de plus en plus âgés, en allant de bas en haut, jusqu'à ce que par une sorte de décantation, elle soit mûre pour la proclamation par le doyen dénommé *fenkore* (la vieille chose). Ce dernier ne fait que restituer à l'assemblée la quintessence de ses propres discours.

Pour traduire ce va-et-vient dialectique, on dit que « la parole-fille engendre sa propre mère ». La conclusion du doyen met en principe un terme au contentieux. L'éloquence africaine, tissée de proverbes, voire de contes bourrés de sagesse, est un des outils les plus performants de l'auto-gestion citoyenne ou communautaire.

B. L'initiation, stade décisif de la socialisation des jeunes

L'entrée officielle des cohortes successives de jeunes dans la « classe des adultes », s'opérait par un acte solennel de reproduction visant, non pas à créer des clones sociaux des classes d'âge plus anciennes, mais d'inculquer

des savoirs, des savoir-faire, des comportements, des engagements doublés de serments, voire de marques corporelles et même d'amputations et mutilations, destinées à inclure, à travers des épreuves, les groupes de jeunes dans l'identité du collectif, en les dotant d'un logiciel indélébile et irréversible.

Le prix de cette socialisation, parfois brutale, ne doit pas faire perdre de vue le principe de la démarche qui consiste à prendre en charge les néophytes de l'*ubuntu* et à les responsabiliser comme citoyens à part entière, et cela à travers un scénario grandiose de mort symbolique et de résurrection. Ce qui ne survit parfois que dans ses aspects les plus répréhensibles et qui n'est pas remplacé par un minimum d'éducation civique comme l'OUA l'avait rêvé un moment, laisse un vide béant dans le champ du contrat social.

Deux exemples concrets : le concept de voisin avait une profondeur et une force extraordinaire en Afrique. Cela persiste jusqu'à présent. En tant qu'ami, allié et confident, le voisin est presque plus qu'un parent. En cas de décès, par exemple, les voisins se chargent des démarches au même titre et même plus que les parents qu'on s'évertue à débarrasser des soucis à cette occasion. De même le concept et l'emploi des médiateurs et intermédiaires dans les procédures d'alliances et de contentieux entre familles, clans, villages, groupes sociaux, formations militaires, etc. La norme traditionnelle s'exprime par le dicton suivant : « Aucune sanction n'atteint l'envoyé; la foudre ne tombe pas sur l'ambassadeur ». Des faits historiques concrets nous prouvent que l'immunité était reconnue et respectée même à l'égard des envoyés des envahisseurs européens du temps de la conquête coloniale.

Mais l'*ubuntu* vise beaucoup plus loin.

II. L'Ubuntu collectif ou la convivialité constituante et constituée

L'*ubuntu*, c'est l'altérité. C'est l'ouverture empathique aux autres. C'est le préjugé favorable par principe. C'est l'amitié préventive. C'est l'état de grâce dans les rapports humains.

Entre la pratique observée naguère et les processus d'aujourd'hui, il importe de jeter un regard rétrospectif et prospectif afin de se poser la question « Est-il possible de faire fonctionner l'attitude d'*ubuntu*, qui relève d'un

mode de production précapitaliste, avec une « économie du don », soucieuse davantage des liens sociaux que des biens matériels, dans un mode de production ultracapitaliste et néolibéral verrouillé par la mondialisation ?

A. Mais d'abord, voyons ce que n'est pas Ubuntu

Ce n'est pas l'approche administrative et bureaucratique à l'égard d'administrés et de clients objets de management. Il ne s'agit pas de l'autorité de l'État (qu'il soit de droit ou patrimonial) fondée sur le droit à l'exercice légitime de la violence. L'État, en tant que « monstre froid », est quelque part aux antipodes de l'*ubuntu*. Mais dans la mesure où *ubuntu* n'est pas contre l'État, il peut contribuer à le domestiquer, à le socialiser et à l'atteler au bien commun du peuple. Car privé des pratiques de sécurité sociale de l'*ubuntu* originel et dépouillé des protections de l'État social moderne, l'individu africain est l'être le plus misérable et pitoyable qui soit; un poisson projeté hors de l'eau.

Mais *ubuntu*, ce n'est pas non plus la solidarité ethnique avec ce que ce mot contient de charge trouble et équivoque, en référence à une identité close et potentiellement explosive.

Enfin, *ubuntu* ne peut pas compter sur un épanouissement total dans les micronations africaines actuelles issues du partage et du système colonial; car les séquelles de ce dernier et les effets collatéraux du néocolonialisme étouffent le développement endogène.

B. Un peuple nouveau mais nourri du lait maternel

Le peuple de l'*ubuntu* exige un espace nouveau, rendant fiable et crédible le programme minimum pour la dignité de tous. Il y a un espace minimal comme condition de la dignité minimale de l'être humain. Car elle seule autorise la division du travail fondée sur les avantages comparatifs et la compétitivité intra-africaine, interafricaine et internationale. Cet espace économique, bâti sur la volonté politique et garantissant la valeur ajoutée par l'industrialisation, est le siège adéquat et requis pour le logiciel de l'*ubuntu* dont les éléments sont d'origine exogène mais surtout endogène. Sur ce plan de la solidarité humaine, l'Afrique reste plus riche encore que pour les ressources matérielles.

Or, l'intégration économique mondialisée, en privilégiant la logique du profit sans égard pour les besoins fondamentaux, saigne et dévoie les cultures en ébranlant leur socle infrastructurel. L'économie, qui confond les arbres secs des statistiques avec la forêt vivante du développement, est cannibale. Elle érige sa tour orgueilleuse dans le cimetière des cultures. Une infime minorité d'États et de classes sociales au Nord et au Sud actionne ce processus aveugle, implacable et suicidaire. C'est pourquoi un sursaut s'impose. Toute nation, toute personne consciente doit s'associer à la recherche d'un projet global qui marie les acquis de la conscience, patrimoine commun de l'humanité, avec la convivialité vis-à-vis de la nature, préhistoire de l'homme, et vis-à-vis des autres humains, dépassement et accomplissement de l'homme. C'est dans cette problématique que se situe ubuntu, qui est avant tout un parti pris de défendre l'être humain comme être culturel un *Kulturkampf*.

Il s'agit de prendre le contre-pied du système dominant qui mise sur le « Tout-marché » pour réduire la pauvreté dans le monde, à défaut d'atteindre la croissance et encore moins le développement.

L'*ubuntu* est le remède spécifique du mal mondial, du mal mondialisé, qui traite les désastres sociaux de « coûts humains » voire « d'effets collatéraux ».

L'homme idéal en Afrique est maladivement, incurablement social. Il vit et s'accomplit à travers les autres. Sans vouloir faire du culturalisme (car l'Africain n'est pas ontologiquement différent des autres humains), l'existence sociale met en lumière ce lien vital avec les autres, qui va jusqu'à une quasi-identification. Cette propension à être « l'un d'eux » envahit tous les espaces de la vie, même chez ceux qui veulent s'en débarrasser comme d'impedimenta anachroniques. Ce vouloir vivre non pas les uns avec les autres, mais les uns par les autres, s'exprime de mille manières. Exemples :

Au cours d'une cérémonie d'initiation, on demande au jeune Mandingue :

— « Qui es-tu ? »

— Je suis terre et eau, plus quelque chose que je dois transmettre, quelque chose qui me lie à ceux d'hier, d'aujourd'hui, de demain.

— Qui es-tu ?

— Je ne suis rien sans toi, je ne suis rien sans eux. Quand je suis arrivé, j'étais dans leurs mains; ils étaient là pour m'accueillir. Quand je repartirai, je serai encore dans leurs mains; ils seront là pour me reconduire ».

Tel est le postulat primordial de cette science de la vie, de cet art de vivre mis en place depuis des millénaires par les plus vieux peuples du monde.

« L'homme ne naît pas « je », il naît « nous » ».

« L'homme, c'est les autres ». Mais on dit aussi que se suffire, être capable de se porter soi-même, c'est l'essentiel.

« Nous sommes établis, nous savons les uns des autres ».

« La solitude est mauvaise ».

« Un seul pied ne trace pas un chemin ».

« Si tu n'as pas de compagnon, ton humanité n'est pas complète ».

« Le don n'est pas toujours matériel ».

« Chaque personne n'est que la moitié de l'être humain ».

Mais la solidarité ne signifie ni démission de celui qui en bénéficie, ni déresponsabilisation.

« L'échec, c'est toi, le succès, c'est toi », dit-on. « Si ton ventre a faim, interroge ta main ». L'hospitalité n'exonère pas l'étranger du travail. « Le troisième jour, on lui donne une houe », a fait remarquer J. Nyerere. La personne a trois éléments constitutifs : le corps, l'esprit et le travail.

Un exemple frappant de solidarité africaine concerne la période du deuil. Dans le meilleur des cas, ce qui mérite considération, c'est que les parents, mais aussi les voisins et amis se substituent à ceux qui sont frappés par le deuil. On prend physiquement leur place; on les éloigne de la dépouille mortelle et de l'atmosphère d'affliction. Les jeunes des familles voisines se chargent de creuser la tombe. Des cotisations sont organisées pour faire face à l'accueil des nombreux visiteurs et aux cérémonies religieuses. Les obsèques et les funérailles sont, encore plus que les baptêmes et les mariages, les temps forts et les sommets de la solidarité.

À propos des obsèques, on constate que certains Africains ont de la propriété une conception pour le moins hétérodoxe. La façon dont ils disent « notre malade, notre mort » est très caractéristique. On voit des gens se disputer, jusqu'à en venir aux mains, la dépouille mortelle de quelqu'un, pour gérer ses obsèques et ses funérailles.

C'est ainsi que la législation foncière et familiale sont devenues les lieux névralgiques de la solidarité sociale africaine qui, en entrant dans le domaine de l'écrit et du notaire, gagnent en rigueur ce qu'ils perdent en spontanéité et en générosité humaine.

Cette solidarité tirait aussi sa puissance d'animation du fait que la division du travail n'était pas prononcée et que tous les métiers et catégories sociales étaient constamment associés, aussi bien dans les travaux collectifs que dans les festivals, les rites et les célébrations. Pour apprécier à sa juste valeur la solidarité sociale africaine, imaginons un instant sa suppression dans les pays africains d'aujourd'hui.

Toute l'assistance aux malades, aux vieillards, aux enfants nécessiteux qui représente des centaines de milliards de francs et qui mobilise chaque jour des millions d'Africains, s'effondrerait. Ce serait le chaos, le retour à la barbarie et le *hara kiri* collectif. C'est un défi gigantesque que les sociétés africaines relèvent ainsi de façon quotidienne et par leurs propres forces sur la base de l'autogestion.

La prise en charge des éléments les plus faibles du collectif humain est assurée par les Africains eux-mêmes à travers cette sécurité sociale immanente, cette sorte de logiciel social inscrit comme un code génétique dans le comportement de chacun. En Afrique, les hôpitaux sont des centres d'attraction, et les malades sont envahis, au point que les visiteurs sont parfois refoulés par les médecins. L'option de l'État minimal était donc déjà une option africaine précoloniale, bien avant les ordres du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale. Ici, on voit comment la société civile (avec les coûts humains importants cependant, du fait de la paupérisation) prend en charge par elle-même le poids de la misère. Mais on ne peut nier que l'État africain se transforme de plus en plus en État patrimonial ou en État de classe, sauf rares exceptions. Quand, dans tel pays

africain, 10 % de la population contrôlent 50 % des revenus, le rêve de *Y ubuntu* devient un cauchemar.

« Le capitalisme n'a jamais développé un pays sans produire des pauvres ». Alors, quel est le sens de l'histoire ? D'un côté, on peut dire que l'Afrique solidaire est en retard. Elle est, dit-on, au « stade » préindustriel, certes. L'industrialisation est-elle sous une forme ou une autre un passage obligé ? Mais, d'un autre côté, l'Afrique est déjà postmoderne, postéconomique. Avec des référentiels comme la solidarité sociale, nous avons atteint des performances que les pays ultra-industrialisés veulent réaliser aujourd'hui après des guerres sociales sans merci. Par exemple, les nouveaux types d'emplois qu'on a voulu créer en France, s'apparentent, *mutatis mutandi*, aux assistants des vieux et des malades que nous avons déjà par millions dans notre civilisation endogène en Afrique. Faut-il laisser mourir ces usages pour tenter d'en recréer des équivalents plus tard, dans un siècle ?

Quel est le sens de l'histoire ? L'Afrique solidaire n'est pas en retard. La question de l'exclusion est une question préalable à traiter de façon prophylactique. La question de la solidarité sociale africaine n'est pas un résidu, une excrétion, un excrément d'un processus de transition vers un développement mondialisé incontournable. Il nous appartient de célébrer la solidarité comme mémoire et comme projet, en évitant de diaboliser les autres pour se canoniser soi-même.

Il s'agit d'infrastructurer la solidarité comme élément d'un bloc de transformation du monde à travers la transformation de notre monde. La solidarité seule peut être emportée par le vent. Mais, si elle est fondée sur des conditions sociales, sur un espace économique viable par le fédéralisme, sur la formation permanente et l'éducation civique, elle peut servir de rampe de lancement ici et ailleurs. On peut démontrer que la solidarité est rentable, parce qu'elle repose sur un facteur-clé de l'économie de marché, mais pour dépasser certains éléments du marché.

En effet, nous avons montré dans *La Nette des autres* que l'économie politique doit produire non seulement des biens, mais aussi des liens sociaux, lesquels à leur tour, peuvent produire des biens. Il y a interaction et conversion possible entre liens et biens, vérité de base oubliée ou occultée par les économistes réducteurs.

Conclusion

Au total, la culture *ubuntu* est un processus dynamique, une confluence permanente d'un fleuve qui rencontre maints affluents mais qui reste fidèle à sa source.

Le défi et l'enjeu, c'est pour chaque communauté qui en a la responsabilité imprescriptible, de forger de nouvelles synthèses, de nouvelles cohérences et compatibilités : entre l'extérieur et l'intérieur, entre le particulier et l'universel. L'universel ne saurait être l'imposition du particulier de certains, ni la somme arithmétique de tous les particuliers, mais le mariage fécond de ce qu'il y a de meilleur, de plus succulent dans tous les particuliers qui réalisent ainsi l'unité de l'humain par le haut, par le sommet de la pyramide *ubuntu*. Le concept d'« exception culturelle » mérite ici réflexion.

Il ne s'agit pas de faire, par la coercition des cultures fragiles du monde, un hybride culturel à haut rendement, un OGM culturel standardisé; mais de renforcer les capacités de chaque culture et de la mettre en état de procréation dynamique.

Par exemple, la prévention ou la cure totale des conflits pourrait être facilitée par les relations de parenté à plaisanterie là où elles existent.

Il faut exclure l'exclusion, car l'exclusion, c'est la barbarie. C'est seulement à ce prix que la diversité culturelle sera la « dernière frontière » qui nous sépare du nouveau « Nouveau Monde » : non pas le Nouveau Monde d'ailleurs, mais celui de demain.

Ainsi donc, la solidarité sociale non prise en compte par les économètres de la comptabilité nationale peut être perçue comme dévorant l'épargne individuelle et détruisant à la source l'investissement. Mais où est le problème, puisqu'elle constitue elle-même un investissement direct, un autofinancement ?

Ubuntu, c'est le sapeur-pompier avant le pyromane. C'est la prophylaxie massive de la pauvreté avant l'apport dérisoire de pommades cosmétiques et anachroniques dites allégement de la pauvreté.

En effet, les victimes de la violence, c'est la majorité de l'humanité. Nous ne campons que sur de petits îlots de non-violence. Pire encore, la violence campe en chacun de nous. Nous sommes à la fois témoin, auteur et théâtre de la violence. Il n'y a pas d'alibi. C'est pourquoi nous devons être, nous « savons les uns des autres ». Par-delà l'attaque frontale contre la violence, surtout quand elle est structurelle, il s'agit plutôt de la dépasser pour la dissoudre au niveau des réalisations concrètes et des mentalités.

Ubuntu doit imprégner le triple étage des infrastructures (habitat, entreprises, urbanisme, aménagement du territoire), des structures (social) et des superstructures (ludique, éthique, esthétique, politique, spiritualité).

Il faut empêcher que l'être humain ne crève de faim et de soif au milieu d'immenses richesses accaparées par une poignée de gloutons. Il faut empêcher les attentats démentiels contre la nature, qui insultent et dégradent le Soleil. Il faut chasser les vautours qui attendent la livraison des enfants soldats et les corps convoités d'adolescentes jetées sur le marché. Il faut empêcher que le monde ne soit comme le Radeau de la Méduse, où l'on sacrifie et dévore d'abord les plus faibles.

Ubuntu peut aider à forger un bloc sans faille contre l'exclusion, l'apartheid et le mépris. Conformément à l'adage africain, « Si tu vois des brigands dévaliser quelqu'un, ne dis pas « Laissez cet individu », mais « laissez-nous »; « Si tu vois des bandits assassiner quelqu'un, ne dis pas : « laissez cet homme », mais « laissez-nous »; « Si tu vois des vautours déchirer un cadavre d'homme, ne dis pas « Laissez ce cadavre d'homme », mais « Laissez-nous » »; car tous les hommes sont solidaires.

Il est temps de changer ! Il faut débestialiser l'humanité. Il faut la raffiner et l'amener à extraire et faire briller l'or de sa propre dignité.

Il est temps d'ajouter une larme de tendresse mutuelle et de compassion dans le carburant du moteur humain.

¹ *Afrika Viva*, Colloque *Ubuntu* (Genève, les 26 et 27 avril 2003). *Ubuntu* : dans la langue zoulou, signifie : « Sans l'autre je n'existe pas, sans l'autre, je ne suis rien; ensemble, nous ne faisons qu'un ».

9. Afrique le défi du redressement économique et du développement accéléré perspectives historiques¹

Introduction

L'enjeu est clair : il s'agit de savoir qui va gérer les mutations économiques africaines en cours, et au profit de qui.

Or, quand on lit les documents officiels émanant des grandes conférences, l'on est frappé par le contraste entre la lucidité de l'analyse et l'imprécision, voire la circonspection frileuse des recommandations. L'histoire récente est encombrée de ces pseudo-décisions mort-nées.

Plus généralement, l'histoire peut-elle aider à poser le diagnostic de l'impuissance africaine ? Du moins permet-elle d'en détecter les racines dans le temps, c'est-à-dire dans la troisième dimension sans laquelle l'analyse de la crise risque d'être plate, statique et même épisodique. L'histoire fournit le film et le sens qui sous-tend l'image contemporaine.

En effet, une crise en soi n'est pas un mal, si elle est un déséquilibre de croissance, par exemple, un passage difficile mais nécessaire comme la puberté. Mais s'il s'agit d'une atteinte grave au métabolisme profond d'une société, alors, la crise prend un autre sens. L'histoire permet justement de mieux qualifier le rythme et la nature des mutations, d'identifier quel groupe les suscite et/ou les gère dans son intérêt.

Certes, la crise économique de l'Afrique est largement induite, provoquée de l'extérieur, mais il ne faut pas la noyer dans l'alibi. Après tout, nous n'étions peut-être pas en mesure de refuser la contamination. Mais aujourd'hui, nous avons le diagnostic de notre mal; nous en connaissons les remèdes dont certains sont à notre portée. Si donc le mal s'aggrave, ayons le courage de nous regarder nous-mêmes dans les yeux. L'on ne peut s'attendre à ce que ceux-là mêmes qui tirent profit du statu quo le transforment par simple philanthropie.

La crise en cours n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. Il s'agit d'une crise de civilisation pour tous les continents; mais pour l'Afrique, c'est

aussi un problème de survie. Pour ce continent, c'est le paroxysme d'un processus négatif résidant dans la fonction quasi servile qu'il est astreint à remplir depuis le XVI^e siècle; cette fonction négative est entretenue par des mutations et des continuités internes et externes. C'est par rapport à ce rôle à la fois subi et accepté par les Africains, que toute donnée économique doit être appréciée. Si, par exemple, un pays africain enregistre un bond dans le taux de croissance de ses exportations de produits de rente, cette performance n'est positive que si elle lui permet à terme de changer la fonction que de ce fait il remplit. Sinon, on l'applaudirait pour avoir joué excellemment le rôle négatif qui lui est assigné. La croissance dans la dépendance est souvent une croissance de la dépendance; le rôle négatif dont nous parlons ici ne s'analyse d'ailleurs pas comme une simple dépendance.

Le drame de l'Afrique est d'être le seul continent à avoir accumulé les mutations et les continuités négatives internes et externes depuis si longtemps. Au point qu'on pourrait à la limite, prétendre qu'il n'y a pas de crise africaine puisque tout ce qui se passe, c'est ce qui s'est déjà passé sur ce continent et qu'il se situe dans une ligne d'évolution pluriséculaire. La seule crise, c'est l'accélération dans le rythme du mal africain. Le problème, c'est qu'à force de subir les mêmes maux, le seuil critique vers le coma économique est sur le point d'être franchi.

Le redressement n'est donc possible que par élimination des tendances négatives repérées, au profit des continuités et mutations positives, en vue de retrouver, pour l'histoire du continent, les voies d'un chemin ascendant.

Tel est le but de la présente communication.

I. Mutations

A. Mutations positives²

Certaines mutations positives ont jalonné l'histoire de l'Afrique. Elles se situent surtout avant la mainmise coloniale et peuvent servir aujourd'hui de points de repère pour l'analyse et l'action.

1. Mutations de l'intérieur du continent

Dans le système africain lui-même, et de façon autonome, des changements résultant des affrontements entre forces sociales en présence se sont produits. C'est par transformations économiques et culturelles successives que les Africains ont passé des clans villageois aux chefferies, aux royaumes et aux empires.

Et même à ce dernier niveau, on constate des changements décisifs intervenus, par exemple, dans l'Ouest-africain, entre le modèle du Ghana ancien (X^e siècle) et celui de Gao (XV^e siècle), en passant par celui du Mali (XIV^e siècle). Entre la pratique du troc par « commerce muet » dont fait état Masudi dès le X^e siècle et les structures complexes du système productif et marchand du Soudan occidental et central au XV^e siècle, il y a eu des mutations progressives endogènes considérables impliquant innovations et ruptures. En effet, au XV^e siècle, ce dispositif comprenait des productions variées et complémentaires, selon les zones écologiques et géographiques, y compris les produits manufacturés comme les textiles et le verre fondu à partir de sables spéciaux, et ouvragé à Nupe (Nigeria). Les dispositifs de commercialisation, en particulier, étaient sophistiqués.

Au plan de l'économie politique et des institutions publiques, l'action de Biton Coulibaly de Ségou (1712-1755), qui créa un État à partir des classes d'âge, et le dota de structures opérationnelles (impôt, armée, tribu, etc.), nous montre, sur le vif, la capacité de création et de mutation des Africains face à des nécessités historiques incontournables. Partout, les sociétés africaines étaient animées d'un dynamisme interne parfois marqué par des ruptures remarquables. De nombreux ajustements structurels ont été opérés par initiative endogène.

2. Par réaction à des changements provoqués de l'extérieur

À partir de la traite atlantique, des ruptures mémorables ou obscures dues aux Africains ont été légion, soit par sécession ouverte et lutte armée, soit par désengagement partiel impliquant collaboration et résistance.

Deux modèles illustrent ces deux options : le modèle marron, qui avait été initié en Afrique même mais devait prendre toutes ses dimensions outre-Atlantique dans les quilombos, les palanques, mocambos, etc., dont certains

constituèrent des États autonomes survivant pendant des générations ou même des siècles.

Par contre, en Afrique même, parallèlement aux multiples résistances armées, d'autres royaumes, comme celui d'Abomey ou de Kumasi (Ashanti), par des transformations internes qualitatives, adaptèrent leur économie (y compris par le monopole) à l'implacable cours des choses et s'appuyèrent sur la traite pour renouveler leur armement en fusils; mais nombre d'entre eux, par un ajustement structurel plus ou moins imposé, surent relayer le trafic négrier par le commerce « licite » de l'huile de palme. L'économie du Dahomey précolonial, bureaucratisée, réduisit l'impact de la traite sur les structures sociopolitiques et assura la stabilité des prix et du cauri durant un siècle et demi, en particulier grâce à l'établissement d'une sorte de port franc à Ouidah.

Par la suite, d'autres structures originales de grande envergure, parfois broyeuses d'hommes, furent mises en place par les Africains. Telles furent les transformations intervenues dans la société nguni, sous l'égide de Chaka, et les bouleversements multiformes que les dirigeants africains assumèrent au XIXe siècle, à l'approche des colonisateurs avec Mirambo, El Hadj Omar Tall, Samori, Ménélik II d'Éthiopie, vainqueur des Italiens à Adoua, en 1896, et réorganisateur d'une Éthiopie « moderne ».

Nous rangerons, parmi les ruptures positives, nombre d'expériences intervenues après les indépendances politiques. En effet, on ne dispose pas encore du recul nécessaire pour les juger bien que dans l'ensemble, malgré le retentissement énorme des indépendances dans le monde, il ne se soit pas produit de changement économique fondamental pour le continent africain. Il en est ainsi soit en raison du caractère octroyé de l'indépendance, soit parce qu'elle a été obtenue ou arrachée en ordre dispersé, soit encore parce que les conditions sociales objectives s'y opposaient : par exemple, opposition entre les groupes nationalistes militants et les classes légataires du régime colonial.

La première décennie des indépendances, qui correspondait avec une phase de haute conjoncture économique et de guerre froide entre les superpuissances, fut l'instant fantasmagique d'un vertige fatal, où le poisson africain mordit à l'appât des dons, des prêts, des crédits bancaires, des

subventions d'équilibre budgétaire, etc., venant de tous les horizons. Tous les moyens furent bons pour associer définitivement les cadres et dirigeants africains au monde extérieur par les facilités, voire par les prébendes.

Les pays ou dirigeants, réfractaires à l'association ou à l'intégration dans le système occidental dominant, disposèrent généralement d'une marge de manœuvre très étroite; mis en quarantaine par les bailleurs de fonds publics et privés dispensateurs de la croissance confondue avec le « développement », ils ne trouvèrent presque jamais auprès du bloc de l'Est une alternative valable, mais souvent d'amères désillusions. Presque toutes les expériences de rupture économique marquées par des nationalisations, par la création de monnaies nationales, d'offices publics du commerce extérieur et/ou intérieur, de contrôle des changes, etc., se sont soldées pour les intéressés par le retour au bercail, la rentrée dans le rang, c'est-à-dire dans l'ordre établi. Seuls les pays pétroliers ou détenteurs de minéraux « nobles » comme l'uranium, l'or, le cuivre, la bauxite, le chrome, le germanium béryllium..., purent tenir tête plus longtemps, non sans se heurter aux obstacles devenus chroniques effractions sociales, instabilité politique, militarisation, dictatures, etc.

Derrière le discours du non-alignement officiel, presque tous les pays africains se sont alignés sur les « lois du marché ». Concrètement, cela signifiait que les économies africaines étaient maintenues dans le cadre du « pacte colonial ». Elles étaient, par « vocation », selon la formule idéologique consacrée, mais en fait par diktat historique, vouées à la production de matières premières végétales et/ou minérales dont les revenus investis devaient déclencher le « décollage » économique.

L'on naviguait en plein dans la théorie rostowienne des « étapes de la croissance »; les profits réalisés servaient en particulier à l'achat au Nord des équipements, des intrants, des services d'experts ou des bureaux d'études, des brevets nécessaires pour tous les secteurs de la vie économique : industries presque toujours limitées aux branches de substitutions aux importations, secteurs bureaucratiques, militaires, sociaux... Il y eut là un immense malentendu historique pour ne pas dire un formidable marché de dupes (qui fonctionne toujours), où l'aide retourne au donateur à 70 % ou plus, où les deux bouts de la chaîne économique sont tenus par les pays du Nord, lesquels règlent unilatéralement les prix d'achat

aussi bien des produits vendus que des produits manufacturés achetés par les Africains.

La planification, dans des conditions d'ignorance fréquente des données de base et dans l'impuissance à contrôler la plupart des paramètres de la croissance, à commencer par les prix internes et externes, se réduit souvent à un catalogue de projets fréquemment « conseillés » par les experts ou les bailleurs de fonds parfois, c'est un chapelet d'aumônes provenant de sources variées, sans orientation coordonnée ni cohérence interne.

Dès lors, il n'est point étonnant que 27 ans après les indépendances, aucune mutation économique fondamentale ne soit intervenue dans presque tous les pays africains, quelles que soient par ailleurs leurs options idéologiques. Presque partout demeure le profil signalétique de l'économie naguère colonisée, qu'on peut lire, par exemple, à travers la structure du commerce extérieur de ces pays : « le cuivre réalise en valeur 91 % des exportations de la Zambie et 66 % de celles du Zaïre, le minerai de fer 86, 5 % de celles de la Mauritanie, la bauxite 87 % de celles de la Guinée ».

Quant aux équipes dirigeantes, elles sont formées parfois de classes sociales de possédants animés de l'appétit sommaire des débutants, parfois de leaders lucides et de bonne foi, mais impuissants devant les lois d'airain du système (code des investissements, conventions monétaires, législations internationales anachroniques, oligopoles des transnationales, etc.).

Les résultats positifs, arrachés de haute lutte par certains dirigeants ou groupes sociaux depuis l'indépendance, sont d'autant plus à leur honneur, mais ne changent pas la structure du système. Beaucoup campent dans des économies grabataires maintenues hors de la banqueroute sous le sérum conditionnel de la Banque mondiale ou du FMI, soutenues par les prothèses innombrables des aides exceptionnelles et des secours d'urgence à caractère bilatéral ou multilatéral, bien que la tendance des aides publiques en particulier soit à la baisse³.

B. Mutations négatives

Parmi les mutations négatives ou potentiellement négatives par rapport au processus historique africain, relevons-en quatre : la démographie, la

dégradation de l'écosystème, les bouleversements alimentaires et l'ébranlement socioculturel.

1. La démographie africaine

C'est l'un des paramètres-clés du changement écologique, économique et social. Or la population africaine, avec son taux de croissance actuel (3 %), doit doubler dans 25 ans environ pour atteindre le niveau d'environ 900 millions d'êtres humains. Elle aura ainsi connu deux mutations majeures depuis quatre siècles.

La première a été provoquée par l'impact de la traite des Noirs (orientale mais surtout occidentale) à laquelle des groupes africains ont activement participé, mais qui a été puissamment actionnée surtout par l'économie de plantations outre-Atlantique à partir du XVI^e siècle. Les temps forts de cette hémorragie sont le XVII^e siècle (50 % environ des enlèvements) et le XIX^e siècle (30 % environ). Son volume fait l'objet de discussions entre spécialistes.

Selon qu'on tient compte ou non des effets induits de la ponction, l'on parle de 30 à 80 millions de personnes soustraites au continent durant cette période.

Tous doivent reconnaître néanmoins que, malgré l'introduction du maïs et du manioc américains par les Portugais, l'hémorragie de la traite, relayée par les massacres, les transferts massifs de main-d'œuvre ou les génocides du temps colonial, a provoqué une perte de substance qui a dessaisi l'homme africain de son emprise sur la nature et abaissé son tonus au-dessous du niveau de procréation et de création indispensable à son rôle d'acteur historique⁴.

La seconde mutation, ambiguë celle-là, est en cours. Alors que certains pays européens vieillissent dangereusement et n'assurent plus parfois le taux de remplacement biologique, l'Afrique, qui compte les deux tiers des « pays les moins avancés », est aussi le continent qui, grâce au taux élevé de natalité, mais surtout à la forte baisse du taux de mortalité principalement chez les enfants, connaît une démographie « galopante ». Mutation qui a de nombreux aspects positifs, mais qui pose aussi à court et

moyen terme des problèmes considérables frais d'entretien, de santé, d'éducation, de logement, d'emploi pour toute cette jeunesse qui donne à la pyramide des âges africaine une base à la fois rassurante et inquiétante : « C'est par les enfants que nous sommes immortels », disent les Africains. Plus prosaïquement, l'enfant est souvent le seul capital à transmettre, une caisse vivante de sécurité sociale. Une démographie non assise sur une économie vigoureuse risque néanmoins de faire du continent africain un client permanent de la charité internationale. Et cela d'autant plus que deux aspects se manifestent actuellement de façon aiguë :

- le transfert massif des populations africaines vers les zones forestières qui abritaient peut-être 20 % de la population au XV^e siècle, aujourd'hui 50 à 62 %, ce qui accélère la destruction du couvert végétal;
- l'urbanisation dite « sauvage » (4 à 10 %, selon les régions; 7 % au Sahel). Or, cette urbanisation est qualitativement différente de celle de l'Europe au XIX^e siècle, parce qu'elle n'est pas fonctionnelle. Elle ne répond pas ici à des besoins réels d'attraction vers un marché de l'emploi dans le secteur industriel citadin qui est embryonnaire, ni à une hausse de productivité rurale, liée d'ailleurs à l'industrie productrice d'intrants et imposant le départ des jeunes ruraux. La ville africaine, avec ses quartiers villageois improductifs, est l'un des éléments du démantèlement du système productif. Depuis deux décennies environ, certains pays africains ont amorcé des politiques de planning familial. Est-ce le début de la troisième période pour la démographie africaine ?

2. La dégradation de l'écosystème La déforestation La désertification

La superficie de la forêt tropicale humide a passé en Côte d'Ivoire de 15 millions d'hectares au début du siècle à 3 millions en 1985. Pendant ce temps, le désert saharien avancerait de 1 à 1,5 million d'hectares par an...

Ces deux processus font présager, à moins d'une gigantesque campagne de reforestation et de régénération des sols et des nappes phréatiques dont les conditions financières et sociales ne semblent pas réunies, une désertification qui se fait sentir aussi en Afrique septentrionale, orientale et australe. Des modes de vie et même des civilisations (grands et semi-nomades) sont en voie d'extinction.

La colonisation, avec l'expansion violente des cultures de rente, a aggravé aussi ce processus. En l'espace d'une vie humaine, on constate la disparition de certaines espèces végétales ou animales. Or la nature est non seulement un facteur, mais aussi un acteur puissant de l'économie. La nature africaine, malgré son exploitation la plus ancienne du monde (l'homme est apparu en Afrique !), s'est révélée aux premiers voyageurs et explorateurs comme pullulant d'une vie multiforme. Dans les *Esquisses sénégalaises*, l'abbé Boillat signale dans la région du Cap-Vert les hordes de gros gibier qui font irrésistiblement penser aux peintures rupestres des étendues désolées du Sahara d'aujourd'hui.

La croissance démographique, sans compter les nuisances de l'économie « moderne », avec parfois les pesticides expérimentés sur ce continent, peut menacer aussi la nature africaine et donc s'autodétruire. La nature est liée à la culture usages alimentaires, pharmacopée et médecine traditionnelles, religion, etc. Un jour viendra où la rupture sera peut-être irréversible. Le tourisme, qui a pris un essor utile à court terme pour la balance des paiements de certains pays, peut être une occasion pour sauvegarder le milieu naturel, mais aussi pour aggraver les ruptures négatives d'avec la nature et la culture africaines.

3. Bouleversements alimentaires

Si les distorsions démographiques africaines datent de plusieurs siècles, et si les menaces qui pèsent sur l'équilibre écologique du continent sont millénaires et ont été relancées, surtout par la colonisation, les pénuries alimentaires chroniques et même croissantes constituent un phénomène récent qui est néanmoins lié aux deux précédents.

La production vivrière par africain a diminué de 7 % de 1970 à 1980. Depuis 35 ans, les importations de céréales, négligeables au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire avant les indépendances, augmentent constamment. Certains pays importent 50 % de leur nourriture.

C'est le résultat d'un long processus et d'une interaction de facteurs structurels et conjoncturels : déficits pluviométriques, surpâturages, raccourcissement des jachères, éducation déracinante, exode rural..., mais surtout politiques agricoles suicidaires des États qui ont exploité le monde

rural africain sans défense devant ses concurrents non africains, lesquels, eux, sont largement protégés.

L'on a répercuté sur le paysan les incidences négatives de la danse macabre des cours mondiaux sans lui faire profiter des phases de hausse; cela, afin de comprimer au niveau le plus bas pour le consommateur citadin le prix des produits vivriers. L'on a préféré rendre aux paysans une maigre partie de l'argent ponctionné par les offices étatiques de commercialisation et de stabilisation, sous forme de subventions aux intrants, plutôt que de leur payer le juste prix de leurs récoltes. L'on a parfois investi jusqu'à 84 % des engrais dans le café, le thé et la canne à sucre. L'on a misé trop tôt sur l'industrie lourde au détriment du secteur vivrier, etc.

Les paysans africains ont enregistré dans le temps des famines mémorables qui ont servi d'ailleurs parfois comme repères chronologiques dans les sociétés rurales jusqu'au XX^e siècle. Les textes des Tarikhs du Soudan nigérien nous renseignent aussi sur de nombreuses famines liées aux calamités naturelles ou politiques des XV^e et XVI^e siècles.

Mais dans l'ensemble, depuis la Préhistoire et l'Antiquité où l'Afrique du Nord fut le grenier de Rome, jusqu'à l'arrivée des Arabes et des Portugais qui témoignent de la grande abondance des produits vivriers, l'Afrique offre l'image d'un continent d'abondance où l'alimentation était variée et la nature largement mise à contribution pour l'agrémenter et l'enrichir.

Au début du XX^e siècle, dans certains pays du Sahel, c'était une honte de consommer la récolte de l'année, car les greniers contenaient généralement des réserves datant de un à quatre ou même sept ans.

Les déficits alimentaires chroniques constituent un « voyant rouge » qui signale un dysfonctionnement grave du moteur économique africain et l'échec le plus flagrant de la plupart des États africains indépendants. Certes, cette carence relève de causes dont certaines remontent au temps colonial où les cultures de rente furent abusivement privilégiées en financement, recherches et inputs divers, aux dépens des cultures vivrières. Mais justement, cette mutation négative pouvait et devait être corrigée par une rupture positive de la part des autorités africaines. Ce fut tout le contraire.

Cette négligence désastreuse a été motivée aussi chez certains par la rente pétrolière qui assurait, pensait-on, un pactole capable de financer les importations de vivres. D'où la fameuse réplique d'un « responsable » très irresponsable : « Pourquoi produire ce que nous pouvons acheter ? ».

Enfin, l'aide alimentaire extérieure elle-même, qui reste très soutenue peut-être parce que répondant à la pression des surproductions du Nord peut, par les réflexes et habitudes qu'elle installe, développer une mentalité d'assisté peu propice à la production africaine. Les grands rassemblements de jeunes chantant et dansant pour amasser de l'argent en vue de sauver l'Afrique famélique sont devenus des éléments courants dans les médias contemporains. Les problèmes de prévision météorologique et de logistique des secours d'urgence intéressent de plus en plus les États concernés.

Mais un aspect souvent ignoré de cette question, c'est la recherche de pointe dans le secteur des semences à haut rendement. On oublie qu'au départ, ce sont les pays du Sud qui ont les premiers sélectionné les plantes qui, depuis le XVI^e siècle surtout, ont été reconnues, acclimatées et améliorées dans les pays du Nord. Le naturaliste prussien Humboldt, de retour de ses voyages dans l'Amérique équinoxiale en 1799, rédigea 30 volumes. Trente plantes qui couvrent 95 % de l'alimentation des terriens sont originaires du tiers monde d'aujourd'hui. Une dizaine d'entre elles couvrent 75 % de la ration calorique de l'humanité.

Les pays du Nord, qui disposent des experts et surtout des laboratoires adéquats, tout en collectant les variétés sauvages et indigènes d'Afrique dans leurs banques de semences et de gènes, mettent au point, par manipulations du génie génétique, des variétés hybrides à haut rendement qui sont ensuite vendues aux pays africains. Or, le propre de ces hybrides, c'est qu'ils ne se reproduisent qu'une fois. On ne peut donc pas puiser les semences dans la récolte. En d'autres termes, la dépendance africaine au niveau du plat de riz ou de maïs risque d'être transférée à celle, plus stratégique encore, des semences elles-mêmes.

4. Mutations socioculturelles négatives

Les mutations socioculturelles négatives aussi ont une incidence sur le redressement et le développement envisagés. Retenons-en deux : la

centralisation personnalisée du pouvoir et la sphère de la culture, du droit, de la formation et de la communication.

La décentralisation et l'autonomie locales qui étaient la règle fréquente en Afrique jusqu'au XX^e siècle, font place à des systèmes de plus en plus centralisés et bureaucratiques où la corruption s'infiltré.

En effet, à quelques exceptions près, situées en Afrique du Nord (Maghzen marocain, Égypte pharaonique, ptolémaïque, arabe et ottomane), et même dans ces cas-là, le système du pouvoir en Afrique était généralement fondé sur la délégation d'autorité (en échange d'un « tribut ») et l'autogestion des communautés.

Cette politique procédait d'une option et/ou d'une nécessité technique (absence d'un corps de fonctionnaires lettrés, absence de véhicules à roues ou d'armes à feu, etc.). Ainsi le Mansa (souverain) du Mali (XIV^e siècle) fut amené à laisser aux peuples extracteurs d'or du Boure, la liberté religieuse et l'autonomie qu'ils exigeaient, sous peine de voir chuter la production. En Afrique du Nord, la vitalité des groupes tribaux (Kabila) contrebalançait la puissance centralisatrice, et quand celle-ci empiétait outre mesure sur leurs droits, les masses se repliaient à l'occasion sur les communautés religieuses (*Zaouïas*) et les associations maraboutiques.

L'unanimité presque toujours exigée aujourd'hui par les pouvoirs politiques africains et qui tend à bloquer les initiatives même économiques des gens, est en fait une rupture par rapport à la tradition. Celle-ci, sans être démocratique au sens occidental contemporain du terme, sans avoir échappé à des épisodes de tyrannie personnelle, d'oligarchies de clans, de classes d'âge ou de sociétés secrètes, fonctionnait néanmoins sur la base de la participation des groupes à la prise de décision et à leur exécution. Par ailleurs, la règle coutumière, parfois plus fortement encore que la loi dans un État moderne, s'imposait à tous sans aucune exception.

Or les paysages culturels africains, comme les forêts du continent, sont en voie de démantèlement et de rupture négative. Dans des domaines aussi proches du développement que le droit foncier, le droit de la famille ou des obligations, les actes de la vie quotidienne sont irrésistiblement envahis par l'esprit et la lettre des systèmes juridiques du Nord, et cela malgré les

résistances sourdes et sporadiques où l'élément religieux joue un rôle certain.

La sphère socioculturelle dans le système colonial avait fait l'objet d'une législation différente selon que le colonisateur optait pour l'assimilation (France, Portugal et, dans une certaine mesure, Belgique) ou pour la séparation (Grande-Bretagne). Mais le fonctionnement pratique du système et sa perception au niveau des masses seront pratiquement les mêmes; un certain degré de rupture avec la société indigène sera exigé aussi des cadres associés directement à la gestion. Cette rupture négative des cadres africains avec leurs bases socioculturelles est un phénomène historique de première grandeur difficile à baliser chronologiquement; c'est une lame de fond où les systèmes éducatifs reproduisent les modèles nordiques, où les modes de vie des pays riches sont illustrés et proposés en permanence par les médias agressifs et omniprésents, et où la répudiation presque clandestine des langues africaines joue un rôle important.

L'école coloniale malthusienne et mimétique n'était qu'un sous-système du système global. L'école de l'Afrique indépendante, malgré ses réformes et l'amélioration spectaculaire des résultats quantitatifs, est loin d'aider à résoudre le problème économique par une rentabilité interne et externe adéquate. Productrice en gros de chômeurs, elle demeure au plan culturel une tumeur maligne dans le corps social et pose plus de problèmes qu'elle rien résout.

Ainsi donc, le processus historique africain permet d'enregistrer beaucoup plus de ruptures négatives que de mutations positives. Il en va de même en matière de continuités.

II. Continuités

A. Continuités positives

Parmi les constantes positives qui traversent l'histoire africaine, relevons-en deux qui ont frappé les observateurs depuis les temps les plus reculés.

1. Structures non capitalistes

Ici encore, le sens positif demeure contradictoire, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une africanité métaphysique, mais du produit d'une histoire singulière.

En effet, l'Afrique se distingue, entre autres, par son entrée tardive dans le système capitaliste qui a longtemps opéré en elle jusqu'au XXe siècle de façon médiate et marginale. Pour cette raison, les structures précapitalistes demeurent plus « fraîches » et plus vives qu'ailleurs, mais en même temps, plus vulnérables, compte tenu du contraste plus accusé dans le rapport des forces.

C'est pourquoi, les structures en question ne fonctionnent plus comme avant l'avènement du système capitaliste, avec son dispositif d'individualisation de *homo æconomicus* (monnaie, crédit, salariat et propriété privée, généralisation du prix).

Dans de nombreux pays africains, très souvent avant l'invasion coloniale, les choses les plus précieuses ne devaient pas être vendues (terre, eau, remède, titre de noblesse). Cette logique aberrante qui caractérise un autre système de valeurs, sert encore de repère sinon de règle à de nombreux groupes d'Africains non impliqués par leur existence, dans les nouveaux rapports de production par la « rationalité » du prix ou du profit.

Le fameux secteur informel, dont l'espace est beaucoup plus vaste qu'on ne le soupçonnait, même s'il relaie souvent des structures capitalistes, longtemps négligé par les économistes, est en partie tributaire de cet esprit africain d'antan.

En effet, en l'absence des garanties émanant de législations extra-africaines, les solidarités traditionnelles, bien que laminées et mises en sursis par les « lois du marché », manifestent une vitalité remarquable. Elles président non seulement aux échanges de dons et de services à la campagne, mais plus structurellement, elles interviennent comme une assurance sociale face aux aléas de la lutte pour la vie dans les quartiers populaires des cités africaines. Elles ont servi de fondement et de base idéologique à des politiques de développement aussi variées que le développement communautaire, le socialisme africain et *l'ujaama vijjini*.

Bref, les structures d'entraide africaine non capitalistes, par leur permanence, constituent une donnée dont on ne saurait faire fi, même si leurs limites sont étroites, même si elles sont en particulier bridées par les frontières nationales, et que leur faciès ambigu en fait parfois un lumpen capitalisme des bidonvilles. Certaines de leurs formes ont été ressaisies de façon très positive pour le développement d'aujourd'hui, en particulier au niveau des organisations non gouvernementales.

2. Traditions de lutte

Il s'agit là d'une autre forme de continuité positive exceptionnelle : le refus de l'injustice et de l'oppression. Déjà, dans l'Égypte pharaonique, il est fait mention de grèves des ouvriers sur les chantiers des pyramides. Au Maroc du XVe et du XVIe siècle les *zaouïas* attiraient les réfractaires et cristallisaient parfois les insurrections. C'est cette capacité de résistance multiforme qui a incité les conquérants africains à préférer souvent le tribut à l'annexion ou au génocide, à opter pour le règne sur les personnes plutôt que sur les territoires.

Le cas le plus exemplaire d'une telle continuité dans le refus nous est donné par les peuples d'Afrique du Sud. Dès le premier débarquement des Hollandais au Cap en 1652, ils se heurtèrent à des Hottentots décidés à défendre leurs terroirs et leurs intérêts. Ces intérêts économiques ou socio-culturels vont au fil des siècles subir des agressions essentielles par la spoliation des sols, des mines, de la force de travail, des libertés élémentaires, suscitant chaque fois une riposte appropriée, chaque fois étouffée jusqu'ici grâce à la complicité des firmes et des États occidentaux intéressés.

L'essor puissant du capitalisme devait y déclencher dès 1913, après les actions fructueuses des syndicats blancs, celles des mineurs noirs. Périodiquement, et avec des effectifs croissants, cette résistance se développera en 1920, en 1922, où ce fut presque la guerre civile; en 1946, en 1972-73, avec la grève des dockers de Durban et de Natal; en 1976, à Soweto, avec l'alliance des jeunes intellectuels et des ouvriers, qui préfigure l'alliance actuelle du mouvement national et ouvrier.

En effet, l'Afrique du Sud est le seul pays africain où la classe ouvrière est majoritaire par rapport à la paysannerie et aux classes moyennes. C'est aussi le seul pays dont la libération aurait, sur le développement économique de l'ensemble du continent, un effet positif beaucoup plus décisif que l'effet néfaste qu'il exerce aujourd'hui sur les économies des pays de la Ligne de front.

Les peuples sud-africains, même relégués dans les camps de concentration des *bantoustans* et des *townships*, mènent toujours l'âpre lutte de la libération économique inséparable de celle de la « Conscience Noire ».

Un autre cas exemplaire de lutte économique plusieurs fois millénaire, c'est celui de l'Égypte face aux dangers suscités par sa position entre trois continents, en particulier pour le contrôle du commerce transcontinental des épices au temps du sultan mameluk Baybars et de ses successeurs.

En réalité, les deux formes de continuités positives que nous venons de citer sont pour ainsi dire contradictoires entre elles. En effet, la persistance des solidarités précapitalistes tend à atténuer et absorber en partie les antagonismes générés par l'expansion du capitalisme en Afrique; alors que les traditions de lutte et de refus actionnent au contraire la dialectique des affrontements. Ces derniers sont alimentés et dynamisés encore par une série de continuités négatives repérables dans l'histoire du continent.

B. Continuité négatives

1. Ponction des forces

C'est une caractéristique de l'Afrique depuis de nombreux siècles. Dans l'Antiquité déjà, l'esclavage a sévi en particulier dans l'Afrique septentrionale. Mais c'est avec l'extraction du « minerais noirs », surtout depuis le XVI^e siècle, que cette activité prend le sens d'une gigantesque soustraction de forces et d'énergies au continent.

Les deux guerres mondiales donnent l'occasion d'une nouvelle forme de ponction des forces africaines par le recrutement de soldats et « l'effort de guerre » imposé au continent. La France seule y recruta 200 000 hommes durant la guerre 1914-1918. D'où les famines et les rébellions de cette période. À cela s'ajouteront, après les indépendances, les migrations forcées

intra-africaines, déplaçant des millions de personnes (50 % du total mondial) en raison des bouleversements écologiques, économiques ou politiques.

Mentionnons aussi les migrations de travailleurs africains qui constituent un manque à gagner considérable, une soustraction nette d'énergie. Celle-ci se situe dans la stratégie de croissance des pays du Nord et non dans l'axe du développement des pays africains. Enfin, dans la même ligne s'insère l'exode de plus en plus massif de cadres, d'experts et savants africains qui, pour des raisons multiples, désertent le continent pour accroître encore la capacité de gestion, de recherche et d'invention, c'est-à-dire objectivement, de domination des pays du Nord, alors que ces cerveaux ont été formés aux frais des économies africaines.

Tout se passe comme si depuis plusieurs siècles, l'Afrique assistait impuissante à son propre dépouillement. Historiquement, l'on note un perfectionnement de l'art de saigner le continent, en fonction d'abord de l'évolution structurelle des économies du Nord, mais aussi des réactions africaines elles-mêmes.

Dans une première phase, les Européens, depuis le XVe siècle, se sont contentés, sur la lancée du commerce transsaharien médiéval, mais aussi du mercantilisme ambiant, de la collecte des produits rares et précieux compte tenu du rapport poids/valeur. À cet égard, le « bois d'ébène » lui-même occupait le premier rang.

Dans une seconde étape, avec le capitalisme industriel, commence le temps d'exploiter l'Afrique autrement en abolissant l'esclavage et en développant l'industrie minière, (50 % des exportations africaines en 1913) ainsi que les cultures de rente nécessaires à l'approvisionnement des usines européennes.

Les territoires seront conquis et occupés, et les meilleures terres expropriées pour garantir cet approvisionnement. Ce n'est pas par hasard que la Grande-Bretagne, première puissance industrielle, sera à l'avant-garde pour l'action et pour le discours idéologique dans ce domaine abolition de l'esclavage, « commerce licite », formulation des thèses sur le devoir de l'Occident à partir du double mandat que « les puissances » s'étaient donné à elles-mêmes à la Conférence de Berlin (1884-1886), à savoir apporter aux Africains les bienfaits de la civilisation matérielle et morale, et exploiter les

richesses de l'Afrique. C'est à partir de là que Lugard proposera le système de l'*Indirect Rule* pour que le mandat d'exploitation n'occulte pas le mandat de civilisation.

Corrélativement aussi, ce n'est pas un hasard si l'Afrique du Sud, qui était la plus douée pour l'exploitation telle qu'elle était envisagée alors, fut la première à connaître l'essor de l'industrie minière, mais aussi la première à donner la preuve de l'incompatibilité entre le mandat d'exploitation et celui de civilisation.

Avec la colonisation, ce n'était plus l'Africain qui était vendu ou acheté en vrac, mais seulement sa force de travail, par une sorte de raffinage du « minerai noir ». Ainsi donc, la colonisation, durant environ un siècle, mais par son extension presque généralisée sur l'espace africain, va extorquer peut-être autant d'heures de travail aux Africains que la traite des Noirs pendant quatre siècles. Au Congo léopoldien, par exemple, toute la population était assujettie au ramassage du caoutchouc dans les conditions sanguinaires que l'on sait.

La cueillette d'ailleurs a persisté aussi longtemps que le calcul des coûts la rendait préférable à un apport technique quelconque et cela, jusqu'en plein XXe siècle, depuis les épices du temps des caravelles, jusqu'aux noix de karité de l'ère atomique. Pendant des siècles, l'investissement en Afrique a été inférieur même au maintien du souffle du travailleur africain. Pour mettre ce dernier à l'ouvrage, tout un arsenal juridique, administratif, financier et policier fut déployé : travail forcé, travail obligatoire, impôt de capitation, développement de besoins nouveaux, monétarisation, échange inégal.

En effet, dans une troisième étape, le capitalisme devient financier et monopoliste avec un rôle prépondérant pour les banques, les monnaies, les prix, à commencer par le prix de l'argent. Déjà au XVI^e siècle, les Portugais se livraient à des manipulations monétaires et inflationnistes en transportant des cargaisons entières de cauris de l'océan Indien en Afrique occidentale, et le roi Ghezo du Dahomey eut à lutter contre cette subversion économique au XIX^e siècle. Mais, ces techniques paraissent infantiles au regard de l'arsenal contemporain où l'échange inégal interne aux pays africains s'articule à l'échange inégal externe hausse des taux d'intérêt,

dévaluations, guerre des taux de change, manipulations des prix au niveau des caisses de stabilisation, des *marketing boards* et des bourses internationales, guérilla protectionniste, etc.⁵

On ne discute plus du prix d'un travailleur africain comme sur le marché de Gorée au XVIIIe siècle en inspectant l'état de ses dents, mais par une décision anonyme et lointaine; on abaisse la valeur de son travail par la chute des cours des produits du travail paysan, car les marges ou parts du gâteau des classes dirigeantes, africaines ou non, ne sont généralement pas affectées.

Le paysan du Sahel, à qui un commerçant vient acheter son mil sur pied et à qui il reprend une part de cet argent en lui vendant un cageot de bière, est objectivement transformé en ouvrier agricole sur sa propre terre.

Seul le paysan africain aisé, qui utilise des travailleurs agricoles, franchit vraiment la ligne de démarcation du profit. Autant dire que le système actuel broie structurellement les formes africaines précapitalistes de la propriété et du travail, et les politiques de « réajustement structurel » ne font que précipiter cette tendance inexorable.

2. Sciences et technologie

Une seconde constante ou continuité historique décelable, c'est le rythme lent de l'essor scientifique et technologique en Afrique. Ne parlons point de « retard », car dans ces domaines, jusqu'au XVe siècle, le continent africain a été exportateur net de science et de technique depuis la Préhistoire jusqu'aux percées fulgurantes de l'Égypte pharaonique⁶ et à l'apport prestigieux du monde arabo-berbère et musulman.

L'usage ou l'absence de l'écriture a en particulier joué un rôle dans l'élaboration et l'accumulation scientifique. Aujourd'hui, si l'on constate, par exemple, que « 70 % des pompes à eau installées dans les villages ne fonctionnent pas », c'est que depuis les indépendances, nous n'avons pas parié sur la science et la technologie à tous les niveaux. Aux usines « clés en mains », il eût fallu préférer les usines « clés en tête ».

Mais, renonçant à conquérir l'esprit scientifique, pour en consommer tout simplement les fruits étrangers, nous avons du même coup tourné le dos à

notre propre patrimoine de savoirs et de techniques. Comme le prouve l'obtention de certains brevets récents, certaines maladies graves sont guéries plus rapidement et plus radicalement par la médication africaine, laquelle, bien qu'assistant souvent plus de la moitié de la population, n'est pas traitée comme un service d'intérêt public.

Il y a à peine quelques décennies que l'on a commencé ou recommencé à inventorier tous les acquis africains en matière de médecine et de pharmacopée, de science des sols⁷, des plantes et des bêtes, de climatologie, etc., sans compter les sciences sociales pour lesquelles les travaux récents des historiens ont montré la contribution que l'approche africaine peut apporter.

En réalité, la science n'est pas comme le feu prométhéen arraché au ciel par un seul continent. C'est un patrimoine commun de l'humanité; c'est aussi un produit social qui apparaît dans certaines conditions historiques données et qui est devenu de plus en plus un bien économique stratégique lequel, comme l'argent, est jalousement gardé sous le contrôle des pays du Nord.

Ce problème de la science et de la technologie rejoint ainsi celui, plus global, de l'industrialisation qui ne sera évidemment pas octroyée à l'Afrique par un don des pays industrialisés partisans de l'actuelle division internationale du travail. Certains conseils, poussant les Africains vers le secteur de « l'autosuffisance alimentaire », ne sont d'ailleurs pas sans arrière-pensée à cet égard.

L'agro-industrie doit être une des réponses à ce défi. Mais déjà au Moyen-Âge, le Soudan exportait des cotonnades, cependant que l'Afrique orientale exportait vers l'Inde le fer de Sofala qui, au dire d'Al Idrisi (XIIe siècle), « est sans égal tant sur le rapport de l'abondance que sur celui de la malléabilité ». En matière d'industrialisation, le Nord du continent est cependant mieux loti.

3. La couverture idéologique

L'histoire ne peut que constater la récurrence ou continuité négative de certains thèmes à valeur paradigmatique par lesquels la vigilance des Africains a été presque toujours endormie, la manipulation sémantique

intervenant périodiquement, pour soumettre les consciences à l'anesthésie indispensable aux opérations chirurgicales en cours.

Trois grands repères ont ainsi servi de concepts-cadres depuis le XVI^e siècle le salut, le progrès et le développement.

Le salut

Une grande partie de la traite des Noirs s'est déroulée sous le couvert du salut spirituel. C'est en l'invoquant que beaucoup de négriers se permettaient d'enchaîner des êtres humains, plongés dans la servitude pour libérer leurs âmes...

Le progrès

À partir du XVIII^e siècle, dit siècle des Lumières, l'idée de progrès ou d'un humanisme laïc, voire antireligieux qui, par la Renaissance, remontait vers le patrimoine grec, mit en avant l'idée de progrès qui va servir de cadre et de carburant à la pensée scientifique, rationaliste, évolutionniste et productiviste de l'ère industrielle capitaliste. C'est au nom du progrès et de la liberté que l'esclavagisme du siècle précédent sera condamné et que de bonnes âmes demanderont de prendre possession de l'Afrique pour y répandre les bienfaits de la civilisation considérée comme le produit mécanique de la science.

Le développement

Avec les expériences coloniales et les secousses des deux guerres mondiales, les idées de progrès et de civilisation furent sérieusement ébranlées. Par ailleurs, l'Afrique avait apporté chaque fois une contribution remarquable aux victoires des forces démocratiques. C'est pourquoi, la « mise en valeur » pour l'exploitation des colonies fit place, après un court intermède où prévalut le concept de « croissance », au vocable de « développement » puissamment propulsé à travers le système des Nations Unies. Le concept de développement est aujourd'hui en voie de sous-développement des autres. Le concept alors bégaie parce qu'il n'appréhende pas correctement la réalité objective.

III. Périodisation

Toute périodisation est relative. Mais le schéma chronologique de l'évolution par mutations et continuités que nous venons d'esquisser, peut aider à mettre en perspective l'itinéraire économique du continent africain.

Cinq périodes peuvent ainsi être dégagées.

A. La première période des origines au XV^e siècle

La première couvre le temps initial, depuis les origines jusqu'au XV^e siècle. C'est l'époque de la trajectoire africaine, non point enfermée sur elle-même, mais très largement maîtresse de ses initiatives dans le cadre des bouleversements endogènes et exogènes considérables (saharisation, Hyksos — peuples de la mer hellénisation, romanisation, arabisation, expansion bantoue, essor de la métallurgie et de la sélection des plantes, organisation des grands circuits commerciaux et des enseignements universitaires « médiévaux », etc.).

B. La seconde période : XV^e-fin XIX^e siècle : la colonisation

Cette seconde période continue la précédente en ce qui concerne l'indépendance de la plupart des formations sociales africaines. Mais, elle s'en distingue parce que le rôle négatif du continent vis-à-vis du monde extérieur commence à s'affirmer aux plans démographique, écologique, économique, culturel, etc.

À cet égard, le début du XVIII^e siècle peut être considéré comme un tournant, de même que l'abolition de l'esclavage : 1834-1848 et le démarrage du « commerce licite ».

C. La troisième période : 1885 (Conférence de Berlin)-1945 (fin de la Seconde Guerre mondiale)

La troisième période, c'est l'ère de la dépendance directe et immédiate dans tous les domaines : la dépossession de soi, individuelle et collective. C'est la grande dépression européenne à partir de 1873 qui a finalement impulsé l'expansion colonialiste, marquée par la Conférence de Berlin (1885); par l'effort de guerre durant la Première Guerre mondiale; par la grande crise des années trente qui provoque la « mise en valeur » des colonies et leur

intégration plus grande aux métropoles; et enfin, par l'effort de guerre de la Seconde Guerre mondiale qui induit une certaine industrialisation sporadique d'autarcie.

D. La quatrième période 1945-1973

La quatrième période est celle des conquêtes politiques et idéologiques; la non-conquête des changements économiques étant marquée par l'abondance des flux financiers Nord-Sud.

L'après-guerre est marquée par la guerre froide, qui accroît le pouvoir de négociation des pays africains : par exemple, l'Égypte de Nasser et, dans une certaine mesure, le Ghana de Nkrumah, etc., la guerre de Corée, Diên Biên Phu, Bandoeng (1955), les indépendances africaines parfois après des luttes armées (Algérie).

Accompagnant certains processus d'indépendance, il faut noter l'influence économique du bloc de l'Est (fournitures de troc, armes, etc.).

E. La cinquième période : de 1973 à nos jours

À partir de 1973, c'est le temps des crises, marqué par des bouleversements écologiques, énergétiques et économiques, en particulier par les mutations ou renversements visibles des flux financiers du Sud vers le Nord. Au début de cette période, après les accès de sécheresse et le « choc pétrolier » pour les pays non pétroliers, quelques gains partiels ou symboliques sont acquis la Déclaration du nouvel ordre économique international (1973), la Déclaration sur les droits et devoirs économiques des États (1974); la première Convention de Lomé (1978). À noter aussi, en 1980, le Plan d'Action de Lagos et le SADC. Mais à partir de 1983, les problèmes climatiques et de la dette, sans compter les guerres internes, le surarmement et la subversion sud-africaine, replongent de nombreux pays africains dans la crise structurelle.

D'autres périodisations sont possibles en particulier, du point de vue des espoirs populaires, l'année des indépendances devait être considérée comme un tournant. Mais où placer le tournant des désillusions ?

Par ailleurs, s'il y a eu une détérioration d'ensemble pour l'Afrique, il y a dans tel ou tel pays, dans tel ou tel secteur économique, une courbe ascendante de certains agrégats économiques. Mais il importe de se rappeler que, pendant que les pays africains stagnent ou régressent, d'autres continents ou pays avancent; donc la dépendance du continent augmente.

De même, alors que l'Afrique a largement contribué aux changements structurels positifs des autres continents (rôle de la traite dans l'essor du capitalisme qui reviendra coloniser le continent), l'on constate que dans l'Afrique même, sauf en Afrique du Sud, il n'y a presque nulle part l'essor de puissantes bourgeoisies nationales douées pour l'épargne et l'investissement productif.

Avec l'absence d'industries industrialisantes, le continent est frappé d'infantilisme économique tout en présentant aussi des signes de sénilité précoce (chômage des cadres, hyperconsommation à la fois de produits de luxe et de masse, etc.).

IV. Éléments de prospective

L'Afrique n'est pas perdue. Les siècles d'exploitation parfois atroce sont des siècles d'expérience.

Par sa place même dans l'apport de certaines matières premières végétales ou minérales, l'Afrique est un partenaire obligé dont le poids n'est pas négligeable.

De plus, des infrastructures importantes ont été mises en place par les pouvoirs coloniaux et dans les débuts de la phase néocoloniale.

Enfin, l'intégration des Africains au mouvement mondial est en elle-même une chose positive, à condition que ce soit dans le cadre d'une coresponsabilité réelle; car en aucun cas, la crise ne doit servir de base pour renforcer le rôle négatif rempli par l'Afrique dans l'économie mondiale. Or, le continent se trouve sur une pente néfaste, non seulement parce que sa part diminue dans la production mondiale même pour les produits où elle était spécialisée (de 34 % en 1975 à 24 % en 1985 pour le cacao, et de 17 % à 10 % pour le coton de 1970 à 1985); non seulement parce que chaque Africain n'exporte, au début des années quatre-vingts que 60 % de

ce qu'il exportait en 1970 compte tenu du croît démographique; mais aussi parce que les vices structurels de l'économie africaine demeurent, que son rôle d'instrument persiste et que, dans ce rôle, sa dépendance s'accroît.

Que faire alors ? Énonçons, sous forme de thèses ou d'hypothèses, quelques propositions.

Trois impératifs peuvent faire prendre à l'Afrique un tournant qualitatif et positif : l'ancrage dans ses cultures; l'intégration africaine et l'État de droit.

A. La base socioculturelle

Le redressement de l'Afrique n'est pas une question de simple technique économique, encore moins financière. Avant de se redresser, l'Afrique doit se ressaisir et, pour cela, rassembler ses forces. Le désengagement par rapport aux structures d'exploitation n'est possible qu'à certaines conditions. Pour se redresser, il faut vouloir se redresser; ce qui suppose un enracinement socioculturel authentique. En effet, rompre avec l'extérieur alors qu'on est déraciné à l'intérieur, ne réserve qu'un seul sort, celui de l'épave; l'on ne peut demander à l'épave ni de se redresser ni de rompre avec le cours de l'eau qui l'emporte; seul l'arbre enraciné peut résister et grandir pour soi-même.

D'ailleurs, la rupture avec l'extérieur ne peut être que partielle et fonctionnelle; nous avons beaucoup de choses à recevoir mais surtout à apprendre du Nord dont l'expérience contient quelques leçons majeures pour l'humanité.

En effet, il ne s'agit pas d'un culturalisme passéiste, mais d'une affirmation concrète de soi qui doit s'exprimer dans les journaux paysans, les médias divers, l'art, la religion, l'éducation, la recherche, le sport, le droit privé, les rapports à la nature et entre les sexes, l'utilisation des langues africaines, etc. Tout cela n'est pas indifférent au développement. À vrai dire, la culture est au fond le meilleur engrais de l'agriculture. C'est dans ce sens qu'un projet de société est indispensable au développement.

B. L'intégration africaine

Rompre pour crever en solitaire, pour revenir un jour se soumettre à des chaînes plus lourdes, c'est agir en irresponsable. Un proverbe africain dit : « Traversez la rivière en masse et vous n'aurez rien à craindre du crocodile ». En effet, le pouvoir de négociation dépend de la cohésion sans faille des pays africains; non pas seulement un chorus verbal sans détermination, mais une stratégie adulte qui combine la parole à l'action.

Ainsi, à Yamoussoukro, en février 1987, les ministres de l'UMOA ont parlé de négociations communautaires et non plus individuelles avec le FMI. De même, un ministre d'un pays exportateur de produits végétaux a réclamé un « juste prix » qui supprimerait le problème de la crise de la dette. En d'autres termes, le Nord devrait se soumettre lui aussi à un « ajustement structurel »; mais il ne le fera pas dans un rapport de forces où la voix de l'Afrique est éclatée.

Les Africains ont pourtant des expériences mémorables d'intégration. Le cauri, par exemple, était une monnaie africaine ayant cours dans une vingtaine au moins de pays africains actuels; sa dévaluation ne sera accélérée qu'au XIXe siècle avec la découverte des gisements de Zanzibar et la navigation à vapeur.

Le commerce transsaharien, depuis la Méditerranée jusqu'au Sahel, avec des prolongements jusqu'à la forêt et au Golfe de Guinée, était entièrement contrôlé par les dirigeants politiques et les négociants africains pendant un millénaire. Les hommes d'affaires de l'Ashanti et du Hawsa (Kano, Nupe) contrôlaient un espace d'opérations qui s'étendait de la forêt à cola jusqu'aux oasis du Fezzan (Libye).

L'ensemble almoravide eurafricain unissait des Berbères, des Noirs et des Arabes sur un espace s'étendant du Sénégal aux rives de l'Èbre en Espagne, et le modèle almohade d'unité du Maghreb demeure encore l'un des sommets de l'histoire de l'Afrique du Nord.

Du XVI^e au XVII^e siècle, un réseau commercial s'était tissé entre l'océan Atlantique et l'océan Indien, à travers tout le continent et portant sur l'ivoire et le cuivre sous forme de croisettes. Les pompiérismes métis ou africains, les babiri africains, allaient du Congo ou de l'Angola au

Mozambique, dans le royaume du Kazembe; ils rencontraient les commerçants arabo-swahili de Zanzibar.

L'émiettement actuel de l'Afrique, surtout quand on pense au démantèlement de certains ensembles coloniaux par les Africains eux-mêmes au moment des indépendances, est un obstacle fondamental au redressement économique du continent. Ce qui ne signifie pas qu'il faut supprimer les frontières actuelles reconnues par la Charte de l'OUA., mais qu'il faut avoir le courage de les dépasser pour réaliser la vraie souveraineté celle de la non-dépendance.

L'Europe, dont les États ont pourtant, dans un passé proche, englouti dans les guerres au moins 75 millions de morts, est en train de se construire sous nos yeux dans tous les domaines : parlementaire, gouvernemental, monétaire, agricole, scientifique, universitaire... Une université européenne est en voie d'établissement à Paris. Or la valeur des exportations de produits manufacturés africains (à l'exception de l'Afrique du Sud) équivaut à 5 % seulement des exportations industrielles de la seule Belgique ! Référé au pouvoir d'achat des citoyens européens, le marché de 200 millions des citoyens de la CEDEAO serait réduit à 25 ou 30 millions.

Certains graves problèmes comme l'industrialisation véritable et l'emploi des jeunes, demeureront sans solution aucune en dehors de l'intégration africaine régionale ou sous-régionale.

C. Un état de droit

Il ne s'agit pas, bien sûr, de transférer des formes de la démocratie telles qu'elles existent ici ou là, mais par l'application de quelques principes inviolables, d'assurer un minimum de droits humains (liberté et justice), ainsi que l'instauration d'une règle commune transcendant les personnes et les groupes. Le pharaon lui-même était soumis au jugement d'Osiris. Tout unanimité factice est un masque qui ne trompe que ceux qui le portent.

Conclusion

Telles sont les conditions fondamentales nécessaires et suffisantes pour un véritable redressement africain, conditions qui dépendent des Africains et qu'il ne faut pas confondre avec les moyens d'ailleurs aléatoires provenant

de l'extérieur et qui sont à double tranchant, puisque tout ballon d'oxygène augmente la dépendance.

Ainsi seulement, sera redressée aussi l'image lamentable de l'Afrique dont nous sommes comptables. Déjà, Montesquieu déclarait au XVIII^e siècle, à propos des Africains : « Ces peuples n'ont pour ainsi dire que des idées d'un jour; leurs lois n'ont d'autres principes que ceux d'une morale avortée et d'autre consistance que dans une attitude.. ». Ce jugement est toujours celui de centaines de millions de gens à travers le monde.

Nous devrions donc méditer la déclaration suivante de Gandhi : « Notre non-coopération ne s'en prend ni aux Anglais ni à l'Occident, mais au système que les Anglais nous ont imposé et à la civilisation matérialiste qui encourage la cupidité et l'exploitation des faibles. Notre non-coopération nous conduit à nous retirer au-dedans de nous-mêmes. Elle se traduit par un refus de coopérer avec les administrateurs anglais dans des conditions qui sont les leurs. Nous leur disons⁸ : « Venez coopérer avec nous selon nos conditions, et il en résultera un grand bien pour nous, pour vous et pour le monde entier⁹ » ». Le « compter sur ses propres forces » de la Chine va dans le même sens. Mais il s'agit, bien entendu, de toutes les forces, pas seulement le solde créditeur de la balance des paiements.

Lorsqu'en 1958, nous faisons campagne pour l'indépendance des pays francophones, je reçus la réplique suivante de l'un des dirigeants africains de l'époque : « Comment voulez-vous que nous allions à l'indépendance; économiquement, nous n'avons rien ! » Je lui rétorquai qu'en disant cela, il condamnait lui-même la colonisation, puisqu'il constatait qu'après 65 ans de colonisation, économiquement, nous n'avons rien. Or ce dernier, un an après, était président de l'un des pays indépendants. Trente ans après « l'accession à la souveraineté internationale », alors qu'économiquement, nous n'avons toujours rien, peut-on dire qu'il avait raison ? Évidemment non ! D'abord, parce qu'il y a des secteurs où les pays africains ont fait des pas de géants. Au Nigeria, dans les années trente, il y avait 12 hôpitaux pour 4 000 Européens et 52 seulement pour plus de 40 millions d'Africains... Au Niger, à l'indépendance, il n'y avait pas un seul kilomètre de route bitumée.

Mais aussi parce que, dans la mesure où les Africains n'ont pas encore changé le rôle économique de leur continent, il leur appartient de reconnaître qu'il y a plusieurs formes de dépendance et de poursuivre la conquête (qui est une œuvre historique) de leur indépendance complète, l'indépendance politique n'étant qu'un outil dans ce sens et non une fin. Il faudra sans doute revenir à quelques grandes idées dont un bon nombre sont dans le Plan d'Action de Lagos qui, pour le moment, est un beau monument d'intentions dans un désert de réalisations. Il est temps pour les Africains de renouer avec la tradition des sursauts positifs. Car, comme dit le proverbe « Quand tu as fait un saut dans le feu, il te reste un autre saut à faire ! ».

¹ Exposé à l'occasion de la Conférence internationale sur le défi du redressement économique accéléré de l'Afrique, Abuja, Nigeria, 15-19 juin 1987.

² Le caractère positif des ruptures ou des continuités n'est évidemment pas absolu; il s'agit d'une appréciation historique et dialectique.

³ Une mention spéciale doit être faite ici de la politique de coopération de la CEE qui a tenté de renouveler la coopération (ATABEX, MINEX) sans en changer la nature.

⁴ Ph. Curtin, *The Atlantic Slave Trade - A Census*, Madison, 1969.

L. M. Diop, *Le sous-peuplement de l'Afrique noire*, *Bulletin de l'IFAN*, 40B, n°4, octobre 1978.

J. E. Inikori, dans *Forced Migrations : the Impact of the export-Slave Trade on African Societies*, Londres, 1982, pp. 13-60.

P. E. Lovejoy, *The Volume of the Atlantic Slave Trade -A Synthesis*, *Journal of African History*, XXIII, 1982, pp. 473-501.

⁵ « L'échange inégal est le premier facteur de misère dans bien des pays du Tiers-Monde. L'actuelle division internationale du travail contraint les pays en développement à produire selon les besoins des pays industrialisés et non selon les leurs, perpétuant ainsi l'ordre établi au temps du colonialisme » (E. Pisani, *La Main et l'outil*, R. Laffont, 1984, p. 40).

⁶ Cf. les travaux du Pr Cheik Anta Diop.

⁷ Le système agronomique traditionnel en particulier auquel certains reconnaissaient tout au plus une logique mais non une rationalité peut même être qualifié de savant dans certains cas où malgré une écologie répulsive, les terroirs portaient des densités humaines considérables. Au

pire, les façons culturales donnaient une production alimentaire équilibrée à l'effort consenti sinon à la surface cultivée.

⁸ *Encyclopédie. Supplément*, t. I, Amsterdam, 1780, p. 194.

⁹ Gandhi, *Tous les hommes sont frères*, Editions Gallimard, p. 208, 1990.

Quatrième partie

L'unité africaine

10. Les trois dimensions d'une intégration authentique¹

La question de l'intégration est plus que jamais au cœur du problème, voire du « mal africain ». Mais, même et surtout s'il s'agit d'une ardente obligation, il importe de la situer dans un cadre pertinent et juste.

À mon sens, l'intégration doit être appréhendée sous une triple dimension :

- 1) La dimension historico-culturelle;
- 2) La dimension spatiale et économique, ou horizontale;
- 3) Enfin, la dimension sociale ou organique.

Ici, c'est l'ordre tridimensionnel dont les éléments ne sont pas séparés et cloisonnés, mais qui se présentent sous la forme d'un système intégré, que je voudrais présenter brièvement, sans oublier le cadre englobant du système mondial et en illustrant mon propos par quelques références à l'œuvre du Pr Cheikh Anta Diop.

I. L'intégration historique ou verticale

L'intégration verticale pourrait être qualifiée aussi de vertébrale parce que c'est grâce à elle qu'une collectivité se soutient, se tient debout, et prend place parmi d'autres personnes morales comme partenaire véritable. Un arbre qui n'est pas fondé sur ses racines n'est plus véritablement un arbre; tout au plus un tronc d'arbre, une bûche disponible pour tous les usages, y compris comme épave, comme « bois d'ébène », ou comme combustible.

Cette intégration verticale est historique parce qu'elle concerne un individu ou une collectivité dans son patrimoine et son « matrimoine », dans la strate matricielle et utérine de sa personnalité. Chaque individu est déjà, au départ, un moment unique de processus naturel et social que cristallisent en lui des gènes, des cellules, des hormones comme les messages d'un logiciel; bref, un programme venu de loin. Les découvertes récentes de la génétique,

en particulier concernant les variations de structure des ADN, démontrent cette unicité de chaque individu humain.

Même dans le cas de vrais jumeaux, l'histoire interviendra pour les spécifier. De même, chaque collectivité humaine est un précipité singulier de flux historiques qui l'identifient comme un moment unique de l'histoire universelle et cela, malgré les récurrences et les lois que l'esprit humain peut dégager à l'examen de cette histoire.

Or, c'est la référence consciente à ce système constituant, dynamique et inédit, qui réalise l'intégration verticale. Cette intégration historico-culturelle bien que jouissant d'une primauté logique, ne dispose pas toujours d'une priorité chronologique. Elle peut apparaître tardivement : suscitée et forgée dans la conscience collective par exemple, par l'action de l'État, par les idéologues, par les intellectuels ou les artistes, par des leaders religieux, etc.

Songons à l'action de l'alphabet cyrillique sur la prise de conscience des peuples slaves, et à la fixation graphique comme à l'alphabétisation dans les langues slaves du sud, face aux dominations linguistiques et politiques ambiantes (il en va de même pour le Mouvement de la conscience noire de Steve Biko en Afrique du Sud).

La conscience historique présuppose l'existence historique et même la science de cette existence; c'est-à-dire une réflexion sur un itinéraire particulier, sur un vecteur et sur un sens, le passé nous démontre que de grandes choses sont possibles encore puisqu'elles ont été déjà accomplies.

Selon la maxime des scholastiques, « *Ab actu ai passe valet illatro* » : de la réalisation d'une chose on peut inférer que cette chose est possible, c'est pourquoi l'un des préceptes les plus impératifs de l'éthique et de la connaissance dans nombre de pays africains, c'est de « se connaître soi-même ». En bambara, on dit savoir monter à cheval, savoir grimper aux arbres, savoir nager, tout cela est bon, mais se connaître soi-même vaut mieux que tout cela : *Ka so don, ka djiri don, « ka dyi don, o bè kagni nka ki yèrè don, o dé kafissa à bèyé »*. C'est l'éloge suprême qu'on puisse faire de quelqu'un que de dire de lui « Il se connaît lui-même ».

Cela vaut autant sur le plan collectif qu'individuel. En effet, quand on cesse de se mesurer d'abord avec ses propres mesures, c'est le temps de l'aliénation. Or, entre l'histoire cristallisée d'hier, qui nous échappe, l'histoire fugace et insaisissable du présent, qui a déjà basculé au moment où nous l'appréhendons, et, enfin, l'histoire anticipée de demain vers laquelle nous nous projetons mais que nous ne tenons pas encore, se situe l'une des dimensions tragiques de la condition humaine.

Mais, entre ces trois moments de l'histoire qui sont en soi impalpables, c'est la conscience historique qui intervient comme un catalyseur, un élément de cohérence, d'intégration et de concrétisation, sans lequel notre personnalité collective serait éclatée et schizophrénique.

Seule cette conscience nous constitue en sujet de l'évolution humaine, c'est-à-dire à la fois comme mémoire, comme existant et comme projet. La conscience située, dispose en effet d'une certaine autonomie par rapport au temps, par exemple, pour réemployer le passé et planifier, c'est-à-dire gérer à l'avance l'avenir.

Ici s'impose le concept de totalité, car en l'absence de l'un quelconque de ces trois éléments, de cette trilogie (passé, présent, avenir) de l'identité historico-culturelle, nous sommes mutilés, désarticulés, dénués de sens. Sans passé, nous n'avons pas d'avenir; sans présent, nous n'avons pas de passé. Le colonialisme l'avait bien compris qui nous avait dépouillés de notre histoire, et avait introduit subrepticement les Gaulois dans notre pedigree.

L'histoire est presque toujours l'histoire des vainqueurs, et l'impérialisme de l'amont (c'est-à-dire l'invasion du passé d'autrui), est l'un des plus redoutables. L'intégration historique implique donc que nous ne laissions personne se glisser entre nous et notre passé, c'est-à-dire entre nous et nous-mêmes.

C'est ce qu'a fait Cheikh Anta Diop. La marque d'un esprit supérieur, c'est d'aller d'emblée à l'essentiel. Or, quelle était la condition du Noir dans les années quarante ?

Un intellectuel antillais Metellus, l'a bien compris en ces termes : « Être noir, c'est être exclu ». Je pense que cette exclusion est double. D'une part,

c'est l'exclusion par ségrégation et confinement, loin des autres, en tant qu'être inférieur. Mais il y a pire encore c'est d'être exclu de soi-même. Et le Noir privé de son histoire était dans cette condition.

Dès lors, l'œuvre la plus urgente, la plus fondamentale, consistait à rassembler les éléments épars de l'identité historique africaine en la posant en elle-même et par rapport aux autres. Telle fut la tâche vitale à laquelle Cheikh Anta Diop s'est consacré dans un combat culturel (un *Kulturkampf* qui l'a conduit de l'Égypte à la genèse de l'homme par la paléontologie humaine et européenne et mondiale, et de là, à la linguistique et à l'histoire des sciences.

Deux démarches sont repérables ici.

1) D'abord, c'est la quête de l'antériorité. Certes, l'antériorité en elle-même, n'induit pas mécaniquement la causalité. Le sophisme : B vient après A; donc B est causé par A, exprimé par le fameux : « *post hoc ergo propter hoc* », a été suffisamment dénoncé;

Mais, c'est parce que la question « Qui suis-je ? » (Le fameux « *yèrè don* » des Bambara), implique qu'on réponde aussi et d'abord à la question : « D'où est-ce que je viens ? »;

2) En réalité, plus que d'antériorité, il s'agit de genèse, de reproduction, de recherche de paternité, aussi bien pour répondre à la question : « De qui sommes-nous les fils ? », qu'à cette autre, qui est aussi la même « De quelle civilisation sommes-nous les pères ? ». Ainsi, de la Nubie à l'Égypte, de l'Égypte à l'Orient proche, à la Crète, à la Grèce, à Rome, etc. Puis, dans la Préhistoire (puisque la Nubie et l'Égypte sont elles-mêmes des résultats), ce fut la recherche de l'origine de toute l'humanité dans les entrailles, j'allais dire dans l'utérus de l'Afrique. Et cela à tous les stades : Australopithèque (robuste et gracile), environ 5 millions d'années); *homo habilis* (2, 5 millions); *homo erectus* (1, 5 millions); *homo sapiens* africain en Afrique (150 000 à 130 000 ans); en Europe avec l'homme de Grimaldi, un migrant datant de 40 000 ans, et enfin avec l'homme de Cro Magnon (20 000 ans)².

Dans son livre (page 81), Cheikh Anta Diop avait placé l'*homo erectus* africain à 1 million d'années. En décembre 1985, un squelette presque

entier d'un erectus exhumé près du lac Turkana au Kenya, a été daté de 1,6 million d'années (cf. *Le Figaro* du 16 septembre 1985). L'ascension humaine s'est effectuée sur de plus longues périodes (des centaines de millénaires).

Oui, l'Afrique a physiquement, biologiquement, intellectuellement et spirituellement, enfanté le monde. Et cette simple vérité a de quoi bouleverser toutes les consciences africaines et non africaines.

La publication de *l'Histoire générale de l'Afrique*, sous l'égide de l'Unesco, est arrivée à point nommé pour offrir une caisse de résonance considérable à cette reconstruction laborieuse qui n'est pas due à Cheikh Anta Diop seul, bien entendu.

De Hérodote aux LSB et Richard Leakey en passant par bien d'autres tel que Volney (XVIII^e siècle) qui sont cités dans *Nations nègres et Culture*, et en continuant par d'autres encore, l'honnêteté intellectuelle oblige à reconnaître que nombre de non-Africains ont aidé dans cette recherche, ne serait ce qu'en exprimant les choses telles qu'ils les voyaient.

Il demeure que le labeur de Cheikh Anta Diop dans cette tâche d'intégration verticale, a été pionnier, exemplaire et éminent. Il a contribué de façon décisive à redonner une colonne vertébrale à l'Afrique noire et à la restituer dans l'ensemble, non comme l'unique responsable du progrès humain, mais comme co-responsable de ce progrès à un titre d'excellence indiscutable.

Les résistances ou contre-attaques (de mauvaise foi parfois), n'y changent rien. Ni non plus les correctifs ou les dépassements éventuels inévitables dans tout travail scientifique. Bien sûr, il n'est pas agréable pour certains Européens de constater qu'ils sont entrés les derniers dans le train du progrès et que c'est parce que tous les autres continents leur ont passé le témoin, qu'ils peuvent accomplir le sprint spectaculaire dont nous sommes témoins; mais la course n'est pas terminée.

II. Intégration horizontale

À quoi nous servirait l'intégration dans le temps (aussi essentielle soit-elle) et cette remontée dans l'amont prestigieux si le présent la contredit trop

violemment Pour ainsi dire la dément et l'efface, au point que le passé que nous recréons, n'apparaît pas crédible ?

D'abord, il faut se dire que la conscience historique, même si elle est lumineuse chez les personnalités d'élite, ne descend pas par percolation automatique jusque dans les larges masses. Parfois il se passe des décennies, des siècles mêmes, avant que la conscience d'avant-garde ne devienne populaire. Sans compter que les tendances lourdes du processus actuel, si on les extrapole, n'annoncent rien de grand pour nous au prochain millénaire; au contraire, comme dans un logiciel d'ordinateur, elles contiennent notre néantisation à terme.

Or dans les catégories bantou de l'être chez Alexis Kagame et qui sont citées par Cheikh Anta Diop, en plus du *muputu* (catégorie de la personne), et du *kiputu* (catégorie des choses), il y a le *hapulu*, qui réfère à la localisation dans le temps et dans l'espace. Le temps et l'espace deux grands maîtres de l'homme.

Nous venons d'évoquer la réappropriation du temps par l'intégration verticale. Mais, c'est l'espace qui, aujourd'hui, peut et doit nous donner une base objective pour poursuivre l'élan venu de l'amont du temps.

En effet, l'évocation et l'invocation des grandeurs passées et des vertus présentes, célébrées pour elles-mêmes peuvent déboucher dans l'alibi ou le culturalisme. Certes, le projet socioculturel a une primauté logique : il est de l'ordre des valeurs et des fins. Il a même un impact sur l'économie. La culture contribue autant que l'agriculture à faire pousser le mil. Néanmoins, il y a des limites objectives au projet socioculturel s'il n'est pas infrastructure, s'il ne proclame qu'un fantôme d'identité et d'authenticité dans la mesure où la base matérielle est inexistante ou aliénée, démantelée et subjuguée par une culture de proie assise sur des techniques et une économie conquérantes.

L'intégration horizontale remédie radicalement à tout risque de cette nature. C'est pourquoi, dans nombre d'expériences historiques, elle a précédé l'intégration verticale. D'abord, parce que l'intégration de l'espace procède d'une pulsion originelle qu'on constate déjà chez les babouins, lesquels ont la notion de territoire. Mais surtout parce que c'est seulement lorsque la volonté de puissance a structuré une base matérielle imposante, que naît le

besoin de légitimer ou du moins d'illustrer le présent par le passé, c'est-à-dire l'idéologie historique.

L'impératif de l'espace structuré et valorisé vaut aussi bien pour la connaissance que pour l'action.

Certes, il ne s'agit pas de tomber dans un déterminisme quelconque, un géographisme à la Plekhanov, par exemple, ou un économisme. Mais, la causalité historique plonge ses racines dans la terre glaise, dans l'écologie, dans le biotope et dans la transformation de la nature. Cheikh Anta Diop a rappelé cette réalité en présentant, en contraste antithétique, les berceaux sud et nord de l'évolution humaine.

Plus largement encore, l'on ne peut rien comprendre de profond dans aucun secteur de la science de l'Afrique, en se limitant aux frontières issues du Congrès de Berlin.

En géologie, en histoire, en géographie, en sociologie, en épidémiologie, en droit, etc., c'est en transcendant ces frontières que la compréhension est possible. Par exemple, c'est par des éléments démographiques en particulier les migrations, que Cheikh Anta Diop explique l'ethnogenèse et la différenciation mais aussi la parenté linguistique. L'identité culturelle de chaque peuple africain est un mixte indissociable et déborde souvent les frontières des États actuels.

De même, le fleuve Niger, avec son cours pluri-étatique, est impossible à comprendre et à domestiquer dans le cadre d'un seul État. Il y a là une exigence méthodologique (sinon épistémologique) qu'il importe de formuler avec rigueur. L'espace éclaté de l'Afrique d'aujourd'hui est un espace négatif pour la science, et donc pour le développement.

En d'autres termes, au plan de l'action également, la désintégration, la non-intégration de l'Afrique, implique et induit un sous-développement structurel latent.

Comment expliquer autrement la stérilisation du Plan d'Action de Lagos ? Pour ne prendre qu'un seul cas, l'autosuffisance alimentaire n'est pas seulement une affaire agricole. Elle suppose un minimum d'industrialisation en amont et en aval du secteur rural, ne serait-ce que

pour fournir les intrants indispensables à la hausse de productivité et les débouchés à certains produits dans l'agroalimentaire. De même, l'élargissement du marché de l'emploi suppose un certain niveau d'industrialisation.

Or, l'industrialisation non dépendante implique un certain degré d'auto-financement, d'autonomie dans la recherche scientifique et technique, de garantie en matière de marché et de demande solvable. Bref, un minimum d'espace structuré et maîtrisé qui n'a rien de commun avec la consommation indigeste d'usines « clés en mains », là où il faudrait d'abord des usines « clés en tête »; c'est-à-dire un corps d'ingénieurs et d'entrepreneurs placés dans les conditions objectives d'un management viable.

Le caractère systémique du développement et la puissance écrasante des acteurs économiques transnationaux, contemporains, font de la maîtrise d'un espace assez vaste, la condition sine qua non d'un développement africain à la mesure du XXI^e siècle, mais aussi à la mesure de notre patrimoine.

Ce ne sont pas quelques Corée du Sud ou Hong-Kong africains, produits de la délocalisation industrielle (dans des paradis fiscaux), qui changeront le destin du continent, surtout quand de tels établissements industriels ne donnent le contrôle que de tel ou tel segment très limité, de la filière de production.

Cela nous rappelle que dans les années cinquante, l'Afrique était placée devant l'alternative du combat pour l'indépendance d'abord ou pour l'unité avant tout.

L'idéal, que certains prônaient, c'était l'indépendance dans l'unité. Mais le rapport des forces était tel que ce fut la désintégration qui l'emporta. Même les fédérations territoriales réalisées par les colonisateurs (Afrique occidentale, Afrique centrale, Afrique de l'Est), furent démantelées par les Africains eux-mêmes.

Aujourd'hui, à partir de financements extérieurs, on rebâtit à travers de lourds mécanismes administratifs, de nouveaux ensembles économiques.

Or, la non-dépendance juridique des pays africains sans les conditions concrètes pour la garantir, n'est qu'une fiction qui fait d'un bon nombre d'entre eux de grands malades vivant sous perfusion de l'aide extérieure.

Pourquoi cela Parce que le minimum d'intégration n'est pas assuré.

Or, l'espace a été pendant longtemps l'une des pierres d'achoppement de l'essor africain. Après le temps fort et éblouissant de l'Égypte, grâce à une densité humaine remarquable sur un limon exceptionnel, les performances extraordinaires ultérieures ont accompagné, soit l'optimum de densité compte tenu du niveau des techniques, d'où la productivité du travail chez des peuples dits « archaïques, sur des terres répulsives » (Kabye, Kirdi, etc.), soit l'optimum d'espace intégré comme dans le cas de l'empire du Mali.

Mais, trop souvent, l'espace africain a pour ainsi dire cassé l'élan de l'histoire, en dénouant les conflits par sa disponibilité même, en absorbant les contradictions sociales et en décélérant ainsi le rythme du processus.

Il faudrait y ajouter les analyses concernant les techniques, la science et le régime de la propriété, l'impact exploiteur pluriséculaire de la traite et de la colonisation, pour comprendre pourquoi l'espace africain demeure l'un des moins maîtrisés et le moins structuré de la planète.

Bien sûr, l'intégration seule ne suffirait pas à y remédier, mais elle éviterait du moins la sous-utilisation flagrante de l'appareil industriel.

Cheikh Anta Diop a très lucidement perçu l'impératif de l'intégration territoriale économique. Mais, il n'a pu y consacrer autant de temps qu'à l'intégration historique. En témoigne la taille modeste du volume consacré aux *fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*. Il a traité ce problème de façon moins systématique que le premier, en particulier en ce qui concerne l'aspect planétaire et la dimension du système mondial qui bloque littéralement non seulement le développement mais même la croissance aussi. En particulier par des mécanismes divers (la science, et la recherche sont maintenues en Afrique dans un stade infantile).

En réalité, les deux berceaux — Nord et Sud — que Cheikh Anta Diop avait montrés à l'œuvre depuis la Protohistoire, survivent presque, mais

sous une forme autrement structurée. Dans le Sparte du monde contemporain, ne sommes-nous pas en présence, d'une part, d'États eupatrides et seigneurs dans le Nord, et d'autre part, d'États métèques et ilotes dans le Sud ?

Quelques rares réalisations cependant indiquent la voie. Par exemple, dans le secteur universitaire, c'est en opérant l'intégration au niveau d'une quinzaine de pays africains que le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), a organisé les agrégations africaines, la promotion professionnelle des enseignants et chercheurs, ainsi que la recherche inter-africaine en matière de pharmacopée et de médecine africaine traditionnelle.

L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), entreprend la réalisation d'une université des échanges en matière d'enseignement et de recherche.

Enfin, l'Université des Nations Unies (Tokyo), organise sous forme de réseaux de recherche et de formation, un institut panafricain des ressources naturelles (IRNA). La technologie minière en Zambie et dans d'autres pays d'Afrique australe est exclusivement sud-africaine. Dans le domaine alimentaire en particulier, la dépendance de l'Afrique ne fait que s'aggraver par rapport aux hybrides à haut rendement (maïs, riz, haricot...), que seuls les grands laboratoires du Nord peuvent créer.

Dans la mesure où les semences africaines traditionnelles sont progressivement abandonnées comme non performantes, et que les semences reçues ou achetées de l'extérieur ne se reproduisent pas comme semences, et que le problème de leur disponibilité se pose en permanence, notre dépendance à terme sera totale, si l'Afrique ne se dote pas d'équipements valables et d'un capital d'expertise apte à assurer son autonomie dans ce secteur. Mais, il y en a beaucoup d'autres l'énergie, l'habitat, la communication, etc.

Dans ce domaine, Cheikh Anta Diop exprime tantôt un pessimisme amer, tantôt un optimisme et même un volontarisme étonnants, eu égard aux réalités affreuses ou douloureuses d'aujourd'hui : « La mondialisation de l'information, écrit-il, force la conscience morale de l'humanité, à défaut de changement radical, à se cantonner dans les limites « acceptables³ » ». Et

dans le paragraphe précédent « la fin des génocides coïncide avec l'émergence d'une opinion internationale ». En effet, le progrès de la conscience morale de l'humanité, voilà le postulat qui, comme un fleuve intarissable, coule dans la vie et l'œuvre de Cheikh Anta Diop.

Bien sûr, l'utopie d'aujourd'hui est souvent la réalité de demain. Et demain, pour quelqu'un qui jonglait avec les dates du C 14 ou du potassium Argon sur des échelles de dizaines de millénaires, demain n'est pas loin. Par ailleurs, cet optimisme qui n'est pas fatalisme ni résignation, est assez caractéristique du tempérament africain. Mais il faut dire qu'il est dénié et même insulté par les horreurs quotidiennes qui s'étalent sous nos yeux.

L'apartheid en Afrique du Sud nous démontre que les génocides ne sont pas terminés. C'est ce constat cruel qui rend d'ailleurs plus impérieuse encore l'intégration géographique (horizontale) car sans elle, notre survie dans la jungle dépendra toujours du bon vouloir des fauves ou des pachydermes. L'intégration géographique, c'est la condition pour bâtir les pyramides modernes.

Mais les intérêts mis en cause sont considérables, plus considérables encore que pour l'intégration historique. Or, sans la base géographique et économique, horizontale, l'intégration historique est compromise.

Il est clair en effet que nous sommes déjà impliqués, intégrés dans un cadre englobant à l'intérieur de l'Afrique et du marché mondial dont les structures gigantesques et les lois d'airain sont connues. Il nous faut d'urgence infrastructurer nos cultures, notre histoire, notre projet de société.

Un exemple face aux 120 organisations interafricaines, souvent bureaucratiques et anémiques (les cotisations ne rentrent pas), l'efficacité des transnationales se déploie avec éclat. La firme LONRHO, par exemple, pour 35 % de son chiffre d'affaires en Afrique, réalise dans ce continent 50 % de ses bénéfices dans 800 filiales réparties sur 10 pays et opérant dans tous les secteurs; depuis les cosmétiques jusqu'aux mines d'or en passant par les hôtels, les ranches, les confiseries, etc.

Avec 60 millions d'hectares d'exploitations agricoles, LONRHO est le plus grand producteur de denrées alimentaires d'Afrique, devançant donc tous les États africains. La Tanzanie, qui l'avait expulsé, l'a rappelé cinq ans

après. Le Mozambique l'a rappelé finalement pour gérer des exploitations d'État devenues non rentables. Des exemples analogues sont légion et signalent que l'unité africaine est déjà réalisée par des organisations autres que les États. D'où la colère de Cheikh Anta Diop contre les « États nains ».

Or, son pessimisme, quant à la possibilité de la révolution dans le cadre du mode de production asiatique (MPA), ne pourrait-il pas être extrapolé jusqu'à la situation actuelle ?

À vrai dire, c'est beaucoup moins les États du Sud qui sont en cause que le système mondial dans son ensemble, avec ses grands travaux financés par le Nord pour le Sud, qui, à mon sens, ressortit à une sorte de MPA planétaire et post-industriel, avec une espèce de complémentarité morbide entre la surproduction des pays du Nord déversant leurs surplus dans des continents du Sud voués à des tâches auxiliaires et ancillaires spécialisées. Le résultat, c'est la dépendance structurelle par rapport à l'aumône internationale.

Autre difficulté non moins épineuse, c'est le contenu de l'unité. En effet, l'unité n'est pas une fin en soi. L'unité pour quoi faire ? Pour qui ? Certes, il faudrait exclure une unité dont le résultat serait de maximiser l'exploitation, mais il ne faudrait pas non plus subordonner le projet unitaire à la rupture préalable avec le système international de domination. Sinon, ce serait une impasse et un cercle vicieux, puisque c'est l'unité justement qui donnerait sinon la force de frappe, du moins la force de négociation (*bargaining power*) pour changer le rapport de forces.

III. L'intégration sociale

Cela nous conduit en droite ligne à la troisième dimension de l'intégration (pour laquelle je serai plus bref), qui nous fait pénétrer au cœur du projet unitaire. En effet, la cohérence physique ne suffit pas. Il faut accéder à la cohésion fondée sur la culture et sur le minimum de coexistence sociale sans lequel il n'y a pas de collectivité viable. C'est pourquoi si l'intégration historique est l'alpha de toute intégration, l'intégration sociale en est l'oméga, l'accomplissement et l'ultime garantie.

En effet, il est difficile de parler d'unité si le processus de constitution des classes s'accélère au même rythme que la paupérisation du plus grand nombre.

Des études récentes ont révélé que la répartition du revenu national s'établit pour l'Afrique de la façon suivante 20 % des Africains bénéficieraient de 45 % du revenu; 40 % de 18 %; et 40 % de 37 %.

Avec une telle tendance, la philosophie pacifique décrite par Cheikh Anta Diop dans le berceau Sud en général, et en Afrique avant la traite négrière en particulier, ne va-t-elle pas rejoindre celle des « peuples tragiques » du Nord dont, à la suite de Nietzsche, il évoque la rage destructrice à travers les tragédies d'Eschyle L'individualisme prédateur qui accélère le rythme historique en aggravant les contradictions, met en cause l'intégration sociale fondée sur la justice.

Ici se pose alors avec force le problème de la société civile face à un État qui tend à générer des classes dans un mouvement que l'effacement des groupes traditionnels de la société civile ne fait qu'accélérer.

Parmi tous les groupes concernés, celui des intellectuels doit retenir l'attention. Entre « l'intellectuel collectif » qu'est le peuple, ou du moins qu'il peut être, et le collectif des intellectuels, les rapports demeurent ambigus.

Beaucoup d'intellectuels africains (et de non-intellectuels), préfèrent consommer en rentiers ou en parasites les résultats acquis par d'autres sous forme de biens, de services, de concepts, plutôt que d'appréhender les principes qui sont à la racine de ces performances exotiques, afin de produire et d'inventer à leur tour. D'où les situations généralement bloquées comme celles que traduit cette personnalité du Nigeria à qui l'on recommandait de ne pas négliger l'agriculture et qui répondit sans sourciller : « Pourquoi produire ce que nous pouvons acheter ? » Et voilà comment on se noie dans le marché mondial en y perdant son âme et ses pétrodollars.

Le rôle de l'intellectuel intégré, « organique », lié à l'intellectuel collectif, ne saurait être celui d'un assistant technique de l'intérieur en qui personne ne se reconnaît. Tout en reconnaissant que l'intégration sociale ne signifie

pas l'unanimisme, il s'agit d'aider d'une part, à asseoir cette plate-forme minimale de consensus sans laquelle la démocratie est impossible, et la société éclatée. D'autre part, il s'agit de rassembler les groupes porteurs d'accomplissements toujours plus grands pour la majorité du corps social.

L'intégration sociale authentique exclut l'exploitation. L'on sait que l'histoire est l'histoire des vainqueurs. C'est par les Romains (par César), que nous connaissons les Celtes, les Gaulois; c'est par eux que nous connaissons les Carthaginois et les Numides. De même au plan social, l'histoire connue est celle des classes dominantes, c'est tout récemment (bien que Michelet ait fait œuvre de pionnier en la matière), qu'on a exhumé l'histoire de la majorité silencieuse des peuples européens au Moyen Âge, par exemple.

Pour l'Égypte, on a pu écrire une histoire de la classe ouvrière. Le rôle d'un intellectuel intégré, c'est de faire participer le plus grand nombre à la confection de sa propre histoire. Une question incontournable se pose ici : « Quelle est la référence majeure de l'intégration sociale ? »

Je pense que dans le fond, ce n'est pas parce que nous sommes noirs que nous sommes exploités sinon, nous le resterions éternellement. D'ailleurs, il y a des Noirs qui ne sont pas exploités ou qui en exploitent d'autres. Mais c'est parce que nous sommes exploités que nous sommes noirs, c'est-à-dire infériorisés. Le jour où nous aurons liquidé l'exploitation, personne ne songera à notre couleur. En Afrique du Sud, il y a des Blancs d'honneur : ce sont les Japonais...

Cela est tellement vrai que les couches dites inférieures de la société étaient assimilées aux Noirs dans l'Europe coloniale. Ainsi, Gustave le Bon écrit : « Au-dessus des races primitives se trouvent les races inférieures, représentées surtout par les Nègres. Elles sont capables de rudiments de civilisation, mais de rudiments seulement. Elles n'ont jamais pu dépasser des formes de civilisation tout à fait barbares, alors même que le hasard les a fait hériter comme à Saint-Domingue, de civilisations supérieures. Dans les races moyennes, nous classerons les Chinois, les Arabes... Chez les races primitives et inférieures — et il n'est pas besoin d'aller chez les purs sauvages pour en trouver, puisque les couches les plus basses des sociétés

européennes sont homologues des êtres primitifs — on constate toujours une incapacité plus ou moins grande de raisonner⁴ ».

De même, les femmes sont assimilées aux Noirs perçus comme une race femelle; ceux qu'on a utilisés comme soldats d'élite sur les fronts les plus durs de la Première et de la Seconde guerres mondiales. « De même que les femmes, le Noir est privé des facultés politiques et scientifiques; il n'a jamais créé un grand État; il n'a rien fait en mécanique industrielle. Il est homme d'intérieur comme les femmes, il aime aussi avec passion la parure, la danse, le chant ».

Ainsi donc, tous les opprimés sont logés à la même enseigne. Ce qui ne signifie pas que dans certaines circonstances, la couleur ne soit pas un incomparable drapeau (comme à Soweto aujourd'hui), et un signe de ralliement.

L'intégration sociale n'est pas facile; car il faut à ce niveau, distinguer le discours et la pratique sociale. Légion sont ceux qui peuvent témoigner que Cheikh Anta Diop est un des rares à avoir su et pu aligner l'exemple quotidien de sa vie sur les théories qu'il professait et à avoir eu le souci de l'honnêteté intellectuelle au plus fort de l'engagement politique.

Conclusion

Au total, parmi ces trois dimensions de l'intégration qui s'imposent aujourd'hui aux Africains et que Cheikh Anta Diop avait appréhendées et tentées de défendre dans et par sa vie, s'il fallait donner la priorité à l'une d'entre elles, je pense que l'intégration horizontale multiforme devrait bénéficier d'une priorité d'urgence.

Certes, la première (l'intégration historique ou verticale) n'est pas définitivement assurée. Bien que des batailles mémorables aient été gagnées, la guerre n'est pas finie.

P. Alexandre écrit : « Et les Noirs, et les Nègres ? Ils n'apparaissent que tout récemment à l'échelle géologique; le plus ancien fossile typique connu trouvé au Sahara occidental remonte à 7 000 ans⁵ ».

Évidemment, il suffit de donner du Noir une définition la plus étroite possible, pour l'éliminer de l'Histoire et de la Préhistoire. En particulier on projette dans le passé le Noir actuel en faisant fi du temps. Par contre, on élargit au maximum la notion de Blanc en y adjoignant la fameuse race brune pour accaparer tous les hauts faits de l'Histoire et de la Préhistoire.

De même, dans un numéro de *Diogène*, A. Langaney donne un croquis intitulé « Restitution de l'histoire probable du peuplement d'après les données de la génétique ». Il n'a pas pressenti, à la différence de Cheikh Anta Diop, un berceau du Sud et un du Nord, mais un groupe occidental et un groupe oriental (tous deux basés dans l'Amérique du Nord), qui se seraient séparés entre 200 000 et 80 000 ans.

Les Noirs d'Afrique ne seraient qu'un avatar tardif de ce groupe occidental « le groupe noir africain actuel (pygmées compris), semble apparu tardivement (30 000 — 20 000 BP) par émigration à partir du groupe occidental⁶ ».

Mais pendant ce temps, les vérités patiemment édifiées par Cheikh Anta Diop et d'autres, continuent à avancer — et finissent par triompher.

Un numéro récent de *L'Express* (9 janvier 1987), fait état de la bataille qui fait rage entre les paléontologues et les généticiens biochimistes. Ces derniers auraient mis au point une sorte d'horloge moléculaire fondée sur le principe : « Plus les espèces sont proches, plus leurs protéines se ressemblent ». C'est une sorte de machine à remonter le temps. Elle permettrait de relier les écarts biochimiques entre les espèces avec l'époque à laquelle elles avaient divergé !

Or ce numéro spécial est titré « *Origines de l'homme. Eve était noire* ». « Elle est notre grand-mère à tous, Chinois de Pékin et Nègres d'Afrique. Aborigènes de Nouvelle-Guinée et Arabes du Koweït; Caucasiens de Stockholm et Indiens d'Amériques; tous les peuples de la terre descendant d'une seule et même femme une Africaine qui vécut il y a quelque 200 000 ans. Cette Eve noire engendra, sans le savoir l'humanité toute entière le jour où elle mit au monde deux filles qui survécurent. Affirmation gratuite ? Pas du tout Il s'agit au contraire d'une théorie sérieuse qui, une fois de plus, bouleverse le scénario de nos origines et met en ébullition le petit monde

des paléontologues, secoués depuis une dizaine d'années par des théories de scientifiques totalement extérieurs à la discipline.

Le principal fauteur de troubles s'appelle Allan Wilson. Biochimiste néozélandais de réputation mondiale (Berkeley Californie), il utilise les armes de la génétique pour se pencher sur notre passé. Aujourd'hui, il fait figure de provocateur parmi les chercheurs qui tentent d'éclaircir le mystère de l'apparition de l'homme. C'est lui qui affirme que « la race humaine est née en Afrique d'une mère unique ».

Voilà comment on fait l'histoire. Cheikh Anta Diop n'est pas cité ici, ni non plus Jacques Ruffié d'ailleurs. Quoi qu'il en soit, l'histoire est l'histoire des vainqueurs. C'est pourquoi l'intégration horizontale s'impose à nous comme une ardente obligation.

Sans laboratoires assez puissamment équipés d'ordinateurs lourds pour l'exploitation des données, nous n'existons pas. C'est pourquoi l'intégration ne s'impose pas seulement comme un moyen, une condition, c'est même un but, une fin, car l'intégration, c'est la vie. Sans intégration, nous ne sommes que les fantômes de nous-mêmes.

C'est pourquoi, parler de développement en Afrique aujourd'hui, sans structures d'unité, c'est parler pour ne rien dire. Le mot d'ordre vital aujourd'hui pour la génération montante, c'est l'intégration horizontale pour nous retrouver nous-mêmes. Il faut rappeler l'Osiris africain. (Le mythe d'Osiris est l'un des plus sublimes de la littérature universelle). Osiris le principe de vie, avait été dépecé, démembré par son frère Seth. Jaloux et féroce, Seth avait dispersé les membres d'Osiris pour qu'il disparaisse à jamais. Et c'est grâce à la diligence, à l'obstination affectueuse et industrieuse d'Isis, « maîtresse en incantations », qu'Osiris fut de nouveau rassemblé et remembré pour redevenir le maître de la vie ressuscitée.

De même, l'Afrique, comme Osiris, a été la source de la vie humaine. Mais elle a subi depuis des siècles maintes agressions majeures. Grâce à la conscience historique jouant le rôle d'Isis, l'Afrique peut être de nouveau rassemblée. Il faut rappeler l'Osiris africain.

¹ « Les Obstacles à l'intégration africaine », *Le Chercheur*, n°1, Dakar, ACS-IFAN, 1990.

² Cf. Cheikh Anta Diop, *Civilisation ou Barbarie*, Paris, Présence africaine, 1981, pp. 70 à 81. L'auteur cite, entre autres, M. M. Guerassimou pour les traits négroïdes du Cro Magnon et surtout du Grimaldien, et où il traite de la dépigmentation du Noir et de la transformation du négroïde Grimaldien en Cro Magnon.

³ *Civilisation ou Barbarie*, Paris, Présence africaine, 1981, p. 477.

⁴ Gustave le Bon, *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, F. Allan, 1927, pp. 39-41.

⁵ P. Alexandre, *Mes Africains*, Paris, Éditions Lidis, 1981, p. 30.

⁶ A. Langeney, « Données actuelles sur l'origine et la diversité des populations humaines », *Diogène*, n° 131, 1985, p. 81.

11. Intégrer, c'est marcher vers nous-mêmes

Sur l'intégration, presque tout a été dit; et pourtant presque tout reste à faire. Tel est le drame de l'Afrique, la dichotomie entre un verbe qui reste stérile et un processus qui nous échappe. Pourquoi ? Les intellectuels devront creuser davantage cette contradiction.

Il y a quatre ans, ici même, nous avons parlé des différentes facettes de l'intégration africaine, en hommage à celui qui en avait fait une de ses raisons de vivre Cheikh Anta Diop.

L'on pourrait être tenté de dire que depuis 1986, il n'y a pas de fait nouveau majeur qui devrait nous amener à remanier substantiellement nos propos. Et pourtant, l'histoire avance. Unie l'histoire africaine Même si c'est à pas de tortue (cf. [infra¹](#)).

I. Le modèle japonais de l'intégration

Je m'excuse de mon absence durant les premiers jours de cette Biennale. Mais je devais participer à la session budgétaire et de planification du Conseil d'Administration de l'Université des Nations unies (UNU) à Tokyo. Je viens de rentrer donc en provenance de l'autre côté du monde (20 heures d'avion). Et pourtant, ce que j'ai vu et entendu là-bas est si proche du thème de l'intégration !

On entend parfois certains Africains dire : « Il n'y a qu'à faire comme le Japon ! » Or, le Japon est un modèle d'intégration; alors que l'Afrique est le modèle même de la désintégration.

Il y a trois jours s'est tenu à l'UNU un symposium sur : « La place et le rôle du Japon dans le monde » au plan géostratégique, scientifique, technologique et économique.

Voilà un pays qui est devenu une des trois premières superpuissances économiques, où nous avons pu visiter des usines de robots fabriquant des robots, où les travaux sur l'intelligence artificielle sont extrêmement poussés.

M. Michiyuki Uenohara, de la Société japonaise d'électricité (NEC), nous a entretenu des derniers progrès de télécommunications par téléphone avec le téléphone multilingue à interprétation simultanée : vous parlez dans une langue, et votre interlocuteur entend dans sa langue.

« Pour aider les aveugles, nous avons construit un automate lecteur, basé sur le même principe que le téléphone automatique multilingue. Quand un aveugle y insère un livre, la machine tourne automatiquement les pages, passe au scanner les lignes (*scans lines*), comprend les phrases ainsi que les intonations et accents et lit par des voix générées par ordinateurs ». Cher, mais déjà testé dans les écoles d'élèves handicapés.

« Nous nous demandons aussi comment aider les pays en développement par application de la technologie de l'information », et M. Michiyuki Uenohara, préconise, comme premier pas, l'alphabétisation des adultes !

Vous aurez remarqué l'association d'idées qui fait que les pays en voie de développement (PVD) viennent immédiatement après les enfants handicapés. Effectivement, c'est la réalité : nous sommes des handicapés sauf des minorités. Nous sommes installés sous la table des riches pour les miettes du gâteau. La vérité aussi, c'est que le Japon a réalisé à la perfection la triple intégration.

A. Intégration verticale (historico-culturelle)

Le monde entier a suivi récemment les cérémonies d'auto-intronisation de l'empereur selon un rite millénaire. Mais le monde entier y était présent parce que le Japon a un présent... Si nous n'avons pas de présent, autant rayer notre passé de la conscience du monde. Sans présent, cette cérémonie eut été regardée comme un divertissement folklorique. (Cf. multiples cérémonies de chefs africains) Les Japonais parlent sans cesse de développement tout en se défendant d'être un modèle endogène.

B. Intégration de l'espace

Le Japon non seulement a intégré son propre espace, mais aussi revendiqué à l'Union soviétique ses territoires du Nord en lui conditionnant son aide à la restitution de ces territoires naguère déconnectés. Mais le Japon a intégré l'espace mondial par la délocalisation de ses industries.

Il est à noter à la tête du Pérou, un citoyen péruvien d'origine japonaise.

C. Intégration sociale

C'est la pierre de touche de toute vraie intégration, comme le montrent, par exemple, les débats récents sur le contenu de l'Europe et du grand marché, en particulier le concept d'Europe sociale. Et pourtant, c'est un haut fonctionnaire de la CEE qui me disait, après un exposé sur « Population et Développement » : « Une usine est une usine au Japon comme ailleurs ! », ce qui est une erreur flagrante. On parle d'afro management, ce qui, hélas ! a été souvent « affreux management ».

Au Japon, une bonne partie de la compétitivité vient de l'esprit de discipline, de solidarité, un sentiment puissant d'appartenance à des entités supérieures que sont l'usine, la firme. D'où le regard admiratif du monde sur le Japon. Le regard et les égards. Tout cela en l'espace de quelques décennies; mais le processus avait été initié dès les premières défaites des Japonais face aux Occidentaux à la fin du XIV^e siècle.

II. Le modèle allemand de l'intégration

A. Intégration verticale

Le concept des histoires est intégré profondément dans la culture allemande. L'illustration la plus éclatante vient de Hegel avec la Raison dans l'histoire qui en l'occurrence, équivaut à la Raison du plus fort.

Même l'épisode nazi est intégré dans cette vision allemande. Les phases difficiles ne sont pas jetées par-dessus bord. Comme on jette du lest. Telle était aussi la démarche de Cheikh Anta Diop tendant à expliquer le déclin des civilisations africaines.

B. L'intégration horizontale

L'intégration horizontale est originale aussi. Elle distingue le pouvoir central et les pays (Land) extrêmement divers. Cette décentralisation des « pays »-patries mérite d'être méditée en Afrique où la diversité est grande aussi. Même en France, modèle de la centralisation, on comprend qu'il faut la tempérer par la régionalisation. Le problème corse est là.

Mais le miracle de l'intégration allemande, c'est la divine surprise facilitée par les besoins d'argent du Kremlin l'unification, tout en reconnaissant la ligne Oder Neisse.

C. L'intégration sociale

L'intégration sociale demeure problématique. En République Démocratique Allemande, c'est plutôt sous forme de désintégration que se fait la rentrée dans l'atmosphère du marché, après l'apesanteur du socialisme étatique pur et dur.

Voilà deux pays qui sont les deux grands vaincus de la Seconde Guerre mondiale et qui, à la faveur, bien entendu, des économies en matière de dépenses militaires, ont remonté tous les handicaps pour accéder au premier rang.

On voit mal comment ils n'intégreraient pas tôt ou tard le Conseil de Sécurité des Nations Unies comme membres permanents.

III. Il n'y a pas de modèle

Ces deux pays ont des profils très particuliers, à certains égards uniques, et ne sont pas des modèles à photocopier. Il ne s'agit pas de miracle, sauf au sens étymologique admirable; objet d'étonnement. Plus profondément, même telle ou telle période de notre propre histoire ne saurait être considérée comme un modèle à reproduire. On l'a dit, « l'homme est beaucoup plus le fils de son temps que le fils de son père », marquant ainsi la profondeur de la rupture qui marque les générations; encore que le terme génération ne doit pas être réduit à un simple comptage d'années. C'est la prégnance, l'air du temps qui dépend d'un faisceau de facteurs qui fait la génération.

Un exemple juste avant les indépendances, les enjeux étaient à la fois clairs et problématiques. L'indépendance et l'unité étaient des choix évidents pour les plus engagés; mais le problème se posait différemment pour ceux qui, plus âgés, ou du même âge que nous, avaient déjà le pied à l'étrier, avaient fréquenté les pouvoirs coloniaux comme associés et avaient opté soit contre l'unité et l'indépendance immédiate, soit pour l'unité mais contre l'indépendance immédiate, soit pour l'unité et l'indépendance. Même cette

dernière option n'était pas facile à vivre, on l'a éprouvé après le non de la Guinée.

Ceux qui ont décidé d'aller se mettre au service du premier pays francophone indépendant étaient pour l'indépendance et pour l'unité. Mais pour certains, le non signifiait lâcher la proie de l'unité pour l'ombre de l'indépendance.

Non ! Puisque l'unité était déjà démantelée par la loi cadre et le démantèlement des exécutifs fédéraux. À cela s'ajoutait le décompte des résultats du référendum par territoire !

Les vrais nationalistes n'ont jamais oublié la dimension de l'unité, tels Lumumba, Nkrumah, mais reconnurent le caractère non réaliste, utopique (positive, motrice) de cette vision.

L'unité jugée bonne du temps colonial étant démantelée, ce n'est pas par un retour aux colonies qu'on peut la rétablir, mais par un dépassement vers l'indépendance, comme clé pour nous retrouver.

C'est le processus inverse, pressenti par Cheikh Anta Diop, cité par Makhtar Diouf, qui s'est réalisé; quand il met en garde contre « l'ossification » des structures à la faveur des indépendances, cela s'est vérifié jusqu'à nos jours. Mais il faut noter que certains changements d'attitudes ont été provoqués par le processus historique lui-même. Par exemple, la Côte d'Ivoire anti-unitaire au départ, quand elle a amorcé un début d'industrialisation des périodes de haute conjoncture, avait intérêt à bénéficier non seulement d'une main d'œuvre bon marché, mais aussi d'un marché, d'une demande solvable. D'où l'ouverture vers l'idée d'une communauté économique.

Il faut revenir au concept braudelien de l'histoire, « l'homme dans le temps » : c'est-à-dire où les trois temps du temps jouent en permanence leur rôle.

De ce point de vue, des mutations profondes sont déjà perceptibles, ne serait-ce que le mouvement démographique comportant rajeunissement et urbanisme. Quand la majorité de la population a moins de 20 ans et se

trouve déjà dans les villes qui croissent au rythme de 6 à 10 %, les facteurs de désarticulation sont évidents.

Dans les trois dimensions du temps, de l'espace et de la société, la bombe démographique qui n'est même plus à retardement, ajoute aux risques d'implosion si du moins l'intégration n'est pas réalisée au triple plan indiqué.

Soulignons que les villes ne jouent pas un rôle organique dans la transition d'un mode de production à l'autre.

IV. À défaut de modèle, y a-t-il un schéma directeur un projet un logiciel opératoire ?

Il faut partir de quelques principes fondateurs. D'abord, forger de nouvelles cohérences en vue de remembrer l'Osiris africain. N'oublions pas les cohérences très fortes d'antan. Par exemple, Tout Ank Amon, il y a 3 500 ans, a été pharaon de huit à dix-neuf ans.

À travers la triple intégration indiquée plus haut, y compris l'intégration de l'espace planétaire, il s'agit d'assurer l'universel et le particulier. Certains Africains, pressés d'en finir avec leur réduction au particulier, leur exclusion du « banquet » de Malthus, se ruent vers l'universel comme si c'était un « restaurant du cœur » où il n'y aurait qu'à entrer et à s'asseoir. Or ni la science, ni la technique, ni la modernisation, etc., ne nous sont données; ce sont des produits sociaux, des biens marchands, appropriés et échangés sous forme de brevets, qu'aucune aide humanitaire ne peut nous assurer. L'universel est un peu comme cette auberge espagnole où chacun mange ce qu'il a apporté. Certes, nous appartenons à l'universel, par notre humanité, et cela, avant d'être rwandais ou nigériens.

Mais la réalité, c'est que chacun entre et nage dans l'universel avec ses propres moyens et non par procuration. Il faut donc nager dans l'universel sans pour autant s'y noyer.

C'est ce que Cheikh Anta Diop avait bien vu quand il travaillait pour tracer la place de l'Afrique dans l'histoire et militait pour l'instauration d'un espace économique, scientifique et technique autorisant l'accès à l'universel, comme partenaire à part entière et comme sujet et non comme

clochard parasite des poubelles de l'histoire. L'espace est une condition de la survie, mais non de l'excellence et de la science.

B. Intégration temporelle

Autre principe important : il s'agit d'intégrer notre propre particulier d'hier, d'aujourd'hui et de demain, car notre identité plénière, c'est tout cela de façon indivisible. Nous avons de qui tenir. Cela ne signifie pas que notre patrimoine, notre « matrimoine » est comme un trésor inerte dont nous serions les gardiens passifs. C'est plutôt un stock de graines à semer et un champ à défricher encore et à amender. D'où l'idée d'accumulation (non pas simplement individuelle !) qui apparaît dans maintes salutations africaines. « *Lawa man da n'man li !* » (Que Dieu ajoute quelque chose à ce que tu as déjà !)

C. Intégration sociopolitique

Troisième principe : Intégration sociopolitique. Depuis 1986, le mouvement pour la démocratie semble se réveiller en Afrique : un réveil plutôt titubant car, trop nombreux ou plutôt trop forts pour l'instant sont ceux qui ont intérêt au sommeil des peuples. La démocratie pluraliste est-elle un facteur de désintégration supplémentaire ? Un facteur de forces centrifuges ? Bien au contraire ! En tout cas, pas la démocratie réelle.

À cet égard, il faudrait poser correctement le problème du consensus. J'estime que durant la période précoloniale, le pouvoir politique africain était généralement en quête d'un consensus maximal. Puis, durant la colonisation et sous les dictatures africaines depuis les indépendances, ce fut l'ère du consensus absolu, inconditionnel, l'ère du Léviathan tropical.

L'objectif aujourd'hui devrait être le consensus minimal, cet espace d'accord général qui, bien qu'il soit, par principe et en régime démocratique, assez petit, vise les grands principes de liberté, de justice, de solidarité, de droits humains et de conduite de l'État principes qui doivent être considérés par tous et par chacun comme les piliers de la chose publique et qui devraient, en plus de la constitution, faire l'objet d'un consensus.

En dehors de cet espace réservé et sévèrement protégé, serait l'espace du « jeu politique proprement dit ».

Ce système, en réalité, existe sous une forme ou une autre dans les grandes démocraties, mais il faudrait l'africaniser. Peut-être que j'enfonce des portes ouvertes, mais il me semble qu'on met tout un peu trop sur le même plan, même dans nos constitutions.

La démocratie réelle est une rente de situation considérable, les peuples ne s'y trompent pas qui, dans le secteur dit informel, élargissent tous les espaces d'autonomie qui leur sont ouverts jusqu'à représenter 50 % et plus dans le PIB.

Sans vouloir faire du populisme, il faudrait interconnecter tous les informels des États, car aller vers l'informel, c'est un raccourci pour bloquer les trois intégrations : spatiale, historico-culturelle et sociale.

Sur ce plan, les éditions en langues africaines et l'enseignement dans ces langues peuvent jouer un rôle moteur de premier plan. Signalons que les éditions abrégées de *l'Histoire générale de l'Afrique* sont d'ores et déjà traduites en hawsa, kiswahili, peul, etc.

En route vers Tokyo, j'ai été agréablement surpris de voir dans des boxes, des brochures en kiswahili, proposées gratuitement aux passagers : il s'agissait de deux biographies celle d'Olof Palme et celle d'Amilcar Cabral.

V. Et la dimension mondiale ?

La dimension mondiale de l'intégration est englobante et présente à toutes les étapes du projet d'intégration : par exemple, dans l'histoire au niveau de la traite, de la colonisation, mais aussi d'autres événements positifs. L'intégration dans le système mondial n'est que trop contraignante, voire écrasante. C'est à partir de l'aliénation subie au niveau mondial depuis le XVI^e siècle essentiellement, que la conscience historique appelle l'intégration africaine multiforme comme le seul antidote conséquent afin de retourner à l'espace planétaire avec d'autres atouts pour jouer un autre rôle.

L'intégration n'est pas une fin en soi : l'épanouissement des virtualités africaines qui en résulte est en soi un objectif stratégique. Mais de toute façon, l'amélioration de la balance des paiements par un nouvel ordre économique international, n'est pas non plus une fin en soi. Abdoul Rahman Mohamed Babu formulait cette problématique en disant que les bases de la transformation sont internes, et les conditions externes.

En réalité, c'est par un exercice de l'esprit qu'on peut se livrer à une telle distinction. Un exemple : dans les années soixante, Maurice Yaméogo alla rencontrer K. Nkrumah à la frontière de la Haute-Volta (de l'époque) et du Ghana pour abattre le mur symbolisant la frontière entre les deux pays. Quelques semaines après, il fit une déclaration pour indiquer en somme que cela ne signifiait rien. En effet, les autorités françaises, se fondant sur les accords de la zone franc, l'avaient rappelé à l'ordre.

À propos de mur justement, nous savons que le mur de Berlin est aujourd'hui détruit, bien qu'au plan de l'intégration sociale, il reste fort à faire.

Certains disent qu'au plan social, le mur est toujours là sous forme de disparité des revenus, des pouvoirs d'achat, des opportunités d'emploi, etc.

Mais en Afrique, l'on pourrait dire que les murs des frontières qui cloisonnent l'Afrique à partir de la Conférence de Berlin (1884-1885), sont toujours et plus que jamais debout. Les murs de Berlin hérissent l'Afrique. Il s'agit d'en sortir.

Une quinzaine de guerres en même temps pour un continent, c'est trop. Quarante-six pays au sud du Sahara dont le PIB équivaut à celui de la Belgique ou des Pays-Bas, c'est à la fois trop et pas assez !

Ce qui est encore plus inquiétant, c'est la tendance à moyen terme presque un grand nombre d'indicateurs essentiels sont négatifs ou stagnants; par exemple le taux d'alphabétisation, la sécurité alimentaire, le nombre d'infirmiers par habitant.

Pour la consommation d'énergie, l'on sait que 350 millions de Nord-Américains équivalent à 100 milliards d'Éthiopiens !

L'exode des cerveaux vide l'Afrique de sa matière grise et transforme maints pays en fantômes d'eux-mêmes, en zombies de la communauté internationale.

Le commerce entre pays africains ne dépasse toujours pas 3 à 5 % de la valeur du commerce total, structure qui signale la survivance, la permanence du « pacte colonial ».

Cela devrait nous empêcher de dormir au moment des grands marchés qui structurent le Nord par continents en géants, en mammouths économiques qui se préparent pour les luttes du XXI^e siècle.

À moins de préférer le sommeil de l'alibi... Mais le dicton africain déclare que « lorsque les éléphants se battent, c'est l'herbe qui est sous leurs pieds qui en pâtit ».

Il faut choisir être une force parmi les forces, ou être l'herbe d'un terrain vague sans protection, sans même les pourboires qu'exigeaient naguère les roitelets des comptoirs négriers.

Il faut franchir les murs de Berlin, de nos frontières, de nos disciplines, de nos générations, de nos ethnies, de nos castes, de nos clans, de nos idéologies, etc., non point pour les oublier, mais pour les assumer, les intégrer à notre projet commun et les dépasser.

Il faut multiplier les groupes et profiter de la démocratie pour entrer dans l'espace unitaire par la grande porte de la liberté. Si non, les peuples, les jeunes continueront à rester bloqués. Pour les jeunes Africains d'aujourd'hui, le passé est aveugle, le présent est muet et l'avenir est sourd. Les dirigeants eux-mêmes seront de plus en plus à la merci des vents d'Est, d'Ouest, du Nord et surtout du Sud.

¹ Je vous renvoie néanmoins à mon texte d'alors « Les trois dimensions d'une intégration authentique », in *Le Chercheur*, n°1, ACS/Dakar, 1990.

12. Intellectuels africains, nationalisme et panafricanisme un témoignage¹

Chers Collègues,

Je vous remercie de m'avoir invité ici comme témoin d'hier et d'aujourd'hui, dans la mesure où le devoir de mémoire peut servir de tremplin vers l'avenir. Étant entendu que chaque âge a ses travaux, il n'empêche que l'histoire est faite de ruptures et de continuités. Il peut donc être utile de jeter un coup d'œil furtif sur les enjeux et les défis que constituent toujours le nationalisme et le panafricanisme pour les intellectuels africains à travers les dernières décennies.

On peut considérer aussi que le non-développement africain trouve sa source dans la problématique globalement négative et largement commanditée de l'extérieur, entre l'État, le nationalisme et le panafricanisme.

I. Prologue

Dans l'interaction de ces facteurs, les intellectuels jouent un rôle notable sinon déterminant par la réflexion et l'action, la théorie et la pratique. Bref, d'où vient cet enchaînement négatif ?

D'où vient que ce qui est coût d'une accumulation et d'un développement ailleurs, demeure coût humain ailleurs, demeure coût d'un piétinement, d'un non-décollage ici ? D'où vient que ce qui est coût humain ailleurs devienne sacrifice humain ici ? Quelques lueurs peuvent émaner de la relecture de ces problèmes à partir de mon expérience personnelle. Mais dans la mesure où j'ai choisi d'être à la fois un intellectuel et un homme engagé dans la politique ou plutôt le politique, (choix qui n'est pas tellement atypique), il importe que je m'explique sur ce rapport entre l'intellectuel et la sphère du politique.

Il est aisé de dichotomiser d'un coup de sabre théorique, d'une part, les groupes de la société politique, et d'autre part, ceux de la société civile.

La réalité est plus complexe. En vérité, qui est intellectuel ? Qui fait ou ne fait pas de la politique ?

Le titre d'intellectuel est à la fois largement distribué en Afrique et jalousement gardé.

Au sens strict, on pourrait considérer comme tels les producteurs d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques. Un policier exceptionnel peut très bien remplir cette condition. Mais dans un sens large, on peut regarder comme intellectuels tous ceux qui gagnent leur vie essentiellement par des activités mentales. À ce titre, chaque type de société et chaque période ou mode de production a ses intellectuels. Les scribes de l'Égypte antique, les oulémas et docteurs du Tombouctou médiéval dont les noms par dizaines sont évoqués au début du Tarikh es Sudan, les fonctionnaires de la cour de l'empereur ashanti au XVIII^e siècle, les conseillers du roi burundais qui étaient chargés d'interpréter les rêves (fonction réelle de certains journalistes officiels de nos jours), les griots, les guérisseurs et psychiatres traditionnels, les bronziers, sculpteurs et danseurs de masques (qui ne sont pas que des danseurs), sont tous des intellectuels. Tout homme est en quelque sorte un intellectuel. Un travailleur de l'esprit; il y a une certaine unité du travail physique et intellectuel, de *l'homo faber* et de *l'homo sapiens*. Dans ces conditions, peut-on parler d'une couche, d'une classe, d'une caste d'intellectuels africains ?

Oui et non; car les intellectuels au sens restreint du terme, ne jouent pas un rôle spécifique univoque dans le système de production ou de pouvoir. Ils peuvent être agents du pouvoir établi, commis du groupe dirigeant, fonctionnaires de la superstructure des idées, idéologies, symboles et émotions. Mais aussi, ils peuvent être fers de lance de contre-pouvoirs, virus ou rétrovirus des plus délétères contre les systèmes politiques les mieux bétonnés. Comme le griot, ils peuvent détruire et édifier, magnifier ou traîner dans la boue successivement la même personne. Il arrive que le griot se désigne lui-même comme *soungourouba* (fille publique). Les intellectuels, sans être nécessairement une espèce mercantile, mercenaire et vénale, peuvent être classés comme nomades; comme un capital-savoir coté en bourse.

Par définition, dans le domaine des idées, de « l'hégémonie » spirituelle, l'intellectuel est indéterminé, indépendant, critique, appelé à varier, à dépasser, à outrepasser. C'est là la grandeur et la misère de sa condition et une des raisons pour lesquelles on le retrouve caïman de toutes les mares ou caïman installé de façon inconfortable en dehors de toutes les mares, etc.

Quand certains intellectuels disent qu'ils ne font pas de politique, cela ne signifie pas qu'ils n'ont pas d'idée politique, qu'ils ne votent pas, qu'ils n'ont rien à dire sur la politique éducative ou économique, qu'ils sont indifférents à la Constitution de leur pays, aux lois ou décrets, y compris ceux qui règlent leur promotion de carrière; cela ne signifie pas qu'ils n'ont rien à voir avec la sécurité des personnes, ni avec les franchises universitaires qui garantissent leur autonomie.

Bref, au sens restreint du terme, il y a d'un côté le collectif des intellectuels qui est un groupe hybride, hétérogène, et de l'autre, au sens le plus large, l'intellectuel collectif; avec, bien sûr, des actions et réactions incessantes entre ces deux pôles. La politique intervient dans ce double pôle ou plutôt dans ce pôle bipartite comme initiateur, catalyseur, ou comme éteignoir de l'esprit selon les circonstances.

D'après Hegel, l'aboutissement de l'itinéraire de la raison dans l'histoire, c'est l'État, c'est-à-dire la Raison politique. Pour Marx au contraire, la super-structure politique est le reflet des contradictions matérielles et sociales aux différentes étapes de l'histoire. Dans les deux cas, la politique est là et il appartient aux hommes et femmes, y compris les intellectuels, de lui donner un sens.

Certes, la politique ès qualité vise des objectifs spécifiques comme la conquête, la gestion et le contrôle de l'État à travers des appareils pour le fonctionnement desquels les citoyens et donc, les intellectuels aussi, sont appelés à participer. On comprend aussi que les intellectuels soient les plus allergiques ou réfractaires à la politique au sens restreint du terme. Cela est normal dans la mesure où ils sont les fers de lance de la société civile et où l'indépendance ou du moins l'autonomie est l'indicateur déterminant de la société civile à l'égard de tout pouvoir réel ou potentiel.

Mais les intellectuels professionnels savent bien qu'on ne cogite pas innocemment. Le problème n'est pas d'être engagé ou non. Dans tous les

cas, on est engagé ne serait-ce qu'indirectement à l'égard du statu quo qu'on consolide par sa neutralité même. Mais peut-on être neutre dans un État africain où règne le monopartisme de fait ? Peut-on être spectateur passif devant le déploiement de la pensée unique, qu'elle soit endogène ou exogène ?

L'intellectuel peut-il camper comme un grand nomade dans l'oasis d'un désert, alors qu'autour de lui font rage les génocides, les exodes de réfugiés, les tortures et mutilations, les hold up sur l'environnement et la biodiversité, la prise en otage des jeunes générations comme chairs à canon des seigneurs de la guerre, la décimation de la population par les pandémies, la mainmise sur l'armée républicaine, la braderie et l'éradication de cultures millénaires, et de savoirs uniques en leur genre ?

L'intellectuel est plongé dans sa société, immergé dans la mondialisation agressive en cours; il ne peut se réfugier dans l'une pour échapper à l'autre; mais surtout il ne saurait se réclamer d'une indépendance totale à l'égard du système dont il constitue un rouage de superstructure, décisif. Beaucoup d'intellectuels sont presque plus utiles encore au pouvoir en place que les activistes ou apparatchiks; car ces derniers, qui sont déclarés et visibles, il faut les payer; tandis que le soutien objectif, implicite et anonyme des intellectuels anti-politiques est gratuit !... Ce qui ne signifie pas que les intellectuels doivent être membres d'un parti politique, encore moins de l'opposition; mais ils doivent développer une neutralité active, une autonomie positive et non inerte, amorphe et muette. Ils mériteraient alors le fameux jugement péremptoire de Péguy sur certains intellectuels : « Ils ont les mains pures; mais le malheur, c'est qu'ils n'ont pas de mains ! ».

Ce qui signifie que les intellectuels africains doivent être au premier rang en matière de responsabilité citoyenne.

Or pour le petit nombre de jeunes universitaires que nous étions à la fin des années cinquante, l'option nationaliste n'était pas vraiment une question de choix; elle était structurellement programmée comme une rupture dialectique et antagoniste contre les réalités, les intérêts et les valeurs de l'État-nation colonial dont les intellectuels issus de l'école coloniale devaient justement contribuer à pérenniser le pouvoir. Chez les intellectuels, l'option nationaliste, à ne pas confondre avec le nationalisme agressif et

hégémonique, était d'abord un refus, une rébellion, un phénomène de rejet qui jouissait par définition d'une primauté et d'une priorité plus imposantes que celles d'un mythe ou d'un postulat. C'était le catéchisme des étudiants de l'époque, formulé par le fameux « Cherchez d'abord le royaume politique » de Kwamé Nkrumah auquel j'ai fait écho par un éditorial dans notre revue *Tam-Tam* en 1942 : « On demande des nationalistes ! » Les intérêts géostratégiques conflictuels des grandes puissances, la guerre froide qui alimentait les guerres chaudes des luttes armées de libération; les « sales guerres » où les « damnés de la Terre » s'immolaient mutuellement sous la férule de leur maître commun, où les « démocraties » occidentales s'allièrent à l'apartheid et à Mobutu contre le spectre de Moscou, où de grands intellectuels africains comme Amilcar Cabral, Frantz Fanon, etc., prirent le sentier des guérillas et finirent en payant le prix suprême, démontrant ainsi que le discours des intellectuels ne se réduit pas toujours au seul discours verbal tel était le lot presque ordinaire offert aux intellectuels de cette époque. Je me suis rendu aux obsèques de A. Cabrai à Conakry et j'ai vu de mes yeux sur son crâne l'impact de la balle fatale.

Entre le moment privilégié, l'état de grâce presque unanimiste du refus du système colonial, et le moment historique décisif de l'édification d'un système alternatif libéré et libérateur, s'étend l'espace ténébreux et mortifère où tous les coups ont été échangés entre intellectuels, contribuant à briser ou du moins freiner le Mouvement de libération. Ce processus n'est pas encore épuisé. Il a démarré par exemple par la récupération d'intellectuels collaborateurs investis des pouvoirs formels de l'indépendance octroyée; alors que ces sycophantes et zombies étaient manipulés en vue de briser le mouvement de lutte pour l'indépendance. J'ai été témoin direct, moi-même, de cette promotion fulgurante, véritable décollage vertical, d'un adversaire déterminé de l'indépendance au poste de la magistrature suprême alors que quelques mois auparavant, il ripostait aux arguments de notre Manifeste « Libérons l'Afrique ! » en disant : « Vous les étudiants, vous êtes fous ou quoi ? Vous voulez que nous allions à l'indépendance alors qu'économiquement nous n'avons rien; nous ne pouvons même pas fabriquer une aiguille ! » Je lui ai répliqué : « Tu constates qu'après soixante ans de statut colonial, économiquement nous n'avons rien et tu veux que nous demeurions dans ce statut ? » Ce débat était en fait sans objet.

Mais, le piège le plus subtil qui attend les intellectuels nationalistes, c'est celui qui en appelle qu'ils ne peuvent sous aucun prétexte refuser à la mère patrie. Beaucoup d'intellectuels, plus ou moins nationalistes, ont été attelés au système du pouvoir, comme spécialistes les plus éminents dans leurs domaines et exclusivement à ce titre, piégés. Comment refuser une telle offre qui va au-devant d'une aspiration, d'une demande secrète, d'une autoréalisation sans compromission apparente ? « Silence ! On développe ! »

Combien de générations de cadres ont été stérilisées ainsi politiquement ! Combien de pays nouvellement libérés ont vu leurs cadres nationalistes siphonnés et digérés par les appareils techniques de l'État ! Que de cadres « rouges et experts » au départ sont devenus de moins en moins rouges et de plus en plus experts ! sous l'égide de la nation ou des Nations Unies... Car apparemment l'expertise n'a pas de couleur. Le déficit, l'inflation ne sont ni de gauche ni de droite... dit-on; convient-il, en édifiant l'État dépendant des Programmes d'Ajustement Structurel, de compromettre l'indépendance de la nation ? Trop d'intellectuels ont souffert par contre ou sont morts entre les griffes criminelles du Léviathan tropical prétendument neutre, pour que le débat ne soit pas rallumé. État de droit ou de droite ? État de classe, de clan, de bloc ethnique, d'oligarchie patrimoniale ? « La tribu des intellectuels africains les plus professionnels a des raisons que la raison ne connaît pas, que la nation ne connaît pas ». Et pourtant le groupe ethnique est le siège potentiel et la base matricielle de l'héritage africain. Il peut être aussi le charnier génocidaire de la Nation africaine. Tel est le carrefour pathétique où sont placés aujourd'hui les intellectuels africains. Entre la société civile dont ils relèvent normalement, et l'État-nation. Mais ne faudrait-il pas se livrer à un balayage, à une vidange sémantique préalable ? Où est l'État ? où est la nation ?

II. Nationalisme

Il fut un temps où certains peuples africains, dans le droit fil de la pensée de Hegel (l'État comme figure ultime de l'itinéraire de la raison dans l'histoire), furent disqualifiés parce qu'ils n'avaient pas atteint le stade supérieur des sociétés à État. On les qualifiait de « segmentaires », « acéphales ». Or aujourd'hui, la Banque mondiale exige « moins d'États ! » Mais tout d'abord, où est l'État ? Les fonctions de l'État que

nous avons surtout hérité du temps colonial, c'est l'appareil coercitif et répressif, l'emballage, j'allais dire la tôlerie du système étatique et non pas le principe, le logiciel, l'esprit qui justifie l'institution, à savoir : la soumission de tous sans exception au pouvoir impersonnel. L'État de droit, c'est l'image objective dotée d'une distance et d'une neutralité minimales à l'égard de tous les citoyens et des groupes considérés comme égaux. Cela implique le principe de la séparation et du partage des pouvoirs horizontalement entre le législatif, le judiciaire et l'exécutif, au lieu que ce dernier monopolise le pouvoir et s'identifie (comme Louis XIV !) à l'État, selon une tendance trop fréquente en Afrique.

Verticalement aussi, le pouvoir africain ressemble souvent au dieu biface (Janus bifrons) des Latins : avec une face libérale de démocratie policée et orthodoxe tournée vers l'extérieur, alors que la face cachée tournée vers l'intérieur est revêche et implacable, voire tortionnaire. Or, l'État est le passage obligé pour les apports de subventions de l'extérieur offertes aux peuples. Certains États et même des régions claniques vivent grassement et prolifèrent sur cette équivoque, cet alibi sémantique.

Et la nation ? Par une fiction juridique qui frise le tabou, on considère que chaque État africain est un État-nation au sens du XIXe siècle européen. Cette acception est déjà largement remise en cause sinon dépassée dans l'Europe de Maastricht et de Schengen. Qui pourrait délimiter les nations ou surtout les nationalités en Afrique ? Si c'est à partir des langues africaines endogènes, les peuples, ces prénotations, sont découpés entre deux, quatre, sept, dix États actuels. Les langues officielles souvent exogènes ne coïncident pas avec les configurations des peuples. Quant aux langues endogènes dites nationales, elles sont nombreuses malgré l'existence de grandes langues transethniques qui, sauf exception (arabe, kiswahili, shango, etc.), ne jouent aucun rôle officiel. Est-ce trop tôt pour la nation africaine qui n'a pas profité du baptême des grandes épreuves ou des grandes communions fondatrices ?

Est-ce trop tard surtout ? Car la mondialisation des techniques du marché, des autoroutes de l'information, des mentalités, des firmes sans frontières dites justement transnationales, fait que la constitution d'une micronation en Afrique au IIIe millénaire est un contresens absurde. Plus qu'un contresens, un non-sens. Le sentiment d'appartenance qui est pourtant

nécessaire à tout individu pour être une personne, à toute collectivité pour être visible et reconnue, où peut-on le situer dans ce cocktail parfois explosif d'allégeances diverses ? La seule solution, c'est le dépassement dans l'intégration et la décentralisation, et non l'impossible démocratie ethnique. C'est dire que l'option panafricaniste, aujourd'hui comme hier, demeure incontournable².

III. Panafricanisme

Kwamé Nkrumah, qui était accompagné par quelques intellectuels de grand calibre, l'avait solennellement proclamé : « L'indépendance du Ghana n'a pas de sens (*is meaningless*) tant que tous les pays africains ne sont pas libérés, tant que toute l'Afrique n'est pas unie ». *Africa must unite*.

J'ai été témoin, à mon modeste niveau, et acteur de cette course contre la montre, de ce dramatique sprint historique où l'Afrique « se cherchait », alors que les colonialistes, à titre préventif, divisaient pour régner et démantelaient les fédérations qu'ils avaient pourtant instituées eux-mêmes. La fièvre panafricaniste a atteint ses niveaux records dans les années qui ont précédé et suivi immédiatement l'accession à l'indépendance juridique. Pendant que Cheikh Anta Diop vitupérait contre les « États nains », que Léopold Sédar Senghor fustigeait la « balkanisation », que la FEANF scandait les événements africains par des écrits incendiaires et des manifestations énergiques, pendant que le Parti africain de l'indépendance se constituait, nous lançons, quant à nous, le Manifeste du Mouvement africain de libération nationale : « Libérons l'Afrique ! » où nous optons pour l'indépendance immédiate, les États-Unis d'Afrique, et un socialisme à inventer à partir des réalités, des intérêts et des valeurs endogènes. Ce texte, qui plaçait haut la barre panafricaniste, préconisait le non au référendum du 28 septembre 1958 qui offrait le choix entre la Communauté franco-africaine et l'indépendance. Or, le pouvoir français avait décidé de décompter les voix lors de ce scrutin sur la base des territoires et non des fédérations. Ce fut ce jour-là la cassure historique autour des thèmes du nationalisme et du panafricanisme, dans le faux dilemme sans véritable enjeu qui a semé la confusion totale dans les rangs de l'intelligentsia africaine francophone le choix prétendu prématuré de l'indépendance et dans le cadre inadéquat du territoire micronational, ne brisait-il pas ipso facto l'unité tout en compromettant à terme l'indépendance elle-même En

présentant ce faux choix entre l'unité dans le système colonial et l'indépendance dans la division, le colonisateur brouillait les pistes et faisait d'une pierre deux coups, en particulier en créant le grand schisme dans les rangs des intellectuels, entre les partisans de la primauté et/ou de la priorité de l'indépendance et les adeptes de l'unité d'abord; alors que les uns comme les autres perdaient. La plupart d'entre nous, pendant une ou plusieurs décennies, vont se débattre entre les deux pôles de cette contradiction forgée de toutes pièces, en essayant de sauver l'essentiel et de limiter les dégâts. Cela transparaît à travers mon agenda du second semestre de l'année 1958.

En juillet et août 1958, j'entrepris un tour de campagne électorale pour l'indépendance en Haute-Volta et au Dahomey. Mais en passant par le Ghana, je réussis en deux jours à rencontrer Kwamé Nkrumah dans son bureau de Christiansburg grâce à l'entremise de Georges Padmore.

Pour un jeune professeur comme moi, cette rencontre pendant une heure environ avec le prophète du panafricanisme qui écouta attentivement mon exposé sur notre Manifeste et déploya ses vues, les relations entre nos pays et sur notre continent, avant de me présenter à ses ministres en costumes traditionnels, c'était un des grands jours de ma vie. J'avais le sentiment à la fois d'avoir acquis, conquis mon passeport de citoyen panafricain, et de sortir comme un néophyte initié, de la forêt des masques.

En fin septembre 1958, nous perdions le combat politique du scrutin référendaire. L'indépendance fut massivement rejetée, sauf en Guinée où la victoire du non instaura une dynamique qui devait déboucher sur l'indépendance octroyée aux autres pays.

Mais dans l'immédiat, cela se soldait par le retrait de toute l'Assistance technique française.

Sékou Touré lança donc un SOS aux cadres africains et antillais pour prendre la relève. Après débats, un groupe de quelques dizaines de cadres décida de regagner la Guinée en abandonnant nos carrières, avec la conviction que la dialectique entre l'indépendance et l'unité était la seule voie du salut. C'est cette idée que je fis valoir devant le Bureau politique du PDG (Parti démocratique de Guinée) quand mes collègues me firent l'honneur de me désigner comme porte-parole pour déclarer dans quel

esprit notre corps expéditionnaire de nationalistes panafricains était venu. L'accueil qui nous fut réservé à l'Assemblée nationale par le peuple de Guinée fut aussi un des grands jours de notre vie.

En fin d'année 1958, la Conférence des peuples africains à Accra, qui réunissait les Mouvements politiques et la société civile pour mettre de l'ordre dans les idées et dans les rangs des nationalistes panafricanistes, fut aussi un sommet de l'engagement des intellectuels, en particulier sur les voies (armées ou non) de la libération, les alliances, etc. Je me trouvai assis à côté de Patrice Emery Lumumba, et je peux dire que nous nous sommes aussitôt reconnus. Mais il y avait aussi des syndicalistes comme Abdoulaye Diallo de l'UGTAN, Tom Mboya (deux leaders à l'intelligence lumineuse). Il y avait des délégations de jeunes et de femmes, il y avait N. Azikiwe et O. Awolowo avec leurs groupes compacts et ardents de militants. Il y avait Frantz Fanon qui éclata en sanglots en relatant la tragédie de l'Algérie martyre. En effet, le thème de la lutte armée était fréquent dans les débats intellectuels; mais il était concrétisé par les camps de combattants de la liberté dans la banlieue d'Accra, en Algérie, à Dar-es-Salam, etc. Ahmed Ben Bellah exprimait de façon saisissante ce bloc conceptuel stratégique du nationalisme panafricaniste en s'écriant à Addis Abeba (1963) : « Nous avons parlé d'une banque de développement. Pourquoi n'avons-nous pas parlé d'une banque de sang ? Une banque de sang pour venir en aide à ceux qui se battent en Angola et un peu partout en Afrique. Ainsi, pour que soient libérés les peuples encore sous domination coloniale, acceptons tous de mourir un peu tout à fait, afin que l'Unité africaine ne soit pas un vain mot ».

Au cours des centaines de rencontres qui ont précédé ou suivi l'accession à l'indépendance, des dizaines de thèmes ont été examinés et labourés de fond en comble dans le cadre national, bilatéral, au plan multilatéral et onusien, accumulant ainsi un trésor intellectuel qui mérite d'être méthodiquement revisité : congrès des intellectuels, festivals panafricains, colloques de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Unesco, de l'Onudi, de l'OMS et autres institutions spécialisées de l'ONU, conférences internationales de l'OUA ou de l'AUA (Association des universités africaines), etc., ont permis d'édifier un corpus de connaissances, une riche banque de données qui sont loin d'être dépassées.

La thématique est foisonnante : éducation, personnalité africaine, « développement durable », environnement, science et technologie, conflits, frontières, sécurité alimentaire, désertification, démocratie, OMC, etc.

L'approche est parfois étroitement disciplinaire et spécialisée, allant jusqu'à interroger les fondements épistémologiques et méthodologiques de la science comme cela fut fait en histoire et en philosophie, comme cela mériterait d'être réalisé davantage en médecine, en démographie, en droit public et privé, en économie, en architecture, aménagement du territoire,.... Je l'ai écrit : la voie interafricaine est un impératif de la science. En sciences sociales, aucune discipline ne peut prétendre produire en Afrique des résultats scientifiques excellents sans prendre en compte la dimension interafricaine. Pas seulement en raison des coûts de la recherche, mais la désertification, les vents et les nuages, les aérosols, les épidémies et les épizooties, les musiques et les danses ignorent les frontières. En somme, les sciences géographiques, historiques, linguistiques, religieuses, naturelles, médicales, etc., seront interafricaines ou ne seront pas.

Pour comprendre l'économie d'un pays, il faudra observer les processus en cours dans les pays voisins. En histoire, pour retracer l'évolution d'un peuple donné, il faut passer par deux, trois, cinq, peut-être dix États d'aujourd'hui. En géologie ou géographie physique, les bassins fluviaux ou lacustres ne sont compréhensibles qu'à travers un grand nombre de pays. Bref, il n'y a pas de science micronationale.

Ailleurs, l'approche interdisciplinaire ou systémique, à partir de thèmes transversaux, comme l'a souligné à maintes reprises le Codesria, permet d'appréhender les réalités africaines de façon plus compréhensive comme cela s'imposait dans le cas de l'apartheid, que j'ai eu l'occasion d'expérimenter à la périphérie en Rodhésie.

La dimension de la diaspora fut extrêmement dynamique, puissante et efficace dans le mouvement nationaliste et panafricaniste : à Londres, dans les Caraïbes, à Présence africaine, au Centre d'études politiques de Winneba (Ghana), à la Jamaïque et aux USA, à travers le message planétaire des idéologies et des arts africains-américains, les idées panafricanistes ont été propulsées. À l'occasion de la Conférence sur *l'Encyclopédie africaine* que j'ai eu l'honneur de présider, j'ai fait la

connaissance de WEB du Bois et, ultérieurement, j'ai assisté aux obsèques solennelles organisées par Kwamé Nkrumah en hommage à ce grand panafricaniste.

À la Conférence des Nations Unies de Durban, en 2001 sur le racisme et les réparations, les intellectuels africains-américains joueront un rôle décisif, de même qu'antérieurement, pour arracher ici ou là la reconnaissance de la traite des Noirs comme crime contre l'humanité.

Bref, l'OUA (1963), qui était une configuration provisoire et fragile du panafricanisme, a réussi à moitié l'indépendance. À moitié, puisque jusqu'à la fin du siècle, l'ancien Premier ministre R. Balladur a pu déclarer dans ses Mémoires : « J'ai décidé de dévaluer le franc CFA ». De même, l'OUA a réussi à moitié seulement l'unité, ne serait-ce que parce qu'elle a commis le péché originel de conserver les frontières coloniales, afin, prétendait-on, de prévenir les conflits.

Or, chroniquement, les frontières brûlent. Elles sont structurellement belligères. Elles font de chaque Africain un étranger pour au moins 80 % d'autres Africains. Les frontières africaines sont des outils de vivisection des peuples et ont provoqué, depuis leur instauration, des sacrifices humains sous forme d'holocaustes fratricides cela pour respecter et faire respecter des lignes imposées déjà dans le sang par la conquête coloniale, des lignes arbitraires et même imaginaires (parallèles, longitudes) trop mathématiques pour être humaines.

Ce sont des frontières souvent folles, délirantes, schizophrènes, insensées, parce que sous-développeuses. J'ose avancer, sous forme d'hypothèse pour ne pas dire de postulat, que le bilan globalement médiocre de l'OUA est dû au fait que la lutte pour le nationalisme africain a été découplée du combat pour le panafricanisme, et que les intellectuels africains ont en majorité accepté, cautionné cette dichotomie fatale. En effet, pendant que l'on passait du nationalisme de rupture assez aisé quoique mortel parfois, au nationalisme de construction (*nation building*) un processus historique majeur et même déterminant prenait place la mondialisation qui rend plus caduque le micronationalisme et plus impérative que jamais la déclaration péremptoire de Kwamé Nkrumah : « L'indépendance du Ghana est dénuée

de sens (*meaningless*) tant que toute l'Afrique n'est pas libérée; tant que l'Afrique n'est pas unie ».

On peut même dire qu'une telle indépendance avortée déconstruit l'unité et vice-versa.

En d'autres termes, l'Afrique doit marcher sur ses deux pieds (l'indépendance et l'unité) si elle veut cesser d'être, comme aujourd'hui, bancale, grabataire et comateuse. Les intellectuels africains, au lieu de contribuer à produire le discours théorique et la pratique d'une parodie de développement structurellement bloqué, devraient le décoder, le démasquer, le dénoncer et le récuser au profit d'une altermondialisation, d'une régionalisation à inventer par la découverte sinon d'un nouveau monde, du moins d'une autre Afrique dont nous-mêmes et le monde avons besoin.

IV. Rôle des intellectuels pour conjuguer le binôme moteur de la renaissance africaine

Ce rôle passera, selon nous, par l'option identitaire : qui consiste à se connaître soi-même (*Yeredon*), et d'abord à se constituer, à se donner une personnalité, c'est-à-dire un rôle dans le monde d'aujourd'hui.

Cela impose une résistance active contre l'idéologie du néolibéralisme mondialisateur imposé par les institutions financières internationales récemment critiquées par le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, qui les taxe de contrevenir à la ligne keynésienne expansionniste en matière d'emplois, de demande solvable et d'intervention de l'État. Aujourd'hui : « La mondialisation, ça ne marche pas, écrit-il. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale³ ». « S'il y a un mécontentement contre la mondialisation, c'est parce que, manifestement, elle a mis non seulement l'économie au-dessus de tout, mais aussi une vision particulière de l'économie — le fanatisme du marché — au-dessus de toutes les autres⁴ »

Il n'hésite pas à parler de « l'injustice mondiale » et de « l'hypocrisie des pays industriels avancés » en matière d'intervention des États, de coûts environnementaux et sociaux, d'aide, de flux net de capitaux.

Or, s'il y a un groupe social qui doit jouer le rôle de défenses immunitaires pour empêcher l'Afrique de sombrer dans le sida du sous-développement structurel, c'est avant tout les intellectuels, fils de ce continent. Pour ne prendre qu'un exemple, citons l'ouvrage de Mohamed Larbi Bouguerra *La Recherche contre le Tiers-Monde*⁵.

La seule contrainte d'obéir aux axiomes de l'École de Chicago, qui prône le respect absolu des indicateurs et agrégats macro-économiques même si les coûts humains doivent être regardés comme des effets collatéraux ou périphériques, cela doit déclencher chez les intellectuels africains un double phénomène de rejet, d'abord, parce qu'on a basculé de l'économétrie à l'éconolâtrie, ensuite du fait de l'instrumentalisation de nos pays, manipulés comme des cobayes d'une idéologie intégriste.

Mais évitons ici deux dérives fatales. D'abord, il importe de ne pas externaliser à notre tour tous nos propres déficits de performance et nos complicités en diabolisant les autres le Nord, l'Occident, l'Orient. L'axe du mal ou du bien n'est pas fonction des points cardinaux !

Par ailleurs, n'oublions pas que le remède spécifique à ce rapport de forces négatif, ce n'est pas la jérémiade, la vitupération ou le repli dans le micronationalisme, mais la transformation de l'échange inégal par le nationalisme panafricaniste ou le panafricanisme nationaliste.

Plus et mieux que les deux faces d'une même médaille, il s'agit là de la double dimension de l'engagement de l'intellectuel africain, qui fonctionne en interfécondation dialectique, étant entendu que le nationalisme sans panafricanisme est vide de sens et que le panafricanisme sans contenu libérateur est aussi une absurdité.

L'espace micronational est affecté de deux carences fondamentales et structurelles d'abord, l'inaptitude à atteindre un niveau de développement, ensuite l'absence de dimension capable de provoquer des effets de seuil ou synergie, surtout en matière d'industrialisation et de valeur ajoutée (économies d'échelle).

Par ailleurs, les injonctions des PAS ne suppriment pas nécessairement les dénis de justice; c'est bien le contraire, quand l'État lui-même est privatisé et soumis à une gestion patrimoniale, clanique ou ethnique⁶. Le plus habile

consiste à utiliser le prétexte du tribalisme pour refuser les réformes nécessaires « La démocratie multipartisane fait le jeu des ethnies ! »

Même la religion est mobilisée aussi dans ce *Kulturkampf* d'un nouveau genre. On peut se demander si le caractère artificiel de l'État-nation, État en porte à faux sur des peuples écartelés, sans société civile, sans mémoire et sans projet, n'est pas la source du désarroi existentiel collectif et schizophrénique qui est aux antipodes de la nation en tant que principe fondamental de cohérence.

Les traumatismes étouffés durant des décennies ou siècles et non assumés, peuvent développer dans le subconscient des complexes psychotiques qui expliquent les explosions monstrueuses et fratricides. Grâce aux sciences sociales, on peut contribuer à traiter ce genre de syndrome de préférence de façon prophylactique.

Face à l'instrumentalisation d'identités ethniques effectives ou factices, il faut promouvoir une nouvelle, une néopersonnalité africaine qui assume l'ethnie et éradique l'ethnicisme.

En effet, même si l'ethnie authentique est le foyer vivant de l'identité culturelle, la conjonction des appétits prédateurs des trafiquants et l'existence d'une jeunesse pauvre et illettrée créent un terreau favorable à l'éclosion de milices arc-boutées sur des micro-identités-para ethniques, véritables métastases d'un mal qui n'est pas exclusivement africain.

L'objectif stratégique des travailleurs intellectuels devrait être donc d'édifier un nouveau nationalisme dont le panafricanisme ferait partie intégrante comme carburant, et pour lui donner un sens.

Cela implique un nouveau rapport objectif au savoir, à tous les savoirs, y compris les nôtres. C'est le savoir authentique qui donne aux intellectuels la légitimité et la crédibilité pour prendre la tête de la renaissance africaine⁷.

Il s'agit du savoir autocontrôlé, non cité et récité.

Le défi et l'enjeu, c'est pour chaque communauté qui en a la responsabilité imprescriptible, de forger de nouvelles synthèses, de nouvelles cohérences et compatibilités entre l'extérieur et l'intérieur, entre le particulier et

l'universel. L'universel ne saurait être l'imposition de certains particuliers, ni la somme arithmétique de tous les particuliers, mais le mariage fécond de ce qu'il y a de meilleur, de plus succulent dans les particuliers qui réalisent ainsi l'unité par le haut, par le sommet de la pyramide humaine.

Il ne s'agit pas de faire par la coercition des cultures fragiles du monde, un hybride culturel à haut rendement, un OGM culturel stéréotypé, mais de renforcer les capacités de chaque culture et de la mettre en état de procréation dynamique.

Il faut exclure l'exclusion, car l'exclusion, c'est la barbarie. C'est seulement à ce prix que la diversité culturelle sera la « dernière frontière » qui nous sépare du nouveau « Nouveau Monde » : non pas le nouveau monde d'ailleurs, mais celui de demain.

Les intellectuels africains doivent refuser et rejeter toute subordination interne et externe, tout arbitraire et toute exclusion. Refuser le statu quo limitant et sa violence structurelle, c'est cela la vraie modernité où chacun est au centre de soi-même et où tous les échanges positifs sont permis.

Dans cette optique, il faut constituer, reconstituer le patrimoine africain sous toutes ses formes, même si ce n'est pas en tant que restitution physique, du moins comme sources et ressources récupérables par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Il faut dresser le patrimoine africain comme tableau d'honneur des hauts lieux et hauts faits africains; comme référence aux bas-fonds aussi, car il faut échapper au romantisme rétrospectif. Car ce n'est que l'histoire totale (passé, présent et prospective) qui nous justifiera.

Les intellectuels africains, en s'appuyant sur le réseau et la toile électronique, doivent être autant des pédagogues que des chercheurs, autant des diffuseurs de savoirs que des accumulateurs solitaires de données. Le développement endogène, ce n'est pas seulement la production mais aussi la reproduction sociale.

Pour les intellectuels, la nouvelle nation africaine n'est pas un espace physique de droit romain, approprié et clos, mais un lieu et un milieu sans

frontières et sans rivage, ouvert et œcuménique, où l'échange inégal avec les partenaires est banni.

Dans ce nouveau concept de la nation africaine, la diaspora devient membre à part entière.

Encore faut-il faire preuve d'imagination, de méthode, de prospective et d'organisation comme cela a été tenté avec succès dans nombre de structures et d'organisations : le Codesria, l'Association des universités africaines (AUA), le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), les Collèges disciplinaires comme l'Association des historiens africains (AHA), etc. La direction au sein de la société civile, « l'hégémonie » au sens gramscien du terme sont à ce prix.

Seul l'espace minimal sous régional peut faire face au financement d'un tel projet, par exemple, en suscitant un mécénat et en considérant davantage la recherche en sciences sociales comme investissement productif. L'histoire même, sous nos yeux, voire l'archéologie consomment beaucoup d'argent, mais en produisent aussi. M. Romano Prodi, président de la Commission européenne, dans son discours à l'Assemblée nationale à Ouagadougou a fait allusion à l'Afrique comme berceau de l'humanité, et potentiellement, comme avenir de cette même humanité. Pourtant, lorsque le président Idriss Déby est allé visiter à Montpellier Toumai, le plus ancien australopithèque découvert au Tchad, les médias ont bien moins parlé de notre ancêtre commun que de la cérémonie où le président inaugurerait l'exploitation du pétrole quelques semaines après.

N'occultons aucun registre. Le pétrole, c'est bien. Ça peut faire très mal aussi. Mais n'oublions pas de mettre au cœur de notre identité, la mémoire d'avoir accouché de l'homme et de l'histoire, ainsi que le souvenir des générations qui ont préparé dans des sacrifices ultimes la naissance de l'Union africaine dont la Commission a comme premier président un intellectuel aussi Alpha Oumar Konaré.

En effet, nos identités sont multiples, nos citoyennetés aussi, depuis la base villageoise.

Mais si nous ne voulons pas que nos enfants soient condamnés à vendre aux carrefours de nos villes des cartes de téléphones portables, de la friperie, ou

des paquets de kleenex, il faut, quelque part en Afrique, une puissante polarisation géoculturelle et économique dont les intellectuels peuvent et doivent être les prototypes et les vecteurs.

Ils doivent aider les peuples à instaurer un rapport plus équilibré et plus sain à l'argent, à l'argent défini parfois comme « l'équivalent général » et opérant à ce titre des ravages effroyables contre les États et les nations. Sans être idéaliste, l'équivalent général, la « mesure de tout » au point d'être référence et dépassement, c'est l'homme lui-même. Les Africains disent : « L'argent est bon; mais l'homme est meilleur parce qu'il répond quand on l'appelle ». Reste à savoir quel est le contenu de cette réponse. Mais l'on dit aussi : « Le vieillard vaut mieux que son prix »; ce qui renvoie au postéconomique (méta-économique ?), dont les dégâts humains consécutifs à la canicule de l'été européen montrent la nécessité. Les intellectuels doivent aider à analyser la solidarité sociale africaine qui mobilise chaque jour des dizaines, des centaines de millions d'Africains. En effet, il faut infrastructurer la culture et en produire la version contemporaine qui coïncide avec le principe célèbre « Tout n'est pas dans le marché, en tout cas pas au même titre. Le sol, la santé, l'instruction minimale, l'eau potable ne peuvent être laissés à la seule discrétion de la main invisible du marché ».

L'espace des valeurs coïncide souvent avec celui des options politiques. Sans être partisan, et précisément au titre même de membre de la société civile, l'intellectuel peut aider à civiliser le politique; de telle sorte que nous soyons « maîtres de notre destin et capitaines de notre âme », selon le mot de Nelson Mandela.

Sur ce plan aussi, l'espace et les structures panafricaines constituent des conditions nécessaires sinon suffisantes pour mieux protéger les droits humains, le développement et la démocratie au profit des intellectuels et de leurs concitoyens.

Pour terminer, je me permets d'observer que les spécialistes des sciences sociales, les artistes, les cinéastes n'exploitent pas à sa juste valeur le potentiel d'ébranlement intellectuel et émotionnel dont sont chargés les mythes, les récits d'origine et les cosmogonies qui sont d'une richesse

prodigieuse. En Occident, pensons à Prométhée (qui existe en Afrique aussi), à Œdipe, au fil d'Ariane, etc.

Comparant le continent africain à Osiris, je dirais qu'il faut rappeler l'Osiris Africain. C'est le frère d'Osiris, le méchant Seth qui l'a trucidé, dépecé, sans oublier de disperser ses membres pour qu'il périclît à jamais.

Mais c'est sa sœur Isis, sœur épouse, maîtresse du haut savoir occulte et quintessencié, qui a retrouvé, rassemblé et réajusté ses membres; si bien qu'il a accédé à la renaissance et à la résurrection.

Je pense qu'il y a là une analogie évidente avec le cas de l'Afrique, maintes fois démembrée et qu'il s'agit aujourd'hui de rassembler. Les intellectuels peuvent assumer la mission d'Isis.

Autres récits de la Genèse africaine : Il est dit qu'après avoir créé tout le Cosmos, Dieu s'est posé la question : « Pour qui luira le Soleil ? » Et c'est alors qu'il a créé l'être humain afin que le Soleil ait un sens

Un sens cela nous renvoie au rôle de l'intellectuel créateur de sens. Cela nous renvoie à l'avertissement prophétique de Kwamé Nkrumah « *The Independance of Ghana is meaningless unless* ». (L'indépendance du Ghana est dénuée de sens tant que l'Afrique n'est pas unie).

Oui, il faut rappeler l'Osiris africain pour que la nation, le nationalisme africains aient un sens !

¹ Conférence donnée à l'occasion du 30e anniversaire du Codesria, 2003.

² Yves Amaizo, *L'Afrique est-elle incapable de s'unir* Paris, L'Harmattan, 2002

³ Joseph Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2003, p. 279.

⁴ Joseph Stiglitz, *op. cit.*, p. 286.

⁵ Mohamed Larbi, *La Recherche contre le Tiers Monde*, Paris, PUF, 1993.

⁶ Goerg Odile, « Catégorisations et représentation des espaces et des populations ou comment échapper au retour des clichés », *Africa Zamani*, numéros 7 et 8, 1999-2000, p. 41 et suivantes.

⁷ Ajayi, J., F., *Jacob*, Towards African Renaissance.

Cinquième partie

La mondialisation

13. La mondialisation pour qui ¹

Questions d'histoire et de méthode

Le monde se mondialise. Cela crève les yeux et le petit écran quotidiennement. Nous vivons en temps réel les mêmes événements naturels, sportifs, politiques, etc. Et pourtant, cette unicité physique n'est pas forcément union sociale et humaine.

C'est dire qu'on ne mondialise pas, on ne se mondialise pas innocemment. Ce processus n'est pas neutre; il est chargé de sens. Qui sont les mondialisateurs et les mondialisés ? Au profit et au dépens de qui ? Reconnaissons qu'il n'y a pas qu'une seule mondialisation mais des mondialisations vécues différemment par des groupes différents. Ces processus vécus sont parfois convergents et concordants, parfois discordants et antagonistes ou conflictuels. Les concepts de mondialisateurs et de mondialisés ont été avancés, non sans raison, du moins au plan subjectif.

Ainsi au XV^e siècle, les conquistadors apparurent comme découvreurs des Indiens découverts. Producteurs et objets de mondialisation se sont ainsi confrontés dans des rôles parfois apparemment confondus. Mais, il est clair que les fauteurs de mondialisation agissent d'abord et par-dessus tout conformément aux réalités, aux intérêts et aux valeurs de leur propre monde qui cohabite ou combat comme un sous-système dans le système monde global. Qui le leur reprocherait ? Un dicton africain déclare : Celui qui partage la viande ne saurait se mettre les os dans son propre plat : Mais qui partage ? Au profit de qui ? Sous la surface lisse et polie de la planète vue à distance sont masquées bien des confrontations et des tempêtes. Mais il ne faudrait pas trop simplifier ces conflits comme s'ils opposaient mécaniquement des points cardinaux ou des hémisphères : naguère l'Est contre l'Ouest, aujourd'hui le Nord riche contre le Sud pauvre, les Blancs contre les autres, etc. Les intérêts traversent les latitudes et les longitudes.

Bien sûr, l'Occident étant depuis quelques siècles maître d'œuvre de la planète, il semble être l'inventeur unique de la mondialisation actuelle. Mais, au XVe siècle déjà, l'Occident avait reçu d'ailleurs les équipements et inventions qui permirent d'intégrer les mondes inconnus (imprimerie, boussole, poudre à canon...).

Par ailleurs, la volonté d'explorer, d'intégrer, et aménager l'espace est consubstantielle à la condition humaine depuis l'*homo erectus* africain qui migra pour aller peupler l'Asie et l'Europe. Le désir de mondialiser sous-tend le déploiement de l'histoire humaine dans la volonté des hégémonies successives de totaliser autant que possible d'*œkoumène*. Les auteurs arabes racontent comment l'empereur Abubacar II du Mali (1303-1312), a réuni à deux reprises des flottilles d'embarcations spéciales, avec mission d'aller vers l'Ouest outre-Atlantique. Lui-même périt dans la seconde tentative pour atteindre le monde qu'il pressentait. Mais les navigateurs portugais, espagnols et italiens qui rencontrèrent les nouvelles terres ne cachaient pas leurs objectifs : « Nous recherchons des chrétiens et des épices ». La version actuelle, à peine plus voilée serait sans doute du pétrole et des diamants... ou de l'uranium.

La chute du mur de Berlin, qui divisait le monde en deux camps, a permis de totaliser le monde sous la seule bannière et la fêrule du libéralisme capitaliste, scellant la mondialisation proprement dite et interpellant le monde entier sur les enjeux et les défis du système monde en tant qu'entité globale fonctionnant comme organisme conscient de soi. Ici, comme au XV^e siècle, un faisceau de technologies d'avant-garde a permis cette totalisation suprême confirmée par l'observation de notre planète à partir d'autres astres découverts eux-mêmes par les cosmonautes. Abusivement, on symbolise cette « globalisation » par quelques acteurs phares : Internet, le cellulaire, l'ordinateur, la Banque mondiale. Mais, disent les Africains : « Dans l'eau, il y a plus que le crocodile ».

Trois aspects de la mondialisation sont à examiner successivement ici :

- Le monde se mondialise : c'est une progression, pas toujours un progrès, au contraire;
- On ne mondialise pas, on ne se mondialise pas innocemment. La mondialisation est un vaste processus d'inclusion qu'on observe ici à

partir du cas africain;
– Que faire ?

A. Le monde se mondialise

Il s'agit là d'un constat de visu qui se passe de démonstration. C'est une évidence obvie qui se décline avant tout comme une victoire partielle et provisoire de l'être humain sur deux paramètres qui, de freins, deviennent des facteurs, des moteurs directs de production, avec des impacts omniformes et tous azimuts, dans tous les secteurs de la vie. Quelques exemples : le secteur bancaire peut être bouleversé par le secteur boursier où la volatilité électronique et redoutable des capitaux spéculatifs est maniée par des opérateurs qui guettent, flairent et anticipent même parfois le profit où qu'il niche dans le monde, créant ainsi des conjonctures porteuses et artificielles qu'ils n'hésitent pas à fuir instantanément au moindre signal ou frisson de fièvre.

Des capitaux colossaux, beaucoup plus importants que ceux qui sont investis dans la production réelle et le « développement », sont ainsi engloutis dans ce jeu mondial de l'argent réservé à une petite minorité qui s'enrichit (ou se ruine) en jouant avec l'avenir économique de millions et de milliards d'individus qui eux, luttent pour survivre simplement. Mais, le système financier étant mondial (transnationales, participations croisées,...), l'influx nerveux qui le soutient étant osmosé, l'infarctus bancaire en Thaïlande se répercute vite en Amérique du Sud ou du Nord. C'est pourquoi l'ensemble du système monétaire et financier planétaire doit être observé et surveillé en tant que système mondial quasi unifié et non plus comme un agrégat de systèmes autonomes simplement interconnectés.

Au niveau des unités de production, la même observation est valable, car les facteurs et éléments de production sont prélevés aujourd'hui dans le monde entier, pour mettre sur le marché un produit unique sous forme d'équipement ou de service. « Dans une voiture made in USA, la boîte de vitesse sera peut-être française, le design italien, les composants électroniques japonais, la tôlerie allemande, le financement anglais. Au total, moins de 30 % du prix final servira à rémunérer le travail américain; le reste est réparti à travers le monde chez des centaines de fournisseurs différents ». Il en va de même pour les débouchés et le marketing, pour la

composition mondiale des équipes « nationales » de football et pour la publicité qui est accrochée à leurs maillots.

Si nous prenons des épidémies et pandémies comme le sida, on voit que la rapidité de leur propagation est propulsée par les véhicules et vecteurs qui, en triomphant de l'espace et du temps, multiplient de façon exponentielle les rapports humains, y compris les rapports sexuels.

Autre indicateur de la mondialisation, c'est l'oecuménisme linguistique de l'anglais qui uniformise la planète comme langue des affaires, du tourisme, de la science au plan statistique et au plan de l'invasion lexicale et grammaticale des parlers autochtones qui deviennent des idiomes provinciaux. « Le passage de l'anglais comme langue étrangère (l'Ali) à l'anglais comme langue internationale (l'Alé), n'est plus à remettre en cause... Ce mouvement s'est opéré, non pas à travers une politique linguistique expansionniste mais tout simplement à la suite d'une demande internationale liée au développement économique, commercial et technologique que traverse le monde depuis 1945² ». Le même auteur précise que 1/5 de la population mondiale parle anglais; 70 % des chercheurs à travers le monde comprennent l'anglais écrit; 85 % du courrier mondial est rédigé en anglais; 90 % des informations contenues dans les systèmes électroniques sont en anglais; en 2010, il y aura plus d'étrangers locuteurs de l'anglais que de sujets natifs de cette langue. L'anglais, dit-il, envahit toutes les langues africaines; ce processus linguistique n'est évidemment pas neutre au plan culturel.

Chacun sait aussi le rôle joué par CNN, non seulement dans l'information sur les faits, mais dans la formation, la production de la guerre du Golfe. L'instantanéité de l'information planétaire, l'anticipation sur les événements littéralement accouchés au forceps du matraquage médiatique sont une arme aussi efficace que les troupes en action sur le théâtre d'opération. Les médias jouent parfois un rôle d'observatoire permanent qui permet à l'action internationale de se déployer à titre préventif et prophylactique, au lieu d'être réduits à courir derrière des incendies. Les appellations mêmes de « Médecins sans frontières », de « Reporters sans frontières » que portent des associations parmi les plus célèbres, marquent suffisamment le caractère mondial de leurs activités.

Une remarque cependant les autoroutes du mondial ne se situent pas seulement là où on les voit à ciel ouvert et à l'œil nu. En effet, comme dans les agglomérations modernes, la ville souterraine est encore plus vaste que la partie visible de la cité. Les réseaux planétaires apparents sont moins nombreux que les tissus et échanges invisibles au niveau des laboratoires confidentiels, des trafics en tout genre (armes, diamants, drogues, organes humains, pornographie, pédophilie, fausses monnaies, etc.); les internationales de l'ombre sont légion. Les technologies de pointe qui rétrécissent la planète et unifient la scène du monde, opèrent pour le meilleur et pour le pire. Cela ne signifie pas que les courants souterrains sont neutres. Pas plus que la « communauté internationale » qui les tolère ou les emploie. Les Services spéciaux d'Interpol ou des renseignements, qui agissent vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur tous les continents, sur et sous tous les océans, les codes secrets des banques, constituent un système nerveux invisible dont l'action sur la vie du monde est d'autant plus déterminante qu'elle n'affleure pas à la conscience des gens et échappe à tout contrôle de la part de l'immense majorité des citoyens du monde. Cela justifie la seconde partie de nos réflexions.

B. On ne mondialise pas, on ne se mondialise pas innocemment

1. Une objectivité apparente

Le système monde est construit. Ce n'est pas un objet minéral, amorphe et sans intention. Même le caillou brut obéit à des lois; a fortiori un équipement humain. Déjà, la première massue de pierre de la caverne préhistorique était chargée de sens. Que dire du système monde, cet artefact infiniment sophistiqué mis au point un million d'années après le biface de l'*homo erectus* ? C'est un mégasystème qui enserme toute la planète comme un ensemble qui vise à reproduire la perfection transcendante de la pensée et de la vie, mais mise au service des aspirations les plus nobles, les plus médiocres ou les plus affreuses qui grouillent et s'affrontent dans la conscience humaine. Où se situe l'optimum humain ? Était-ce dans les communautés claniques ou rurales restreintes et conviviales ou aujourd'hui dans les mégapoles immergées dans le mégasystème monde ?

En réalité, il n'y a pas un seuil quantitatif vers le haut ou vers le bas, à partir duquel il se reproduirait mécaniquement un saut qualitatif vers le meilleur.

Small is beautiful ? Pas nécessairement. Réciproquement, la course au gigantisme dans le but de coïncider avec tout l'espace planétaire comme pour truster toutes les rentes de situation disponibles, est loin d'être une course vers l'excellence et la perfection. En réalité, l'optimum humain se situe partout et nulle part. La mondialisation n'est pas neutre; elle est potentiellement enceinte du meilleur et du pire. Mais il est clair que laissée à elle-même comme une force aveugle, elle fonctionne comme un processus d'inclusion-exclusion qui prétend tout englober et tout absorber, tout inclure; quitte à exclure ou excréter, à excommunier, tout ce qui est incompatible avec son propre système : c'est un processus doté d'une forte charge intégriste.

Dès lors qu'il s'agit d'inclusion et d'exclusion imposées, il faut admettre en contrepartie la validité des notions de sécurité et d'insécurité pour ceux qui subissent la loi de ce processus.

Les sous-systèmes menacés par le mégasystème d'inclusion et d'exclusion éventuelle ne sont-ils pas dans un état de légitime défense ? Certes, la survie écologique et biologique, économique et sociale, identitaire et culturelle en tant qu'exigences vitales fondamentales, n'est pas opposable à la mondialisation au même titre que les droits de l'homme sont opposés à la dictature, que l'État de droit à l'État d'exception. Mais d'une part, l'inverse de cette proposition est encore plus juste à savoir que la mondialisation capitaliste n'est pas opposable à d'autres systèmes, comme la norme à l'exception, comme l'orthodoxie à l'hérésie. La fameuse question de Montesquieu ressurgirait alors « Comment peut-on être persan ? » Comment peut-on être non mondialisé ?

Par ailleurs, en tant que processus historique, donc humain, donc généré dans l'espace et le temps des humains, si immense soit-elle, la mondialisation ne saurait être érigée en nécessité métaphysique, métahistorique, clôturant définitivement l'histoire, agissant comme une nouvelle « main invisible » mythologique, et à laquelle la nature et la culture devraient se soumettre. Autant il importe de ne pas diaboliser ce processus, autant il est absurde de le soustraire à l'histoire en en faisant la matière de nouveaux textes sacrés, ou pire encore, d'une loi naturelle immanente, scellée dans l'instinct et le destin.

Dans ce cadre-là, le travail, par exemple, est un facteur de production, une marchandise comme les autres, ce qui est inexact. La croissance dans et par la multiplication des sans-emploi se situe dans la logique de la mondialisation néolibérale et à travers les délocalisations; et le Sud, malgré les délocalisations et les zones franches, manque d'emplois parce qu'il reste structurellement figé dans sa fonction (néo) coloniale de producteur de matières premières et de débouché; d'où la valeur ajoutée infime et le pouvoir d'achat très bas d'où l'absence d'ouverture d'une « nouvelle frontière » de type keynésien, par la relance de la production et de l'offre du Nord grâce à un relèvement décisif de la demande solvable au Sud, à travers le progrès social.

Le jeu de l'argent, par contre, n'a pas besoin du relèvement réel de la demande solvable des pauvres qui, à Dakar ou à Ouagadougou, engloutissent leur salaire dans le Pari Mutuel, en misant sur les chevaux qui courent quelques milliers de kilomètres de là, à Chantilly ou à Longchamp; tandis qu'à quelques kilomètres d'eux, des capitaux vagabonds se livrent à leur propre jeu la quête de placements avantageux domiciliés offshore, à l'abri de tout contrôle et de toute turbulence politique. Un peu plus loin, toujours en Afrique, on cultive des fleurs tropicales de luxe pour les clients fortunés du Nord. Ainsi va la mondialisation dont il faut exposer quelques rouages dans les domaines de l'environnement, de l'économie, du social et du culturel tels qu'ils opèrent et sont perçus en Afrique.

La mondialisation est-elle compatible avec les systèmes différents de production, de consommation et de valeurs, dans la mesure où son ambition explicite ou implicite est de les remplacer ? Les réponses à cette question peuvent varier. Mais disons, quant à nous, que la mondialisation, telle qu'elle fonctionne actuellement, offre apparemment des opportunités à tous, dans le cadre du marché qui arbitre entre les compétiteurs. Or, on l'a répété maintes fois : « Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère ».

La déréglementation prônée par la mondialisation ne laisse la place qu'au « meilleur », c'est-à-dire au plus fort qui externalise beaucoup de coûts dont la charge est transférée sur les autres, c'est-à-dire les pays les plus faibles aujourd'hui. Mais, dès lors que le paradigme de la liberté est invoqué par le système monde, il devrait toujours rester un créneau pour

exprimer des choix; sinon ce serait la mort du système. Il y a là une contradiction fondamentale, car la logique de la course au monopole et la paupérisation structurelle implique l'absence de choix, c'est-à-dire la mort de la liberté.

2. Dimensions environnementales du système monde

Cela est surtout valable pour l'environnement. La surconsommation d'énergie des terriens du Nord (30 à 50 fois plus que l'Africain moyen), entraîne des risques pour toute l'humanité d'aujourd'hui et de demain. La mondialisation entend leur donner des droits illimités sur des ressources limitées (Accord multilatéral sur les investissements). Mais, la nature ne peut être entièrement soumise au marché, dès lors qu'il y a des risques majeurs dont certains, pour la première fois, peuvent être irréversibles. Les Africains l'avaient compris qui donnaient à tout nouvel arrivant le droit à la terre (en usufruit !), car personne n'en était vraiment propriétaire; ne serait-ce que parce que la terre abrite la mort (les tombes des ancêtres) et la vie (celle des plantes et des cultures). On peut définir la sécurité et l'insécurité par analogie avec le dispositif de l'organisme humain lorsqu'il est apte ou inapte à mobiliser les défenses immunitaires inscrites dans le logiciel de son métabolisme de base. Quand un écosystème ne peut plus dicter ces mots d'ordre d'autodéfense, il y a insécurité et comme une sorte de sida écologique.

Les pays dépendants historiquement et structurellement non industrialisés et réduits à l'exportation massive de produits bruts (minerais, bois, ressources halieutiques), sont surfragilisés; en cas de crise, ce sont les fusibles du système en vigueur qui sautent pour préserver le système de l'autodestruction.

Mais, le Sud de la planète bénéficie encore d'avantages naturels énormes en matière de biodiversité. Jacques Ruffié a magistralement démontré que, s'agissant de la variété génétique humaine, surtout en Afrique, cela constitue une sécurité structurelle pour l'espèce; alors que la réduction du nombre de variétés accroît les risques d'éradication de telle ou telle espèce en cas d'épreuve majeure³. Le Sud est précisément soumis à un tel danger actuellement. Durant le XX^e siècle, la Côte d'Ivoire a perdu les 2/3 de son couvert forestier « Mais nous reboisons ! » riposte-t-on parfois. En oubliant

qu'un arbre qui tombe, ce n'est pas qu'un arbre; c'est tout un microcosme symbiotique d'espèces vivantes qui disparaît avec lui. À cela s'ajoute le prélèvement direct que le Nord opère sur le capital biogénétique par constitution de banque des gènes de variétés en voie d'extinction, au profit des grandes firmes qui monopolisent les brevets à partir des savoirs endogènes⁴ (biopiraterie). L'échange inégal en matière de sciences est particulièrement scandaleux.

Citons encore les délocalisations vers les pays du Sud des industries les plus polluantes, aux conditions du marché qui généralement sous-évalue et externalise les coûts environnementaux. Les dirigeants africains ou sud-américains appellent souvent de tels investissements : « Venez polluer chez nous ! » déclarait naguère un ministre brésilien. Certains dirigeants africains sont même allés jusqu'à hypothéquer des périmètres du territoire dit national pour enfouir des déchets toxiques incontrôlables : ils vendent leur présent pour empoisonner leur avenir et celui de leurs enfants.

3. Au plan démographique

Les mondialisateurs continuent de taxer les terriens du Sud d'être trop prolifiques. Ils rendent le taux de croissance démographique responsable du sous-développement et du gâchis écologique, alors que c'est le contraire qui est vrai; la croissance démographique étant d'abord largement un effet avant d'être aussi une cause. Ce n'est pas une irresponsabilité des peuples du Sud, mais une caractéristique de toutes les sociétés préindustrielles et rurales. L'enfant est désiré parce qu'on tient compte de la mortalité ambiante (cf. les vœux aux nouveaux mariés).

Si le colonisateur a diminué la mortalité par de nouveaux médicaments, mais a aussi décidé la non-industrialisation du Sud par le « pacte colonial », qui est responsable du dysfonctionnement qui en résulte ? Entre croissance économique et démographie, le producteur et procréateur du Sud ne peut changer à court terme un comportement millénaire; d'autant plus que l'enfant est une assurance vieillesse. C'est surtout le relèvement du niveau de vie qui, comme partout ailleurs, amorcera la transition démographique à la baisse.

Avec une espérance de vie de 47 à 52 ans (25 ans de moins que la moyenne du Nord), avec 12 à 15 % de la population mondiale, l'Afrique porte plus que la moitié de la misère sanitaire et sociale du monde : 66 % des malades du sida; 50 à 75 % d'adultes analphabètes selon les pays; 50 % des réfugiés. Entre la formule des pauvres du Sud : « Accroissons la vie pour limiter la mort » et la prescription des mondialisateurs : « Limitez la vie pour limiter la mort ! », on pourrait dire que finalement cela revient au même... si la mondialisation n'était pas structurellement génératrice de pauvreté, laquelle accroît la fécondité ! Bref, ce n'est pas en élevant de nouveaux murs du Rio Grande ou du détroit de Gibraltar succédant au Mur de Berlin, que le Nord prendra sa part de responsabilité face à ce scandale d'un néo-apartheid non déclaré. Aucun limes (barrière — frontière), tel que le préconise J. Ruffin dans, *L'Empire et les nouveaux Barbares*, n'a jamais été incontournable. D'autant plus que le Nord, l'Europe en particulier, a besoin d'émigrés pour compenser le vieillissement structurel de sa population et la raréfaction des enfants. En attendant la solution rationnelle et humaine à ces aberrations et contradictions mondialistes, il y a des épisodes atroces comme celui des migrants chinois clandestins et celui des deux jeunes Guinéens qui s'installèrent dans la loge du train d'atterrissage d'un avion, en vue de fuir le bas monde du Sud pour s'inclure dans les beaux quartiers du village Terre; ce fut l'exclusion de la vie elle-même !

4. Dimensions économiques de la mondialisation

C'est l'espace le plus verrouillé où les mondialiseurs ont logé les mutations appelées réformes mais qui, par leur caractère imprescriptible, par leur présentation en un bloc (package), sont des commandements et des directives stéréotypées valables pour tous les lieux; le tout sous la férule du FMI et de la Banque mondiale; à commencer par le cadre macro-économique piloté par des Programmes d'ajustement structurel (PAS). Les PAS ont l'avantage de ramener les États africains aux dures réalités masquées par les années d'argent facile et par la concurrence au Nord entre pays industrialisés dans le cadre de la guerre froide. Il s'agit, en fait, sous l'apparence de l'objectivité scientifique, de pousser les pays sous l'action de la carotte (mesures d'accompagnement) ou du bâton (conditionnalités) dans la marche forcée de la croissance mimétique. Les priorités imposées aux États sont absolument identiques : compressions des dépenses

publiques, suppression du déficit budgétaire, allégement des budgets sociaux; privatisations systématiques, même quand les entreprises d'État sont compétitives et bénéficiaires; vérité des prix sans soutien ni subvention pour maintenir le pouvoir d'achat des citoyens. La croissance des ressources de l'État doit venir de l'amélioration de la balance commerciale par les exportations en vue d'acquérir des devises fortes qui serviront d'abord à payer les dettes. Or le cours des matières premières (le coton pour le Burkina Faso), est fixé à l'extérieur; d'où l'extraversion économique de type colonial. La baisse tendancielle des cours des matières premières (coton, cacao...), provoque des destructions massives de récoltes (Côte d'Ivoire) et s'accompagne de la hausse du prix des intrants (engrais, pesticides, produits phytosanitaires) refusés aux paysans adonnés aux cultures vivrières ! Il faudra donc toujours plus de coton pour acheter la même quantité de riz thaïlandais payable en dollar; sans compter les dévaluations éventuelles de l'euro par rapport au dollar. Toute cette stratégie s'analyse comme une dévalorisation-dévaluation de la force de travail du producteur africain. Il s'agit d'une dépendance du ventre exprimée par l'importation massive de produits vivriers étrangers (farine, viandes congelées, lait, etc.), fruits d'une production subventionnée par les États du Nord, contrairement au principe sacro-saint de la non-ingérence de l'État.

À Onikawa, le G8 a agité une fois de plus, de façon démagogique, le thème de la réduction ou même de l'annulation de la dette pour les pays les plus pauvres. Du vent ! Pour payer sa dette, il faut s'endetter parce qu'il faut produire, donc investir, donc emprunter, donc s'endetter. Les créanciers en viennent à consentir de nouveaux prêts débouchant sur une paupérisation accrue des débiteurs. On finit par abandonner l'idée factice du « développement » réduit à la « santé des paramètres macro-économiques ! » ; et on met de plus en plus l'accent sur les dons et les subventions qui sont les indicateurs infaillibles que le système a échoué. En effet, le déficit de la balance commerciale et des paiements, le déficit budgétaire, l'absence de budget d'investissement national, la dette, etc., sont beaucoup moins la cause de la crise africaine que ses effets. Tous ces effets pervers sont largement (pas uniquement !), générés par des structures exogènes (cours des matières premières, échange inégal, taux d'intérêt de l'argent, manipulations boursières ou monétaires, etc.) auxquelles on se garde de

toucher et qui devraient pourtant relever d'abord du vrai ajustement structurel, incontournable si l'on veut assainir le désordre mondial actuel. Les pays africains sont de grands malades sous perfusion et ballons d'oxygène. Ils sont l'objet d'un acharnement thérapeutique voué à un échec programmé, sinistre mascarade dont les premières victimes sont les femmes et les jeunes. En Afrique centrale, il est arrivé, à défaut de nourriture, qu'on divise la famille en deux moitiés, chacune mangeant un jour sur deux.

À qui profite une telle situation qui mondialise le désordre et l'indignité humaine ?

« À personne », répondent certains, car, à force de combattre la régulation, tout le monde est dessaisi du pouvoir de régulation. La déréglementation généralisée mène tout droit à l'anarchie, à la stratégie du fait accompli, à la domination (éphémère !) du plus fort, voire du plus rapide. C'est pourquoi les firmes dominantes, pour se prémunir contre les surprises, élargissent leur empire en direction de l'oligopole et du monopole, s'engouffrant dans le jeu vertigineux de l'argent spéculatif et dans la géostratégie des États. Les mondialisateurs occupent donc les hauteurs stratégiques de l'économie et de la politique mondiale qui régissent la pensée et l'action concrètes des instances intermédiaires (étatiques ou privées), lesquelles servent de relais ou courroies de transmission en direction des mondialisés. Ceux-ci constituent les soutiens du bateau ivre, les ustensiles inertes et passifs de l'histoire. Comme cerveaux, logiciels et locomotives de la méga machine mondiale, on peut citer les grands groupes financiers internationaux : les principales chaînes de télévision et les champions des autoroutes de l'information, les « clubs » (de Londres et de Paris) et les banques centrales, les institutions financières internationales, les bourses des matières premières et des valeurs, les principaux services secrets, les grands systèmes militaires qui quadrillent et contrôlent le sous-sol, le sous-marin, les airs et les astres; les plus grands journaux et maisons d'édition du monde, les plus puissants laboratoires (en particulier en biochimie, génétique, astrophysique), les plus grands intellectuels, artistes, les leaders de religions œcuméniques, les monnaies leaders, etc.

Or, les principaux mondialisateurs sont des moteurs et instruments de la pensée unique du capitalisme contemporain, pour qui seul le théâtre planétaire est à la mesure de sa volonté de puissance et de ses ambitions de

profit. Par nature, le capitalisme vise à la mainmise sur tout l'espace et à l'unifier pour accaparer toutes les rentes de situation et tous les avantages comparatifs. La mondialisation néolibérale structure l'architecture du monde par inclusion-exclusion et les résultats sont évidents à nos yeux sous forme de polarisations, de conglomerats géants, d'une part, et de miettes, de déchets, d'excrétions, pour ne pas dire d'excréments, d'autre part.

Pourtant, il ne faut pas imaginer la mondialisation comme un unique et grand méchant diable dominant la planète. Il s'agit de réseaux multiples et polymorphes, de forces tantôt convergentes, tantôt divergentes, tantôt antagonistes et conflictuelles, avec des flux endogènes et exogènes, tantôt compatibles, tantôt exclusifs, tantôt alliés, tantôt meurtriers; mais dont la résultante doit permettre au capitalisme d'unifier et régenter l'offre et la demande pour tous les groupes sociaux sous toutes les latitudes. Les identités culturelles elles-mêmes peuvent servir de véhicules pour atteindre cet objectif terminal et stratégique. Par exemple, quand les spots publicitaires à base de musique ou danse africaine servent à promouvoir Coca-Cola; quand la pharmacopée endogène est victime de biopiraterie.

Les stratégies mises en œuvre sont variées : par exemple, la reforestation des pays du Sahel avec des variétés étrangères, au lieu des arbres et plantes autochtones, l'élimination des langues africaines des écoles comme langues enseignées et langues d'enseignement, le pillage des ressources halieutiques transvasées dans des navires-usines étrangers basés en haute mer, etc.

Qui profite de cette rapine planétaire, voire cosmique ?

Parfois les intérêts communs et à long terme de l'humanité sont en jeu de façon si évidente que les mondialisateurs devraient prendre leurs responsabilités (effets de serre, réduction de la couche d'ozone, désertification), mais ils ne le font pas parce que leurs intérêts égoïstes et mesquins sont en jeu. Pourquoi diminuer la consommation d'énergie renouvelable, puisque cela remettrait en cause le statu quo actuel de surexploitation égoïste du monde par le Nord et ses privilèges historiques ? La nuit du 4-Août mondialiste n'est pas pour demain. Les grands États ou Unions du Nord sont des « monstres froids ». Quant aux transnationales, c'est dans l'anonymat ou sous le pavillon de la « responsabilité limitée » qu'elles écument les richesses du monde.

Certes, il reste encore quelques oasis qui échappent au plan local à l'unification du monde; mais si le processus actuel se poursuit, leurs jours sont comptés. Les politiques de décentralisation entreprises un peu partout pour populariser le pouvoir et compenser certaines dérives de la mondialisation selon le principe de subsidiarité, peuvent-elles limiter les dégâts ? L'économie populaire se présente ici ou là comme une réelle alternative dictée par les faits et la nécessité; mais quand les hauteurs stratégiques, l'amont et l'aval, les intrants et les débouchés sont contrôlés par le capitalisme mondial, ses limites sont étroites.

D'ailleurs, là où le peuple n'est ni informé, ni formé, ni organisé, la décentralisation ne peut produire un effet positif mécanique.

Mais il importe de ne pas diaboliser tous les mondialisateurs dont beaucoup surfent sur la vague des nouvelles technologies pour en tirer le meilleur parti. Si ces outils inédits et surpuissants apparaissent par eux-mêmes comme le simple conteneur (hardware) d'un nouveau système, il n'empêche que le contenant induit souvent le contenu et que globalement le système « roule » pour ceux qui en tirent déjà le plus de profit. 20 % de la population du globe accaparent 86 % des revenus. Les trois plus grosses fortunes du monde dépassent le PNB total du groupe des pays les moins avancés.

Mais ce qui compte ici, ce n'est pas tant les résultats bruts que le caractère structurel et « nécessaire » de ce processus et son dynamisme tendanciel. Plus que le nombre des pauvres, c'est l'approfondissement de la pauvreté au moment où la masse himalayenne des capitaux atteint des sommets jusqu'ici inégalés. C'est l'absurdité d'un système qui juxtapose et rapproche de plus en plus l'extrême richesse et la misère de survie. Dans tel pays du Sahel, classé 172e sur 174 par le PNUD, il y a pourtant des milliardaires en franc CFA au milieu des pauvres qui représentent 47 % de la population.

À Okinawa, les pays du G8 ont résolu d'attaquer la pauvreté à la racine. Mais où est la racine de la pauvreté et surtout de la paupérisation ? *That is the question* ! Or pendant qu'on applique des pommades cosmétiques sur les sociétés grabataires, on met hors de cause des virus aussi virulents que

la baisse tendancielle du cours des matières premières, l'échange inégal, le taux d'intérêt de l'argent, les brevets, les manipulations monétaires.

Donc bipolarisation et fracture du monde entre le Nord et le Sud, d'une part, et d'autre part, entre les îlots de richissimes du Sud et l'océan sans rivage des misérables entre d'un côté les requins et de l'autre, le plancton. Ne serait-ce pas en fait un processus de formation de classe *sui generis*, sans industrialisation autonome, assortie d'un effacement des classes moyennes si importantes pour l'équilibre général des sociétés ?

On invite les peuples du Sud à devenir des internautes, alors que la simple alphabétisation générale reste hors de portée, malgré les campagnes et slogans prometteurs ou démagogiques. C'est une priorité absolue pour les pays du Sud, que le PNUD a inscrite avec raison parmi les indicateurs du développement humain. Mais l'on sait que certaines épidémies ou pandémies, dès lors qu'elles n'existent presque plus dans le Nord, ce ne sont pas des priorités mondiales, mais « locales ». De même, l'expression « Communauté internationale », désigne en fait le club des grandes puissances du Nord. Dans ces conditions, le paradigme du « rattrapage », si longtemps présenté comme un appât incitatif de la course au développement, est de plus en plus rangé au garage des miroirs aux alouettes du Sud pour faire place aux formules plus hésitantes de « pays émergents », « à revenus intermédiaires », etc. Cependant que le fossé se creuse entre le Nord et le Sud. Les tigres et dragons d'Asie proposés en modèles subissent les tempêtes boursières et financières les plus inattendues, mais qui sont pourtant inscrites dans la logique de « la main invisible » du marché.

Plus on mondialise et moins on peut prétendre contrôler l'avenir. D'où la tendance à concentrer le pouvoir économique en vue de limiter et domestiquer les incertitudes. Mais le contrôle monopoliste, le protectionnisme larvé ou patent, les subventions aux produits agricoles d'Europe déversés au Sud dont la production se trouve asphyxiée, ne sont-ils pas la négation même du néolibéralisme. La déréglementation est imposée surtout aux faibles. Résultat : on exporte les conflits avec la compression des coûts sociaux au lieu de considérer que la cohésion sociale, la démocratie sont essentielles pour la stabilité, constituant ainsi des avantages comparatifs inestimables à long terme. L'imposition du même

carcan des ajustements macro-économiques à tous les pays qui contredit la ligne d'évolution historique des pays riches eux-mêmes (rôle de l'État, du protectionnisme, etc.), équivaut à soumettre les pays du Sud au rôle de cobayes. Ainsi, les dévaluations spectaculaires (50 %, 100 %) débouchent sur une restriction du crédit, une forte augmentation de la dette, une chute de la production pour le marché intérieur et de l'emploi.

Les grands équilibres globaux et nationaux sont bâtis sur une multitude de déséquilibres individuels profonds de véritables sacrifices humains. On fait la chasse à l'inflation qui continue pourtant pour les importations, alors que le prix des matières premières des pays du Sud chute, et que leur pouvoir d'achat baisse. La déflation s'installe donc (baisse de la demande solvable) menaçant à terme par ricochet les fournisseurs du Nord.

Résultat : on passe de l'investissement étranger direct (réduit en Afrique subsaharienne aux produits bruts) et du commerce, à l'aide publique au développement puis à l'aide humanitaire qui signe manifestement un constat d'échec des développeurs-développementeurs.

Les résultats sont choquants pendant que les « titans » de l'économie mondialisée situés essentiellement au Nord accumulent des trésors astronomiques, les pays africains végètent à la limite de la survie. La fortune de l'homme le plus riche du monde équivaut au PNB de 25 pays comme le Burkina Faso.

Or, « l'aide humanitaire » est un pis-aller. Elle constitue un mensonge sur la structure mondiale des échanges, puisque le flux net de capitaux va du Sud vers le Nord compte tenu du remboursement de la dette (capital et intérêts), du paiement des brevets et du retour de la majeure partie de l'aide sous forme d'achats d'équipements, et de rétribution des experts du Nord (bureau d'études, consultations, etc.).

Par ailleurs, l'aide humanitaire développe la dépendance, le complexe de la mendicité et dégrade l'image qu'on a de soi-même et de sa propre dignité. Enfin, le fait de dépendre des rebuts du Nord (aliments et remèdes parfois avariés, friperie, sans compter les véhicules usagés), transforme le Sud en dépotoir et poubelle de la planète, en éradiquant des cultures riches et vivantes pour leur substituer un anonymat culturel globalisé et mimétique.

Bref, le bilan de la mondialisation actuelle dont on nous dit qu'elle est incontournable est très clair elle profite à ceux qui (individus ou groupes) en tirent des surplus aussi bien au Nord qu'au Sud. La mondialisation est fondée sur une alliance planétaire des nantis dont l'objectif est de s'enrichir encore davantage sans limite financière, géographique, politique ou étatique.

L'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) est la traduction parfaite de cette logique balayant les « obligations de résultats » exigées souvent des investisseurs par les États-nations, pour imposer la loi du requin libre dans l'océan libre.

Des complicités multiples, en grappes et en réseaux, captent toutes les opportunités en temps réel à la vitesse électronique. Les modèles, négrier et néocolonial, sont dépassés et parachevés. Sans intention diabolique de X ou Y, la dynamique du capitalisme international se décline comme une gigantesque ponction de minerais, de pierres précieuses, d'énergies non renouvelables, de ressources génétiques, de sportifs, de chercheurs et savants, d'informations, d'artistes et de productions culturelles (musique, arts plastiques), de médecins, de médicaments, de remboursements, etc.

Résultat évident : les performances de l'Afrique se dégradent. Et nombre de dirigeants jouent un rôle néfaste dans cette descente aux enfers. Les réseaux de complicités Nord-Sud sont multiples et pourraient faire l'objet d'une typologie.

Du moment que la mondialisation néolibérale est un système total, sinon totalitaire, intégriste en somme, qui gouverne toutes les dimensions de la vie individuelle et collective, il importe d'en prendre le contre-pied dans tous les compartiments de la pensée et de l'action. La mondialisation pilotée par la logique du capitalisme pur et cru ne peut être amendée par des réformettes cosmétiques; d'autant plus qu'il n'a plus en face de lui une ou des forces susceptibles de contester directement et concrètement son empire.

C'est pourquoi une stratégie d'alliances visant à constituer un bloc historique où les sociétés civiles s'engagent de plus en plus (comme à Seattle), doit être élaborée.

C'est une lutte de longue haleine comme le montre le rejet récent de l'idée de la « taxe J. Tobin » sur les transactions et transferts de capitaux spéculatifs, par le ministre français de l'Économie et des Finances. Il faut viser à terme la transformation du système dans les principes et dans la pratique. Tous les pays du monde sont invités à conquérir des parts du marché et à se tailler un créneau, une niche au grand soleil de la concurrence; le problème, c'est que les règles du jeu sont déjà fixées par les vainqueurs actuels. Il s'agit donc d'arracher si possible les miettes disponibles, et plus profondément, de proposer un projet alternatif de nouvelles normes, en soustrayant du marché, par exemple, un certain nombre de biens et de liens, de services et de valeurs; le travail, la culture, le génome humain, et le patrimoine commun, la santé et l'éducation au-dessous d'un certain minimum, etc.

5. Mondialisation et cultures

Tout ne peut pas être entièrement régi par les lois du marché, si tant est qu'on opte pour un développement humain qui vise à contenir dans certaines limites les coûts humains de la croissance.

Les biens culturels et les savoirs des peuples doivent en particulier échapper à la razzia financière et à l'éradication par les marchands, sans brevet ni reconnaissance comme si c'était des matériaux bruts sans aucune valeur ajoutée. Même certains dirigeants conservateurs du Nord se battent pour « l'exception culturelle ». Que dire des cultures et des créations africaines prodigieuses, réduites au statut du bizarre ou à celui d'« arts premiers ». Les langues africaines, par exemple, doivent être jalousement préservées comme langues enseignées et langues d'enseignement contre les défoliants mondialistes parce qu'elles sont le cordon ombilical qui charrie toutes les sèves de la différence identitaire. Les biens culturels spoliés par les colonisateurs doivent en principe faire l'objet de restitutions ou de réparations. Le paradigme axial de la globalisation, c'est la désintégration, l'atomisation des entités socioculturelles pour jeter tous les individus dans le moule standard du producteur et surtout du consommateur lambda : c'est *l'homo cocacolens*.

La mentalité et la culture sous-jacente à l'univers de nombreux mondialisateurs, les valeurs motrices et matrices de cet univers, c'est la

compétitivité, la productivité, souvent chèrement payées par la communauté en termes de coûts humains ou environnementaux. C'est la violence implicite ou structurelle qui bâtit les hôtels palaces et les casinos de rêve à distance à peine respectable des taudis, des décharges et des dépotoirs où, en cas d'éboulement accidentel, les taupes humaines qui vivent de ses ordures y trouvent leur tombeau naturel; où en cas de génocide ou de guerre civile, succédant parfois aux guerres télécommandées et aux « frappes chirurgicales », c'est l'armada de l'industrie humanitaire qui se met en branle pour panser les plaies, limiter les dégâts, mais aussi liquider des stocks ou surplus de vivres à gestion coûteuse, et dorloter la bonne conscience des nantis.

L'interdépendance humanitaire est la face visible d'une planète dont la face cachée abrite à travers les complexes industriels ou les mafias, des trafics d'armes, des sapeurs pompiers qui sont souvent aussi des pyromanes. Le XXe siècle a été un temps de violences majeures centrées au Nord; deux guerres mondiales ont servi d'étapes sanglantes à la mondialisation. Il en fut de même pour la guerre froide qui a enrôlé bien des peuples du Sud. La mondialisation actuelle, derrière le paravent des festivals, des parades et des concerts, masque des tragédies qui s'inscrivent plus profondément dans la conscience des peuples.

Les doctrines et idéologies sociales et politiques occidentales de Hobbes à Nietzsche et de Machiavel à Darwin, Malthus, Lénine et Staline, ont mis en œuvre le rôle de la violence dans l'histoire. Face au communisme, le capitalisme a mis en œuvre une autre stratégie de la violence structurelle qui a réalisé des miracles techniques et scientifiques, éradiqué des maladies millénaires, accumulé des biens et des services sans précédent. Mais il se trouve que nulle part, il n'a construit sans créer dans le même temps de la pauvreté⁵. Et quand les jeux de l'argent deviennent la forme principale d'accumulation du profit, le mode de production démasque sa réalité univoque de système exploiteur et dominateur déconnecté de la société.

Dès l'instant où les États et les peuples ou leurs porte-parole voient leur emprise sur l'économie érodée, où les internautes ont le feu vert à tout moment, le vaisseau spatial du néolibéralisme navigue sans pilote; sauf les corrections opérées a posteriori grâce aux taux de change des monnaies, aux taux d'intérêt, mais aussi grâce aux crashes, aux OPA et aux délocalisations,

trois cent cinquante traders peuvent générer deux fois plus de bénéfices que 20 5000 travailleurs de l'industrie. Dans ces conditions, les valeurs éthiques du travail, du « que le meilleur gagne ! », de la justice sociale, disparaissent peu à peu, et les valeurs cotées en bourse cheminent selon leur propre logique, sans référence à aucune autre loi que celle du casino global.

C. Que faire ?

Que faire Les structures étatiques sont souvent tributaires des pressions ou corruptions des géants ou titans de l'économie. Des groupes de la société civile s'organisent au niveau local ou global en vue de « subvertir » les lois de marché pour les mettre au service d'une économie plus humaine, à travers les systèmes d'échanges réciproques des savoirs, le commerce équitable, l'économie solidaire, etc., contournant les structures de l'échange inégal.

Les valeurs du travail, de l'effort, du bien social, du sentiment citoyen d'appartenance à une communauté comptable du bien commun (*respublica*), de la responsabilité partagée (co-responsabilité) à l'intérieur et à l'extérieur, du respect des différences (tolérance), doivent demeurer partout mais surtout au sud de la planète, des normes souveraines qui gouvernent les règles du jeu économique et social.

La solidarité sociale en particulier, qui mobilise chaque jour des centaines de millions d'Africains pour porter assistance aux groupes les plus faibles du corps social (malades, personnes âgées...), constitue un facteur de production de services de première grandeur, qu'il faudrait expurger de ses défauts et ajuster au temps présent pour en faire un des socles d'une culture africaine en recul devant l'individualisme égocentrique.

Mais, les valeurs sont en rapport dialectique avec l'étagage des structures matérielles et économiques; autant elles les influencent, autant elles sont induites par ces (infra) structures.

Il faut infrastructurer les cultures du Sud pour qu'elles puissent résister à l'agressivité hégémonique de la mondialisation.

C'est pourquoi, face aux mondialisateurs, le recours fondamental des pays du Sud et des Africains en particulier, c'est la nucléarisation, la

régionalisation, la création de grands espaces comme marché intérieur.

Entre le village ou l'espace micronational africain inapte au développement humain et les superpuissances, l'instance régionale ou sous-régionale est la seule réponse stratégique appropriée. C'est une clé universelle pour les problèmes africains et une voie royale pour résoudre les contradictions les plus ardues, une mine de solutions potentielles transformables en performances multiformes : économies d'échelle, compétitivité, valeur ajoutée, débouchés assurés, division interafricaine du travail selon les avantages comparatifs, dénouement des rigidités en matière d'offre et de demande, amélioration du pouvoir de négociation (*bargaining power*) vis-à-vis de l'extérieur et de l'échange inégal, solution des dysfonctionnements ou conflits ethniques, etc. Les sciences africaines elles-mêmes ne sont vraiment possibles objectivement que dans le cadre (sous) régional : les sciences sociales (par exemple anthropologie, histoire, géographie, sociologie, hydrologie, climatologie, botanique, épidémiologie, etc.), sont très limitées dans le cadre strictement micronational. La science sera interafricaine ou ne sera pas.

Des exemples ou précédents historiques d'intégration africaine existent. Par exemple, le cauri comme monnaie interafricaine; l'or, le sel, la cola, le commerce transcontinental à travers le Sahara avec les produits manufacturés nord-africains et hawsa; ou de l'océan Indien à l'océan Atlantique à travers l'Afrique australe (les croisettes de cuivre).

Des réformes contemporaines sont nombreuses aussi : l'Europe (UE), l'Amérique (ALENA), l'Asie (ASEAN), le MERCOSUR. D'où vient alors la course immobile de l'Afrique ? Nos micromarchés équivalent chacun, en termes de pouvoir d'achat, à des marchés de 150 000 habitants européens. Dans ces conditions, il faut renoncer à l'industrialisation et au développement humain. Le PNB du continent est l'équivalent de celui d'un seul pays européen moyen, et le budget d'un pays africain moyen, analogue à celui d'une ville européenne moyenne.

Notre part dans le marché mondial est infime (2 %). Le commerce interafricain reste squelettique malgré les toutes dernières législations, et cela sous la pression extérieure. D'ailleurs, cette ouverture entre pays africains est contredite par les entraves à la libre circulation des personnes. On serait

presque tenté de dire « Heureusement qu'il y a les transnationales Shell, Elf, Bouygues, Castel, LONRHO, etc., qui réalisent, à leur niveau, l'intégration africaine, mais à leur propre profit ».

En 1987 déjà, à Yamoussoukro, les ministres de l'Économie et des Finances de l'UMOA suggéraient des négociations communautaires africaines et non plus individuelles, avec en vue de demander le « juste prix » pour leurs matières premières.

Pendant ce temps, certains pays importent 50 % de leur nourriture et reçoivent de l'extérieur 85 % de leurs budgets d'investissement. 85 % de la recherche sur l'Afrique se font en dehors de l'Afrique. Les deux tiers des PMA sont africains. Certes, il y a des exceptions positives remarquables dans l'économie populaire et la société civile. Mais, la fusée à trois étages de l'intégration (experts, ministres et chefs d'État) ne part pas, et la paupérisation s'aggrave pour la majorité derrière la croissance statistique et macro-économique toujours timide et chaotique.

À quoi sert la souveraineté nationale si elle n'existe pas ? Il n'y a pas de souveraineté dans la famine et dans la mendicité. Surtout que l'abandon total ou partiel de souveraineté est prévu par les constitutions établies par les peuples, que les présidents ont fait serment de les appliquer et que les Parlements qui votent les lois, ratifient les traités et exercent un mandat populaire, n'ont pas la force de poser cet acte fondateur d'une nouvelle Afrique.

Plus de 200 organisations sous-régionales fonctionnent en Afrique; mais le continent reste éclaté et cacophonique on avance, on titube en grands malades livrés aux ballons d'oxygène et à l'acharnement économétrique; alors que les autres puissances dans la mondialisation nous incluent ou nous excluent à leur guise absence ou déficit d'option, d'engagement politique et stratégique, telle est la condition actuelle des pays africains.

L'intégration est le modèle même de l'option stratégique, parce que c'est une variable, un levier qui, par synergie, met en branle beaucoup d'autres variables (ou facteurs). La régionalisation est la grande idée et la grande réalité du début du troisième millénaire. C'est pourquoi l'initiative historique de la Déclaration de Syrte créant l'Union africaine, bien que ou

parce que volontariste, doit être saluée comme l'aube d'une Afrique nouvelle campant le continent comme une force parmi les forces du monde.

¹ Conférence donnée à l'occasion du colloque de Tripoli sur le thème « Des droits de l'homme et des peuples à l'ère de la mondialisation », 30 août-2 septembre 2000.

² Abdoulaye Dione, « La langue de Shakespeare devient internationale », *L'Info*, n° 534 du mercredi 19 juillet 2000, p. 13.

³ J. Ruffié, *De la biologie à la Culture*, Paris, Flammarion, 1957.

⁴ « Private parts-Privatization and the life-Industiy », in *Development-Dialogue*, UPPSALA, 1998. Rural Advancement Foundation International (RAFI), *Human Nature, A.gricultural Biodiversity and Earm-Based Food Security*, Pittsboro, 1997.

⁵ Michel Chossudovsky, *The globalization of Poverty Impacts of IMF and World Bank Reforms*, Third World Network, London, 1997.

Références bibliographiques

Alexandre P., *Mes Africains*, Paris, éditions Lidis, 1981.

Amaizo, Y., *L'Afrique est-elle incapable de s'unir* Paris, L'Harmattan, 2002.

Attali J., *Histoire du temps*, Paris, Fayard, Livre de poche, 1982.

Bouguerra M. L., *La Recherche contre le Tiers-Monde*, Paris, PUF, 1993.

Chossudovsky M., *Reforms, The Globalization of Poverty — Impacts of IMF and World Bank*

Third World Network, London, 1997.

Curtin Ph., *The Atlantic Slave Trade — A Census*, Madison, 1969.

Diop C. A.,

Nations nègres et culture, Paris, Présence africaine, 1954;

L'Unité culturelle de l'Afrique noire, Paris, Présence africaine, 1959;

Civilisation ou Barbarie, Paris, Présence africaine, 1981;

Fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire, Paris, Présence Africaine, 1974.

Dione A., *La langue de Shakespeare devient internationale*, in Info, n° 584, 19 juillet 2000.

Diop L. M., *Le sous-peuplement de l'Afrique noire*, Bulletin de l'IFAN, 40B, n° 4, octobre 1978.

Duboc (général), *L'Épopée coloniale en A.O.F.*, 1938.

Gandhi M., *Tous les hommes sont frères*, Paris, Gallimard, 1990.

Goerg O. *Catégorisations et présentation des espaces et des populations ou comment échapper au retour des clichés*, Africa Zamani, nos 7 et 8, 1999-2000.

Inikori J. E., *Forces Migrations The impact of export-Slave Trade on African Societies*, Londres, 1982.

Kant. E., *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1980.

Ki-Zerbo J., *Histoire et conscience nègre*, Paris, Présence africaine, n° 16, 1957.

Les obstacles à l'intégration, Le Chercheur, n° 1, ACD/Dakar, IFAN, 1990;
La Nette des autres, Codesria/CRDE, Dakar, Khartala, 1992;
Histoire de l'Afrique noire D'hier à demain, Paris, Hatier, 1978.

Langenay A., *Les données actuelles sur l'origine et la diversité des populations humaines*, Diogène, n° 131, 1985.

Lavergne, *Le Principe des nationalités et les guerres en application au problème colonial*, 1921.

Lebon G., *Lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, F. Allan, 1927.

Lovejoy, PE., *The volume of the Atlantic Slave Trade — A Synthesis*, *Journal of African History*, XXIII, 1982.

Marx K., *Le Capital*, livre I, t. II, Paris, Librairie du Progrès, 1875.

Morin E., *Le Paradigme perdu la nature humaine*, Paris, Le Seuil, 1973.

Pisani E., *La Main et l'outil*, Paris, R. Laffont, 1984.

Randles WG.L., *L'Empire du Monomotapa du XV au XIXe siècle*, Paris, Mouton, 1975.

Ruffié J., *De la Biologie à la culture*, Paris, Flammarion, 1957.

StigliTZ J., *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2002.